

2016

RAPPORT ANNUEL

**Bâtir des projets
solides et des
entreprises fortes**



Caisse de dépôt et placement
du Québec

2	FAITS SAILLANTS 2016	53	PRÉSENCE DE LA CAISSE AU QUÉBEC
4	ACTIFS DANS LE MONDE	71	INVESTISSEMENT RESPONSABLE
6	ANCRÉS AU QUÉBEC	72	Rapport sur l'investissement responsable
8	DERRIÈRE NOS CLIENTS, LES QUÉBÉCOIS	76	Rapport sur le développement durable
10	RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'ACTIF	80	Conformité
12	NOS RÉALISATIONS EN 2016	83	RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS
16	MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL	111	CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE DIRECTION
18	MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION	112	Structure organisationnelle
21	NOS CLIENTS, LES DÉPOSANTS	114	Conseil d'administration
27	RAPPORT DE GESTION	115	Comité de direction
28	Contexte macroéconomique	117	RAPPORT FINANCIER
30	Analyse du rendement global	125	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
34	Analyse du rendement par catégorie d'actif		
46	Gestion des risques		

Bâtir des projets solides et des entreprises fortes

Investir en propriétaire d'entreprise. Telle est l'approche de la Caisse pour créer de la valeur à long terme pour ses clients, les déposants. Cela implique d'investir sur la base de convictions profondes. De miser sur des actifs de qualité ancrés dans l'économie réelle.

Parce que les rendements durables résultent autant de la compréhension des tendances économiques fondamentales que d'une connaissance approfondie des secteurs et des entreprises dans lesquels nous investissons. De l'excellence des opérations autant que de notre capacité d'innover. Tout cela pour bâtir des projets solides et des entreprises fortes.

FAITS SAILLANTS 2016

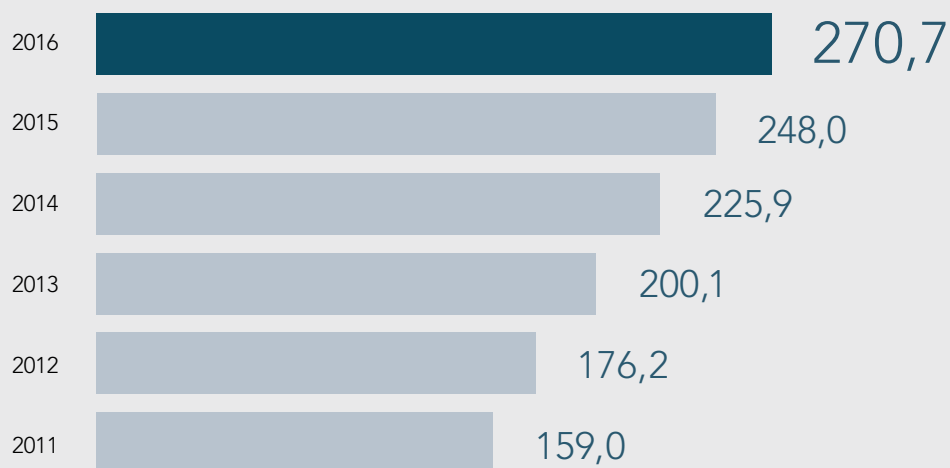
Actif net

au 31 décembre 2016

270,7 G\$

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DE 2011 À 2016

(en milliards de dollars)



10,2%

RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 5 ANS

100 G\$

RÉSULTATS
DE PLACEMENT NETS
SUR 5 ANS

7,6%

RENDEMENT EN 2016

18,4 G\$

RÉSULTATS
DE PLACEMENT NETS
EN 2016

AAA

MAINTIEN DES COTES DE CRÉDIT LES PLUS HAUTES

Les agences de notation DBRS, Standard & Poor's et Moody's ont maintenu les cotes de crédit de la Caisse et de CDP Financière avec une perspective stable.

ACTIFS DANS LE MONDE

Nous investissons dans l'économie réelle

en misant sur des actifs tangibles et en développant des partenariats avec des acteurs de classe mondiale



179 G\$

EXPOSITION DE LA CAISSE AUX MARCHÉS MONDIAUX, EN HAUSSE DE 106 G\$ DEPUIS LA FIN DE 2011

Parmi nos réalisations de 2016

📷 /1

DP WORLD

Aux côtés de cet opérateur majeur de ports, création d'une plateforme d'investissement de 5 G\$ destinée à des ports et des terminaux portuaires à l'échelle mondiale. Participation de la Caisse de 45 %.

📷 /2

EUROFINS

Investissement de 200 M€ dans ce chef de file mondial des services de laboratoires d'analyse établi en Europe.

📷 /3

1211 AVENUE OF THE AMERICAS

Acquisition avec Callahan Capital Properties de la participation non détenue de cet immeuble de bureaux emblématique de Manhattan.



AZURE POWER GLOBAL

Participation de 21 % dans cette société indienne qui se classe parmi les plus grands producteurs d'énergie solaire de l'Inde.



LOGOS

Investissement dans cette société immobilière australienne établie en Chine qui détient et développe des propriétés logistiques à Shanghai et dans des villes clés d'Asie-Pacifique.



GREENSTONE FINANCIAL SERVICES

Participation de 44 % dans ce leader de la distribution d'assurance en Australie.

ANCRÉS AU QUÉBEC

Nous accompagnons les PME de la nouvelle économie

pour multiplier leur force de frappe et accélérer leur croissance



1



2



3



TRIOTECH

Investissement de 40 M\$ pour la croissance mondiale de cette société qui conçoit, fabrique et met en marché des manèges reposant sur une expérience multisensorielle.



ADDÉNERGIE

Investissement de 8,5 M\$ pour la croissance pancanadienne du réseau et le développement de la technologie de ce concepteur et fabricant de solutions de recharge pour véhicules électriques.



HOPPER

Investissement de 40 M\$ pour la croissance internationale de cette application mobile nommée à plusieurs reprises parmi les 10 meilleures de l'industrie du voyage.

NOUS CROYONS que le développement économique repose sur la transformation et l'expansion de moyennes et grandes entreprises de secteurs d'excellence traditionnels, mais aussi des secteurs porteurs de la nouvelle économie, comme les énergies vertes, les nouveaux médias, l'intelligence artificielle et l'électrification des transports.



4



5



6



FELIX & PAUL STUDIOS

Investissement de 1,3 M\$ du fonds Espace CDPQ dans ce studio de création de contenu cinématographique en réalité virtuelle.



GROUPE STINGRAY DIGITAL

Réinvestissement de 16 M\$ dans ce chef de file des services musicaux multiplateformes.



MOMENT FACTORY

Financement global de 18 M\$ pour la création d'une nouvelle entité consacrée aux infrastructures multimédias permanentes.

DERRIÈRE NOS CLIENTS, LES QUÉBÉCOIS

Nos investissements diversifiés

contribuent à la solidité financière de nos clients et à enrichir les Québécois

41

DÉPOSANTS
CONFIENT LEURS
FONDS À LA CAISSE

Ce sont principalement des caisses de retraite et des régimes d'assurance.

ENSEMBLE, ILS VERSENT
DES PRESTATIONS
À PLUS DE

2 millions de Québécois

NOUS AVONS GÉNÉRÉ POUR NOS HUIT PRINCIPAUX DÉPOSANTS DES RENDEMENTS VARIANT ENTRE

6,3% et
8,2%

EN 2016

8,7% et
11,4%

SUR 5 ANS

<p>Finances Québec </p> <p>Fonds d'amortissement des régimes de retraite</p>	<p>RREGOP</p> <p>Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics</p>	<p>Retraite Québec </p>
<p> COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC</p> <p>Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec</p>	<p>NOS PRINCIPAUX DÉPOSANTS</p>	<p>CNESST</p> <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail</p>
<p>Société de l'assurance automobile Québec </p> <p>Société de l'assurance automobile du Québec</p>	<p>Finances Québec </p> <p>Fonds des générations</p>	<p>RRPE</p> <p>Régime de retraite du personnel d'encadrement</p>

RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Nous misons sur des actifs de qualité

dans toutes les catégories
de placement

RENDEMENTS PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Sur 5 ans et 1 an

ACTIONS

14,0%

SUR 5 ANS

10,4%

EN 2016

REVENU FIXE

3,7%

SUR 5 ANS

2,9%

EN 2016

ACTIFS RÉELS

11,5%

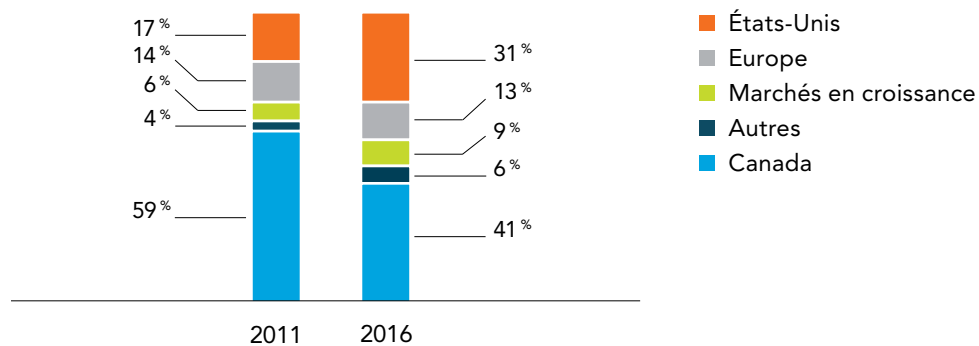
SUR 5 ANS

10,6%

EN 2016

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE GLOBAL

Aux 31 décembre

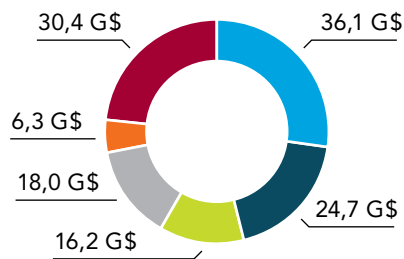


Actions

131,7 G\$

ACTIF NET

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE
ET MANDAT
Au 31 décembre 2016



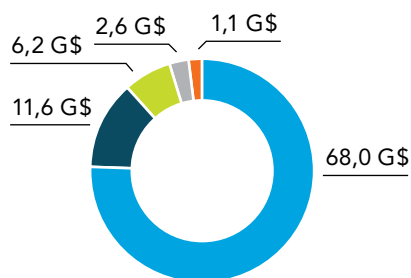
- Qualité mondiale
- Canada
- Marchés en croissance
- Pondérations alternatives
- Autres
- Placements privés

Revenu fixe

89,5 G\$

ACTIF NET

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE
Au 31 décembre 2016



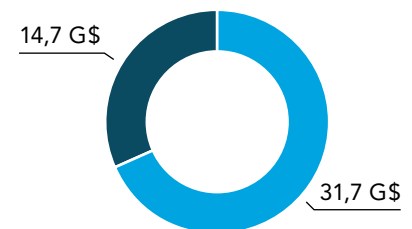
- Obligations
- Dettes immobilières
- Valeurs à court terme
- Obligations à long terme
- Obligations à rendement réel

Actifs réels

46,4 G\$

ACTIF NET

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE
Au 31 décembre 2016



- Immeubles
- Infrastructures

NOS RÉALISATIONS EN 2016

Les principales réalisations de l'année 2016 s'inscrivent dans les quatre priorités établies par la Caisse à l'occasion de sa planification stratégique annuelle.

Gestion en absolu

Investir à long terme avec des convictions fortes qui s'appuient sur une analyse en profondeur

RÉALISATIONS 2016

- Regroupement des portefeuilles de marchés boursiers au sein d'un même portefeuille spécialisé, divisé en six mandats de gestion
- Mise en place du mandat Pondérations alternatives, dont la stratégie consiste à attribuer à chaque titre en portefeuille un poids en fonction de différentes mesures plutôt que de sa capitalisation boursière
- Développement de la stratégie Valeur mondiale, qui consiste à acheter des titres d'entreprises affichant un prix faible par rapport à leur valeur fondamentale
- Remaniement des portefeuilles Obligations et Dettes immobilières ayant mené à la création des portefeuilles Taux et Crédit au 1^{er} janvier 2017, afin de diversifier les sources de valeur, d'accroître le rendement espéré et de personnaliser l'exposition aux obligations gouvernementales de chaque déposant

Actifs moins liquides

Accroître les investissements dans les actifs moins liquides, soit en immobilier, en infrastructures et en placements privés

RÉALISATIONS 2016

- Poursuite du déploiement mondial dans ce type d'actif, de façon sélective, portant l'exposition hors Canada des portefeuilles moins liquides à 70 % à la fin de 2016
- Volume de transactions (acquisitions et ventes) de 25,2 G\$ dans les actifs moins liquides
- En immobilier, investissements de 5,8 G\$, notamment dans les secteurs des bureaux à New York et Chicago, le résidentiel à San Francisco et Londres, et les centres commerciaux en Colombie-Britannique
- Réalisation d'une des plus importantes transactions immobilières en Europe en 2016 avec la vente de P3 Logistic Parks, en partenariat avec TPG
- En placements privés, investissements de 7,8 G\$, incluant des participations dans des sociétés de premier plan aux États-Unis, en Europe et en Australie
- En infrastructures, participation de 21 % dans un chef de file du secteur de l'énergie verte en Inde

Mondialisation

Investir de façon stratégique dans des marchés qui présentent des occasions attrayantes à long terme

RÉALISATIONS 2016

- Accroissement de l'exposition aux marchés mondiaux dans toutes les catégories d'actif, laquelle s'établissait à 59,1 % à la fin 2016
- Ouverture de bureaux à New Delhi et à Londres afin d'établir une présence dans ces régions stratégiques
- Développement de partenariats stratégiques avec des acteurs de classe mondiale, notamment :
 - Edelweiss, une société indienne offrant du financement spécialisé aux entreprises, pour un partenariat à long terme
 - CBRE Global Investment Partners, pour appuyer la stratégie de croissance de la société australienne LOGOS en Asie-Pacifique
 - KKR et Stone Point Capital, pour favoriser la croissance de Sedgwick, un chef de file américain du secteur de l'administration et de la gestion pour tiers de réclamations
 - DP World, pour la création d'une plateforme d'investissement destinée à des ports et des terminaux portuaires à travers le monde

Impact au Québec

Renforcer la portée réelle de la Caisse sur l'économie et les entreprises en mettant l'accent sur trois grandes priorités

RÉALISATIONS 2016

Croissance et mondialisation

- Partage d'expertise et de réseaux pour accompagner Lasik MD, KDC et IPL dans leurs acquisitions aux États-Unis, de même que Fix Auto dans son expansion en Asie-Pacifique
- Investissements dans Groupe Marcelle pour l'acquisition de Lise Watier Cosmétiques et dans Moment Factory pour la création d'une nouvelle entité en multimédias

Projets structurants

- Dévoilement du Réseau électrique métropolitain (REM), un projet de réseau intégré de transport collectif, électrique et automatisé, de 67 km et 27 stations, pour la grande région de Montréal

- Partenariat entre Ivanhoé Cambridge et Claridge visant des investissements immobiliers dans le Grand Montréal, et poursuite de projets de construction et de revitalisation à travers le Québec
- Financement du parc éolien de New Richmond en Gaspésie

Innovation et relève

- Inauguration de l'Espace CDPOQ, un hub pour favoriser la croissance et la mondialisation des entreprises québécoises, et création d'un fonds de 50 M\$ pour les PME
- Investissements dans des entreprises œuvrant dans des secteurs porteurs de la nouvelle économie comme Triotech, Felix & Paul Studios, Groupe Stingray Digital et Spectra Premium
- Appui à des entreprises qui se distinguent par leur capacité à innover, notamment Hopper et AddÉnergie

Messages du président du conseil et du président et chef de la direction

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Le monde change à un rythme accéléré. Malgré un environnement fluctuant d'une année à l'autre, la Caisse continue de générer des rendements solides.

En 2016, la Caisse garde le cap sur ses orientations stratégiques des dernières années et continue de s'appuyer sur ses convictions profondes : investir dans l'économie réelle dans une perspective de long terme, au Québec et à travers le monde, dans des pays judicieusement sélectionnés, avec des partenaires de qualité, que ce soit en revenu fixe, dans les marchés boursiers, les placements privés, les infrastructures ou l'immobilier.

Pour la Caisse, l'année 2016 a été marquée notamment par l'expansion de ses bureaux à l'international. Elle est maintenant présente à Londres, Mexico, New Delhi, New York, Paris, Shanghai, Singapour, Sydney et Washington.

De plus, ses équipes d'investissement dans les infrastructures et les placements privés s'étoffent avec le recrutement de spécialistes de très haut calibre disposant d'une expertise à l'échelle mondiale.

Cette année encore, les performances de la Caisse ont répondu aux attentes des déposants en dépassant le portefeuille de référence par une marge appréciable.

Le conseil d'administration est fier de ces résultats qui se conjuguent de façon remarquable avec son apport au développement économique du Québec. La Caisse est devenue un acteur incomparable dans le soutien des entreprises québécoises fortes, les championnes de leur industrie, et dans leur croissance à l'international.

Dans ce contexte, le conseil d'administration a renouvelé, avec l'approbation du gouvernement, le mandat de Michael Sabia à titre de président et chef de la direction. Le conseil reconnaît le leadership exceptionnel de Michael, lequel continue de faire la différence dans le recrutement et la mobilisation d'une équipe performante. Au nom du conseil, merci pour cette contribution hors du commun.

Je voudrais également remercier les membres du conseil d'administration pour leur apport important au développement de la Caisse. C'est grâce à l'engagement de chacun que le conseil peut mener ses activités. J'aimerais en outre souligner le travail des présidents de comités, qui ne ménagent aucun effort pour présenter au conseil des recommandations qui se fondent sur des analyses rigoureuses et approfondies.

Je tiens enfin à remercier Mmes Michèle Desjardins et Rita Dionne-Marsolais ainsi que M. Norman Johnston pour leur excellent travail tout au long de leur mandat au conseil d'administration.

En terminant, le conseil souhaite exprimer sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui œuvrent à la Caisse et qui, chaque jour, donnent le meilleur d'eux-mêmes pour servir les déposants et le Québec.

Le président du conseil d'administration,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Robert Tessier'. The signature is stylized with a large initial 'R' and a cursive 'Tessier'.

ROBERT TESSIER

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

L'année 2016 a été tout sauf banale. Après des années de croissance alimentée par des taux d'intérêt au plancher, plusieurs redoutaient une correction des marchés. Mais c'est l'actualité politique qui a éclipsé les mouvements boursiers.

L'élection d'un candidat hors-norme à la présidence des États-Unis et la victoire du Brexit ont déjoué les sondeurs et les analystes politiques. Ces votes inattendus ont perturbé l'ordre établi. L'onde de choc résonne encore.

Les leaders politiques et économiques ont dû prendre acte des mouvements populistes qui menacent l'ouverture des marchés et l'intensification des échanges commerciaux. Ils n'avaient pas mesuré le malaise grandissant d'une partie de la classe moyenne, qui se perçoit comme la laissée-pour-compte de la mondialisation.

Il y a des leçons importantes à tirer de ces développements politiques. Sur l'urgence de créer des sociétés plus justes. Sur la nécessité d'avoir des filets de sécurité sociale. Sur l'importance – cruciale – d'éduquer et de former en continu les travailleurs pour qu'ils puissent s'adapter aux bouleversements en cours, comme la robotisation et l'intelligence artificielle.

Il faut toutefois résister à la tentation du repli. Bien sûr, à court terme, il est possible que le rythme des échanges commerciaux ralentisse. Mais la croissance dynamique qu'on observe en Inde, en Chine, au Mexique et ailleurs dans le monde ne s'estompera pas.

Pour un investisseur institutionnel comme la Caisse, il est impensable d'être absent des marchés à forte croissance. C'est entre autres grâce à la sélection rigoureuse d'investissements internationaux que la Caisse peut bâtir un portefeuille plus diversifié, plus stable et plus résistant aux chocs. Un portefeuille résilient. Tout-terrain.

En 2016, nous avons réalisé des progrès notables dans l'exécution de notre stratégie de mondialisation. Nous avons renforcé nos équipes à New York, à Londres, à Mexico et à Delhi.

Nous avons accru notre présence en Inde en effectuant plusieurs transactions dans ce pays, un phare de l'économie mondiale en raison de sa croissance qui oscille entre 7 % et 8 % depuis 2008. À la suite de réformes dans le secteur financier et de la loi indienne sur les faillites, nous nous sommes associés au Edelweiss Group pour investir dans les actifs en difficulté et le crédit spécialisé. Nous avons mis sur pied une plateforme de co-investissement en énergie. Nous avons investi dans le capital-actions de TVS Logistics Services et d'Azure Power Global, l'un des plus grands producteurs indiens d'énergie solaire.

Toujours en Asie, notre filiale Ivanhoé Cambridge est devenue actionnaire de référence du Logos Property Group, qui développe des projets immobiliers logistiques en Australie, en Chine et à Singapour.

Aux États-Unis, nous avons acquis une participation importante dans AlixPartners, une firme de consultation de New York avec une forte présence dans le reste des États-Unis et en Europe. Au Moyen-Orient, nous avons créé une plateforme d'investissement de cinq milliards de dollars avec le groupe DP World pour investir dans les infrastructures portuaires. Les deux premiers terminaux acquis par cette plateforme sont à Vancouver et à Prince-Rupert.

Si la Caisse poursuit sa mondialisation, elle demeure solidement ancrée au Québec. Pour 2016, nos investissements et engagements au Québec s'élèvent à 2,5 milliards de dollars, portant leur total à 13,7 milliards de dollars depuis 2012.

Au-delà des chiffres, la Caisse vise à avoir un impact durable au Québec. Comment ? En stimulant l'investissement privé. En investissant dans les sociétés innovantes comme Hopper, Moment Factory et Lightspeed. En accompagnant nos entreprises qui prennent de l'expansion internationale. Et en pilotant des projets d'infrastructures transformateurs comme le Réseau électrique métropolitain. Lancé au printemps 2016, le REM vient d'ailleurs de franchir une étape déterminante avec la confirmation de l'investissement du gouvernement du Québec.

Les quelques exemples ci-dessus illustrent notre volonté de trouver et de saisir les meilleures occasions d'investissement où qu'elles se trouvent, au Québec ou ailleurs dans le monde. Toujours avec rigueur et discernement. Parce que notre approche d'investissement demeure la même, peu importe la géographie.

S'associer avec les partenaires les plus solides. Cibler les actifs de la plus haute qualité. Innover dans la structure de nos transactions, tout en maintenant une discipline nécessaire.

C'est cette rigueur qui sous-tend notre rendement annualisé de 10,2 % sur cinq ans. Qui nous sert de gouvernail dans un monde changeant et imprévisible. Et qui nous permet de bâtir des projets solides et des entreprises fortes.

Le président et chef de la direction,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'MSABIA', with a stylized flourish at the end.

MICHAEL SABIA

Nos clients, les déposants

NOS CLIENTS, LES DÉPOSANTS

De nouveau en 2016, l'exercice annuel de planification stratégique et les échanges de la Caisse avec les déposants ont été l'occasion de réfléchir sur les stratégies d'investissement et l'offre de portefeuilles, dans un contexte de croissance mondiale modeste et d'incertitudes géopolitiques. Tout en gardant le cap sur ses orientations stratégiques des dernières années, la Caisse a continué d'adapter son offre pour favoriser l'atteinte des rendements dont les déposants ont besoin à long terme, dans le respect de leur tolérance au risque.

UNE COLLABORATION FRUCTUEUSE

Les déposants sont au cœur des actions de la Caisse, qui met son expertise et sa connaissance des marchés à leur service pour les appuyer dans leurs décisions de placement. Le modèle d'affaires privilégié est fondé sur la collaboration, l'écoute, la transparence de même que sur un partage clair des rôles et des responsabilités de chacun.

ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE PORTEFEUILLES

Au cours de 2016, les équipes de la Caisse et les déposants ont continué de tenir des échanges réguliers, notamment dans le cadre des travaux dirigés par la Caisse pour enrichir son offre de portefeuilles. Ces travaux sont menés périodiquement afin de mieux répondre aux besoins de ses clients et de tenir compte des tendances de fond qui caractérisent son environnement d'investissement.

En 2016, ces tendances incluaient :

- une croissance mondiale modeste et des risques géopolitiques importants;
- des attentes de rendement à long terme à la baisse, en particulier pour les titres de revenu fixe;
- une concurrence toujours très vive dans plusieurs segments d'investissement, surtout dans les actifs moins liquides (immobilier, infrastructures et placements privés).

Les principales modifications apportées à l'offre de portefeuilles en 2016 sont les suivantes :

Actions

La Caisse a poursuivi son virage vers une philosophie de gestion de ses portefeuilles en absolu qui met l'accent sur la création de valeur à long terme. Cette approche est fondée sur des convictions fortes d'investissement plutôt que sur la composition des indices de référence.

Les principaux changements ont touché les portefeuilles de marchés boursiers. Afin de permettre une gestion plus transversale et agile, ils sont regroupés, depuis le 1^{er} janvier 2016, au sein d'un seul portefeuille spécialisé, divisé en six mandats de gestion :

1. Qualité mondiale;
2. Canada;
3. Marchés en croissance;
4. Pondérations alternatives, dont la stratégie consiste à attribuer un poids à chaque titre en portefeuille en fonction de différentes mesures plutôt que de sa capitalisation boursière;
5. Relationnel, qui cible des entreprises au fort potentiel dans l'objectif d'améliorer leur efficacité opérationnelle afin de créer davantage de valeur à long terme;
6. Stratégique, qui assure le pilotage global du portefeuille Marchés boursiers, offrant à la Caisse une flexibilité accrue pour s'adapter aux changements des marchés et une meilleure intégration de ses convictions d'investissement dans la sélection des titres et des secteurs, toujours dans l'objectif d'accroître sa performance.

Revenu fixe

Afin de continuer à offrir un profil rendement-risque intéressant à ses clients, la Caisse a réalisé des travaux qui ont mené à la décision de transformer les portefeuilles Obligations et Dettes immobilières en deux nouveaux portefeuilles spécialisés à partir du 1^{er} janvier 2017, soit :

- le portefeuille Taux, qui comprend les titres obligataires provinciaux et fédéraux plus traditionnels, et qui est une source de liquidité;
- le portefeuille Crédit, qui comprend les activités de prêts aux entreprises, de dettes immobilières, de crédit gouvernemental, de dette souveraine des marchés en croissance et de financement spécialisé. Son rôle consiste à générer des rendements et à diversifier les sources de valeur.

Actifs réels

Les portefeuilles Immeubles et Infrastructures ont été repositionnés dans une nouvelle catégorie appelée Actifs réels, laquelle reflète davantage la stratégie de la Caisse qui consiste à miser de plus en plus sur des actifs de qualité ancrés dans l'économie réelle.

Alors que cette catégorie d'actif continue de faire l'objet d'un intérêt marqué de la part des investisseurs institutionnels, la Caisse a renforcé davantage son expertise au Québec et à l'international, de même que sa capacité d'investissement dans ces portefeuilles.

RENDEMENTS INDIVIDUELS DES DÉPOSANTS

Les décisions de répartition d'actif entre les trois grandes catégories du portefeuille global – Actions, Revenu fixe et Actifs réels – ont une incidence importante sur le rendement de chacun des déposants.

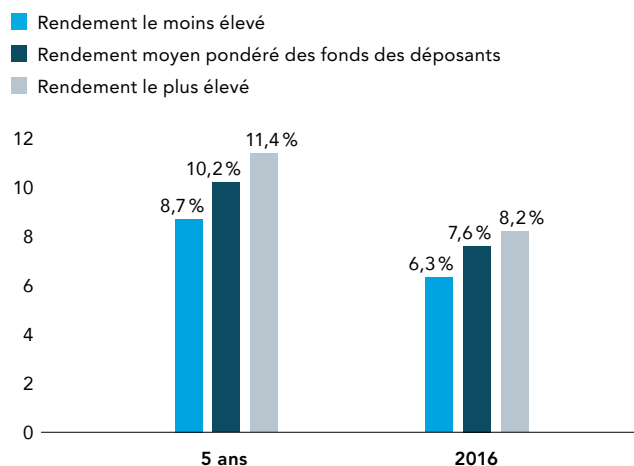
Ces décisions sont prises par les déposants en fonction notamment de leurs objectifs de rendement, de leur tolérance au risque et de leur horizon d'investissement.

Sur cinq ans, les rendements annualisés des huit principaux fonds des déposants s'établissent entre 8,7 % et 11,4 %.

Pour l'année 2016, leurs rendements varient entre 6,3 % et 8,2 %.

GRAPHIQUE 1

RENDEMENTS DES HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS



NOS CLIENTS, LES DÉPOSANTS

Devises

Au cours de l'année, la Caisse a poursuivi les discussions avec les déposants afin d'augmenter l'exposition aux devises étrangères. Ces discussions ont mené à la mise en place, au 1^{er} janvier 2017, d'une nouvelle approche de gestion des devises qui inclut entre autres la découverte graduelle des portefeuilles Immeubles, Infrastructures et Placements privés, et l'instauration d'un cadre de gestion dynamique de l'exposition aux devises du portefeuille global.

L'OFFRE DE PORTEFEUILLES AUX DÉPOSANTS

La Caisse propose à ses déposants de répartir leurs fonds dans des portefeuilles spécialisés qui regroupent des titres d'une même catégorie d'actif (voir le tableau 2). La majorité de ces portefeuilles sont gérés de façon active. La gestion de chacun est encadrée par un ensemble de règles énoncées dans une politique d'investissement. Ce document précise :

- l'approche de gestion;
- l'univers d'investissement et l'indice de référence;
- les objectifs de rendement;
- l'encadrement des risques.

En complément à ses portefeuilles spécialisés, la Caisse offre des activités de superposition qui permettent à chaque déposant d'établir une exposition personnalisée aux taux d'intérêt.

DES SERVICES-CONSEILS PERSONNALISÉS

La Caisse offre aux déposants des services-conseils afin de les appuyer dans leurs décisions de placement. Ces services comprennent :

- des analyses des marchés financiers et des perspectives économiques;
- des hypothèses de rendement et de risque pour les principales catégories d'actif, ainsi que pour les portefeuilles spécialisés offerts;
- des simulations de répartition de l'actif des déposants dans les divers portefeuilles spécialisés pour les aider à déterminer la composition optimale de leur portefeuille de référence, en fonction de leurs besoins et de leur tolérance au risque.

Au cours des dernières années, la Caisse a bonifié son offre de services-conseils en rehaussant ses capacités d'analyse des engagements financiers à long terme de ses clients. En 2016, plusieurs projets d'analyse intégrant à la fois l'actif et le passif ont été menés en collaboration avec certains déposants. Ces analyses permettent de vérifier la pertinence de la répartition de l'actif, actuelle ou envisagée, et d'évaluer ses répercussions potentielles sur le niveau de capitalisation ou de cotisations requis à long terme pour le régime concerné.

TABLEAU 2

OFFRE DE PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

(au 31 décembre 2016)

	GESTION ACTIVE	GESTION INDICIELLE	OBJECTIFS
REVENU FIXE	Obligations Dettes immobilières	Valeurs à court terme Obligations à long terme Obligations à rendement réel	Réduction du niveau de risque global du portefeuille Appariement entre l'actif et le passif des déposants
ACTIFS RÉELS	Immeubles Infrastructures		Exposition à des marchés dont les revenus de placement sont indexés à l'inflation Couverture partielle du risque d'inflation associé au passif de plusieurs déposants
ACTIONS	Marchés boursiers Placements privés		Augmentation du rendement espéré des déposants à long terme
AUTRES PLACEMENTS	Stratégies actives de superposition Répartition de l'actif		Diversification et complémentarité du portefeuille global de la Caisse

LES HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS

REPRÉSENTAIENT 96,3 % DE L'ACTIF NET au 31 décembre 2016

1 FONDS D'AMORTISSEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE

65,4 G\$

ACTIF NET

- > Fonds servant au gouvernement du Québec pour capitaliser la part de l'employeur des prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic

2 RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

63,6 G\$

ACTIF NET

- > 546 000 cotisants
- > 246 000 retraités et 17 000 conjoints survivants et orphelins
- > 5,1 G\$ versés en prestations annuellement

3 RETRAITE QUÉBEC

62,2 G\$

ACTIF NET

- > 4,1 millions de cotisants
- > 1,9 million de bénéficiaires
- > 13 G\$ versés en prestations annuellement

4 RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES POUR LES EMPLOYÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

20,7 G\$

ACTIF NET

- > 158 000 cotisants
- > 89 000 retraités ou conjoints survivants
- > 787 M\$ versés en prestations annuellement

5 COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

15,4 G\$

ACTIF NET

- > 225 000 employeurs cotisants
- > 3,8 millions de travailleurs couverts
- > 1,9 G\$ versés en prestations annuellement

6 SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC

11,3 G\$

ACTIF NET

- > 5,3 millions de détenteurs de permis de conduire
- > 6,3 millions de véhicules immatriculés
- > 1 G\$ versés en indemnités annuellement

7 FONDS DES GÉNÉRATIONS

11,2 G\$

ACTIF NET

- > Fonds consacré au remboursement de la dette du Québec

8 RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

11,0 G\$

ACTIF NET

- > 27 700 cotisants
- > 28 000 retraités et 2 300 conjoints survivants et orphelins
- > 1,2 G\$ versés en prestations annuellement

TABLEAU 3

LES 41 DÉPOSANTS DE LA CAISSE – Comparaison de l'actif net au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2016
(juste valeur au 31 décembre – en millions de dollars)

	Premier dépôt	Actif net des déposants			
		2016		2015	
		\$	%	\$	%
CAISSES DE RETRAITE					
Retraite Québec	1966	62 243	23,0	57 077	23,0
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	1970	20 694	7,6	19 467	7,9
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1973	63 604	23,4	59 878	24,2
Régime de retraite du personnel d'encadrement	1973	11 012	4,1	10 427	4,2
Régimes particuliers	1977	250	0,1	241	0,1
Régime de retraite des élus municipaux	1989	245	0,1	229	0,1
Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités	2015	1	–	2	–
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence	1990	539	0,2	500	0,2
Ministère des Finances, gouvernement du Québec ¹					
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1994	65 422	24,2	59 307	23,9
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse employeurs	2009	613	0,2	578	0,3
Régime de retraite de l'Université du Québec	2004	431	0,2	381	0,2
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec	2005	316	0,1	272	0,1
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale	2006	34	–	35	–
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	2007	202	0,1	208	0,1
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse participants	2007	404	0,2	345	0,1
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval	2007	338	0,1	286	0,1
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges	2010	84	–	82	–
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval	2012	247	0,1	205	0,1
Fiducie globale Ville de Magog	2012	64	–	59	–
Régime de retraite des employés et employés de la Ville de Sherbrooke	2012	38	–	35	–
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	2013	603	0,2	456	0,2
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke	2013	75	–	70	–
Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique	2014	53	–	37	–
Régime de retraite de la Ville de Terrebonne	2015	59	–	50	–
Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec ²	2016	244	0,1	–	–
Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec ²	2016	296	0,1	–	–
Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec ²	2016	518	0,2	–	–
Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec ²	2016	191	0,1	–	–
Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec ²	2016	419	0,2	–	–
Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec ²	2016	150	0,1	–	–
Régime de retraite des employés du Réseau de transport de la Capitale ²	2016	63	–	–	–
RÉGIMES D'ASSURANCE					
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1967	10	–	10	–
La Financière agricole du Québec	1968	700	0,3	586	0,3
Autorité des marchés financiers	1969	791	0,3	748	0,3
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	1973	15 367	5,7	14 688	5,9
Société de l'assurance automobile du Québec	1978	11 306	4,2	10 944	4,4
Les Producteurs de bovins du Québec	1989	6	–	6	–
Régime de rentes de survivants	1997	432	0,2	425	0,2
Conseil de gestion de l'assurance parentale	2005	1	–	1	–
AUTRES DÉPOSANTS					
Office de la protection du consommateur	1992	141	0,1	129	–
Société des alcools du Québec	1994	–	–	–	–
Ministère des Finances, gouvernement du Québec ¹					
Fonds des générations	2007	11 211	4,1	9 036	3,7
Fonds des congés de maladie accumulés	2008	1 095	0,4	1 018	0,4
Fonds d'information sur le territoire	2011	114	–	96	–
Agence du revenu du Québec	2012	120	–	111	–
TOTAL		270 746	100,0	248 025	100,0

1. Le ministère des Finances confie un total de cinq fonds à la Caisse.

2. Nouveau déposant en 2016.

Rapport de gestion

CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE MONDIAL

CROISSANCE MONDIALE MODESTE

L'économie mondiale a enregistré une croissance modeste ces cinq dernières années. Dans les pays développés, les politiques monétaires extrêmement accommodantes ont stimulé les marchés boursiers et entraîné les taux d'intérêt des obligations d'État à des niveaux extrêmement bas, mais ne sont pas parvenues à dynamiser vigoureusement l'activité économique. Ainsi, les marchés en croissance ont dû composer avec la faiblesse de la demande des pays développés, en plus d'une diminution de la croissance en Chine. Cet environnement s'est soldé par un ralentissement de leur croissance et de la progression de leurs marchés financiers, en plus d'exercer des pressions sur leurs taux de change.

LES RISQUES GÉOPOLITIQUES PÈSENT SUR LA CROISSANCE

Les risques géopolitiques se sont accrus, particulièrement ces deux dernières années. Le courant populiste et nationaliste de droite s'est renforcé, principalement en Europe et aux États-Unis. En Europe, avec en toile de fond la crise des migrants, le terrorisme et la morosité économique de la zone euro, ce courant s'est traduit par un vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit) et par un regain de popularité des partis politiques nationalistes dans certains pays (voir le graphique 4). Aux États-Unis, l'agenda protectionniste de la nouvelle administration crée de l'incertitude. Cela pourrait ralentir davantage la croissance de l'investissement des entreprises et de la productivité, qui est déjà faible depuis plusieurs années. Dans un contexte où la population active diminuera à moyen terme, il faut s'attendre à ce que la croissance économique demeure faible dans les pays développés (voir le graphique 5, p. 29).

LES ÉTATS-UNIS : L'ÉCONOMIE LA PLUS DYNAMIQUE DES PAYS DÉVELOPPÉS

Les États-Unis ont connu la meilleure performance parmi les pays développés ces cinq dernières années. Le retour du plein emploi a permis à la Réserve fédérale américaine (Fed) de resserrer sa politique monétaire. Elle a procédé de façon très graduelle pour limiter les pressions à la hausse sur le dollar, puisque les politiques monétaires restent très accommodantes ailleurs dans le monde, au Japon et dans la zone euro en particulier. Ces régions ont affiché une croissance faible conjuguée à un taux d'inflation nettement sous la cible des banques centrales, malgré les stimuli monétaires. Les divergences entre les États-Unis et ces économies, tant sur le plan de la performance économique que de la politique monétaire, ont causé une forte appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, au yen et à la devise des autres principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Dans la zone euro, l'activité économique a crû plus rapidement que le potentiel ces deux dernières années, ce qui s'explique en partie par la mise en œuvre du programme d'achats massifs d'actifs de la Banque centrale européenne en mars 2015. Cette croissance a fait diminuer le chômage de près de deux points de pourcentage entre le début 2015 et la fin 2016. Cependant, avec un taux supérieur à 9,5 % à la fin 2016, l'économie de la zone euro demeure nettement en surcapacité.

LE CANADA ET LE QUÉBEC S'EN TIRENT BIEN, MAIS FONT FACE À DES DÉFIS IMPORTANTS

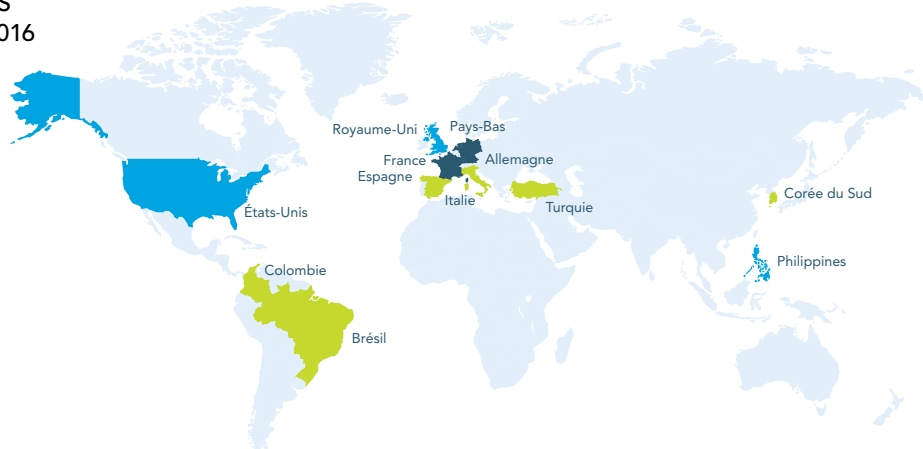
Les économies du Canada et du Québec ont enregistré une croissance autour de leur potentiel ces cinq dernières années. Par contre, l'effondrement des cours du pétrole a

GRAPHIQUE 4

MONTÉE DU POPULISME ET DES RISQUES GÉOPOLITIQUES EN 2016

- Votes populistes en 2016
- Pressions électorales populistes
- Enjeux de politiques intérieures

Source : CDPQ



causé une forte baisse des investissements des entreprises en 2015 et 2016, surtout dans le secteur de l'énergie, ce qui a contribué à ralentir l'économie canadienne sous son potentiel. Au Québec, l'activité s'est accélérée en 2016 grâce aux dépenses des ménages et à un marché du travail favorable. Cela dit, le Canada est confronté à plusieurs défis, notamment au chapitre de la compétitivité des entreprises et de l'abondance de l'offre mondiale de pétrole. L'endettement record des ménages préoccupe aussi, car il rend l'économie canadienne vulnérable à des chocs macroéconomiques susceptibles de miner l'emploi ou d'entraîner une hausse marquée des taux d'intérêt.

LES MARCHÉS EN CROISSANCE SECOUÉS PAR DES FACTEURS EXTERNES ET INTERNES

Dans les marchés en croissance, le ralentissement de l'activité en Chine et la morosité de la demande des pays développés ont fait chuter les prix des matières premières (voir le graphique 6), affaiblissant les termes de l'échange et les soldes commerciaux des pays exportateurs. De plus, l'annonce par la Fed, en mai 2013, de la possibilité d'une réduction progressive de son programme d'assouplissement quantitatif a provoqué une fuite de capitaux, se traduisant par une forte dépréciation des devises et un durcissement des politiques. Outre la faiblesse des prix des matières premières et la croissance plus faible en Chine, les marchés en croissance ont dû composer avec la dévaluation du renminbi, la

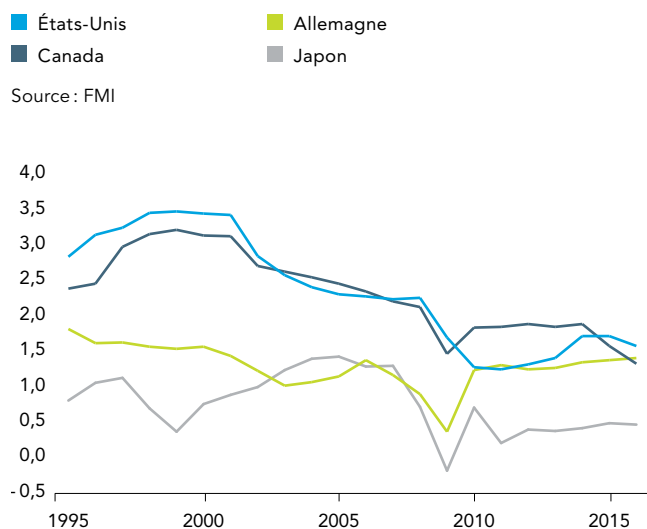
turbulence des marchés financiers, la tourmente politique au Brésil et l'amorce du resserrement de la politique monétaire par la Fed. Ces événements déstabilisants ont contribué au tarissement des flux nets de capitaux, qui sont même devenus négatifs en 2015 pour la première fois de l'histoire récente.

LES PAYS EN CROISSANCE SUR LA VOIE DE LA STABILITÉ ?

En Chine, la croissance semble maintenant s'être stabilisée et devrait se situer à environ 6,5 % à court terme. Elle dépendra toutefois du rythme de mise en place des réformes ainsi que de la résolution des problèmes d'endettement des entreprises et des excédents de capacité. En Inde, l'ouverture plus grande de l'économie a engendré une croissance robuste. Si la démonétisation a eu une incidence forte sur l'activité à court terme, un rebond est en cours et une croissance d'environ 7,5 % est probable à moyen terme. Au Brésil, l'économie émerge graduellement d'une récession profonde, et les réformes adoptées aideront à engager le secteur public sur une voie durable. Au Mexique, pour contrer l'effet de l'effondrement des prix du pétrole sur le budget et en réaction aux pressions sur le peso, les autorités ont adopté des politiques monétaire et budgétaire restrictives, ce qui a occasionné un ralentissement de l'économie. Les réformes se poursuivent, mais les incertitudes liées aux politiques de la nouvelle administration américaine continueront de peser sur l'activité économique à court terme.

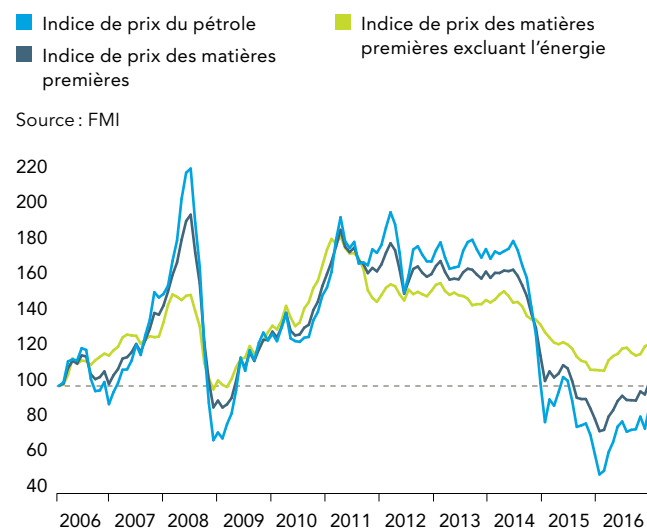
GRAPHIQUE 5

TENDANCE À LA BAISSÉ DE LA CROISSANCE POTENTIELLE DE PLUSIEURS PAYS DÉVELOPPÉS (en pourcentage)



GRAPHIQUE 6

CHUTE IMPORTANTE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES (indice : 2006 = 100)



ANALYSE DU RENDEMENT GLOBAL

Ces cinq dernières années, la Caisse a procuré pour ses déposants des résultats supérieurs à leurs besoins à long terme, et ce, en dépit de conditions de marché fort différentes d'une année à l'autre. Elle a profité de la diversification de son portefeuille qui génère de la valeur au-delà des marchés et offre une stabilité à long terme.

La Caisse a aussi bénéficié de sa stratégie qui mise sur une approche de gestion en absolu, une sélection d'actifs de qualité, une exposition mondiale accrue et une présence active au Québec.

RENDEMENT SUR CINQ ANS

Pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 2016, le portefeuille global de la Caisse affiche un rendement moyen pondéré annualisé des fonds des déposants de 10,2% (voir le tableau 8, p. 31). Ce rendement surpasse de 1,1% celui de son portefeuille de référence, qui s'élève à 9,1% (voir le tableau 7). Cet écart représente une valeur ajoutée de plus de 12,3 G\$ sur cinq ans, dont 4,4 G\$ en 2016. Tous les portefeuilles dans chacune des catégories d'actif affichent un rendement positif.

La baisse des taux d'intérêt des dernières années a profité aux portefeuilles de la catégorie Revenu fixe qui, ensemble, génèrent 13,7 G\$ de résultats de placement nets sur cinq ans. À 3,7%, leur rendement annualisé moyen se compare favorablement à celui de leur indice de référence, qui se situe à 3,1%. Trois des cinq portefeuilles de cette catégorie ont produit de la valeur ajoutée par rapport à leur indice de référence, en particulier les deux portefeuilles gérés de façon active, Obligations et Dettes immobilières.

Depuis 2012, ces deux portefeuilles ont créé conjointement 2,3 G\$ de valeur ajoutée, sur des résultats de placement nets de 12,9 G\$.

Sur la même période, la catégorie Actifs réels a enregistré un rendement annuel moyen de 11,5% et des résultats de placement nets de 17,4 G\$. Ses deux portefeuilles, Immeubles et Infrastructures, ont dégagé des rendements respectifs de 12,1% et 10,0%. L'attrait pour cette catégorie d'actif auprès des investisseurs ne s'est pas démenti au cours des dernières années en raison notamment des rendements plus stables et prévisibles qu'elle offre à long terme.

Avec des résultats de placement nets de 63,7 G\$ sur cinq ans, la catégorie Actions est celle qui contribue le plus au rendement global de la Caisse. Son rendement annualisé s'élève à 14,0%, soit 1,7% au-dessus de son indice de référence. À eux seuls, les portefeuilles de marchés boursiers ont généré 50,3 G\$ grâce à un rendement annuel moyen de 14,1%. En plus de témoigner de la forte progression des marchés boursiers au cours de la période, ce rendement, qui surpasse celui des indices, reflète la bonne diversification du portefeuille, la concentration sur les titres de qualité et la sélection rigoureuse de partenaires dans les marchés en croissance. Le portefeuille Placements privés a lui aussi obtenu un rendement solide de 13,5% sur cinq ans, se traduisant par des résultats de placement nets de 13,4 G\$.

TABLEAU 7

ACTIF NET ET RENDEMENTS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2016)

Catégories d'investissement	Actif net G\$	5 ans			1 an		
		Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %	Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe	89,5	13 731	3,7	3,1	2 287	2,9	1,8
Actifs réels	46,4	17 421	11,5	12,3	4 384	10,6	8,6
Actions	131,7	63 667	14,0	12,3	12 275	10,4	7,9
Stratégies actives de superposition	0,6	300	s.o.	s.o.	28	s.o.	s.o.
Répartition de l'actif	1,5	1 190	s.o.	s.o.	(135)	s.o.	s.o.
BTAA	0,2	2 763	s.o.	s.o.	140	s.o.	s.o.
Total^{1,2}	270,7	100 006	10,2	9,1	18 417	7,6	5,8

1. Le total inclut les activités personnalisées en superposition, les activités de trésorerie et les activités terminées.

2. Voir les notes générales 3 et 6 du rapport annuel, à la page 181.

Au cours des cinq dernières années, la Caisse a augmenté de façon notable la part des portefeuilles d'actifs moins liquides – Immeubles, Infrastructures et Placements privés – dans son portefeuille global. Leur poids est ainsi passé de 25 % au 31 décembre 2011 à 28,5 % au 31 décembre 2016. Cette stratégie s'est révélée avantageuse, puisque ces portefeuilles affichent un rendement annualisé moyen de 12,3 % sur cinq ans, preuve de leur solidité et de leur stabilité dans la durée. Ces actifs sont également au cœur de la stratégie de mondialisation de la Caisse, de sorte qu'au 31 décembre 2016, leur exposition hors Canada atteignait 70 %.

RENDEMENT EN 2016

Sur un an, les fonds des déposants affichent un rendement moyen pondéré de 7,6 %, soit 1,8 % de plus que celui du portefeuille de référence, lequel s'établit à 5,8 % (voir le tableau 7, p. 30). Ces résultats se sont inscrits dans un environnement de marché complexe, caractérisé notamment par une croissance mondiale modeste, plombée par la faible niveau d'investissement des entreprises, des incertitudes sur le plan géopolitique et une complaisance relative des marchés.

Les équipes d'investissement ont toutefois continué de livrer des rendements solides, qui se sont traduits par des résultats de placement nets de 18,4 G\$ en 2016. Les trois grandes catégories d'actif – Revenu fixe, Actifs réels et Actions – ont toutes enregistré un rendement positif.

Malgré des taux d'intérêt légèrement à la hausse au Canada et aux États-Unis en 2016, les portefeuilles de la catégorie Revenu fixe affichent un rendement combiné de 2,9 %. La catégorie Actifs réels a réalisé la meilleure performance, soit 10,6 %, et la catégorie Actions suit de près avec 10,4 %. Cette dernière a généré deux tiers des résultats de placement nets de la Caisse en 2016, soit un apport de 12,3 G\$. Le portefeuille Placements privés et le mandat Canada du portefeuille Marchés boursiers se sont particulièrement distingués, avec des rendements respectifs de 14,0 % et 22,7 %. Le mandat Canada a profité d'un marché boursier canadien en forte hausse, poussé par la remontée des prix du pétrole et des matériaux de base, et la bonne performance du secteur financier, surtout en deuxième moitié d'année.

DIVERSIFICATION GÉOGRAPHIQUE

Pour assurer la diversification de son portefeuille global et saisir les occasions où elles se trouvent, la Caisse investit dans des catégories d'actif variées à l'échelle de la planète. En plus du Québec et du Canada, elle est active dans la plupart des pays développés ainsi que dans certains marchés en croissance. En cinq ans, la Caisse a accru sa présence internationale de plus de 18 %. Au 31 décembre 2016, son exposition à l'extérieur du Canada se situait à 59,1 % (voir le tableau 9).

C'est aux États-Unis que l'exposition de la Caisse a le plus augmenté, passant de 17,2 % au 31 décembre 2011 à 31,2 % au 31 décembre 2016.

TABLEAU 8

RENDEMENTS DE LA CAISSE

(pour les périodes terminées le 31 décembre – en pourcentage)

	Rendement global de la Caisse ¹
5 ans (2012-2016)	10,2
2016	7,6
2015	9,1
2014	12,0
2013	13,1
2012	9,6

1. Rendement moyen pondéré des fonds des déposants

TABLEAU 9

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE GLOBAL

(au 31 décembre – en pourcentage)

	2016	2015
Canada	40,9	46,0
États-Unis	31,2	26,5
Europe	12,7	13,8
Marchés en croissance	9,5	7,7
Autres régions	5,7	6,0
Total	100,0	100,0

ANALYSE DU RENDEMENT GLOBAL

La Caisse a également poursuivi son déploiement dans les marchés en croissance, de façon ciblée. À la fin de 2016, son exposition y était de 9,5 %. Au cours de l'année, 2,4 G\$ ont été déployés dans ces marchés en immobilier, en infrastructures et en placements privés, dont 1,3 G\$ en Inde où les perspectives de croissance sont favorables et les réformes structurelles bien entamées. La Caisse a d'ailleurs ouvert en 2016 un bureau à New Delhi afin d'être mieux positionnée pour saisir les occasions d'investissement offertes dans plusieurs secteurs.

Parmi les autres pays prioritaires ciblés pour leur potentiel figurent la Chine, le Mexique et le Brésil. Pour y investir, la Caisse s'appuie sur une stratégie de partenariats avec des investisseurs et des sociétés d'exploitation dont la connaissance étendue de ces marchés est complémentaire à son expertise.

TABLEAU 10

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE ET ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE GLOBAL (pourcentage de l'actif net des déposants)

	Portefeuille de référence				Portefeuille global	
	au 31 décembre 2016 ¹			au 31 décembre 2015 ¹	au 31 décembre 2016	au 31 décembre 2015
	Limite minimale %	Portefeuille de référence %	Limite maximale %	Portefeuille de référence %	%	%
Revenu fixe						
Obligations	20,5	25,7	32,4	26,7	25,2	27,4
Dettes immobilières	1,4	4,3	7,0	5,4	4,3	4,6
Valeurs à court terme	0,2	1,1	9,0	1,1	2,3	2,0
Obligations à long terme	0,7	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0
Obligations à rendement réel	0,0	0,4	2,1	0,4	0,4	0,5
Total		32,5		34,6	33,2	35,5
Actifs réels						
Immeubles	8,3	12,0	15,2	11,7	11,8	10,9
Infrastructures	3,3	6,3	9,6	5,4	5,4	5,2
Total		18,3		17,1	17,2	16,1
Actions						
Marchés boursiers ²	25,8	37,3	45,2	–	37,5	–
Actions Qualité mondiale ²	–	–	–	10,3	–	13,7
Actions canadiennes ²	–	–	–	10,7	–	9,0
Actions des marchés en émergence ²	–	–	–	5,4	–	5,5
Actions américaines ²	–	–	–	5,4	–	4,3
Actions EAEO ²	–	–	–	5,1	–	4,4
Placements privés	8,5	11,9	15,4	11,4	11,3	10,6
Total		49,2		48,3	48,8	47,5
Autres placements						
Stratégies actives de superposition	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,2
Répartition de l'actif	0,0	0,0	1,0	0,0	0,6	0,7
BTAA	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	0,0	0,0
Total		100,0		100,0	100,0	100,0

1. Le portefeuille de référence ainsi que ses limites maximales et minimales sont le résultat d'une moyenne pondérée des portefeuilles de référence de chacun des déposants.

2. Le 1^{er} janvier 2016, les portefeuilles spécialisés de marchés boursiers ont été regroupés dans le nouveau portefeuille spécialisé Marchés boursiers.

EXPOSITION AUX DEVICES ET COUVERTURE DE CHANGE

La majorité des placements à l'international des portefeuilles moins liquides sont protégés contre les fluctuations des devises. En revanche, à l'exception de certains titres de revenu fixe, l'ensemble des portefeuilles liquides est exposé aux taux de change.

Au 31 décembre 2016, l'exposition nette aux devises étrangères s'élevait à 37 % de l'actif net total de la Caisse, une proportion en hausse depuis 2012. Sur cinq ans, cette exposition a eu une incidence positive sur le rendement global, attribuable principalement à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE

Le portefeuille de référence de la Caisse correspond à la moyenne pondérée des décisions de répartition de l'actif prises par chacun des déposants, dans le cadre de l'établissement de leur politique de placement.

En 2016, en ligne avec les orientations stratégiques de la Caisse, les déposants ont revu la composition de leur portefeuille de référence respectif, ce qui a eu une incidence sur le portefeuille de référence de la Caisse. Au 31 décembre 2016, ce dernier présentait par rapport à l'année précédente une hausse de la pondération des catégories Actifs réels et Actions, ainsi qu'une diminution de celle de la catégorie Revenu fixe (voir le tableau 10, p. 32). Ces changements reflètent les priorités de la Caisse de miser davantage sur les actifs moins liquides (immobilier, infrastructures et placements privés), tout en faisant évoluer sa stratégie de revenu fixe. Parmi les portefeuilles spécialisés, c'est le portefeuille Infrastructures qui a connu l'augmentation la plus importante, signe de l'intérêt croissant des déposants pour ce type d'actif.

PORTEFEUILLE GLOBAL

La composition du portefeuille global de la Caisse témoigne des décisions prises à la fois par les déposants relativement à leur portefeuille de référence et par la Caisse, à l'intérieur des marges de manœuvre qui lui sont octroyées pour chaque portefeuille spécialisé. Le tableau 10, à la page 32, présente l'évolution de la composition du portefeuille global au 31 décembre 2016.

ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Sur cinq ans, tous les portefeuilles qui composent le portefeuille global de la Caisse affichent des rendements positifs. En 2016, les trois grandes catégories d'actif – Revenu fixe, Actifs réels et Actions – ont contribué de façon substantielle au rendement global.

Revenu fixe

5 PORTEFEUILLES

Obligations
Dettes immobilières
Valeurs à court terme
Obligations à long terme
Obligations à rendement réel

89,5 G\$

ACTIF NET

33,2%

DU PORTEFEUILLE GLOBAL
DE LA CAISSE

3,7%

RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 5 ANS

Tous les chiffres de cette section sont
détaillés dans le tableau 18 (p. 45).

OBLIGATIONS

Rendement sur cinq ans

Pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 2016, ce portefeuille géré de façon active dégage des résultats de placement nets de 10,7 G\$. Son rendement annualisé sur cinq ans s'élève à 3,9 %, comparativement à 3,3 % pour son indice de référence, se traduisant par 1,6 G\$ de valeur ajoutée. Cette performance est attribuable aux activités de dette privée ainsi qu'aux investissements dans les titres provinciaux et de marchés en croissance.

Rendement en 2016

Malgré la remontée des taux d'intérêt dans la deuxième moitié de 2016, le portefeuille Obligations affiche un rendement de 3,1 %. Il a profité de la poursuite du déploiement des investissements de la Caisse dans la dette des marchés en croissance et de la surpondération des titres de sociétés dans sa composition. Ces obligations ont obtenu un bon rendement en 2016, particulièrement celles du secteur industriel.

Le tableau 11 présente les rendements des indices obligataires FTSE TMX Canada selon les catégories d'émetteurs. Pour l'année 2016, l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada a enregistré un rendement moindre que les deux années précédentes, soit 1,7 %. Cela s'explique par la remontée des taux d'intérêt en fin d'année.

Alors que ces dernières années, les obligations provinciales ont affiché un rendement supérieur compte tenu de leur échéance plus longue, ce sont les obligations de sociétés qui ont connu la meilleure performance en 2016. Elle découle de la demande soutenue pour les instruments de crédit qui a entraîné un resserrement généralisé des écarts.

TABLEAU 11

RENDEMENTS DES INDICES OBLIGATAIRES FTSE TMX CANADA (en pourcentage)

Indices obligataires FTSE TMX Canada	2016				2015				5 ans			
	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
Fédéral	0,1	(0,1)	(0,8)	0,0	2,4	5,1	5,4	3,7	1,5	2,8	3,2	2,2
Provincial	0,9	1,5	2,3	1,8	2,9	5,1	4,2	4,1	2,1	3,9	4,1	3,6
Québec	1,1	1,6	2,6	2,0	3,0	5,3	5,1	4,7	2,2	4,0	4,5	3,9
Sociétés	2,3	4,3	6,4	3,7	2,7	4,1	1,5	2,7	3,0	5,3	5,9	4,2
Universel	1,0	1,6	2,5	1,7	2,6	4,9	3,8	3,5	2,1	3,9	4,3	3,2

DETTES IMMOBILIÈRES

Rendement sur cinq ans

Les résultats de placement nets des activités de dettes immobilières totalisent 2,2 G\$ sur cinq ans. À 4,9 %, le rendement annualisé du portefeuille surpasse de 1,7 % celui de son indice de référence, procurant 759 M\$ de valeur ajoutée. Cette performance s'explique principalement par le rendement courant supérieur des actifs en portefeuille par rapport à l'indice.

Rendement en 2016

En 2016, le portefeuille affiche un rendement de 2,6 %, lequel provient en grande partie du rendement courant des actifs en portefeuille, net de l'impact attribuable à la hausse des taux d'intérêt.

Le volume de transactions a atteint l'objectif prévu et la qualité de crédit des actifs souscrits a été maintenue, en conformité avec une stratégie de protection du capital à long terme. La performance de crédit est demeurée excellente, le portefeuille ne présentant aucun prêt en défaut de paiement d'intérêt.

VALEURS À COURT TERME

Ce portefeuille indiciel a livré des résultats représentatifs de l'environnement de bas taux d'intérêt qui a régné au cours des cinq dernières années. Depuis 2012, son rendement annuel moyen se situe à 0,9 %, ce qui a permis d'ajouter 288 M\$ aux résultats de placement nets. Pour l'année 2016, son rendement s'établit à 0,5 %.

OBLIGATIONS À LONG TERME

Ce portefeuille indiciel a offert un rendement annualisé de 4,1 % sur cinq ans, générant 449 M\$ de résultats de placement nets. En 2016, il a affiché une performance de 2,1 %, laquelle correspond à la nature plus prudente de ce type de portefeuille et au rendement espéré compte tenu de la faiblesse des taux des obligations provinciales.

OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL

Géré de façon indicielle, ce portefeuille a procuré un rendement annualisé de 1,3 % sur cinq ans et un rendement de 2,8 % en 2016.

PORTEFEUILLE OBLIGATIONS

COMPOSITION

- Titres obligataires :
 - Gouvernements du Canada et d'autres pays
 - Gouvernements des provinces canadiennes
 - Sociétés ouvertes et fermées

AVANTAGES

- Source de rendement courant et de liquidité
 - Faible niveau de risque
 - Protection du portefeuille global
 - Effet de diversification
 - Appariement de l'actif et des engagements financiers à long terme des déposants
-

PORTEFEUILLE DETTES IMMOBILIÈRES

COMPOSITION

- Prêts hypothécaires commerciaux canadiens, essentiellement de premier rang, sur des immeubles de bureaux, des centres commerciaux et des immeubles industriels et résidentiels

AVANTAGES

- Rendement supérieur à celui des obligations
 - Rendement courant élevé et relativement stable
 - Faible risque de crédit en raison d'une approche de souscription prudente et de la qualité des actifs
 - Appariement de l'actif et des engagements financiers à long terme des déposants
-

ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Actifs réels

2 PORTEFEUILLES

Immeubles
Infrastructures

46,4 G\$

ACTIF NET

17,2%

DU PORTEFEUILLE GLOBAL
DE LA CAISSE

11,5%

RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 5 ANS

Tous les chiffres de cette section sont
détaillés dans le tableau 18 (p. 45).

IMMEUBLES

Rendement sur cinq ans

Pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 2016, le portefeuille affiche un rendement annualisé de 12,1 % et génère des résultats de placement nets de 13,0 G\$. Il a profité de la forte appréciation de la valeur des actifs dans les secteurs des centres commerciaux et des immeubles de bureaux et résidentiels, principalement en Amérique du Nord.

Au cours des dernières années, Ivanhoé Cambridge, filiale immobilière de la Caisse, a procédé à un repositionnement majeur du portefeuille Immeubles, lequel s'est révélé bénéfique. Les gestionnaires se sont concentrés sur les actifs de qualité et ont réalisé de nombreuses acquisitions à l'international dans des villes ciblées.

Les graphiques 12 et 13, à la page 37, illustrent l'évolution des expositions géographique et sectorielle du portefeuille Immeubles depuis cinq ans. On y observe un accroissement important de l'exposition aux États-Unis et de la part du secteur résidentiel dans le portefeuille.

Rendement en 2016

Le rendement du portefeuille s'établit à 10,4 % en 2016 et produit des résultats de placement nets de 3,0 G\$. Cette performance est le fruit de la stratégie de diversification d'Ivanhoé Cambridge, laquelle s'est traduite par des hausses de la valeur de ses actifs, particulièrement dans le secteur résidentiel aux États-Unis, et par de bons rendements courants dans les secteurs des immeubles de bureaux et des centres commerciaux, surtout en Amérique du Nord.

PORTEFEUILLE IMMEUBLES

COMPOSITION

- Immeubles de qualité situés en majorité dans des villes clés à l'échelle de la planète
- Investissements en fonds propres et en produits de financement, principalement dans les secteurs des centres commerciaux, des immeubles de bureaux, résidentiels et logistiques

AVANTAGES

- Rendement courant supérieur à celui des titres à revenu fixe
- Profil rendement-risque attrayant et flux de capitaux importants
- Diversification du risque du portefeuille global de la Caisse en raison d'une corrélation moins importante entre les actifs en détention et les marchés mondiaux
- Protection contre l'inflation à long terme grâce à l'indexation des baux

Au cours de l'année, les gestionnaires d'Ivanhoé Cambridge ont réalisé des transactions totalisant 11,6 G\$, dont 5,8 G\$ d'investissements. Parmi les principales acquisitions, notons :

- 330 Hudson Street et 1211 Avenue of the Americas : acquisition des participations non détenues de ces deux immeubles de bureaux phares de New York, en partenariat avec Callahan Capital Properties.
- 180 North Lasalle : acquisition de cet immeuble de bureaux à Chicago.
- LOGOS : participation dans cette société immobilière australienne établie en Chine qui détient et développe des propriétés logistiques à Shanghai et dans des villes d'Asie-Pacifique.
- Nouvelles acquisitions à San Francisco et à Londres, portant à près de 26 000 le nombre total d'unités résidentielles détenues par Ivanhoé Cambridge dans le monde.
- Tsawwassen Mills : inauguration, à Vancouver, du plus grand centre commercial construit au Canada depuis 2009.
- River Point : fin de la construction de cet immeuble emblématique à Chicago, un projet de plus de 600 M\$.

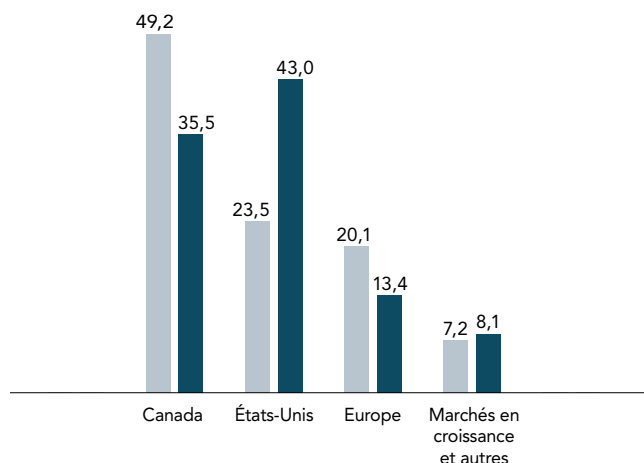
Parmi les transactions d'envergure, notons également la vente, en partenariat avec TPG, de la société P3 Logistic Parks, un investisseur, promoteur et gestionnaire de parcs logistiques en Europe. Cette transaction a été l'une des plus importantes en immobilier sur le continent en 2016.

Au Québec, Ivanhoé Cambridge a réalisé plus de 450 M\$ d'investissements en 2016, comprenant divers projets de construction et de revitalisation à Montréal, Québec et Sherbrooke (pour plus de détails, consulter la section Réalisations de la Caisse au Québec, à la page 64).

GRAPHIQUE 12

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – IMMEUBLES (en pourcentage)

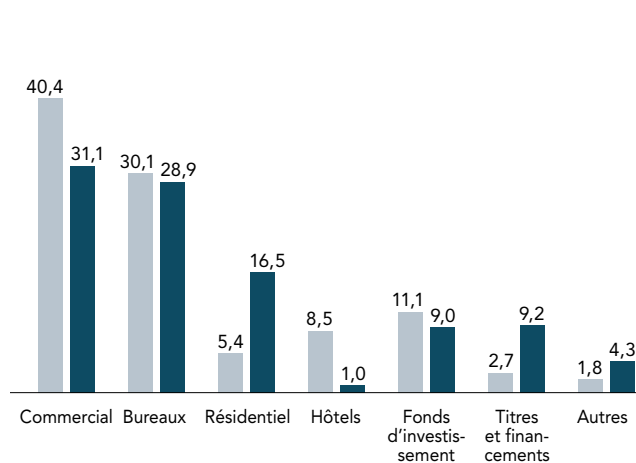
- 31 décembre 2011
- 31 décembre 2016



GRAPHIQUE 13

EXPOSITION SECTORIELLE – IMMEUBLES (en pourcentage)

- 31 décembre 2011
- 31 décembre 2016



ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

INFRASTRUCTURES

Rendement sur cinq ans

Pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 2016, le portefeuille affiche des résultats de placement nets de 4,4 G\$ et un taux de rendement annualisé de 10,0 %.

Les résultats solides des sociétés d'exploitation au sein du portefeuille ont stimulé le rendement courant des investissements, ce qui explique une bonne partie de la performance sur cinq ans. L'autre partie s'explique par la hausse de la valeur des actifs en détention. L'écart par rapport à l'indice de référence est attribuable à la nature publique de cet indice composé de titres boursiers, ce qui lui a permis de profiter de l'effervescence des marchés des dernières années.

Avec des investissements de 8,0 G\$ en infrastructures sur cinq ans, la taille du portefeuille a plus que doublé, passant de 5,8 G\$ d'actifs nets à la fin de 2011 à 14,6 G\$ à la fin de 2016. Cette progression a donné lieu à une plus grande diversification des actifs sur les plans sectoriel et géographique (voir les graphiques 14 et 15, p. 39). On note ainsi une augmentation de l'exposition à l'Australie, aux États-Unis et, dans une moindre mesure, aux marchés en croissance. Du côté des secteurs, la part des infrastructures offrant un service aux collectivités a plus que triplé.

Rendement en 2016

L'appréciation des actifs explique une partie importante du rendement du portefeuille en 2016. Ce dernier s'élève à 11,1 %, pour des résultats de placement nets de 1,4 G\$. Parmi les principaux investissements et engagements de l'année figurent :

- Plenary Group Holdings : acquisition de 20 % de cette société australienne aux côtés de laquelle la Caisse est investie dans sept projets d'infrastructures sociales;
- DP World : aux côtés de l'un des plus importants opérateurs de ports au monde, création d'une plateforme d'investissement de 5,0 G\$ destinée à des ports et des terminaux portuaires à travers le monde (participation de la Caisse de 45 %);
- Azure Power Global : participation de 21 % dans cette société indienne qui compte parmi les plus grands producteurs d'énergie solaire du pays.

PORTEFEUILLE INFRASTRUCTURES

COMPOSITION

- Participations dans des sociétés exploitant une variété d'infrastructures (ports, aéroports, autoroutes, parcs éoliens, réseaux de transport et de distribution de pétrole, de gaz et d'électricité, réseaux de distribution d'eau, systèmes de transport de passagers)
- Entreprises de qualité avec un profil de risque plus faible et qui sont moins sensibles aux fluctuations économiques

AVANTAGES

- Revenus stables et prévisibles à long terme
- Flux de capitaux constants et profil rendement-risque supérieur à d'autres catégories d'actif en raison de la réglementation encadrant plusieurs secteurs
- Protection contre l'inflation à long terme

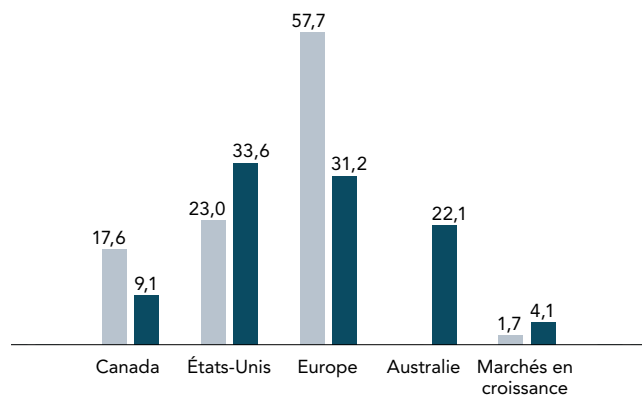
Par ailleurs, CDPQ Infra, la filiale d'infrastructures de la Caisse, a présenté en 2016 le Réseau électrique métropolitain (REM), un projet de transport collectif structurant pour la grande région de Montréal évalué à 6,04 G\$. Le nouveau réseau intégré vise à relier le centre-ville, la Rive-Sud, l'Ouest-de-l'Île, la Rive-Nord et l'aéroport international. La mise en service des premières rames de ce système électrique et entièrement automatisé est prévue à la fin de 2020.

GRAPHIQUE 14

**EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE –
INFRASTRUCTURES**

(en pourcentage)

■ 31 décembre 2011
■ 31 décembre 2016

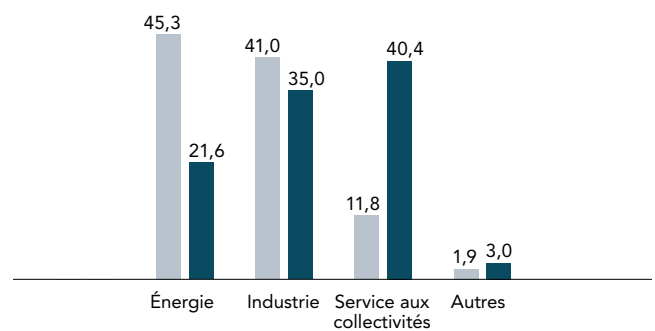


GRAPHIQUE 15

**EXPOSITION SECTORIELLE –
INFRASTRUCTURES**

(en pourcentage)

■ 31 décembre 2011
■ 31 décembre 2016



ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

Actions

2 PORTEFEUILLES

Marchés boursiers
Qualité mondiale
Canada
Marchés en croissance
Pondérations alternatives
Placements privés

131,7 G\$

ACTIF NET

48,8%

DU PORTEFEUILLE GLOBAL
DE LA CAISSE

14,0%

RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 5 ANS

Tous les chiffres de cette section sont
détaillés dans le tableau 18 (p. 45).

MARCHÉS BOURSIERS

Rendement sur cinq ans

Avec un rendement annualisé de 14,1 %, les portefeuilles de marchés boursiers ont procuré des résultats de placement nets de 50,3 G\$ sur cinq ans. Ce rendement contribue grandement à la croissance de l'actif net qui a plus que doublé, pour atteindre 101,3 G\$ au 31 décembre 2016.

Ces résultats se sont inscrits dans un contexte de marché globalement favorable. Malgré une croissance mondiale décevante au cours des cinq dernières années, les indices boursiers de référence ont bénéficié des politiques monétaires extrêmement accommodantes des principales banques centrales. Ils affichent ainsi un rendement positif sur l'ensemble de la période, même si l'on note, d'une année à l'autre, des divergences de performance entre les indices, reflet des conditions changeantes des marchés (voir le graphique 16).

Pour la Caisse, l'adoption d'une approche de gestion en absolu aura été avantageuse, puisque les portefeuilles de marchés boursiers ont créé 7,1 G\$ de valeur ajoutée sur cinq ans par rapport à l'indice de référence.

Rendement en 2016

Pour la période terminée le 31 décembre 2016, le rendement du nouveau portefeuille Marchés boursiers consolidé s'élève à 9,4 %, pour des résultats de placement nets de 8,7 G\$.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le portefeuille est géré de façon intégrée et comprend six mandats de gestion, dont : Qualité mondiale, Canada, Marchés en croissance et Pondérations alternatives. Tous ont contribué positivement aux résultats.

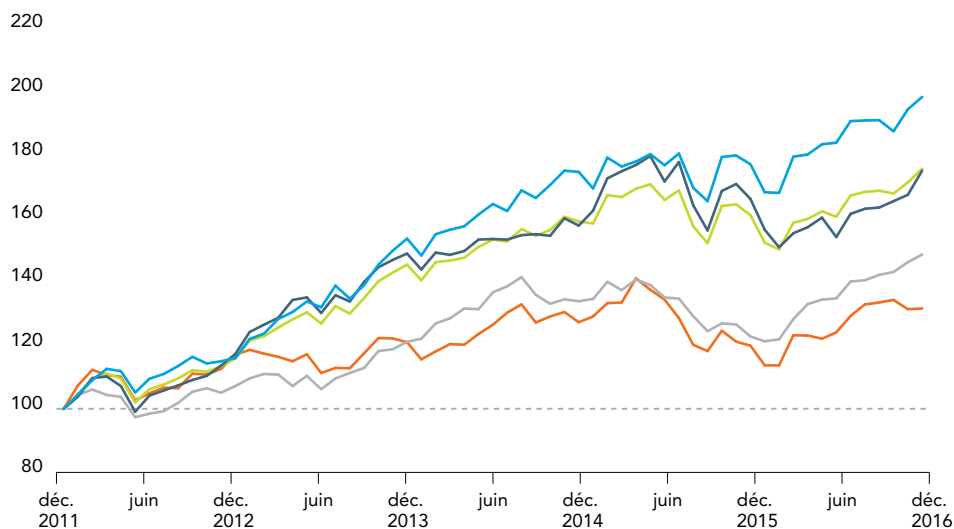
GRAPHIQUE 16

ÉVOLUTION DES MARCHÉS BOURSIERS 2012-2016

(31 décembre 2011 = 100,
en devises locales)

■ S&P 500
■ MSCI EAFE
■ MSCI ACWI
■ S&P/TSX
■ MSCI EM

Source : Rimes



MANDAT QUALITÉ MONDIALE

Rendement depuis la création

Depuis sa mise en place en 2013, le mandat a généré 13,8 G\$ de résultats de placement nets. Il affiche un rendement annualisé de 18,6 % sur quatre ans, comparativement à 13,7 % pour son indice de référence, créant 3,6 G\$ de valeur ajoutée. Une grande partie des rendements s'explique par les positions dans des entreprises de qualité incorporées aux États-Unis de même que par la vigueur du dollar américain par rapport au dollar canadien sur la période.

Rendement en 2016

En 2016, le mandat a affiché un rendement de 4,0 %, reflet de l'objectif de protection du capital et d'une sous-exposition structurelle au secteur financier. Si la dépréciation des devises étrangères par rapport au dollar canadien a pesé sur le rendement, l'exposition aux titres d'entreprises de qualité incorporées aux États-Unis s'est révélée profitable. Ainsi, le mandat a procuré 1,3 G\$ de résultats de placement nets.

MANDAT CANADA

Rendement sur cinq ans

L'adoption d'une approche de gestion en absolu – complétée au début 2015 – s'est avérée bénéfique pour le mandat, qui enregistre des résultats de placement nets de 11,3 G\$ sur cinq ans. À 10,6 %, son rendement annualisé surpasse de 1,6 % celui de son indice de référence, ce qui représente une valeur ajoutée de 1,8 G\$.

La stratégie axée sur la surpondération des titres canadiens ayant une exposition accrue à l'économie américaine a porté ses fruits. Les titres d'entreprises œuvrant dans le secteur de la consommation, comme Couche-Tard, Gildan et Magna, se sont particulièrement distingués.

Rendement en 2016

L'effervescence du marché boursier canadien en 2016 a profité au mandat, qui a dégagé un rendement de 22,7 % et des résultats de placement nets de 4,8 G\$. Tous les secteurs détenus en portefeuille ont clôturé l'année à la hausse, mais ce sont l'énergie et la finance qui ont été les principaux moteurs de la performance du mandat, y ayant contribué pour plus des deux tiers.

MANDAT QUALITÉ MONDIALE

COMPOSITION

- Titres de sociétés bien établies, exposées à la croissance mondiale, négociés sur les places boursières des pays inclus dans l'indice MSCI ACWI (États-Unis, Canada, Europe, Australasie, Extrême-Orient et marchés en émergence)
- Entreprises avec une rentabilité élevée et stable démontrant des fondamentaux solides dans la durée et utilisant le levier financier de façon prudente

AVANTAGES

- Rendement ajusté pour le risque supérieur à celui des marchés boursiers sur un horizon à long terme
- Diversification géographique
- Protection contre l'inflation à long terme
- Sensibilité moins grande des investissements aux fluctuations de marché et plus grande liquidité en période de turbulence

MANDAT CANADA

COMPOSITION

- Titres de sociétés cotées au Canada, avec un accent sur la construction d'un portefeuille de qualité, concentré, reflétant les particularités de l'univers canadien
- Entreprises avec des avantages concurrentiels qui leur permettent de résister aux variations de marché, tout en étant exposées à la croissance
- Part des titres québécois représentant plus de 30 % de la composition du mandat, contre 15 % pour l'indice S&P/TSX

AVANTAGES

- Rendement à long terme supérieur à celui des titres à revenu fixe
- Protection contre l'inflation à long terme

ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

MANDAT MARCHÉS EN CROISSANCE

Rendement sur cinq ans

Le rendement annualisé du mandat s'établit à 8,1 % sur cinq ans, se traduisant par des résultats de placement nets de 4,1 G\$. Par rapport à l'indice de référence, cela représente près de 400 M\$ de valeur ajoutée.

Les partenaires externes de la Caisse, en particulier en Chine et en Inde, ont fourni un apport important au rendement depuis 2012. Ces partenaires établis, qui partagent la philosophie d'investissement à long terme de la Caisse, ont su bien réagir dans les périodes de baisse de marché et obtiennent une performance supérieure à celle de l'indice.

Rendement en 2016

Certains marchés en croissance, tels que le Brésil et l'Afrique du Sud, ont connu un rendement boursier important en 2016 dans la foulée du rebond des prix des matières premières. Le Brésil a aussi profité d'une certaine amélioration de sa situation politique. Ces performances ont permis au mandat d'afficher un rendement de 5,9 % et des résultats de placement nets de 950 M\$.

MANDAT PONDÉRATIONS ALTERNATIVES

Rendement en 2016

Créé en 2016, ce mandat met de l'avant une stratégie qui consiste à attribuer un poids à chaque titre en portefeuille en fonction de différentes mesures – ventes, flux monétaires, dividendes et valeur aux livres – plutôt que de sa capitalisation boursière (valeur totale de toutes les actions de l'entreprise sur le marché). Sur un an, il affiche un rendement de 4,6 % et des résultats de placement nets de 806 M\$. Les investissements effectués dans diverses entreprises incorporées

aux États-Unis de même que l'exposition favorable aux secteurs des matériaux et de l'énergie expliquent cette performance.

PLACEMENTS PRIVÉS

Rendement sur cinq ans

Pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 2016, le portefeuille Placements privés a dégagé 13,4 G\$ de résultats de placement nets, avec un rendement annualisé de 13,5 %. Il surpasse son indice de référence de 1,2 %, créant 1,1 G\$ de valeur ajoutée.

Au cours des dernières années, la Caisse a diminué la part des investissements dans les fonds au profit des participations directes, lesquelles représentent maintenant près des deux tiers des activités du portefeuille. Cette stratégie s'est révélée avantageuse puisque, sur cinq ans, les choix d'investissement direct ont connu une performance supérieure à celle des fonds.

Depuis 2012, la Caisse a investi 24,5 G\$ en placements privés. Comme le montre le graphique 17, à la page 43, cela a entraîné une évolution du portefeuille sur le plan géographique, avec un accroissement des investissements au Canada, en particulier au Québec, et dans une moindre mesure dans d'autres régions du monde telles que l'Inde et l'Australie.

Rendement en 2016

Sur un an, le portefeuille enregistre un rendement solide de 14,0 %, procurant 3,6 G\$ de résultats de placement nets. Les activités d'investissement direct ont été rentables, autant dans les entreprises privées que dans les sociétés ouvertes.

MANDAT MARCHÉS EN CROISSANCE

COMPOSITION

- Titres négociés sur les places boursières des pays inclus principalement dans l'indice MSCI EM
- Actions de catégorie A cotées aux Bourses de Shanghai et de Shenzhen

AVANTAGES

- Rendement supérieur à celui des actions des marchés développés dans une perspective à long terme
- Diversification géographique
- Volet de gestion en absolu du mandat réalisé aux côtés de partenaires locaux établis qui connaissent en profondeur les marchés ciblés

MANDAT PONDÉRATIONS ALTERNATIVES

COMPOSITION

- Titres inclus dans l'indice MSCI World, excluant le Canada

AVANTAGES

- Pondération établie en fonction de différentes mesures (ventes, flux monétaires, dividendes et valeur aux livres) plutôt que de la capitalisation boursière

Au cours de l'année, les gestionnaires ont continué de mettre en œuvre la stratégie axée sur la création de valeur à long terme. Ils se sont montrés particulièrement actifs, engageant au total 7,8 G\$ en placements privés avec des investissements partout dans le monde, dont :

- Eurofins : investissement de 200 M€ dans ce leader mondial des services de laboratoires d'analyse établi en Europe.
- Edelweiss : entente de partenariat à long terme visant des investissements de 600 à 700 M\$ US sur une période de quatre ans dans des actifs en difficulté et le crédit spécialisé en Inde.
- Greenstone Financial Services : prise de participation de 44 % dans ce chef de file australien de la distribution d'assurance.
- AlixPartners : auprès de CVC Capital, acquisition d'une participation dans ce cabinet mondial de conseil aux entreprises établi aux États-Unis.
- TVS Logistics Services : investissement de 155 M\$ US pour acquérir une participation minoritaire importante dans cette multinationale indienne qui fournit des services de logistique de tierce partie.
- Ciment McInnis : reprise de contrôle de l'entreprise afin d'en redresser les opérations et réinvestissement pour terminer la construction de cette cimenterie de classe mondiale dont les premières livraisons de ciment sont prévues au printemps 2017.
- LASIK MD : investissement dans ce chef de file en correction de la vue au laser au Canada pour l'appuyer dans sa stratégie de croissance internationale.

La Caisse a également appuyé des entreprises de taille moyenne dans leur croissance en 2016, notamment Groupe Marcelle, qui a acquis Lise Watier Cosmétiques, Fix Auto, qui a développé un réseau de franchisés, et Moment Factory, qui a créé une nouvelle entité consacrée aux infrastructures multimédias permanentes.

Enfin, la Caisse a mis l'accent sur l'innovation dans l'objectif d'accompagner les PME qui réussiront dans la nouvelle économie. Elle a investi dans Triotech, qui conçoit, fabrique et met en marché des manèges reposant sur une expérience multisensorielle, dans Felix & Paul Studios, spécialisée en création de contenu cinématographique en réalité virtuelle, et dans Groupe Stingray Digital, leader des services musicaux multiplateformes.

Par ailleurs, la Caisse a continué de travailler comme partenaire actif pour la croissance et la mondialisation des entreprises québécoises. Parmi les investissements d'envergure réalisés en 2016, on note :

PORTFEUILLE PLACEMENTS PRIVÉS

COMPOSITION

- Participations directes à la fois dans des sociétés privées et dans des sociétés cotées en bourse
- Entreprises œuvrant dans tous les secteurs de l'économie, notamment dans des secteurs défensifs et des entreprises de qualité offrant des revenus stables et prévisibles
- Participations dans des fonds d'investissement performants

AVANTAGES

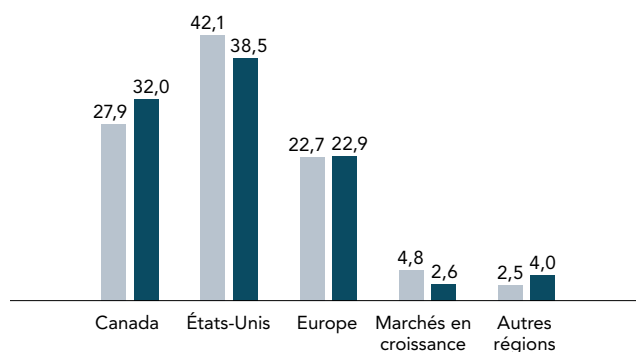
- Rendement attendu à long terme plus élevé que celui des marchés boursiers

GRAPHIQUE 17

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – PLACEMENTS PRIVÉS

(en pourcentage)

■ 31 décembre 2011
■ 31 décembre 2016



ANALYSE DU RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF

AUTRES PLACEMENTS

STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION

Le portefeuille Stratégies actives de superposition regroupe un ensemble d'activités d'investissement non capitalisées poursuivant un objectif de rendement absolu. Depuis sa création le 1^{er} janvier 2014, il a généré des résultats de placement nets de 300 M\$, dont 28 M\$ en 2016. Ces résultats s'expliquent principalement par la bonne performance des fonds externes détenus en portefeuille ainsi que par les activités de gestion tactique.

RÉPARTITION DE L'ACTIF

Résultats sur cinq ans

Les activités de répartition de l'actif ont procuré des résultats de placement nets de 1,2 G\$ sur cinq ans. La principale contribution à ces résultats provient des positions prises sur les marchés liquides afin de réduire le coût d'opportunité associé à la sous-pondération des portefeuilles d'actifs moins liquides par rapport à la pondération du portefeuille de référence.

Résultats en 2016

En 2016, malgré les gains attribuables au positionnement dans les devises, les activités de répartition de l'actif ont affiché des résultats négatifs. Ceux-ci s'expliquent à la fois par la sous-pondération des actions américaines dans le portefeuille de même que par la fermeture de la stratégie de réduction de la durée à la suite des hausses de taux observées au troisième trimestre.

PORTEFEUILLE STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION

COMPOSITION

- Portefeuille non capitalisé
- Participations dans des fonds externes
- Positions sur les marchés financiers en gestion interne, principalement sous forme d'instruments financiers liquides et transparents

AVANTAGES

- Profil rendement-risque modéré
 - Possibilité de générer un rendement supérieur aux obligations avec un risque inférieur à celui des marchés boursiers
 - Effet de diversification
 - Faible corrélation avec les marchés boursiers
-

BTAA

Résultats sur cinq ans

Sur cinq ans, le portefeuille BTAA a livré des résultats de placement nets de 2,8 G\$, attribuables au rapprochement des échéances moyennes des titres en détention ainsi qu'au rétrécissement des écarts de crédit pour les actifs plus risqués.

Le niveau des provisions est passé de 4,0 G\$ au 31 décembre 2011 à 88 M\$ au 31 décembre 2016.

Résultats en 2016

En 2016, l'apport de ce portefeuille aux résultats de placement nets s'élève à 140 M\$. Au 31 décembre 2016, la provision sur le portefeuille BTAA n'était plus que de 2,2 %, soit 88 M\$ sur des actifs de près de 4,0 G\$. Au début de 2017, un encaissement de plus de 3,9 G\$ de ces actifs a été effectué. Alors que l'essentiel des engagements arrive à échéance, le portefeuille a terminé ses principales activités au premier semestre de 2017.

RENDEMENTS PAR PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ

Le tableau 18, à la page 45, présente les rendements des portefeuilles spécialisés et des mandats par rapport à leur indice de référence pour les périodes de cinq ans et d'un an se terminant le 31 décembre 2016.

PORTEFEUILLE RÉPARTITION DE L'ACTIF

COMPOSITION

- Portefeuille non capitalisé
- Positions sur les marchés financiers, principalement sous forme d'instruments financiers liquides et transparents

AVANTAGES

- Calibration du profil rendement-risque du portefeuille global de la Caisse
 - Bonification du rendement du portefeuille global
 - Exposition à des catégories d'actif qui diversifient le portefeuille global
-

TABLEAU 18

RENDEMENTS DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2016)

Portefeuille spécialisé	Indice 2016	Actif net G\$	5 ans			1 an		
			Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %	Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe								
Obligations	FTSE TMX Canada obligataire universel ajusté ⁷	68,0	10 709	3,9	3,3	1 915	3,1	1,7
Dettes immobilières	FTSE TMX Canada obligataire universel	11,6	2 237	4,9	3,2	282	2,6	1,7
Valeurs à court terme	FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours	6,2	288	0,9	0,8	27	0,5	0,5
Obligations à long terme	FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté ⁷	2,6	449	4,1	4,2	33	2,1	2,1
Obligations à rendement réel	FTSE TMX Canada obligations à rendement réel	1,1	48	1,3	1,4	30	2,8	2,9
Total		89,5	13 731	3,7	3,1	2 287	2,9	1,8
Actifs réels								
Immeubles	Indice couvert composé à 85 % du IPD Global Property Index ajusté et à 15 % du IPD Global Property Fund Index, moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales	31,7	12 997	12,1	12,5	2 966	10,4	7,2
Infrastructures	MSCI ACWI Infrastructures ajusté partiellement couvert	14,7	4 424	10,0	12,5	1 418	11,1	10,8
Total		46,4	17 421	11,5	12,3	4 384	10,6	8,6
Actions								
Mandat Qualité mondiale ¹	Indice composé à 85 % de l'indice MSCI ACWI non couvert et à 15 % de l'indice FTSE TMX Canada Bons du Trésor 91 jours	36,1	13 795	18,6 ⁸	13,7 ⁸	1 316	4,0	3,7
Mandat Canada ²	Indice composé à 90 % de l'indice S&P/TSX plafonné et à 10 % de l'indice Morningstar Québec Banque Nationale	24,7	11 342	10,6	9,0	4 775	22,7	20,1
Mandat Marchés en croissance ³	MSCI EM ajusté non couvert	16,2	4 057	8,1	7,3	950	5,9	5,3
Mandat Pondérations alternatives	MSCI World Ex Canada non couvert	18,0	806	s.o.	s.o.	806	4,6	3,3
Marchés boursiers ⁴	L'indice est composé à 60 % de l'indice MSCI World Ex Canada non couvert, à 25 % de l'indice S&P/TSX, à 15 % de l'indice MSCI EM non couvert et à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours ⁷	101,3	50 311	14,1	12,2	8 690	9,4	7,5
Placements privés	Indice partiellement couvert composé à 50 % du MSCI World et à 50 % du State Street Private Equity Index ⁷	30,4	13 356	13,5	12,3	3 585	14,0	8,8
Total		131,7	63 667	14,0	12,3	12 275	10,4	7,9
Autres								
Stratégies actives de superposition		0,6	300	s.o.	s.o.	28	s.o.	s.o.
Répartition de l'actif ⁵		1,5	1 190	s.o.	s.o.	(135)	s.o.	s.o.
BTAA		0,2	2 763	s.o.	s.o.	140	s.o.	s.o.
Total⁶		270,7	100 006	10,2	9,1	18 417	7,6	5,8

1. Inclut l'historique du portefeuille spécialisé Actions Qualité mondiale avant 2016.

2. Inclut l'historique du portefeuille spécialisé Actions canadiennes avant 2016.

3. Inclut l'historique du portefeuille spécialisé Actions des marchés en émergence avant 2016.

4. Inclut les activités des mandats Relationnel et Stratégique sur un an, ainsi que les rendements sur cinq ans des portefeuilles de marchés boursiers fermés.

5. Les résultats incluent le portefeuille spécialisé et les activités de superposition.

6. Le total inclut les activités personnalisées de superposition, les activités de trésorerie et les activités terminées.

7. Cet indice est détaillé à la section Tableaux des rendements des renseignements additionnels.

8. Rendement depuis le début du mandat (4 ans).

GESTION DES RISQUES

LA GESTION DES RISQUES À LA CAISSE

En 2016, la croissance mondiale modeste et des risques géopolitiques importants ont amené la Caisse à adopter un positionnement défensif, ce qui s'est traduit par une baisse notable de ses risques financiers par rapport à 2015. Cette approche prudente a entraîné une diminution du risque de marché de son portefeuille global par rapport à celui de son portefeuille de référence, tout en générant un rendement solide. La Direction des risques a continué à renforcer ses processus d'encadrement et ses outils de gestion des risques.

Faits saillants

1

En 2016, le niveau de risque de marché du portefeuille global a diminué sensiblement par rapport à 2015 malgré la hausse de la pondération des catégories d'actif moins liquides.

2

Le degré d'avancement élevé de la gouvernance de la Caisse en matière de gestion des risques a été confirmé par un audit réalisé par son équipe d'audit interne appuyée par une firme externe.

3

La Direction des risques a consolidé sa structure de fonctionnement en mettant l'accent sur l'analyse transversale et a assuré un contreponds au sein des comités d'investissement.

ÉVOLUTION DES MESURES DE RISQUE

Au cours des dernières années, la Caisse a mis en place une série d'initiatives visant à intégrer efficacement la gestion des risques dans l'ensemble de ses activités. Elle a renforcé considérablement ses outils, en plus de développer une gouvernance efficace et soutenue.

En 2016, la Caisse a déployé ses stratégies d'investissement en gérant ses risques de façon proactive et en tenant compte à la fois du contexte économique mondial, de l'évolution des marchés financiers et des concentrations sectorielles et géographiques de son portefeuille. Parmi les principaux risques identifiés qui feront l'objet d'un suivi en 2017, notons :

- l'incertitude concernant les politiques et les mesures qui seront mises en place par la nouvelle administration américaine;
- l'instabilité et la volatilité en Europe, alimentées notamment par une pression migratoire toujours forte, des négociations potentiellement difficiles sur le Brexit, la menace terroriste et la montée du populisme;
- la stagnation de la croissance au Canada et l'incertitude quant à l'instauration aux États-Unis de mesures pouvant affecter le secteur pétrolier canadien;
- le ralentissement de la croissance en Chine et la réorientation plus ardue que prévu de l'économie vers le secteur de la consommation;
- la situation économique morose du Brésil et la difficulté du gouvernement de sortir rapidement et durablement de la crise.

Risque de marché

Depuis la fin 2011, différents facteurs ont contribué à la baisse du niveau de risque de marché du portefeuille global de la Caisse, à savoir :

- l'adoption par la Caisse d'une approche de gestion en absolu;
- la stratégie Qualité mondiale (voir le graphique 19, p. 47);
- l'exposition accrue aux devises étrangères;
- la diminution de l'échéance des titres du portefeuille BTAA.

Comme on peut le voir sur le graphique 20, à la page 47, le risque absolu du portefeuille global et le risque du portefeuille de référence ont évolué pratiquement en tandem pendant un certain temps. Cependant, dans la première moitié de 2016, le niveau de risque absolu du portefeuille global a

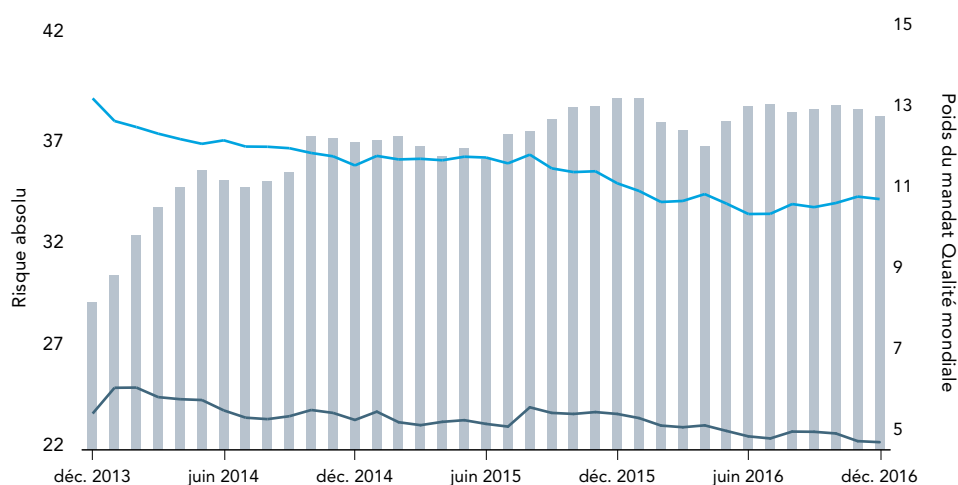
diminué, alors que le niveau de risque du portefeuille de référence est demeuré à peu près stable. Ainsi, au 31 décembre 2016, le premier se situait à 22,9 %, comparativement à 24,0 % pour le second.

Ce changement a occasionné une baisse du ratio de risque absolu du portefeuille global par rapport à celui de son portefeuille de référence (voir le graphique 21, p. 48). Rappelons que depuis 2013, le risque de marché est encadré par une limite de risque absolu basée sur ce ratio. Après avoir été relativement stable depuis le milieu de 2014, le

GRAPHIQUE 19

INCIDENCE DE LA PONDÉRATION DU MANDAT QUALITÉ MONDIALE SUR L'ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU¹
(en pourcentage)

■ Risque absolu – Actions
■ Poids – Mandat Qualité mondiale²
■ Risque absolu – Caisse

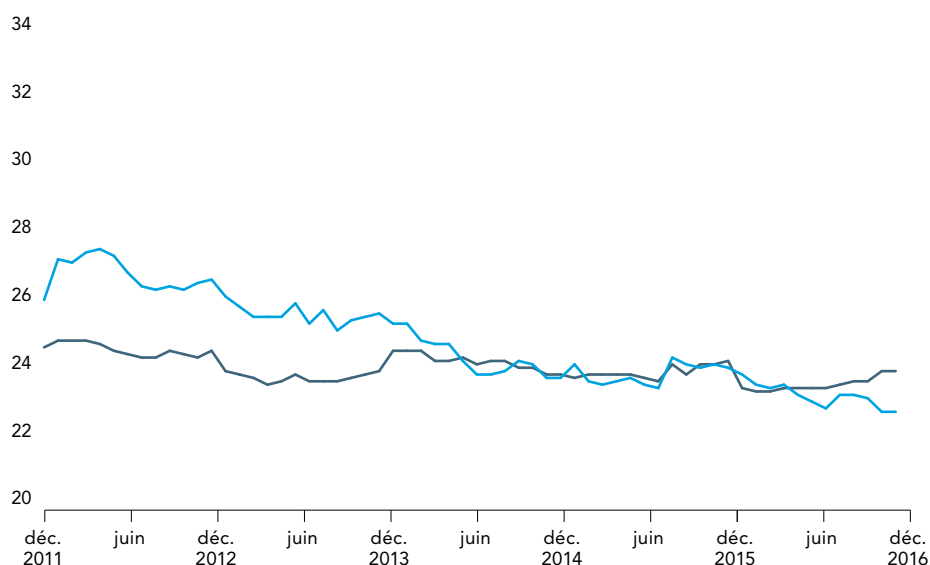


1. Les chiffres de risque antérieurs à juin 2014 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2014.
2. Avant 2016, correspond au portefeuille spécialisé Actions Qualité mondiale.

GRAPHIQUE 20

ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU DE LA CAISSE ET DU RISQUE DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE¹
(en pourcentage)

■ Risque absolu de la Caisse
■ Risque du portefeuille de référence



1. Les chiffres de risque antérieurs à juin 2014 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2014.

GESTION DES RISQUES

ratio de risque absolu a chuté, passant de 0,99 à la fin 2015 à 0,95 à la fin 2016. Cela démontre que la valeur ajoutée a été réalisée de façon prudente, en prenant moins de risque que le portefeuille de référence.

Toutes les catégories contribuent à la baisse du risque de la Caisse (voir le tableau 22, p. 49) par rapport à 2015, mais celle-ci est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- une position vendeur sur les marchés boursiers par rapport à son portefeuille de référence;
- une meilleure diversification sur le plan des devises grâce à une exposition plus importante aux devises étrangères dans le portefeuille Placements privés.

À noter que la baisse du risque de marché est survenue malgré une hausse de la pondération des portefeuilles d'actifs moins liquides – Immeubles, Infrastructures et Placements privés – dans le portefeuille global, ces actifs étant au cœur de la stratégie de la Caisse (voir le tableau 10, p. 32).

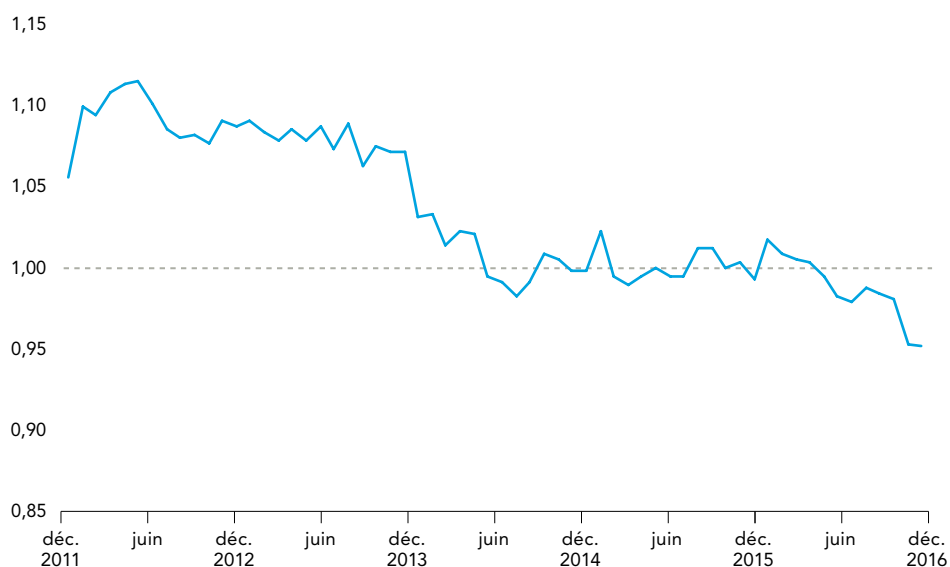
Risque de crédit

Le risque de crédit du portefeuille Obligations a légèrement augmenté en 2016, et son niveau se situe largement sous la limite établie par la politique. Pour mesurer et suivre ce risque, la Caisse s'appuie sur les pertes en capital potentielles, une mesure qui intègre les probabilités de défaut, les corrélations et les hypothèses de recouvrement. Pour assurer une saine gestion du risque de crédit, les équipes de la Direction des risques analysent et effectuent le suivi des dossiers d'investissement. Elles s'assurent qu'une notation interne est établie pour chacun d'eux et les révisent. L'évolution des cotes de crédit interne, incluant les écarts avec les notations des agences, est suivie de près par l'entremise d'un comité indépendant de crédit interne composé essentiellement de membres des équipes de risque et d'investissement. En 2016, le comité a passé en revue plus de 165 émetteurs.

GRAPHIQUE 21

ÉVOLUTION DU RATIO DE RISQUE ABSOLU¹

■ Ratio de risque absolu



1. Les chiffres antérieurs à juin 2014 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul du risque survenus en 2014.

Risque de concentration

Malgré des positions de plus en plus importantes dans certains investissements, le niveau du risque de concentration du portefeuille global est demeuré stable en 2016. Pour atténuer ce risque, la Caisse mise sur une saine diversification géographique et sectorielle de ses actifs. Elle a poursuivi dans cette voie en 2016 en investissant dans des secteurs variés et en augmentant son exposition dans les marchés mondiaux, en particulier aux États-Unis et dans les marchés en croissance.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie a augmenté en 2016 par rapport à l'année précédente, mais demeure faible dans l'ensemble. Pour gérer ce risque, la Caisse suit quotidiennement une série d'indicateurs financiers pour chacune de ses contreparties. Leur santé financière est évaluée de façon périodique par ses experts du secteur financier et de la gestion des risques. Tout au long de l'année, la Caisse a suivi activement les changements dans la qualité de crédit de ses contreparties, tout en maintenant ce risque à un bas niveau (voir le tableau 23).

Risque de liquidité

En 2016, la Caisse pouvait compter sur un niveau de liquidités adéquat. Au cours de l'année, elle a mis en place une nouvelle méthode de gestion des liquidités. Pour ce faire, elle détermine ses besoins en vue de constituer une réserve formée de liquidités primaires, soit des actifs liquides qui peuvent être utilisés immédiatement sans perte de valeur, et de liquidités secondaires, soit des actifs un peu moins liquides, mais qui peuvent être convertis rapidement. Il s'agit de titres résilients même en période de fortes baisses de marché. La Caisse établit ainsi un seuil minimal de liquidités à maintenir dans la réserve afin de respecter ses engagements potentiels ainsi que ceux de ses déposants, de rééquilibrer son portefeuille global et de profiter des baisses de marché pour réinvestir dans des actifs à valeur ajoutée.

Au 31 décembre 2016, la Caisse disposait d'un montant qui lui permettait amplement de respecter ses engagements potentiels, et ce, même dans le cas d'une correction majeure des marchés (voir la note 12 des États financiers consolidés, à la page 158).

TABLEAU 22

RISQUE DE MARCHÉ – ABSOLU

(en pourcentage de la valeur nette totale au 31 décembre)

Catégories	2016	2015 ¹
Revenu fixe	8,5	8,7
Actifs réels	30,8	32,5
Actions	34,6	35,3
Autres placements	0,9	1,2
Global	22,9	24,2

1. Les chiffres de risque de 2015 ont été recalculés afin de refléter les nouvelles catégories d'actif.

TABLEAU 23

ÉVOLUTION DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE^{1,2}

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2016	2015	2014 ³	2013 ³	2012 ³
Exposition brute sans effet compensatoire	872,8	741,7	1 059,7	1 918,1	2 464,7
Exposition nette selon les ententes ISDA ⁴	81,2	5,4	61,8	97,5	51,5

1. Les instruments financiers dérivés négociés de gré à gré avec et par les filiales immobilières sont exclus.

2. Les instruments financiers dérivés négociés de gré à gré compensés sont exclus.

3. Les chiffres antérieurs à 2015 ont été modifiés pour exclure les instruments financiers dérivés négociés entre la Caisse et sa filiale Ivanhoé Cambridge.

4. L'exposition nette selon les ententes ISDA est l'exposition brute moins la compensation des montants à risque et l'échange de sûretés.

GESTION DES RISQUES

RÉVISION DES ENCADREMENTS ET PROCESSUS

En 2016, la Caisse a renforcé ses encadrements et ses processus de gestion des risques, tout en continuant à suivre ses principes directeurs (voir la note 12 des États financiers consolidés, p. 158).

Revue de la gouvernance des risques

Pendant l'année 2016, le conseil d'administration de la Caisse a mandaté l'équipe d'audit interne et une firme externe spécialisée pour réaliser un audit sur la gouvernance et les façons de faire en matière de gestion des risques, conformément aux bonnes pratiques de l'industrie. À cette fin, les modèles et les façons de faire de son équipe de gestion des risques ont été revus et comparés à ses pairs et son degré d'avancement élevé a été confirmé.

Planification stratégique des investissements et suivi des risques stratégiques

Les équipes de gestion des risques ont joué un rôle central tout au cours du processus annuel de planification stratégique des investissements. Elles ont réalisé de nombreuses analyses pour cerner les enjeux et évaluer les risques des orientations et des stratégies discutées. De concert avec la Direction du placement et les groupes d'investissement, elles ont participé à l'élaboration des priorités stratégiques pour la période 2017-2020.

Renforcement de la fonction Risque

La Direction des risques a continué à démontrer son influence, ce qui s'est traduit de différentes façons, notamment par :

- une présence active à de nombreux comités, entre autres le comité Investissement-Risques, le comité Investissement et gestion des risques, le comité Risques opérationnels, le comité sur les devises, le comité de recherche de même que les comités d'investissement;
- une consolidation de la fonction d'expert-métier en risque afin de renforcer le soutien et le conseil auprès des équipes d'investissement. Intégrés dans chacun des groupes, les experts-métiers, en plus d'appuyer les gestionnaires de portefeuilles dans la gestion optimale de leurs risques, jouent un rôle clé dans l'équilibre rendement-risque au quotidien.

Renforcement du processus de gestion des risques transversaux

Un accent particulier a été mis sur l'analyse transversale en 2016. L'équipe responsable de ce volet a réalisé plusieurs analyses approfondies sur des thèmes transversaux susceptibles d'avoir une incidence sur l'ensemble des portefeuilles d'investissement. Parmi les autres éléments qui ont permis de renforcer la gestion du risque transversal au cours de l'année, notons l'approche de gestion des liquidités décrite précédemment de même qu'un meilleur encadrement de l'activité de répartition de l'actif.

Atténuation des risques opérationnels

Sur une base continue, le comité Risques opérationnels suit les risques opérationnels priorisés par la Caisse. Différents travaux ont ainsi été menés au cours de l'année dans l'objectif d'atténuer ces risques :

- Processus transactionnel en placements privés et infrastructures : révision des critères de vérification d'antécédents des partenaires externes et amélioration des structures de détention et du suivi des frais déboursés, particulièrement dans le cadre des investissements à l'international.
- Fraude et corruption : formations en ligne pour les employés et mise en place de contrôles supplémentaires.
- Encaisse : révision intégrale du processus.
- Continuité des affaires : formalisation du cadre de gestion global des incidents et tenue d'exercices de simulation de situation d'urgence.
- CDPQ Infra : évaluation des processus d'approvisionnement et de sélection des firmes participant aux appels d'offres.

Nouveaux encadrements et suivis des catégories d'actif

La Caisse a modifié plusieurs de ses politiques d'investissement afin de refléter les orientations adoptées dans le cadre de la planification stratégique. La Direction des risques a pris part à cet exercice en révisant les processus d'encadrement et de suivi du travail des gestionnaires. Cela a entraîné des changements, notamment aux politiques d'investissement des portefeuilles Obligations, Marchés boursiers et Placements privés.

Par ailleurs, la Caisse a procédé à une révision annuelle des cibles de rendement et des limites de risque du portefeuille global et des portefeuilles spécialisés. Elle a aussi établi de nouvelles politiques concernant les activités consolidées de répartition de l'actif et le cadre de gestion dynamique de l'exposition aux devises du portefeuille global, mis en place le 1^{er} janvier 2017.

AMÉLIORATION DES MÉTHODOLOGIES ET DES OUTILS DE GESTION DES RISQUES

Les équipes de gestion des risques ont continué de raffiner leurs méthodologies et leurs outils d'analyse quantitative afin d'offrir un meilleur suivi des risques. En 2016, les améliorations comprenaient :

- le développement d'un cadre pour comparer le rendement attendu des investissements;
- la bonification de la méthode de décomposition du risque de la Caisse en fonction de grands facteurs;
- le recensement des pratiques entourant la mesure des pertes en capital en vue d'établir un plan d'action;
- l'identification de solutions de rechange pour améliorer la méthode d'évaluation du risque de marché du portefeuille global, soit la valeur à risque (VaR);
- une nouvelle orientation visant à mieux intégrer le passif des déposants dans l'analyse des risques;
- l'analyse de l'impact des facteurs qui minent la soutenabilité des bénéficiaires de certaines entreprises.

Nouveaux tests de tension

Les équipes de gestion des risques ont réalisé plusieurs tests de tension afin de quantifier les répercussions potentielles sur le portefeuille global de certains événements de marché. Ces tests enrichissent la gamme de scénarios élaborés pour appuyer la prise des décisions d'investissement.

Reddition de comptes des activités d'investissement

Les équipes d'investissement de la Caisse et la Direction des risques ont poursuivi leurs travaux pour assurer une meilleure reddition de comptes des portefeuilles et des activités d'investissement de la Caisse, notamment grâce aux redditions de comptes semi-annuelles, au comité d'investissement et de gestion des risques et au rapport rendement-risque, préparé en collaboration avec la Direction financière.

Présence de la Caisse au Québec

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

**Partenaire
actif pour
la croissance
des entreprises
québécoises,**
moteurs de l'économie
du Québec



13,7G\$

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS
ET ENGAGEMENTS DEPUIS
CINQ ANS, DONT 2,5 G\$ EN 2016

550+

PME DE TOUTES LES RÉGIONS
DU QUÉBEC DONT NOUS
SOMMES PARTENAIRES

330

IMMEUBLES DÉTENUS
OU FINANCÉS

UN APPUI CONTINU AU SECTEUR PRIVÉ

Plus que jamais, la Caisse mise sur le secteur privé : les entreprises, l'immobilier, les infrastructures. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit du moteur de la croissance économique du Québec. Depuis cinq ans, notre actif total dans le secteur privé québécois a augmenté de façon importante. Et c'est une stratégie que nous souhaitons poursuivre au cours des prochaines années.

Trois axes d'action au Québec

CROISSANCE ET
MONDIALISATION

PROJETS
STRUCTURANTS

INNOVATION
ET RELÈVE

36,9 G\$

ACTIF TOTAL DANS LE SECTEUR
PRIVÉ QUÉBÉCOIS, SOIT 63 %
DES 58,8 G\$ D'ACTIF AU QUÉBEC

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

Notre approche en trois axes

Notre approche au Québec s'articule autour de trois grandes priorités d'action.

CROISSANCE ET MONDIALISATION

Être un partenaire actif pour la croissance et la mondialisation des entreprises québécoises, notamment grâce à notre réseau mondial.

Fix Auto

La Caisse est partenaire de Fix Auto depuis 2015. Nous avons réalisé deux investissements, notamment afin de permettre à cette entreprise de poursuivre sa croissance pancanadienne.

En 2016, nous les avons aussi accompagnés dans l'ouverture de succursales en Australie et en Chine, grâce à nos équipes de Sydney et de Singapour. Cet appui a permis d'ouvrir des portes et d'accélérer les démarches.

Fix Auto aujourd'hui

- Plus de 550 ateliers répartis dans 9 pays, dont plus de 240 au Canada
- Un réseau de quelque 140 ateliers de réparation Speedy et Novus Glass, et Minute Muffler & Brake
- À l'avant-plan d'une industrie extrêmement concurrentielle grâce à son expansion dans de nouveaux marchés

Réseau Fix Auto dans le monde



PROJETS STRUCTURANTS

S'engager dans des projets structurants, notamment en immobilier et en infrastructures, au bénéfice de nos déposants, de l'économie du Québec et de l'ensemble des Québécois.

INNOVATION ET RELÈVE

Mettre un accent particulier sur l'innovation et la relève, développer des écosystèmes pour accompagner les PME qui réussiront dans la nouvelle économie et dynamiser l'entrepreneuriat.

Le Réseau électrique métropolitain

Annoncé au printemps 2016, le Réseau électrique métropolitain (REM) reliera la Rive-Sud, l'Ouest-de-l'Île, la Rive-Nord et l'aéroport au centre-ville de Montréal. Avec son système léger sur rail électrique entièrement automatisé, le REM sera le quatrième plus grand réseau de transport automatisé au monde.

Des retombées positives

Les retombées potentielles du projet s'élèvent à 3,7 G\$ pour le PIB québécois.

- 34 000 emplois directs et indirects pendant la construction
- Plus de 1000 emplois permanents après la mise en service
- Une réduction des émissions de GES d'environ 35 000 tonnes dès la première année de mise en service

Le projet en un coup d'œil

67 km	De voies doubles
4	Antennes connectées au centre-ville
27	Stations
3	Connexions aux lignes verte, orange et bleue du métro
9	Terminus d'autobus
13	Stationnements incitatifs
20 h	Par jour, de 5 h à 1 h

Spectra Premium

En 2016, la Caisse s'est alliée à d'autres investisseurs québécois pour appuyer la réorganisation de l'actionariat de Spectra Premium. Ce chef de file nord-américain de la conception, de la fabrication et de la distribution de pièces et composants automobiles est aussi à l'avant-plan des systèmes d'alimentation en essence de véhicules hybrides rechargeables.

Soucieuse d'assurer sa relève, l'équipe de direction de Spectra Premium cherchait à renforcer et à diversifier son actionariat. Nous avons joué un rôle clé en pilotant le rachat d'actionnaires. Cet appui de même que l'expertise de nos équipes et notre réseau à l'international permettront à l'entreprise de continuer à parfaire son offre de produits qui mise sur des solutions innovantes pour croître et développer de nouveaux marchés.

Spectra Premium en bref

4	Installations manufacturières, dont à Boucherville et à Laval
18	Entrepôts en Amérique du Nord
1 100	Employés au Québec, sur un total de 1 500
600 M\$	Ventes en 2016, principalement aux États-Unis, en Europe et au Mexique

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

UN ENGAGEMENT DURABLE QUI MÈNE À DES RÉSULTATS PROBANTS

La Caisse est un acteur de premier plan au Québec. Dans ce marché qu'elle connaît en profondeur, elle joue un rôle structurant qui va bien au-delà des investissements. Elle met à profit l'expertise et le savoir-faire de ses équipes, ainsi que ses avantages stratégiques pour générer des retombées dont bénéficient ses déposants et l'économie québécoise dans son ensemble.

Son rôle au Québec a beaucoup évolué au fil des ans. Aujourd'hui, la Caisse mise surtout sur le secteur privé, moteur de l'économie québécoise, au sein duquel elle compte continuer d'accroître sa présence. Elle accompagne ainsi activement les entreprises québécoises dans leurs projets d'expansion au Québec et dans le monde. Elle conçoit et développe de grands projets immobiliers et d'infrastructures. Elle mise aussi sur l'innovation et la relève, dans l'objectif d'accompagner les PME qui se démarqueront dans la nouvelle économie.

Au cours de 2016, son approche en trois axes s'est traduite par des nouveaux investissements et engagements de 2,5 G\$, ce qui a porté le total sur cinq ans à 13,7 G\$.

En outre, la Caisse a misé plus que jamais sur ses avantages stratégiques pour optimiser son impact au Québec : l'expertise de ses équipes dans plusieurs secteurs, dont l'immobilier et les infrastructures, ses relations d'affaires au Québec et dans le monde, ses bureaux dans huit pays et son bassin d'entreprises partenaires au Québec et à l'international. Cela a mené à des réalisations qui vont bien au-delà des investissements, avec des projets de construction et de revitalisation immobilière à Montréal et à Québec, le projet du Réseau électrique métropolitain (REM), ainsi que la mise en place de l'Espace CDPO pour accélérer la croissance et la mondialisation des PME.

**Au 31 décembre 2016,
L'ACTIF TOTAL DE LA CAISSE
AU QUÉBEC TOTALISAIT 58,8 G\$,
DONT 36,9 G\$ ÉTAIENT INVESTIS
DANS LE SECTEUR PRIVÉ.**

TABLEAU 24

ACTIF ET ENGAGEMENTS EN PLACEMENTS PRIVÉS ET EN INFRASTRUCTURES AU QUÉBEC

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2016			2015		
	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Petites et moyennes entreprises	1 354	643	1 997	980	673	1 653
Grandes entreprises	8 067	614	8 681	7 543	266	7 809
Total	9 421	1 257	10 678	8 523	939	9 462

PARTENAIRE DE LONG TERME DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

La Caisse participe au développement de sociétés québécoises fortes, capables de rivaliser avec les meilleures de leur industrie et de se tailler une place sur les marchés mondiaux. Elle tisse avec elles des partenariats à long terme et développe des solutions de financement qui les rejoignent à tous les stades de leur développement.

APPUYER LES MOYENNES ET LES GRANDES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

La Caisse a développé un savoir-faire unique pour appuyer les moyennes et les grandes entreprises dans leurs projets de croissance et de mondialisation, ainsi que dans ceux d'innovation et de relève. En 2016, elle a contribué notamment à la concrétisation des projets d'affaires de Groupe Marcelle, de Lasik MD et de Fix Auto. En matière d'innovation et de relève, la Caisse a notamment réalisé des investissements dans Triotech, Groupe Stingray Digital et AddÉnergie.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT – PLACEMENTS PRIVÉS ET INFRASTRUCTURES

En 2016, l'actif total de la Caisse au Québec en placements privés et en infrastructures a atteint 9,4 G\$ (voir le tableau 24, p. 58). Les 10 principaux placements au Québec en Placements privés et en infrastructures sont répertoriés au tableau 25, tandis que des exemples de transactions conclues au cours de l'année sont présentés aux pages 62 et 63.

La Caisse investit également dans des sociétés québécoises cotées en bourse dont la capitalisation boursière est inférieure à 1 G\$. Cet engagement permet de stimuler à la fois le marché des actions au Québec et l'essor de ces entreprises. Plusieurs transactions ont été conclues en 2016. Quelques exemples sont présentés à la page 62.

TABLEAU 25

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – PLACEMENTS PRIVÉS ET INFRASTRUCTURES (au 31 décembre 2016)

Banque Laurentienne du Canada
BRP
CAMSO (anciennement Camoplast Solideal)
Ciment McInnis
Groupe CGI
Groupe WSP Global
Innergex Énergie Renouvelable
Québecor
TAD Canco (Kruger)
Trencap (Gaz Métro)

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT – MARCHÉS BOURSIERS

Au 31 décembre 2016, l'actif total investi en titres boursiers québécois s'élevait à 8,5 G\$ (voir le tableau 26). Le tableau 27 présente les 10 principales positions dans cette catégorie d'actif.

Le poids des titres de sociétés québécoises au sein du Mandat Canada dans le portefeuille Marchés boursiers de la Caisse s'est chiffré à 31,1 %, ce qui représente plus du double de la pondération de ces titres dans l'indice S&P/TSX. En effet, celui-ci ne comprenait que 15,4 % de titres d'entreprises québécoises pour la même période.

DES PARTENARIATS AVEC DES FONDS POUR DYNAMISER LA CROISSANCE DES PME

La Caisse a développé des partenariats avec différents fonds au Québec. Cette stratégie lui permet d'appuyer la croissance des PME et d'avoir accès à une pépinière d'entreprises prometteuses au sein de laquelle elle peut identifier des cibles potentielles pour des investissements directs.

Ainsi, les équipes de la Caisse ont examiné les entreprises faisant partie des fonds partenaires et suivent leur évolution sur une base régulière. Cet exercice a permis d'identifier les plus prometteuses dans lesquelles la Caisse pourrait investir en direct. Un nouvel investissement réalisé en 2016 découle directement de cette stratégie, soit celui dans Hopper, une PME du portefeuille du fonds Brightspark Ventures. Il en était de même pour Lightspeed en 2015, qui provenait du portefeuille du fonds iNovia Capital.

TABLEAU 26

**ACTIF DU PORTEFEUILLE
DES MARCHÉS BOURSIERS AU QUÉBEC**
(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2016	2015
Marchés boursiers	8 472	8 193

TABLEAU 27

**DIX PRINCIPALES POSITIONS AU QUÉBEC –
MARCHÉS BOURSIERS**
(au 31 décembre 2016)

Alimentation Couche-Tard
Banque Nationale du Canada
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Dollarama
Groupe CGI
Groupe SNC-Lavalin
Industrielle Alliance, Assurance et Services Financiers
Power Corporation du Canada
Saputo
Les Vêtements de Sport Gildan

CAPITAL D'INNOVATION

Grâce à des partenariats ciblés avec des fonds bien établis qui réalisent des investissements au Québec, la Caisse veut permettre à de nouvelles PME technologiques de traverser avec succès les premiers stades de leur développement. En 2016, elle a conclu quelques nouveaux engagements, dont :

- 26,8 M\$ dans le fonds Georgian Partners Growth III, qui oriente ses investissements dans les entreprises technologiques se spécialisant dans l'intelligence artificielle et la programmation du langage naturel;
- 13,4 M\$ dans le fonds Relay Ventures III, qui cible des entreprises technologiques en démarrage spécialisées dans les applications mobiles novatrices;
- 4 M\$ dans le fonds iNovia III, destiné aux entreprises en démarrage du secteur des technologies de l'information.

En outre, la Caisse a lancé en 2016 le fonds Espace CDPO, doté d'une enveloppe totale de 50 M\$: 40 M\$ seront consacrés au financement de PME québécoises innovantes qui visent une expansion mondiale, et 10 M\$ ont été répartis entre deux fonds d'amorçage à Québec et Montréal – qui financent des entreprises provenant des incubateurs et accélérateurs de partout au Québec.

La Caisse appuie aussi de façon continue Teralys Capital depuis sa création en 2009. Teralys développe et soutient des fonds de capital de risque spécialisés dans les secteurs des technologies de l'information, des sciences de la vie et des technologies vertes. Au cours de 2016, Teralys a conclu, par l'entremise de ses divers fonds et directement, des investissements totalisant 142 M\$ dans 50 entreprises québécoises.

FONDS CAPITAL CROISSANCE PME

En 2016, la Caisse a renouvelé son engagement dans Capital croissance PME (CCPME). Conjointement avec Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD), un réinvestissement totalisant 90 M\$ a été annoncé en 2017, portant la capitalisation du fonds, qui se fait à parts égales par les deux partenaires, à 540 M\$.

CCPME offre aux PME québécoises du financement pour réaliser leurs projets de croissance. Il vise à satisfaire les besoins de financement de moins de 5 M\$ et accorde une attention particulière au développement des entreprises situées en région. Depuis sa création en 2010, il a autorisé des investissements totalisant 375 M\$ dans 322 PME, dont 77 % sont établies à l'extérieur de Montréal et de la région de Québec. En 2016, 70 entreprises ont obtenu un appui de ce fonds, pour un total de 47 M\$.

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

QUELQUES INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS LES ENTREPRISES

La Caisse a investi dans de nombreuses entreprises en 2016. Ces investissements ont été réalisés dans des entreprises qui présentent un fort potentiel de croissance. Voici quelques exemples.



- Correction de la vue au laser
- > Investissement de 25 M\$
 - > Pour une acquisition aux États-Unis



- Systèmes sur mesure et solutions intégrées de traitement d'eau
- > Achat d'actions supplémentaires d'une valeur de 3,8 M\$
 - > Pour appuyer une acquisition aux États-Unis



- Design, fabrication et distribution d'ambulances
- > Participation de près de 20 %
 - > Pour la consolidation des parts de marché au Canada et la croissance internationale



- Distributeur indépendant de produits pétroliers au Québec
- > Investissement de 30 M\$
 - > Pour l'expansion du réseau et le développement de sites multicarburants qui incluent des bornes électriques



- Services de câblodistribution, internet et téléphonie dans huit régions du Québec
- > Financement de 5 M\$
 - > Pour faciliter le processus de relève et appuyer les projets de croissance



- Fournisseur de services musicaux multiplateformes
- > Achat d'actions supplémentaires d'une valeur de 16 M\$

DES PARTENARIATS QUI VONT BIEN AU-DELÀ DES INVESTISSEMENTS

La Caisse offre plus que du capital aux entreprises québécoises. Grâce à l'expertise de ses équipes, leur compréhension de la réalité d'affaires et la force de son réseau d'affaires mondial, elle propose un accompagnement actif pour favoriser la croissance.

Nos accompagnements d'entreprises en 2016

GROUPE
MARCELLE
COSMETICS | COSMÉTIQUES

Fabricant et distributeur de cosmétiques

- > Investissement de 18 M\$
- > Pour l'acquisition de Lise Watier Cosmétiques

McINNIS
LA NOUVELLE
COMPAGNIE DE CIMENT

Cimenterie à la fine pointe de la technologie

- > Investissement additionnel de 150 M\$ (dans le cadre d'un financement global de 280 M\$)
- > Mise en place d'une nouvelle structure de détention et redressement des opérations

hopper

Application mobile qui prédit le prix et vend des billets d'avion

- > Investissement de 40 M\$
- > Pour l'expansion de l'offre et la croissance internationale de l'entreprise

AddENERGIE
Solutions de recharge | Smart Charging Solutions

Solutions de recharge pour véhicules électriques

- > Investissement de 8,5 M\$
- > Pour la croissance pancanadienne du réseau et de la technologie

**MOMENT
FACTORY**

Chef de file du divertissement multimédia

- > Financement global de 18 M\$
- > Pour la création d'une nouvelle entité

fix
AUTO

Franchisage d'ateliers de réparation de voitures après collision

- > Investissement additionnel de 2,4 M\$ portant l'investissement total à 10,6 M\$
- > Pour l'acquisition de Prime CarCare Group, qui exploite 142 franchises reconnues au Canada

TRIOTECH

Conception, fabrication et mise en marché de manèges interactifs et multisensoriels

- > Investissement global de 40 M\$
- > Pour poursuivre sa croissance à l'international

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

UN CHEF DE FILE DE L'IMMOBILIER AU QUÉBEC

Par l'entremise de ses deux filiales, Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital, la Caisse est l'un des chefs de file de l'immobilier au Québec. Leurs investissements et leurs activités génèrent des retombées importantes pour les villes et pour le Québec dans son ensemble.

Au 31 décembre 2016, l'actif total de la Caisse au Québec en immobilier, détaillé au tableau 28, s'élevait à 10,5 G\$. Les 10 principaux placements en immobilier au Québec sont présentés au tableau 29, à la page 65.

IVANHOÉ CAMBRIDGE

Société immobilière de calibre mondial, Ivanhoé Cambridge est un acteur majeur du secteur des bureaux et des centres commerciaux au Québec. Au 31 décembre 2016, elle détenait 27 immeubles au Québec, pour une valeur de 6,2 G\$. Parmi ceux-ci figurent huit centres commerciaux, huit immeubles de bureaux, trois hôtels de prestige et un complexe résidentiel. Au total, son portefeuille au Québec totalise 11,9 millions de pieds carrés (1,1 million de mètres carrés).

Au cours de l'année, Ivanhoé Cambridge a poursuivi le déploiement de son plan pour le centre-ville de Montréal, dont :

- la poursuite de la construction de Maison Manuvie, un immeuble de 27 étages dont l'ouverture est prévue à l'automne 2017 et où un deuxième locataire majeur a signé un bail en 2016, soit la société EY;
- la poursuite des travaux de revitalisation de l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth, au coût de plus de 140 M\$, pour transformer l'expérience hôtelière de cet établissement célèbre dans le monde entier;

- l'ouverture d'Au Sommet Place Ville Marie, une destination de divertissement et de gastronomie aux derniers étages du 1 Place Ville Marie.

Un partenariat avec Claridge a également été mis en place afin d'investir environ 100 M\$, aux côtés de promoteurs immobiliers, dans des projets immobiliers de moyenne envergure dans la grande région de Montréal.

À Québec, Ivanhoé Cambridge a terminé la modernisation du centre commercial Laurier Québec et poursuivi celle de Place Ste-Foy, notamment avec l'ajout de deux stationnements étagés. La phase 1 du complexe résidentiel Quartier QB a aussi été livrée, tandis que les phases II et III se sont poursuivies. À terme, ce projet comprendra plus de 680 appartements en location. Enfin, à Sherbrooke, un projet de modernisation de 44 M\$ a été entrepris au Carrefour de l'Estrie.

OTÉRA CAPITAL

Prêteur hypothécaire de premier plan au Canada, Otéra Capital est très active au Québec où elle gère un actif totalisant 4,3 G\$ au 31 décembre 2016. Otéra Capital finance plus de 300 immeubles commerciaux répartis à travers le Québec. Au cours de l'année 2016, la société a consenti une trentaine de nouveaux prêts et de refinancements.

TABLEAU 28

ACTIF ET ENGAGEMENTS EN IMMOBILIER AU QUÉBEC

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2016			2015		
	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Centres commerciaux	3 235	98	3 333	3 458	56	3 514
Bureaux	4 631	195	4 826	4 459	264	4 723
Résidentiel	612	297	909	415	227	642
Autres	2 047	118	2 165	1 982	153	2 135
Total	10 525	708	11 233	10 314	700	11 014

UN MODÈLE NOVATEUR POUR LA RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

Créée en 2015 dans le but d'offrir un modèle unique pour financer et réaliser des projets d'infrastructures publiques, CDPQ Infra, filiale de la Caisse, a dévoilé en avril 2016 un premier projet de transport collectif pour la région métropolitaine.

L'objectif de ce réseau intégré consiste à relier le centre-ville, la Rive-Sud, l'Ouest-de-l'Île, la Rive-Nord et l'aéroport de Montréal. Le Réseau électrique métropolitain (REM), qui s'étendra sur 67 km et comptera 27 stations, offrira un service 20 heures par jour, sept jours sur sept.

AVANCEMENT DU PROJET

Au cours de l'année, CDPQ Infra a tenu un vaste exercice de consultation publique comprenant notamment une centaine de rencontres avec près de 300 représentants de diverses organisations ainsi qu'une douzaine de journées portes ouvertes au cours desquelles plus de 3 000 personnes ont été rencontrées.

Dans la foulée de ces consultations, des optimisations importantes ont été apportées au projet :

- ajout de trois stations au centre-ville de Montréal (Édouard-Montpetit, McGill et Bassin Peel), connectant le REM aux lignes bleue, orange et verte du métro;

- entente avec le CN pour l'acquisition d'une structure aérienne permettant d'emprunter des voies surélevées et de préserver des immeubles patrimoniaux de Griffintown;
- modifications au tracé pour préserver des espaces naturels à Sainte-Anne-de-Bellevue et dans le Parc-nature des Sources.

CDPQ Infra a également lancé le processus d'appel de qualification, au terme duquel cinq consortiums se sont qualifiés pour soumissionner : deux pour l'ingénierie, l'approvisionnement et la construction des infrastructures, et trois pour la fourniture du matériel roulant, des systèmes et services d'exploitation, d'entretien régulier et de maintenance à long terme des infrastructures et des éléments d'actif.

Au début de 2017, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a déposé son rapport. À la fin mars, le gouvernement du Québec s'est engagé à hauteur de 1,28 G\$ pour devenir actionnaire minoritaire du projet. La construction du REM devrait commencer en 2017 et la mise en service des premières rames est prévue à la fin de 2020.

TABLEAU 29

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – IMMOBILIER (au 31 décembre 2016)

Centre Eaton, Montréal
 Édifice Jacques-Parizeau, Montréal
 Fairmont Le Château Frontenac, Québec
 Fairview Pointe-Claire, Pointe-Claire
 Galeries d'Anjou, Montréal
 Laurier Québec, Québec
 Le 1000 De La Gauchetière, Montréal
 Place Ste-Foy, Québec
 Place Ville Marie, Montréal
 Rockhill, Montréal

RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

UN RÔLE ESSENTIEL DANS LE FINANCEMENT AU QUÉBEC

La Caisse joue un rôle essentiel dans le financement au Québec. Elle appuie de nombreux projets de croissance dans le secteur privé, générant ainsi des impacts concrets sur la croissance économique du Québec.

Depuis quelques années, la Caisse est très active dans le marché du financement privé et accroît ses activités dans ce secteur. Celles-ci offrent des rendements attrayants à long terme, et surtout, permettent de soutenir l'activité économique du Québec, puisque les entreprises privées sont un moteur de l'économie.

Elle est un partenaire de longue date de plusieurs entreprises québécoises, qu'elles soient inscrites en bourse ou non. Au fil des ans, elle a appuyé de nombreux projets qui ont permis à ces entreprises de croître sur les marchés locaux et internationaux.

La Caisse est aussi un détenteur important de titres obligataires québécois du secteur public : gouvernement du Québec, sociétés d'État, municipalités et sociétés paragonnementales. En 2016, dans un contexte où les taux d'intérêt étaient au plus bas et les rendements des titres obligataires, à un niveau nettement inférieur aux autres catégories d'actif, la Caisse a réduit son exposition aux obligations de pays développés dans le cadre de sa stratégie globale d'investissement. Cela s'est traduit notamment par une diminution de sa position dans les obligations québécoises.

Au 31 décembre 2016, l'actif total de la Caisse en titres obligataires des secteurs public et privé québécois s'est chiffré à 30,4 G\$, tel que détaillé dans le tableau 30.

TABLEAU 30

**ACTIF AU QUÉBEC –
TITRES DE SOCIÉTÉS ET OBLIGATIONS**
(au 31 décembre – en milliards de dollars)

	2016	2015
Secteur privé : titres de sociétés	8,5	6,5
Secteur public québécois		
Gouvernement du Québec	16,1	19,5
Hydro-Québec	4,5	4,5
Autres sociétés d'État	1,1	1,3
Municipalités et sociétés paragonnementales	0,2	0,9
Sous-total	21,9	26,2
Total	30,4	32,7

ESPACE CDPQ : UN HUB D'INVESTISSEMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRENEURS

Unique au Québec, l'Espace CDPQ rassemble des partenaires et collaborateurs autour d'une même ambition : celle d'accélérer la croissance et la mondialisation des PME québécoises. L'objectif consiste à mettre en commun des réseaux, des expertises et des moyens au bénéfice des entreprises du Québec.

Annoncé par la Caisse en 2015 et inauguré en 2016 à Place Ville Marie, l'Espace CDPQ réunit divers acteurs de l'accompagnement et du financement des PME sous un même toit, afin de briser les silos et de les inciter à travailler ensemble. Son volet financement regroupe des sociétés d'investissement multisectorielles complémentaires les unes aux autres, dont le fonds Espace CDPQ mis en place par la Caisse et doté d'une enveloppe de 50 M\$. Son volet accompagnement est assuré par la présence d'organismes dédiés au développement et à la formation des entreprises en croissance.

UNE PREMIÈRE ANNÉE D'ACTIVITÉ

Cinq partenaires ont aménagé à l'Espace CDPQ dès son ouverture : le nouveau campus montréalais de l'École d'Entrepreneurship de Beauce (EEB), la nouvelle Initiative Intrapreneuriale de la Fondation des familles entrepreneuriales et les fonds d'investissement Brightspark Ventures, White Star Capital et OpenText Enterprise Apps Fund (OTEAF). En quelques mois à peine, des réalisations concrètes sont nées de la nouvelle synergie créée par la cohabitation de ces différents acteurs :

- un coinvestissement de Brightspark Ventures et du fonds Espace CDPQ pour la croissance internationale de Hopper, une application mobile qui analyse et prédit le prix des billets d'avion;
- un coinvestissement du fonds Clearspring et de la Caisse pour la consolidation des parts de marché au Canada et la croissance internationale d'Ambulances Demers;

- la création d'un événement unique qui a réuni les fonds d'investissement de l'Espace CDPQ et plus d'une cinquantaine de nouveaux entrepreneurs de WeWork afin de tisser des liens et de pouvoir identifier les champions de demain;
- le lancement par l'EEB d'un nouveau programme pour les entreprises technologiques en croissance, développé grâce à la nouvelle collaboration avec des spécialistes présents à l'Espace CDPQ, dont iNovia et le fonds Espace CDPQ.

Par ailleurs, deux investissements ont été réalisés par le fonds Espace CDPQ, dans Felix & Paul Studios, une société spécialisée dans la réalité virtuelle cinématographique, et dans Netlift, une application mobile combinant le covoiturage et le transport en commun.

À la suite des travaux d'aménagement qui se sont poursuivis pendant l'année, tous les autres partenaires de l'Espace CDPQ seront installés d'ici la fin avril 2017 : le réseau QG100, la société de commercialisation Univalor, l'association de capital d'investissement Réseau Capital et les fonds d'investissement Clearspring Capital Partners, iNovia Capital, Angés Québec et Angés Québec Capital, ainsi que deux nouveaux fonds d'investissement partenaires, 500 Startups et XPND.

Au total, ce sont 15 partenaires locataires qui seront réunis à l'Espace CDPQ, soit 10 investisseurs et cinq organismes d'accompagnement et de formation. Cette communauté deviendra le moteur d'une synergie favorable à la croissance et à la mondialisation des entreprises québécoises prometteuses, en plus d'être une source d'investissements potentiels pour la Caisse.

PARTENAIRES INSTALLÉS À L'ESPACE CDPQ EN 2016



RÉALISATIONS DE LA CAISSE AU QUÉBEC

INSUFFLER UNE CULTURE ENTREPRENEURIALE FORTE AU QUÉBEC

Pour que l'économie du Québec puisse croître de façon durable, il importe de valoriser le métier d'entrepreneur et de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entreprises. C'est pourquoi la Caisse s'est associée à divers partenaires pour lancer des initiatives concrètes pour promouvoir l'entrepreneuriat.

DEVENIR ENTREPRENEUR

Lancée en octobre 2015 par la Caisse, le Mouvement Desjardins et la Banque Nationale, cette initiative de sensibilisation à l'entrepreneuriat a poursuivi ses activités en 2016. Une campagne de communication a ainsi été déployée : affichage dans 37 cégeps et 12 universités du Québec, diffusion régulière de contenus sur les médias sociaux et la plateforme devenirentrepreneur.com. Cette plateforme Web, qui a attiré plus de 80 entrepreneurs et 200 000 visiteurs en un an, a d'ailleurs reçu un prix au concours Boomerang, qui souligne les meilleures réalisations numériques.

ENTREPRENDRE C'EST APPRENDRE

Conçue afin de favoriser la réalisation d'activités pédagogiques à caractère entrepreneurial, la boîte à outils « Entreprendre c'est apprendre » a permis à de nombreux enseignants des niveaux primaire et secondaire de faciliter l'apprentissage par l'entrepreneuriat. Plus de 46 projets entrepreneuriaux ont ainsi été réalisés dans des écoles de partout au Québec, et sont publiés sur le site entreprendrecestapprendre.com, un volet de devenirentrepreneur.com.

En collaboration avec OSEntreprendre, la première édition de la Semaine des entrepreneurs à l'école a également été organisée. Soixante-six entrepreneurs ont ainsi donné 87 conférences devant plus de 3 600 élèves de 12 à 17 ans dans cinq régions du Québec.

INITIATIVES POUR STIMULER L'ENTREPRENEURIAT

**devenir
entrepreneur**

**entreprendre
c'est apprendre**

semaine
des **entrepreneurs**
à l'école

UN ACTEUR CLÉ DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE QUÉBÉCOISE

Par la nature même de ses activités, la Caisse est l'un des acteurs clés de l'industrie financière québécoise. Elle accorde d'ailleurs une attention particulière à la relève dans ce secteur en misant sur le développement d'un bassin d'experts qualifiés.

Au fil des ans, elle a noué des partenariats avec de grandes universités québécoises afin de répondre aux besoins particuliers du secteur financier. Ces collaborations se traduisent par le soutien de chaires de recherche ou la création de programmes de formation. En 2016, par exemple, la Caisse et l'Université Laval ont mis sur pied l'Académie de la relève entrepreneuriale CDPO, une formation d'un an axée sur la réalité quotidienne d'un entrepreneur. Le programme permettra aux candidats sélectionnés de se doter d'outils professionnels et de profiter d'un réseau d'acteurs clés, de partenaires et d'entrepreneurs-conseils pour développer des compétences entrepreneuriales de haut niveau et concrétiser leur projet d'affaires.

Voici d'autres exemples de collaboration avec le milieu universitaire :

- Programme CDPO-HEC Montréal Croissance internationale des PME;
- Chaire Caisse de dépôt et placement du Québec de gestion de portefeuille – École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG UQAM);
- Chaire de leadership en enseignement en gestion actuarielle des risques d'actifs – Caisse de dépôt et placement du Québec de l'Université Laval;
- Recherche sur l'investissement responsable à l'Université de Sherbrooke;
- Recherche sur l'investissement responsable à l'Université Concordia;
- Programme d'agrément pour la Certification professionnelle en placements durables de l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia.

COLLABORATION AVEC LE SECTEUR FINANCIER

La Caisse joue un rôle actif au sein de Finance Montréal, un organisme qui vise à renforcer le secteur financier québécois. Par exemple, elle a contribué à la mise sur pied de la Conférence internationale de Montréal sur la retraite, dont la quatrième édition s'est tenue en 2016. Dans le cadre du programme de stages structurés et encadrés pour les étudiants en finance mis en place avec Finance Montréal, la Caisse a embauché 31 stagiaires en 2016, pour un total de 104 stagiaires depuis la création du programme en 2011.

CONTRIBUER AU DYNAMISME DE NOMBREUX SECTEURS

La Caisse et ses filiales utilisent les services de nombreuses entreprises québécoises du secteur financier et de divers autres domaines dans la réalisation de leurs activités. Celles-ci nécessitent l'apport de plus de 2 000 fournisseurs établis au Québec, dont des banques et courtiers qui réalisent une grande partie des opérations bancaires effectuées quotidiennement. En 2016, la Caisse et ses filiales ont ainsi déboursé plus de 800 M\$ au Québec.

Dans sa politique en matière de contrats d'acquisition ou de location de biens et services, la Caisse vise à favoriser les fournisseurs québécois, pourvu qu'ils répondent aux critères de coût et de qualité recherchés.

Investissement responsable

RAPPORT SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

La politique sur l'investissement responsable décrit l'approche de la Caisse qui s'articule autour des deux volets suivants : l'intégration des facteurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans le processus d'analyse ou de revue des investissements et l'engagement actionnarial qui comprend le vote aux assemblées d'actionnaires.

Ce rapport dresse un bilan sommaire des activités réalisées en 2016. Pour une description détaillée de notre approche et de notre politique, nous vous invitons à consulter le site Web de la Caisse.

Faits saillants

1

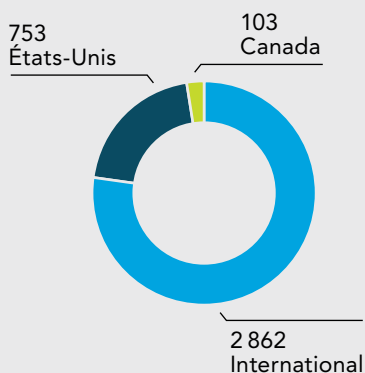
Au cours de 2016, un examen spécifique des éléments ESG a été réalisé pour 138 sociétés en portefeuille.

2

L'engagement actionnarial a été réalisé auprès de 133 sociétés.

3

Au 31 décembre 2016, la Caisse a voté dans le cadre de 3 718 assemblées d'actionnaires.



INTÉGRATION DES FACTEURS ESG

L'intégration des facteurs ESG dans les différentes catégories d'actif est importante puisque la Caisse est un investisseur de long terme. Lorsqu'une décision de placement en gestion active est prise, ces facteurs sont examinés dans l'analyse globale de l'investissement. La Caisse travaille à l'amélioration de ses processus et plus largement à la promotion de l'investissement responsable et des facteurs ESG dans le milieu de l'investissement.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2016

- Des analyses fondamentales qui dressent un profil ESG ont été réalisées dans 46 sociétés pour les marchés boursiers et les placements privés. Des analyses fondamentales et des analyses plus sommaires sur les facteurs ESG ont aussi été réalisées dans 92 sociétés du portefeuille de dette corporative.
- Des participations à différentes conférences et regroupements en investissement responsable ont permis de collaborer avec nos pairs et des organisations sur des enjeux spécifiques. La Caisse est membre des regroupements suivants : la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance (CCGG), les PRI (Principles for Responsible Investment), l'Association canadienne des gestionnaires de caisses de retraite (PIAC), le Carbon Disclosure Project, Coalition for Environmentally Responsible Economies et l'International Corporate Governance Network.

- Participation à une conférence annuelle organisée par le réseau PRI Québec.
- Participation au concours de la Bourse PRI Québec – IFD (Initiative pour la finance durable) pour la meilleure recherche académique en investissement responsable.

ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

Différentes formes de l'engagement actionnarial de la Caisse

- Exercice du vote aux assemblées d'actionnaires et participation à des consultations faites par les autorités canadiennes de marché.
- Collaboration avec les gestionnaires de portefeuilles, qui s'est traduite par 69 engagements réalisés auprès de 49 sociétés détenues dans le portefeuille en gestion active.
- Mandat donné à une firme spécialisée pour réaliser de tels engagements auprès des sociétés détenues en gestion indiciaire dans les marchés en croissance. Cette firme a réalisé des engagements auprès de 84 sociétés en 2016.

Thèmes d'engagement actionnarial

Programme de rémunération, vote consultatif et gouvernance

La Caisse souhaite que la rémunération des dirigeants soit liée aux résultats des entreprises. En conséquence, elle examine les programmes de rémunération en fonction, notamment, du lien entre la rémunération et le rendement de l'entreprise. La Caisse examine aussi les questions de gouvernance pour intervenir auprès des sociétés lorsque celles-ci n'ont pas adopté les meilleures pratiques, qu'il s'agisse de la composition du conseil d'administration et de ses comités, de sa diversité, de l'élection annuelle des administrateurs ou de la structure du capital-actions.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2016

- Rencontres avec des dirigeants et des membres de conseils d'administration concernant les programmes de rémunération, la comparaison de ces programmes avec ceux des pairs du même secteur, le vote consultatif, l'octroi de primes spéciales, la composition du conseil d'administration, la durée des mandats et la composition des comités du conseil.
- Participation à des rencontres organisées par la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance avec des membres de conseils d'administration de certaines entreprises canadiennes.
- Participation à des consultations menées par des experts en rémunération au sujet de bonnes pratiques.
- Participation aux travaux des autorités réglementaires sur l'infrastructure du vote.

RAPPORT SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

ENGAGEMENT ACTIONNARIAL (SUITE)

Engagement actionnarial – Enjeux environnementaux et sociaux

Les enjeux environnementaux et sociaux sont importants puisqu'ils peuvent avoir des conséquences financières pour l'entreprise et ses actionnaires ainsi que des répercussions sur la réputation de la société. Également, les enjeux concernant les changements climatiques et les émissions de gaz à effet de serre prennent de plus en plus d'importance.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2016

- Cosignataire avec plusieurs pairs à l'international d'une proposition d'actionnaire déposée dans 3 sociétés (Anglo American, Glencore PLC et Rio Tinto – UK et Australie) requérant de ces sociétés une meilleure divulgation à partir de 2017 sur plusieurs éléments, dont la gestion des émissions de gaz à effet de serre et la résilience de leurs portefeuilles d'actifs aux scénarios à faible émission. Les trois sociétés ont consenti à ces propositions.
- Appui à 45 propositions d'actionnaires sur des sujets environnementaux, dont 21 sur la production de rapport sur les changements climatiques et les risques financiers liés aux changements climatiques, 9 sur la production de rapport et la divulgation sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou de méthane et 15 sur l'environnement et les rapports de développement durable.
- Participation aux consultations menées par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (Task Force on Climate-related Financial Disclosures) mis en place par le Conseil de stabilité financière.
- Analyse et intégration des émissions de carbone d'une société lorsque des données sont disponibles dans les profils ESG pour les investissements en portefeuille.
- Participation à un groupe de travail réunissant plusieurs investisseurs pour discuter de la méthodologie de calcul de l'empreinte carbone d'un portefeuille.
- Mise à jour des investissements faibles en carbone de la Caisse sur le site Low Carbon Investment Registry, une initiative du Global Investor Coalition on Climate Change.
- Appui au Carbon Disclosure Project qui envoie un questionnaire aux entreprises afin qu'elles divulguent des renseignements sur la gestion des changements climatiques et les émissions de gaz à effet de serre.
- Participation au CDP Water Disclosure Project. Cette initiative permet de constater l'importance de l'enjeu de l'eau et de l'aborder dans le cadre du dialogue avec les entreprises.
- Appui à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Cet organisme lutte contre la corruption en invitant les pays plus à risque à se doter de mesures visant à renforcer la transparence de la divulgation liée aux revenus tirés des ressources naturelles.
- Participation à un comité de la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance qui se penche sur l'inclusion des éléments Environnementaux et Sociaux en ajout aux éléments sur la Gouvernance.

Engagement actionnarial – Exercice du vote par procuration

La Caisse exerce ses droits de vote aux assemblées des actionnaires des sociétés en portefeuille en conformité avec sa politique sur l'exercice du droit de vote. Le vote de la Caisse est public et peut être consulté sur son site Web.

- Au 31 décembre 2016, la Caisse a exercé son vote dans 3 718 assemblées d'actionnaires représentant 40 077 résolutions. Le vote dans les sociétés se répartit ainsi : 103 assemblées de sociétés canadiennes, 753 américaines et 2 862 hors Amérique du Nord.
- Sur l'ensemble des votes, la Caisse a voté contre la direction des sociétés dans 11,1 % des propositions. Les principaux sujets concernant les positions à l'encontre de la direction des sociétés sont le vote consultatif sur la rémunération (ex. : Magna International, Chemin de Fer Canadien Pacifique, Goldman Sachs, Walt Disney) et l'élection d'administrateurs non indépendants (ex. : Hershey Corporation, Viacom).
- Par ailleurs, la Caisse appuie généralement les propositions soumises par des actionnaires lorsqu'elles sont appropriées pour la société. Ces propositions visent notamment la possibilité de permettre aux actionnaires de proposer des candidats au poste d'administrateur (ex. : Apple, Netflix, WEC Energy), l'obligation pour la société de divulguer de l'information sur la réduction des gaz à effet de serre (ex. : Emerson Electric, Nucor) et sur les risques financiers liés aux changements climatiques (ex. : Exxon Mobil, AES, Nextera).

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

PLAN D'ACTION 2016-2018

La Caisse a publié, en 2016, la troisième édition de son Plan d'action de développement durable, qui comprend 26 actions à réaliser en 3 ans. Ces actions visent à répondre à cinq des huit grandes orientations gouvernementales en matière de développement durable. Outillée de ce nouveau plan d'action, la Caisse vise à générer des impacts sociaux et environnementaux positifs et durables.



OBJECTIF / Renforcer les pratiques écoresponsables dans l'administration publique

ACTIONS

Réaliser des actions écoresponsables liées aux opérations courantes de gestion des ressources matérielles

- Ajout d'un critère de sélection sur la performance environnementale lors de la recherche de bureaux. La performance recherchée est une certification LEED® ou toute autre certification environnementale similaire.

Appliquer les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources matérielles et des matières résiduelles

- Deux objectifs d'augmentation du taux de diversion des matières résiduelles des propriétés gérées au Canada par Ivanhoé Cambridge ont été définis, soit obtenir un taux de mise en valeur total égal ou supérieur à 60 % d'ici 2020 et, pour l'Édiforce Jacques-Parizeau, atteindre un taux de diversion supérieur à la moyenne des propriétés gérées. Ivanhoé Cambridge est en voie d'atteindre ces objectifs.

Favoriser l'adoption de pratiques écoresponsables en matière de gestion documentaire

- Déploiement du programme de Gestion et sécurité de l'information qui vise à instaurer de bonnes pratiques tout en mitigeant les risques opérationnels liés à la gestion documentaire.

- Diminution de 415 boîtes de documents entreposées.
- Déploiement d'initiatives pour informer les employés sur la gestion documentaire, dont des articles dans l'intranet, distribution d'un aide-mémoire et des formations en gestion documentaire aux sessions d'accueil des nouveaux employés.

Favoriser la mobilité durable auprès des employés

- Diffusion de capsules vidéo présentant des employés de la Caisse qui utilisent des modes de transport actifs tels le vélo et la marche.

Réaliser des projets de construction, de rénovation et d'aménagement de locaux de manière écoresponsable

- Ivanhoé Cambridge favorise les pratiques écoresponsables dans la gestion de ses bâtiments : 86 % des propriétés qu'elle gère ont renouvelé leur certification environnementale en 2016 et 81 % ont au moins une certification environnementale.

Améliorer la gestion écoresponsable du parc informatique de la Caisse

- Intégration de cinq indicateurs de développement durable au suivi de gestion du parc informatique.
- La totalité du matériel informatique acheté en 2016 se conformait à des normes environnementales et d'efficacité énergétique (Energy Star et EPEAT Gold).

Adopter de bonnes pratiques d'organisation d'événements écoresponsables à la Caisse

- Formation d'employés pour l'organisation d'événements écoresponsables.



OBJECTIF / Optimiser la production d'énergies renouvelables au bénéfice de l'ensemble de la société québécoise

ACTION

Réaliser des projets permettant l'optimisation de la production d'énergies renouvelables

- Réalisation d'une étude de faisabilité pour l'installation de panneaux solaires sur l'une des propriétés commerciales gérées par Ivanhoé Cambridge.

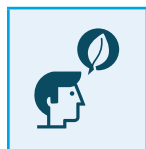


OBJECTIF / Appuyer la reconnaissance, le développement et le maintien des compétences, particulièrement celles des personnes les plus vulnérables

ACTION

Favoriser l'accès au travail des personnes les plus vulnérables

- Appui de plusieurs organismes venant en aide aux sans-abri, notamment le Refuge des jeunes, Mission Old Brewery, Le Chaînon, l'Accueil Bonneau, la Maison Marguerite et le Centre des femmes de Montréal.



OBJECTIF / Poursuivre le développement des connaissances et des compétences en matière de développement durable

ACTION

Susciter l'intérêt et accroître les connaissances des employés en matière de développement durable

- Articles sur des thématiques du développement durable publiés dans l'intranet de la Caisse, dont « Un arbre pour mon quartier » et « J'embarque! ».



OBJECTIF / Appuyer le développement de pratiques et de modèles d'affaires verts et responsables

ACTIONS

Encourager les sociétés québécoises à développer ou poursuivre une démarche en matière de développement durable

- Commandite octroyée à SVX/Impact8, un programme d'accompagnement et d'accélération pour les entreprises sociales à fort potentiel et accueil de la première cohorte d'Impact8 dans les bureaux de la Caisse.

Contribuer à l'augmentation des entreprises qui ont amorcé une démarche de développement durable

- Adoption d'un bail qui intègre des pratiques écoresponsables pour tous les nouveaux locataires des immeubles de bureaux gérés par Ivanhoé Cambridge au Canada.



OBJECTIF / Favoriser l'investissement et le soutien financier pour appuyer la transition vers une économie verte et responsable

ACTION

Promouvoir l'investissement responsable

- Participation de la Caisse à plus de cinq événements, dont le Colloque québécois de l'investissement responsable organisé par le Réseau PRI Québec et la remise de la Bourse de la meilleure recherche académique en investissement responsable de l'Initiative pour la finance durable (IFD) et PRI Québec.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



OBJECTIF / Renforcer l'accès et la participation à la vie culturelle en tant que levier de développement social, économique et territorial

ACTIONS

Valoriser la place des arts et de la culture québécoise en promouvant la collection d'œuvres d'art de la Caisse et en favorisant son accès

- Organisation de 10 visites guidées de la collection pour les employés et certains groupes externes.
- Conférence-midi de David Altmejd, sculpteur québécois, devant une soixantaine d'employés.
- Plan d'action pour assurer la conservation des œuvres photographiques de la collection.

Sensibiliser les partenaires nationaux et internationaux au patrimoine culturel québécois

- Intégration d'œuvres d'artistes québécois dans les bureaux de New York, Singapour et Sydney.

Reconnaître le rôle des arts et de la culture comme vecteur de démocratie

- Le comité des œuvres d'art de la Caisse a tenu trois réunions en 2016.

Améliorer la qualité culturelle des cadres de vie par la mise en valeur judicieuse et la protection du patrimoine culturel québécois, la présence significative de l'art public, l'architecture, le design et des paysages distinctifs

- Partenariat d'Ivanhoé Cambridge avec le Festival montréalais d'art contemporain, Art Souterrain, qui met en valeur des artistes et des œuvres d'art contemporain dans les espaces communs du Montréal souterrain. Ivanhoé Cambridge a développé un parcours interactif mettant en valeur plus de 20 œuvres.
- Partenariat d'Ivanhoé Cambridge à la mise en valeur du patrimoine architectural en participant au projet « Musée Urbain » du Musée McCord. Une application mobile permet de mieux connaître l'historique et l'évolution du patrimoine architectural de Montréal.

- Partenariat d'Ivanhoé Cambridge avec le musée Pointe-à-Callières pour contribuer au projet de développement de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.
- Inauguration de l'Observatoire Au Sommet Place Ville Marie en juin 2016.
- Illumination de la Place Ville Marie tous les soirs depuis décembre 2016, dans le cadre des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal.



OBJECTIF / Renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes

ACTIONS

Améliorer la prise en compte des principes de développement durable dans les activités de la Caisse

- M. Garth Lenz, photographe, a présenté à un groupe d'employés ciblés son exposition de photos portant sur les effets de certaines activités sur l'environnement.

Développer la relève d'affaires en favorisant l'accès au savoir

- Embauche de 31 analystes-stagiaires en 2016 et de 46 étudiants pour la période estivale.
- Activités visant à bonifier le programme de stages de la Caisse : cinq présentations dans les universités et création d'un réseau de candidats intéressants sur LinkedIn.

Promouvoir la visibilité et la représentativité des femmes dans toutes les activités de la Caisse

- Formation sur les biais lors de l'embauche donnée à plusieurs secteurs de la Caisse.
- Participation de six employées de la Caisse et de six employées d'Ivanhoé Cambridge au projet-pilote Défi 100 jours de l'Effet A.
- Partenariat avec Women in Capital Markets ayant permis d'inscrire 20 employées de la Caisse et de leur offrir de la visibilité dans le marché des capitaux à l'international.



OBJECTIF / Conserver et mettre en valeur la biodiversité, les écosystèmes et les services écologiques en améliorant les interventions et pratiques de la société

ACTION

Restaurer, aménager et mettre en valeur de manière durable les écosystèmes et favoriser leur diversité

- Participation d'une équipe d'employés d'Ivanhoé Cambridge à un projet de verdissement sur le Mont-Royal organisé par Les amis de la montagne.



OBJECTIF / Appuyer et mettre en valeur les activités des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale qui contribuent à l'inclusion et à la réduction des inégalités

ACTION

S'assurer du rayonnement de l'Initiative Collectivité, qui permet de favoriser et de reconnaître l'engagement des employés au sein de la collectivité

- 34 employés impliqués au sein d'organismes sans but lucratif ont reçu l'appui de la Caisse. Cet appui se concrétise par un don à l'organisme.
- 8 activités de bénévolat d'entreprise organisées, impliquant près de 80 employés, dans le cadre d'un projet pilote. Les organismes appuyés par Centraide ont bénéficié de 320 heures de bénévolat des employés de la Caisse.



OBJECTIF / Coopérer aux niveaux national et international en matière de développement durable en particulier avec la francophonie

ACTIONS

Participer à des initiatives collectives avec d'autres investisseurs ou groupes de la communauté financière en matière d'investissement responsable

- Participation de la Caisse à 15 activités liées à des enjeux d'investissement responsable, dont la signature d'un énoncé relatif à l'intégration ESG dans les évaluations de crédit.
- Vigie en continu des initiatives ou consultations organisées par plusieurs organismes, dont les PRI, PRI Québec, le Financial Stability Board, l'OCDE, la Coalition for Environmentally Responsible Economies et la Securities and Exchange Commission.

Participer à des initiatives collectives avec d'autres acteurs de l'industrie et prendre part à différentes affiliations en matière de développement durable

- Participation d'Ivanhoé Cambridge auprès de divers organismes, dont le Conseil du bâtiment durable du Canada et BOMA Québec.
- Participation des représentants d'Ivanhoé Cambridge au sein de comités de développement durable d'organismes tels que Real Property Association of Canada, International Council of Shopping Centers, Conseil patronal de l'environnement du Québec, Canada Green Building Council et BOMA Québec.

CONFORMITÉ

Les activités de conformité de la Caisse comprennent notamment la surveillance pour assurer le respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles, ainsi que le Code d'éthique et de déontologie.

Faits saillants

1

Une revue du processus de suivi de conformité a été réalisée à la suite de la mise en place de la nouvelle offre de portefeuilles de revenu fixe et de la gestion dynamique des devises.

2

La sensibilisation des employés au Code d'éthique et de déontologie s'est poursuivie au moyen de diverses activités.

3

Le système de préautorisation des transactions personnelles a également été adapté pour permettre aux employés des bureaux à l'international d'y accéder.

POLITIQUES DE PLACEMENT ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Des programmes de conformité sont en place pour attester du respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles de la Caisse. En 2016, des certificats de conformité à ces politiques ont été transmis aux déposants à deux reprises, soit en date du 30 juin et du 31 décembre. Par ailleurs, compte tenu de la mise en place de la nouvelle offre de portefeuilles de revenu fixe et de la gestion dynamique des devises au 1^{er} janvier 2017, des travaux ont été réalisés pour s'assurer que l'information pertinente est disponible dans les systèmes pour permettre d'effectuer la conformité aux portefeuilles spécialisés et aux mandats de gestion.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Le respect du Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés est primordial. Au début de chaque année, tous les employés doivent signer une déclaration qui confirme le respect du Code et l'information sur leur situation quant à leur portefeuille personnel. Ils sont également tenus de signaler toute situation où il est raisonnable de croire à un manquement au Code ou à toute politique de la Caisse. Au cours de 2016, la Caisse a mené plusieurs activités pour sensibiliser ses employés aux différents aspects du Code ainsi qu'une formation spécifique sur la prévention et la détection de la fraude et de la corruption. Tous les nouveaux employés doivent suivre cette formation en plus de celle sur le Code. De plus, des capsules « Questions d'éthique » ont été diffusées dans le journal interne des employés tout au long de l'année pour rappeler les comportements à adopter dans des situations comportant une dimension éthique et déontologique. Finalement, le système de préautorisation des transactions personnelles a été adapté et déployé pour les employés des bureaux à l'international.

Il est possible de consulter le Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés sur le site Web de la Caisse (www.cdpq.com), sous l'onglet Gouvernance.

ACCÈS À L'INFORMATION

La Caisse traite les demandes d'accès à des documents conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Loi sur l'accès). Au cours de l'année 2016, la Caisse a traité quarante demandes d'accès à des documents, dont vingt-six pour la Caisse et quatorze pour CDPQ Infra. Toutes ces demandes ont été traitées dans les délais légaux. De ces quarante demandes, vingt-cinq ont été acceptées, onze ont été acceptées en partie, une a été référée à une autre entité et trois ont été refusées. Les demandes reçues concernaient notamment les sommes dépensées en dons et commandites, les contrats avec des consultants et des ressources externes en technologies de l'information, les documents de certains dossiers particuliers d'investissement, les études et des documents concernant le Réseau électrique métropolitain (REM) et plusieurs autres sujets de nature administrative ou budgétaire. Aucune demande n'a fait l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information. Les réponses aux demandes d'accès peuvent être consultées sur le site Web de la Caisse.

Finalement, conformément au Règlement sur la diffusion des documents, la Caisse publie sur son site Web les informations spécifiques visées par ce Règlement : baux, contrats de formation, contrats de publicité et promotion, contrats de télécommunication mobile, frais de formation, frais de déplacement (global), ainsi que les frais de déplacement, de fonction et de véhicule de fonction du président.

POLITIQUE LINGUISTIQUE

La Caisse se conforme aux exigences de la Charte de la langue française et à sa politique linguistique qui établit le français comme langue de travail au quotidien pour tous ses employés situés dans ses bureaux au Québec. Elle accorde une importance fondamentale à la qualité et à l'utilisation du français dans ses communications orales et écrites.

À cet effet, elle met à la disposition de ses employés divers outils utiles à la bonne utilisation du français ainsi que plusieurs ouvrages de référence, dont un lexique qu'elle a développé sur la terminologie propre à ses activités d'investissement.

Au cours de l'année 2016, des articles et capsules linguistiques ont été publiés régulièrement dans le journal interne des employés concernant des expressions et locutions à privilégier. Par ces capsules, la Caisse invite également les employés à utiliser les outils et ouvrages de référence disponibles sur le site de l'Office québécois de la langue française ainsi que plusieurs autres outils linguistiques mis à leur disposition.

En 2016, la Caisse a de nouveau participé à la Francofête organisée par l'Office québécois de la langue française, du 12 au 20 mars. Au cours de cette période, diverses initiatives ont été mises en place, dont un jeu-questionnaire et des capsules linguistiques sur la qualité et l'utilisation du français. Par ailleurs, la troisième édition de la Dictée de la Caisse a été réalisée en novembre 2016. Cette activité s'inscrit dans le cadre des initiatives de sensibilisation à la qualité du français au travail.

Le comité linguistique s'est réuni à deux reprises en 2016. Celui-ci est composé de personnes clés de divers secteurs de l'organisation.

GESTION DES PLAINTES

La Caisse a désigné la vice-présidente principale, Conformité et investissement responsable, M^e Ginette Depelteau, pour recevoir et analyser les plaintes et y accorder toute l'attention requise. Toute plainte peut être transmise à son attention par téléphone (514 847-5901), par télécopieur (514 281-9334) ou par courriel à l'adresse suivante : gestiondesplaintes@cdpq.com.

Rapports du conseil d'administration et de ses comités

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Faits saillants

1

Révision et approbation des priorités stratégiques 2017-2020 des groupes d'investissement et des groupes administratifs de la Caisse.

2

Approbation des dossiers d'investissement qui relèvent de l'autorité du conseil, en tenant compte notamment de l'incidence de chacun sur le niveau et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MANDAT

Le conseil d'administration a notamment pour mandat de s'assurer que la gestion de la Caisse est conforme aux dispositions de sa loi constitutive et de ses règlements, et que l'organisation prend les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa mission.

Pour une description complète du mandat du conseil d'administration, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION

Au 31 décembre 2016, le conseil comptait 14 membres sur un nombre maximal de 15. Au cours de l'année 2016, le gouvernement du Québec, après avoir consulté le conseil, a nommé M. Michel Després, président-directeur général de Retraite Québec, comme membre non indépendant, Mme Wendy Murdock, administratrice de sociétés, comme membre indépendante et a renouvelé le mandat de M. Jean La Couture à titre de membre indépendant. De plus, au début de 2017, le gouvernement a renouvelé le mandat de trois administrateurs indépendants, Mme Elisabetta Bigsby et MM. Gilles Godbout et François Joly. Il a par ailleurs nommé Mme Maryse Bertrand, administratrice de sociétés, comme membre indépendante.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

La rémunération des administrateurs de la Caisse, autres que le président du conseil et le président et chef de la direction, est prévue par décret du gouvernement du Québec. Leur rémunération pour 2016 est présentée au tableau 32, à la page 85. Les administrateurs ont aussi droit au remboursement de leurs frais de voyage et de séjour.

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

La rémunération annuelle du président du conseil d'administration est fixée par décret du gouvernement du Québec à 195 000 \$. Par ailleurs, le président du conseil a droit au remboursement des frais de représentation occasionnés par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence de 15 000 \$ par année.

TABLEAU 31

**RELEVÉ DES PRÉSENCES DES ADMINISTRATEURS AUX RÉUNIONS
DU CONSEIL ET DES COMITÉS POUR L'EXERCICE 2016¹**

Membres	Conseil d'administration		Comité de vérification	Comité d'investissement et de gestion des risques	Comité des ressources humaines		Comité de gouvernance et d'éthique
	6 rég.	2 extra.			6 rég.	7 rég.	
Elisabetta Bigsby	6	1	–	2/2	7	1	–
Bertrand Cesvet	6	1	–	–	3/4	1	–
Patricia Curadeau-Grou	6	2	–	6	–	–	–
Michèle Desjardins	1/1	–	–	–	2/2	–	0/1
Michel Després	5/5	2	–	–	–	–	–
Rita Dionne-Marsolais	6	2	6	–	–	–	4
Gilles Godbout	6	2	5	6	–	–	–
Norman Johnston	1/1	–	–	–	–	–	–
François Joly	6	2	6	6	3/3	–	–
Jean La Couture	6	2	–	6	–	–	–
Diane Lemieux	6	2	–	–	–	–	–
Wendy Murdock	4/5	2	–	3/4	–	–	–
François R. Roy	6	2	6	2/2	–	–	3/3
Michael Sabia	6	2	–	–	–	–	–
Ouma Sananikone	5	2	–	–	6	1	5
Robert Tessier	6	2	–	–	7	1	5

1. Les administrateurs justifient leurs absences aux réunions régulières d'un comité ou du conseil auprès du Secrétariat de la Caisse. Au cours de l'année 2016, des administrateurs n'ont pu assister à certaines réunions pour des raisons de santé ou encore en raison d'obligations liées à des engagements familiaux ou professionnels.

TABLEAU 32

**RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS
AU SENS DU DÉCRET¹**

(en dollars)

Administrateurs	Rémunération annuelle	Rémunération à titre de président d'un comité	Jetons de présence	Rémunération totale
Elisabetta Bigsby	18 291	5 716	15 426	39 433
Bertrand Cesvet	18 291	–	9 427	27 718
Patricia Curadeau-Grou	18 291	–	11 141	29 432
Michèle Desjardins	4 573	–	2 571	7 144
Rita Dionne-Marsolais	18 291	–	11 976	30 267
Gilles Godbout	18 291	–	8 505	26 796
François Joly ²	18 291	5 716	25 710	49 717
Jean La Couture	18 291	5 716	12 855	36 862
François R. Roy	18 291	–	16 283	34 574
Wendy Murdock	13 970	–	5 999	19 969
Ouma Sananikone	18 291	5 716	18 854	42 861
Total				344 773

1. Conformément aux termes du Décret :

- Le jeton de présence pour une réunion extraordinaire de courte durée du conseil ou d'un comité, tenue par conférence téléphonique, est de la moitié du jeton de présence accordé pour une réunion régulière.
- Une réduction est appliquée à la rémunération des membres qui sont des retraités du secteur public.

2. Cet administrateur a reçu des jetons de présence pour sa participation à des réunions du comité d'audit des filiales immobilières de la Caisse.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Orientations stratégiques

Les orientations stratégiques de la Caisse s'inscrivent en 2016 dans la continuité de celles adoptées précédemment par le conseil. Ces orientations visent à générer des rendements stables en étant axées entre autres sur l'augmentation de la gestion en absolu, l'investissement dans des actifs liés à l'économie réelle, l'impact au Québec et l'augmentation de la présence de la Caisse à l'échelle mondiale, en particulier dans les marchés en croissance. Il a été établi que pour y arriver, la Caisse doit notamment demeurer ambitieuse et sélective dans le déploiement de capital dans les actifs moins liquides et adapter la stratégie Revenu fixe tout en conservant une prise de risque raisonnable.

Ainsi, le conseil a :

- suivi régulièrement les résultats et les risques des stratégies, à chacune des étapes de leur déploiement;
- examiné avec la direction différents scénarios économiques et financiers pouvant avoir une incidence sur l'évolution de la stratégie de la Caisse;
- revu et approuvé, dans la continuité du plan précédent, les priorités stratégiques 2017-2020 de chaque groupe d'investissement, incluant les filiales immobilières et la filiale CDPO Infra, et de chaque groupe administratif;
- suivi le déploiement de la nouvelle stratégie d'investissement dans le secteur Revenu fixe.

Le conseil a par ailleurs adopté le plan d'affaires de la Caisse et le budget annuel et a reçu régulièrement les rapports de la direction touchant leur évolution.

Résultats financiers, contrôle interne et systèmes de gestion

Avec le concours du comité de vérification, le conseil s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard des résultats financiers et des contrôles internes. Il a notamment :

- examiné les états financiers trimestriels et approuvé les états financiers consolidés au 30 juin et au 31 décembre;
- évalué l'intégrité de l'ensemble des contrôles appliqués aux différentes données servant à l'établissement de ces états financiers et des notes afférentes;

- examiné les rendements des secteurs d'investissement et approuvé les communiqués portant sur les résultats financiers annuels et la mise à jour mi-annuelle;
- examiné et approuvé le rapport annuel de la Caisse;
- approuvé la révision de la politique sur la divulgation de l'information financière;
- revu et approuvé les délégations d'autorité.

Voir le Rapport du comité de vérification, à la page 88, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Investissement et gestion des risques

Le conseil, avec le concours du comité d'investissement et de gestion des risques, a veillé tout au long de 2016 à l'application d'un encadrement et d'un processus de gestion des risques efficaces et rigoureux. Ainsi, le conseil a notamment :

- approuvé, sur recommandation du comité, les dossiers d'investissement qui relèvent de son autorité, en tenant compte notamment de l'incidence de chacun sur le niveau et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse;
- approuvé les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés Taux et Crédit ainsi que les modifications aux politiques d'investissement de certains autres portefeuilles spécialisés;
- approuvé la politique sur la gestion dynamique des devises;
- approuvé les limites de risque de marché et les objectifs pour le portefeuille global Caisse et pour chacun des portefeuilles spécialisés et grands mandats, ainsi que les limites d'utilisation des instruments financiers dérivés et les limites de concentration au global Caisse;
- approuvé l'encadrement du risque de liquidité et s'est assuré de suivre la stratégie globale de la Caisse concernant la gestion de ce risque;
- revu l'ensemble des processus de gestion de la sécurité de l'information, incluant les questions de cybersécurité.

Pour l'ensemble des activités conduites par le conseil et le comité d'investissement et de gestion des risques, voir le Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques, à la page 108.

Gouvernance d'entreprise

Le conseil s'est réuni en l'absence des membres de la direction et a tenu des séances de discussions avec le président et chef de la direction en l'absence des autres membres de la direction. Il a également reçu un rapport d'activité de chacun des comités au cours de chaque réunion, lui permettant d'examiner et de se prononcer sur les recommandations qui lui ont été faites. Par ailleurs, sur la recommandation du comité de gouvernance et d'éthique, le conseil a :

- procédé à l'évaluation de son fonctionnement, de celui de ses comités ainsi que de la performance de chaque président;
- revu la composition de ses comités;
- approuvé le profil d'expertise et d'expérience des membres indépendants;
- revu la politique sur les dons et commandites;
- approuvé des modifications au Code d'éthique et de déontologie des dirigeants et employés de la Caisse;
- approuvé des mesures éthiques pour encadrer de manière claire et rigoureuse le processus de sélection des sociétés et consortiums des appels de propositions du projet de REM – la Caisse étant actionnaire de plusieurs des sociétés impliquées – dont la formation d'un comité indépendant sur la probité et l'intégrité et la mise en place d'un mur éthique entre CDPQ Infra et la Caisse afin de garantir l'intégrité des décisions prises par CDPQ Infra et éviter que les équipes d'investissement de la Caisse reçoivent de l'information confidentielle de CDPQ Infra.

Voir le Rapport du comité de gouvernance et d'éthique, à la page 91, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil en matière de gouvernance et d'éthique.

Supervision de la direction et gestion des ressources humaines

Le conseil, assisté du comité des ressources humaines, a adopté les objectifs détaillés du président et chef de la direction pour l'année 2016. Le conseil a aussi examiné sa performance en fonction des objectifs établis en début d'année.

De plus, le conseil a examiné l'évaluation faite par le président et chef de la direction de la performance des hauts dirigeants et examiné leur plan de relève, ainsi que celui du président et chef de la direction. Il a approuvé les conditions salariales et le niveau de rémunération incitative à être versé aux membres de la haute direction et, de façon plus générale, à l'ensemble des employés.

Sur recommandation du comité, le conseil a approuvé la nomination de M. Jean Michel au poste de premier vice-président, Déposants et Portefeuille global et de M. Macky Tall au poste de premier vice-président, Infrastructures et de président et chef de la direction de CDPQ Infra. Il a également approuvé le déplacement de la première vice-présidence, Placements privés hors Québec sous la responsabilité du premier vice-président et chef des Placements. Enfin, en début d'année 2017, le conseil a approuvé la nomination de M^e Kim Thomassin au poste de première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat.

Le conseil a examiné les résultats du sondage de mobilisation des employés de la Caisse mesurant le climat organisationnel et les leviers mobilisateurs sur lesquels s'appuyer.

Voir le Rapport du comité des ressources humaines, à la page 93, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

RAPPORT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Faits saillants

1

Examen et suivi de la préparation des états financiers.

2

Révision de la politique sur la divulgation de l'information financière.

3

Suivi et analyse des effets de toutes les activités mises en œuvre visant une utilisation optimale des ressources.

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

MANDAT

Le comité de vérification supervise la conformité des états financiers par rapport à la situation financière de la Caisse. De plus, il s'assure, entre autres, de la mise en place de mécanismes de contrôle interne adéquats et efficaces et d'un processus de gestion des risques.

Pour une description complète du mandat du comité de vérification, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2016)

La composition du comité a été revue en 2016.

Quatre membres indépendants, dont des professionnels avec une expertise en comptabilité ou en finance, ayant l'expérience et les connaissances pour lire et comprendre les états financiers et bien remplir leur rôle.

- Président: François Joly (membre invité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques)
- Membres: Rita Dionne-Marsolais, Gilles Godbout et François R. Roy

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2016 : 6

Information financière

En 2016, le comité s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard de l'information financière, notamment de la façon suivante :

- Examen des états financiers avec la Direction financière ainsi qu'avec les co-auditeurs, soit le Vérificateur général du Québec et la firme Ernst & Young, et revue de plusieurs éléments, dont :
 - le processus de préparation des états financiers;
 - l'évaluation des placements;
 - les éléments de trésorerie, notamment la liquidité, le levier et le financement;
 - la confirmation qu'un audit des rendements est effectué par une firme externe pour assurer la conformité du calcul et de la présentation des rendements aux normes de l'industrie.

- Examen du rapport sur le déroulement du processus d'attestation financière permettant au président et chef de la direction et à la chef de la Direction financière d'attester publiquement que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus adéquatement et sont efficaces.
- Recommandation au conseil des états financiers au 30 juin et au 31 décembre pour adoption.
- Examen des travaux de préparation du rapport annuel et des communiqués de presse traitant des résultats financiers de la Caisse.
- Participation du président du comité de vérification de la Caisse à des réunions du comité de vérification des filiales immobilières et examen du bilan annuel des activités de ces comités.
- Discussion avec les co-auditeurs concernant leur rapport à la suite de leur audit de fin d'année.
- Examen des états financiers trimestriels, des suivis budgétaires, des charges d'exploitation et des prévisions budgétaires de fin d'année.
- Discussions avec les co-auditeurs concernant leur plan d'audit des états financiers de la Caisse et leurs procédés internes de contrôle de la qualité.
- Suivi de la politique relative à l'indépendance des co-auditeurs externes et approbation des honoraires d'audit d'Ernst & Young.
- Recommandation relative à la nomination de la firme Ernst & Young à titre d'auditeur externe des livres et comptes de la Caisse pour les exercices se terminant le 31 décembre des années 2017 et 2018.
- Discussions régulières avec la première vice-présidente et chef de la Direction financière, en l'absence des autres membres de la direction.
- Rencontres régulières avec les co-auditeurs en l'absence des membres de la direction pour discuter de divers aspects de leur mandat.
- Ratification du choix de l'auditeur externe de l'une des filiales immobilières de la Caisse.

Audit interne

Au cours de 2016, le comité a mené les activités suivantes avec la vice-présidence Audit interne :

- Révision et approbation du plan d'audit interne 2016-2018.
- Révision et approbation de la Charte de l'Audit interne.
- Examen des rapports d'activité de l'Audit interne découlant du plan d'audit interne et portant notamment sur les mécanismes de contrôle interne, les processus de gestion des risques et l'utilisation optimale des ressources.
- Suivi de la mise en application par la direction de la Caisse des recommandations de l'Audit interne.
- Examen des rapports de suivi relatifs à l'audit interne des filiales immobilières.
- Examen des résultats du programme d'audit continu à la Caisse.
- Validation que l'équipe de l'Audit interne est en mesure d'agir de manière indépendante de la direction de la Caisse.
- Discussion avec l'Audit interne de son auto-évaluation portant notamment sur la mise en place d'outils et de mécanismes de contrôles nécessaires pour se conformer aux normes édictées par l'Institute of Internal Auditors.
- Discussions périodiques avec le vice-président de l'Audit interne, en l'absence des membres de la direction.

RAPPORT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Contrôles internes et plan d'utilisation optimale des ressources

Le comité a examiné plusieurs aspects des contrôles internes et de l'utilisation optimale des ressources en 2016. Pour ce faire, il a notamment procédé aux travaux suivants :

- Examen du plan visant une utilisation optimale des ressources ainsi que suivi et analyse des effets de toutes les activités mises en œuvre découlant de ce plan.
- Examen des résultats des travaux d'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information financière, incluant ceux des filiales immobilières.
- Révision et recommandation au conseil de modifications à la politique sur la divulgation de l'information financière.
- Suivi des projets technologiques visant la mise à jour des systèmes de l'information financière.
- Suivi des activités en matière de gestion de la fiscalité internationale.
- Examen des résultats de l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement du comité effectuée par les membres.
- Révision et recommandation au conseil de modifications aux délégations d'autorité.

Gestion des risques

Le comité d'investissement et de gestion des risques appuie le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Le comité a donc mené les activités suivantes pour assurer un suivi des travaux en matière d'investissement et de gestion des risques :

- Examen du rapport de l'Audit interne sur l'efficacité et l'efficience de la gouvernance des risques.
- Discussion avec le responsable des Affaires juridiques et de la conformité :
 - des rapports de conformité relatifs au respect de la loi sur la Caisse, des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés;
 - des rapports sur les dossiers litigieux impliquant la Caisse ou ses filiales immobilières.
- Réception des mémoires de délibérations des réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.
- Participation du président du comité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de vérification n'a pas fait appel à de tels services en 2016. Il a toutefois appuyé la direction lorsqu'elle a eu recours à des firmes externes pour une révision indépendante de la juste valeur de certains placements.

RAPPORT DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

Faits saillants

1

Révision du Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés.

2

Révision et recommandation de mesures éthiques dans un contexte transactionnel.

LE COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

MANDAT

Le comité veille à ce que la Caisse maintienne les plus hautes normes de gouvernance et d'éthique. Pour une description complète du mandat du comité de gouvernance et d'éthique, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2016)

La composition du comité a été revue en 2016.

Quatre membres indépendants :

- Présidente : Ouma Sananikone
- Membres : Rita Dionne-Marsolais, François R. Roy et Robert Tessier

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2016 : 5

Composition du conseil et des comités

- Révision de la composition du conseil et recommandation du renouvellement du mandat de quatre membres indépendants ainsi que de la nomination de deux membres indépendants et d'un membre non indépendant.
- Révision et recommandation au conseil de la composition de ses comités.

Activités du conseil et de ses comités

- Révision du processus d'évaluation de la performance du conseil, de son président, des comités et de leur président, y compris l'auto-évaluation par les administrateurs; analyse des résultats et recommandations d'amélioration de certains processus, lorsque nécessaire.
- Révision du programme d'accueil des nouveaux administrateurs afin d'assurer une intégration harmonieuse et rapide des nouveaux membres du conseil d'administration.
- Révision, en collaboration avec le comité des ressources humaines, du profil de compétences et d'expérience des administrateurs indépendants et recommandation au conseil.
- Obtention de l'assurance que le conseil dispose de toute l'information pertinente et de tout le temps nécessaire à l'analyse des enjeux de la Caisse.

RAPPORT DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

- Révision d'un programme prévoyant des présentations et des discussions en dehors du cadre formel des réunions du conseil, pour permettre aux administrateurs d'échanger entre eux et avec la direction.
- Vérification de la tenue, au cours de l'année, de séances de discussions en l'absence des membres de la direction dans chaque comité et au conseil.
- Revue des règles de déclaration d'intérêts, vérification de la conformité de ces déclarations aux dispositions en vigueur et transmission de ces déclarations aux autorités désignées par la loi sur la Caisse.
- Examen des rapports relatifs aux transactions sur les titres de sociétés ayant des liens avec un administrateur de la Caisse.

Règles d'éthique et de déontologie

À l'égard des règles d'éthique et de déontologie en vigueur, le comité a, entre autres, mené les activités suivantes :

- Révision du Code d'éthique et de déontologie applicable aux dirigeants et employés de la Caisse et examen du rapport d'application des règles d'éthique et de déontologie au sein de la Caisse.
- Révision des règles d'éthique appliquées par la Caisse pour gérer les contraintes légales liées à son actionnariat de sociétés publiques.
- Révision et recommandation au conseil de mesures d'éthique pour la Caisse afin de veiller à ce qu'à titre d'actionnaire de sociétés impliquées dans les appels de propositions du projet de REM, toute possibilité de conflit d'intérêts dans le processus mené par sa filiale CDPO Infra soit écartée et d'éviter que ses équipes d'investissement reçoivent de l'information confidentielle de CDPO Infra concernant les sociétés impliquées dans les appels de propositions.

Caisse

- Révision et recommandation au conseil de modifications à la politique sur les dons et commandites de la Caisse.
- Examen du rapport sur les dons et commandites accordés par la Caisse durant l'année et revue du budget annuel consacré à ces activités.
- Examen du rapport sur l'exercice du droit de vote de la Caisse auprès des sociétés dont elle est actionnaire.
- Révision du processus de désignation de membres au conseil d'administration de certaines sociétés fermées dans lesquelles la Caisse investit.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de gouvernance et d'éthique n'a pas eu recours à de tels services en 2016.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Faits saillants

1

Approbation de trois nominations : premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction de CDPOQ Infra, premier vice-président, Déposants et Portefeuille global et première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat.

2

Revue annuelle du positionnement de la rémunération globale et de différents paramètres de la rémunération.

3

Approbation d'un plan d'action pour le développement des hauts potentiels.

LE COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

MANDAT

Le comité a pour mandat d'examiner les orientations et stratégies en matière de gestion des ressources humaines, notamment l'évaluation de la performance, la planification de la relève, la rémunération de la haute direction et les pratiques générales de la Caisse en matière de ressources humaines. Pour une description complète du mandat du comité des ressources humaines, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2016)

Le comité est composé de quatre membres indépendants :

- Présidente : Elisabetta Bigsby
- Membres : Bertrand Cesvet, Ouma Sananikone et Robert Tessier

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2016 : 8

Président et chef de la direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration l'approbation des objectifs de M. Sabia en sa qualité de président et chef de la direction pour l'exercice 2016. En outre, le comité a examiné et recommandé au conseil l'évaluation de la performance et les conditions de rémunération globale du président et chef de la direction.

Haute direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, les éléments suivants :

- L'évaluation de la performance et la détermination de la rémunération globale des membres de la haute direction.
- Le plan de relève des postes de haute direction et de celui de président et chef de la direction.
- La nomination de M. Jean Michel au poste de premier vice-président, Déposants et Portefeuille global, de M. Macky Tall au poste de premier vice-président, Infrastructures et de président et chef de la direction de CDPOQ Infra ainsi que le transfert des activités de placements privés hors Québec sous la responsabilité du premier vice-président et chef des Placements.
- En début d'année 2017, la nomination de M^e Kim Thomassin au poste de première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Stratégies et politiques clés de gestion intégrée des talents

Le comité s'est penché sur plusieurs stratégies et politiques clés de gestion intégrée des talents au cours de l'année 2016. Pour ce faire, le comité a notamment :

- examiné les différents indicateurs de gestion, y compris les indicateurs relatifs à la gestion de la performance, à la diversité de genre au sein de la Caisse ainsi que ceux touchant les plans de développement de la relève;
- examiné les résultats du sondage de mobilisation effectué en 2016 et discuté des démarches concernant la mobilisation des employés;
- discuté du positionnement de la rémunération globale par rapport à la culture de performance, à la stratégie d'affaires, aux objectifs de rendement et indices de référence et à la stratégie de gestion des talents de la Caisse, ainsi que par rapport au marché de référence et approuvé la structure de rémunération globale des filiales.

Fonctionnement du comité

Le comité a examiné les résultats de l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement du comité effectuée par les membres.

Membres indépendants du conseil d'administration

Le comité a révisé le profil d'expertise et d'expérience des membres indépendants du conseil d'administration, en collaboration avec le comité de gouvernance et d'éthique.

Recours à des experts externes

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rémunération incitative, le comité et le conseil d'administration ont eu recours aux services d'une firme indépendante d'experts-conseils, reconnue en matière de rémunération du personnel, qui œuvre dans le secteur des caisses de retraite, Hugessen Consulting. Le comité tient compte de l'avis et des recommandations de Hugessen Consulting, mais prend ses propres décisions, qui peuvent être basées sur des renseignements autres que les recommandations de cet expert.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Travaux du comité relatifs à la rémunération

Durant l'année 2016, le comité, avec l'appui de son conseiller Hugessen Consulting, s'est assuré que la politique de rémunération adoptée en 2010 atteignait ses objectifs stratégiques de payer pour la performance à long terme, d'offrir une rémunération concurrentielle et de lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants. Le comité a examiné la façon dont la politique de rémunération de la Caisse a été appliquée; il a analysé les propositions de primes de performance, ainsi que les propositions relatives à l'application du coinvestissement, et s'est assuré de l'adéquation de ces propositions avec la politique de rémunération et les pratiques du marché.

Ainsi, le comité a notamment analysé et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, le montant des primes de performance à être versées en fonction du programme de rémunération incitative.

Par ailleurs, le comité a reçu une mise à jour sur les tendances du marché en matière de révision salariale. Il s'est penché sur les conditions salariales des employés de la Caisse pour 2017 et les a recommandées au conseil d'administration pour approbation.

Encadrement

La politique de rémunération de la Caisse a été adoptée conformément à l'annexe A du règlement encadrant la régie interne de la Caisse (le Règlement intérieur). Cette annexe a été révisée par décret gouvernemental en 1996 et :

- définit les niveaux maximums de rémunération globale des employés et les marchés de référence;
- indique que les données reflétant le portrait des marchés de référence doivent être compilées au moyen d'un sondage annuel fait par une firme indépendante reconnue, et que celui-ci doit être administré et analysé selon une méthodologie et des règles généralement reconnues en cette matière;
- prévoit que la masse salariale de la Caisse ne doit pas excéder 100 % du point milieu des échelles salariales.

Les marchés de référence et le positionnement des niveaux de rémunération¹

Pour le poste de président et chef de la direction, le marché de référence est composé d'un échantillon constitué des sept grandes caisses de retraite canadiennes, dont la liste se trouve au tableau 37, à la page 101. Pour ce poste, la rémunération globale doit se situer entre la médiane et le troisième quartile (75^e rang centile) du marché de référence, selon que la performance de la Caisse est moyenne ou supérieure. Une caisse a été retirée de la liste en 2016. Il s'agit de BIMCOR, car les nouveaux rôles et responsabilités du président et la complexité des investissements ne sont plus un comparable pertinent pour le poste de président et chef de la direction de la Caisse.

Pour les postes liés à l'investissement, le marché de référence est celui de l'investissement institutionnel canadien. Celui-ci doit comprendre un échantillon représentatif, notamment d'institutions, de compagnies d'assurance, de sociétés de fiducie, de caisses de retraite, de firmes de conseillers en placement, de firmes de courtage et de gestionnaires de fonds ou d'industries de même nature. L'échantillon actuel comprend 38 organisations, dont la liste se trouve au tableau 39, à la page 102. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer en deçà du décile supérieur (90^e rang centile) du marché de référence. Pour les premiers vice-présidents en investissement, un échantillon réduit de celui décrit précédemment est utilisé. Il regroupe 15 entreprises pour lesquelles les actifs sous gestion sont de plus de 20 milliards. La liste se retrouve au tableau 38, à la page 101.

Pour les postes non liés à l'investissement, le marché de référence est celui du Québec et doit comprendre notamment les emplois du secteur public. Ainsi, le marché de référence comprend un échantillon représentatif de grandes entreprises québécoises des secteurs public et privé ainsi que d'entreprises du secteur financier. L'échantillon actuel comprend 53 organisations, dont la liste se trouve au tableau 40, à la page 102. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer en deçà du troisième quartile (75^e rang centile) du marché de référence.

En 2016, la Caisse a retenu les services de Willis Towers Watson pour l'étalonnage de ses marchés de référence. Plusieurs critères sont utilisés pour effectuer la sélection des entreprises faisant partie des marchés de référence, notamment : la taille, le secteur d'activité, ainsi que les entreprises qui recrutent des talents aux profils similaires à ceux recherchés par la Caisse, qui offrent des produits et types d'investissement innovateurs et diversifiés, qui sont reconnues pour avoir les meilleures pratiques en ressources humaines, dont la culture est alignée sur la performance et qui participent à la banque de données de Willis Towers Watson.

Objectifs stratégiques liés à la politique de rémunération

La Caisse doit pouvoir compter sur des employés hautement compétents, qui lui permettent d'atteindre sa mission : recevoir des sommes en dépôt conformément à la loi et les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

1. Aux fins de la rémunération, le premier quartile s'étend du 1^{er} au 25^e rang centile, le deuxième quartile du 26^e au 50^e rang centile, le troisième quartile du 51^e au 75^e rang centile et le quatrième du 76^e au 100^e rang centile.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Par conséquent, la politique de rémunération poursuit les trois objectifs suivants :

1. Payer pour la performance : une rémunération incitative alignée au rendement procuré aux déposants. Cet objectif s'articule autour des quatre thèmes suivants :

- Une orientation à long terme : pour récompenser la performance soutenue sur plusieurs années.
- Un juste équilibre rendement-risque : afin d'encourager une prise de risque mesurée, qui facilite la production d'un rendement à long terme soutenu pour les déposants, tout en tenant compte de leur tolérance au risque.
- Une évaluation globale : afin de favoriser un équilibre entre la contribution individuelle, le rendement des portefeuilles ou la réalisation des plans d'affaires et le rendement de la Caisse.
- Un accent sur la perspective globale Caisse : une importance accrue de la contribution des employés aux priorités stratégiques et au rendement global de la Caisse, incluant une pondération accordée au leadership et aux comportements souhaités.

2. Offrir une rémunération compétitive : afin d'attirer, de mobiliser et de retenir des employés qui possèdent une expérience et des compétences qui permettent à la Caisse d'atteindre ses objectifs stratégiques, tout en respectant les balises énoncées par le Règlement intérieur et décrites précédemment.

3. Lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants : afin qu'ils orientent leur contribution individuelle et d'équipe vers le succès soutenu à long terme de la Caisse.

La politique de rémunération de la Caisse respecte les principes de saine gestion de la rémunération émis par le Forum de stabilité financière (FSF) et entérinés par les pays du G20, soit une gouvernance efficace en matière de rémunération et un alignement entre la rémunération et la prise de risque mesurée à long terme, et la revue régulière des pratiques de rémunération.

Composantes de la rémunération globale

La rémunération globale des employés de la Caisse repose sur quatre composantes :

1. Le salaire de base
2. La rémunération incitative
3. Le régime de retraite
4. Les avantages sociaux

Salaire de base

Le Règlement intérieur établit que la moyenne des salaires de base ne doit pas excéder le point milieu des échelles salariales. À l'intérieur de ces paramètres, les salaires de base annuels sont fixés en fonction des conditions de salaire qui ont cours dans les marchés de référence.

Chaque année, le comité des ressources humaines soumet au conseil d'administration, pour approbation, l'enveloppe de masse salariale.

GRAPHIQUE 33

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE

RÉSULTE DU NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS INDIVIDUELS	→	Contribution individuelle
EST ÉVALUÉE SUR LE NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS D'AFFAIRES OU DU RENDEMENT DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS DE CHAQUE SECTEUR	→	Rendement des portefeuilles ou réalisation des plans d'affaires
EST FONCTION DU NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE RENDEMENT DE LA CAISSE	→	Rendement global de la Caisse

Pour l'année 2016, le conseil d'administration a approuvé les recommandations formulées par la direction de la Caisse visant à :

- maintenir les échelles de salaire 2016 près de la médiane des marchés de référence, telle que mesurée par des firmes externes reconnues;
- verser une enveloppe d'augmentation au mérite se situant à la médiane des prévisions d'augmentation du marché.

Rémunération incitative

Dans le milieu de l'investissement, la rémunération incitative est une composante essentielle de la rémunération globale offerte aux employés de ce secteur, puisqu'elle permet d'aligner les incitatifs financiers aux objectifs de rendement attendus par les clients.

La rémunération incitative à la Caisse sert à reconnaître la performance, l'atteinte d'objectifs et la contribution à la réalisation des orientations stratégiques. La rémunération incitative représente une partie importante de la rémunération globale. Elle a ainsi une influence directe sur le niveau de rémunération globale offert et sur son positionnement par rapport au marché de référence.

À partir de 2016, la performance est mesurée sur une période de cinq années. Cet horizon de cinq ans permet de renforcer encore plus une performance soutenue et est en lien avec la stratégie d'investissement à long terme.

Le programme de rémunération incitative, introduit en 2010, reconnaît par l'octroi d'une prime, la performance soutenue et oblige, pour les employés visés, de différer une partie de cette prime de performance dans un compte de coinvestissement sur une période de trois ans (voir page 98). Ce mécanisme permet de continuer à lier les intérêts des

dirigeants à ceux des déposants, en faisant fluctuer ces montants en fonction du rendement absolu généré pour les déposants.

Composantes de la prime de performance

L'attribution d'une prime de performance n'est jamais garantie : elle dépend toujours de l'évaluation des critères de performance tels qu'ils sont établis par le programme de rémunération incitative. Ainsi, l'attribution d'une prime de performance aux employés est évaluée à l'aide des trois composantes présentées au graphique 33 (voir page 96).

Pour ce qui est de la deuxième composante, soit le rendement des portefeuilles spécialisés, tous les portefeuilles ont comme objectif de battre leur indice de référence. Les trois portefeuilles moins liquides, Immeubles, Infrastructures et Placements privés, ainsi que le portefeuille Marchés boursiers, ont également une cible de rendement absolu.

Résultats depuis 2012

Depuis 2012, la Caisse a à son actif de nombreuses réalisations qui sont présentées dans les sections précédentes de ce rapport. Le comité des ressources humaines désire mettre en lumière certaines d'entre elles.

- Au Québec, depuis cinq ans, la Caisse a réalisé des investissements et des engagements totalisant 13,7 G\$, ce qui porte les actifs à 58,8 G\$ à la fin de 2016. Elle vise particulièrement le secteur privé, moteur de l'économie, comme en témoigne son actif total de 36,9 G\$. Elle a également mis en œuvre de nombreuses initiatives pour renforcer sa présence auprès des entrepreneurs et contribuer au développement et au dynamisme de l'économie. En 2016, la Caisse a concentré son action en fonction de trois grandes priorités : la croissance et la mondialisation, les projets structurants, et l'innovation et la relève.

TABLEAU 34

POSITIONNEMENT DE LA RÉMUNÉRATION GLOBALE SELON LE POSTE OCCUPÉ

Postes	Rémunération globale maximale selon le Règlement ¹	Positionnement moyen de la rémunération globale versée en 2016 par rapport aux marchés de référence selon le Règlement
Postes liés à l'investissement	90 ^e rang centile	Du 40 ^e au 76 ^e rang centile et, en moyenne, au 51 ^e rang centile
Postes non liés à l'investissement	75 ^e rang centile	

1. Les positionnements en rang centile auxquels réfère la rémunération globale maximale se retrouvent à l'annexe A du Règlement intérieur, révisée par décret gouvernemental en 1996.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

- Sur la période de cinq ans s'échelonnant de 2012 à 2016, la Caisse a procuré un rendement annualisé de 10,2 %, générant 100 G\$ de résultats de placement nets et plus de 12,3 G\$ de valeur ajoutée, et ce, en dépit d'un contexte économique complexe et volatil.
- En 2016, la Caisse a procuré un rendement de 7,6 %, générant 18,4 G\$ de résultats de placement nets. Ce rendement surpasse de 1,8 % celui de son portefeuille de référence, qui se situe à 5,8 %, représentant 4,4 G\$ de valeur ajoutée.

Prime de performance 2016

En tenant compte des primes de performance versées et différées, la rémunération globale des employés de la Caisse en 2016 se situe à la médiane des marchés de référence pour une performance supérieure sur cinq ans.

Plus spécifiquement et selon une analyse produite par Willis Towers Watson, la rémunération globale des employés se positionne dans un intervalle se situant entre les 40^e et 76^e rangs centiles (où le 100^e rang centile représente la rémunération la plus élevée du marché) des marchés de référence selon le poste occupé, la performance spécifique des portefeuilles et la rémunération versée pour ces postes (voir le tableau 34, p. 97).

L'opinion de Hugessen Consulting présentée au conseil d'administration de la Caisse souligne :

« Nous avons revu les rendements de la Caisse et les indices de référence pour 2016, ainsi que les facteurs ayant contribué au rendement de la Caisse et nous en sommes satisfaits. Nous pouvons confirmer, entre autres, que les calculs de la valeur ajoutée, les multiples de rendement 2016, les multiples de rendement moyen 2012-2016 et les multiples de prime 2016 sont conformes au programme de rémunération incitative de la Caisse. À notre avis, le montant total des primes déterminées par le programme en 2016 est raisonnable dans le contexte du marché, considérant la performance de la Caisse en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016. »

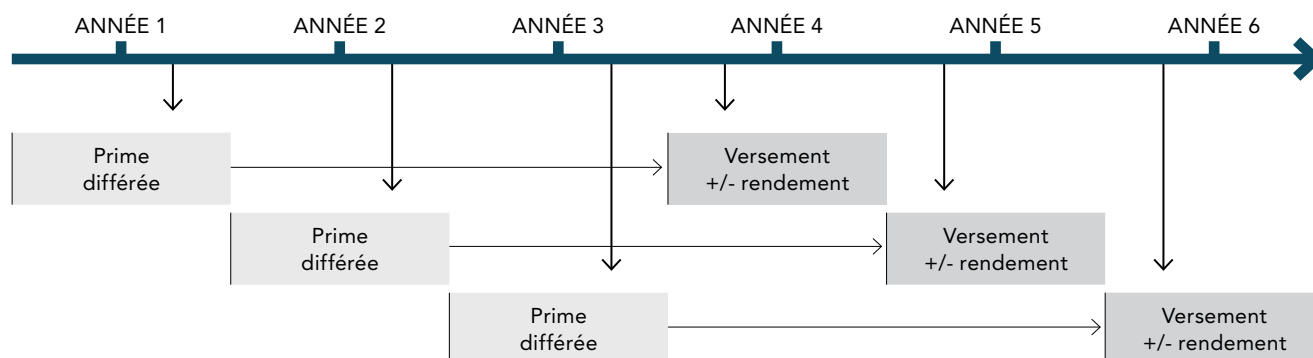
Coinvestissement : primes de performance différées

Le coinvestissement vise à renforcer l'alignement des intérêts des employés ayant le plus d'influence sur la performance financière et organisationnelle de la Caisse et des intérêts des déposants sur un horizon à long terme. La valeur des primes de performance différées et coinvesties variera selon le rendement global absolu moyen de la Caisse durant la période pendant laquelle les primes sont différées, à la hausse comme à la baisse.

À la fin de chaque période de trois ans, le montant différé, diminué ou augmenté du rendement moyen crédité pour cette période, sera versé à chaque participant sous forme de prime différée avec restrictions. Le graphique 35 illustre cette mécanique.

GRAPHIQUE 35

PRIMES DE PERFORMANCE DIFFÉRÉES ET COÏNVESTIES



Les membres de la haute direction disposent de trois ans pour contribuer au minimum l'équivalent de leur salaire de base dans le compte de coinvestissement.

Pour le président et chef de la direction et les membres de la haute direction, le seuil minimum de la rémunération incitative totale devant être différée dans un compte de coinvestissement est de 55 %. Pour tous les vice-présidents et vice-présidents principaux ainsi que les employés en investissement des niveaux intermédiaire et senior, le seuil minimum est de 35 %. Enfin, pour les cadres et les professionnels seniors, le seuil minimum est de 25 %.

La Caisse offre aux employés visés l'option de différer et coinvestir une portion additionnelle de leur prime dans le compte de coinvestissement. Cette participation volontaire a accru de plus de 10 % les montants différés et coinvestis en 2016.

Régime de retraite

Tous les employés participent et contribuent à l'un des deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), selon le poste qu'ils occupent. De plus, les cadres et professionnels occupant une fonction stratégique participent au Régime additionnel de retraite (RAR) et les membres de la haute direction participent au Régime supplémentaire de retraite pour les cadres désignés (RSRCD). En vertu de ces deux régimes, ceux-ci ont droit de recevoir, à compter de l'âge normal de la retraite, une rente annuelle totale correspondant à 2 % de leurs gains admissibles pour chacune des années ou fraction d'année de participation aux régimes, tout en tenant compte des limites fiscales annuelles imposées par l'Agence du revenu du Canada pour chacune des années où ils ne participaient pas au RAR ou au RSRCD.

Certains membres de la haute direction se voient reconnaître des années de service additionnelles au RSRCD en fonction des circonstances particulières de leur promotion ou de leur embauche.

Avantages sociaux

Les employés bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux de valeur concurrentielle, notamment une assurance collective (par exemple, les soins médicaux et dentaires, l'assurance vie, etc.). Par ailleurs, les membres de la haute

direction bénéficient d'avantages particuliers pour assumer, principalement, des dépenses associées à l'allocation de voiture. La Caisse exige également de ses cadres qu'ils procèdent à une évaluation annuelle de leur état de santé.

Revue de performance et de rémunération globale du président et chef de la direction

Revue de performance

Au début de l'année 2016, le comité a recommandé au conseil d'administration, à des fins d'examen et d'approbation, une série d'objectifs individuels autres que financiers proposés par le président et chef de la direction. Une série de grands objectifs d'entreprise visaient à atteindre des cibles en lien avec la stratégie et le plan d'affaires de la Caisse.

Un premier grand objectif consistait à positionner le portefeuille global de la Caisse en fonction d'une croissance économique mondiale modeste et de marchés volatils, en vue de mitiger les risques. Un deuxième objectif visait à continuer d'investir de façon innovatrice en augmentant son exposition à certains secteurs stratégiques et en ciblant des actifs et des entreprises dans lesquels la Caisse peut créer davantage de valeur. Enfin, un troisième objectif consistait à superviser le développement du Réseau électrique métropolitain autant sur le plan du financement que de la planification du projet.

À la suite du processus d'évaluation de ces objectifs, le conseil d'administration a déterminé que le président et chef de la direction avait dépassé les objectifs qui lui avaient été fixés en début d'année et que sa performance avait été, de nouveau en 2016, soutenue et exceptionnelle.

Revue de la rémunération globale

La rémunération et les autres conditions d'emploi du président et chef de la direction sont établies en fonction des paramètres déterminés par le gouvernement, après consultation du conseil d'administration.

Conformément à sa demande, M. Sabia n'a reçu aucune augmentation salariale depuis sa nomination en 2009. En 2016, le salaire de base de M. Sabia est demeuré inchangé à 500 000 \$.

En 2016, le paiement de la prime différée à l'égard de 2013 a été versé à M. Sabia. Le montant de cette prime différée s'élève à 1 121 723 \$ et inclut le rendement crédité depuis 2013.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

En ce qui concerne la détermination de la prime de performance annuelle du président et chef de la direction, les trois composantes sont demeurées identiques à 2015 et sont présentées au graphique 36.

La composante liée au rendement global de la Caisse correspond, cette année, au rendement sur une période de cinq ans s'échelonnant de 2012 à 2016. Le rendement annualisé sur cette période correspond à 10,2 %, soit 12,3 G\$ de valeur ajoutée au-dessus du portefeuille de référence.

Ce rendement représente une performance supérieure sur cinq années.

Quant à la composante liée aux objectifs d'entreprise, au cours des cinq dernières années, sous la direction de M. Sabia, la Caisse a :

- augmenté sa présence à l'international avec l'ouverture de bureaux dans plusieurs pays, où elle a procédé à l'embauche de talents de haut calibre;
- renforcé sa présence dans des pays stratégiques, dont en Inde où elle a conclu ses premiers partenariats avec des partenaires locaux;
- proposé des projets structurants pour le Québec comme le REM et l'Espace CDPQ et en est devenue le maître d'œuvre;
- été un partenaire actif pour la croissance et la mondialisation des PME québécoises;

- augmenté progressivement le poids des investissements moins liquides;
- répondu continuellement aux besoins des déposants en gérant le risque et la liquidité du portefeuille en fonction de l'environnement changeant;
- veillé à attirer et à retenir les meilleurs talents pour lui permettre d'exécuter sa stratégie.

En conclusion, sous le leadership fort et inspirant de Michael Sabia, les équipes de la Caisse se sont mobilisées et ont cherché à se dépasser. Elles ont fait preuve à la fois d'ambition et de prudence dans la fixation et la réalisation de leurs objectifs communs, ainsi que d'innovation et de collaboration dans l'exécution de leurs tâches au quotidien. Par conséquent, le comité et le conseil d'administration considèrent que M. Sabia a, encore une fois cette année, livré une performance exceptionnelle et a largement dépassé les objectifs fixés.

Le président et chef de la direction, tout comme les autres membres de la haute direction visés par le programme de rémunération incitative, a l'obligation de différer au minimum 55 % de la rémunération incitative qui lui est accordée dans un compte de coinvestissement. Pour l'atteinte des objectifs annuels, le conseil d'administration a versé à M. Sabia une rémunération incitative de 1 160 000 \$ et M. Sabia a choisi de différer un montant de 1 740 000 \$ au titre du compte de coinvestissement. En 2019, M. Sabia sera admissible à recevoir une prime différée liée à ce montant, augmentée ou diminuée du rendement absolu moyen de la Caisse sur la période de trois ans, entre 2017 et 2019.

GRAPHIQUE 36

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

RENDEMENT GLOBAL DE LA CAISSE	→	Est fonction du niveau d'atteinte des objectifs de rendement de la Caisse
RÉALISATION DES OBJECTIFS D'ENTREPRISE	→	Est évaluée sur le niveau d'atteinte des objectifs d'entreprise
CONTRIBUTION INDIVIDUELLE	→	Résulte du niveau d'atteinte des objectifs individuels

Les autres conditions d'emploi auxquelles M. Sabia a droit sont alignées sur les politiques de la Caisse et respectent les paramètres fixés par le Règlement intérieur. Il reçoit des avantages particuliers d'une valeur annuelle de 40 000 \$ et participe au régime d'assurance collective des employés de la Caisse.

Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite, comme il a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause. Toutefois, compte tenu du caractère obligatoire de la participation au régime de retraite de base en vertu des dispositions du régime de retraite du personnel d'encadrement (selon les règles de Retraite Québec) M. Sabia a dû y être inscrit malgré son intention d'y renoncer. Les cotisations au régime de base obligatoire ont représenté un coût annuel de 20 779 \$ pour la Caisse en 2016.

Rémunération du président et chef de la direction et des cinq dirigeants les mieux rémunérés pour les années 2014 à 2016

Le conseil d'administration de la Caisse reconnaît l'importance d'un leadership de qualité et croit fermement que les politiques et programmes qu'il a entérinés permettent :

- d'offrir une rémunération concurrentielle dans un marché où la compétition pour le talent est vive et où, pour produire le rendement attendu, la Caisse est en concurrence à l'échelle mondiale;
- d'atteindre les objectifs stratégiques qui soutiennent la réalisation de la mission de la Caisse.

Conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Caisse divulgue ci-après, pour elle-même et ses filiales en propriété exclusive, la rémunération du président et chef de la direction et celle des cinq dirigeants les mieux rémunérés agissant sous son autorité immédiate (voir le tableau 41, p. 103).

TABLEAU 37

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTE DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

- Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
- British Columbia Investment Management Corporation (bcIMC)
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)
- Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)

TABLEAU 38

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES PREMIERS VICE-PRÉSIDENTS INVESTISSEMENT

- Addenda Capital
- Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
- British Columbia Investment Management Corporation (bcIMC)
- Financière Sun Life
- Greystone Managed Investments
- Régime de retraite d'Hydro-Québec
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Mawer Investment Management
- Mouvement Desjardins
- Régime de retraite de Postes Canada
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)
- Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario (OTPP)
- Workplace Safety and Insurance Board (Ontario)

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU 39

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES LIÉS À L'INVESTISSEMENT

- | | | |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Addenda Capital • Régime de retraite d'Air Canada • Alberta Investment Management Corporation (AIMCo) • Alberta Pensions Services Corporation • Alberta Teachers' Retirement Fund Board • ATB Financial • BIMCOR • British Columbia Investment Management Corporation (bcIMC) • Canadian Western Bank • Division des investissements du CN • Financière Sun Life • Gestion FÉRIQUE • Greystone Managed Investments • Groupe Assurance Economical • Régime de retraite d'Hydro-Québec | <ul style="list-style-type: none"> • Insurance Corporation of British Columbia • Intact Gestion de placements • L'Association canadienne de protection médicale • L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) • L'Office d'investissement du RPC • Mawer Investment Management • Mouvement Desjardins • NAV CANADA • OPSEU Pension Trust • Régime de retraite de Postes Canada • Régime de retraite de la Municipalité régionale d'Halifax • Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP) | <ul style="list-style-type: none"> • Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) • Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP) • Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick • Régime de retraite de la Société Radio-Canada • SSQ Groupe financier • Régime de retraite de Telus • The Civil Service Superannuation Board • Triasima • Ville d'Edmonton • Worker's Compensation Board of Alberta • Workplace Safety and Insurance Board (Ontario) |
|--|--|---|

TABLEAU 40

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES NON LIÉS À L'INVESTISSEMENT

- | | | |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Addenda Capital • Air Canada • Alcoa Canada • Amex Canada • Banque de Montréal • Banque Laurentienne du Canada • BCE • BIMCOR • Bombardier • Bombardier Produits Récréatifs (BRP) • Broadridge Financial Solutions Canada • CIBC Mellon • COGECO • Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada • Division des investissements du CN • Dollarama • Dundee Corporation • Gaz Métro | <ul style="list-style-type: none"> • Générale Électrique du Canada • Gesca • Groupe CGI • Groupe SNC-Lavalin • Groupe TMX • Home Capital Group • Hydro-Québec • IBM Canada • Intact Corporation financière • Intact Gestion de placements • Keurig Canada • Kruger • L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) • La Corporation financière Northbridge • La Great-West, compagnie d'assurance-vie • Loto-Québec | <ul style="list-style-type: none"> • MasterCard Canada • McKesson Canada • Merck Canada • Molson Coors Canada • Mouvement Desjardins • Pfizer Canada • Power Corporation du Canada • Québecor • Rio Tinto Alcan • Société des alcools du Québec • Société Radio-Canada • SSQ Groupe Financier • Telus • Tembec • Transcontinental • UAP • Via Rail Canada • Vidéotron • Yellow Média |
|--|---|---|

TABLEAU 41

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS POUR LES ANNÉES 2014 À 2016

Nom et poste principal	Exercice (année)	Salaire de base (\$) A	Rémunération incitative versée ¹ (\$) B	Autre rémunération (\$) C	Rémunération directe (\$) D=A+B+C	Rémunération incitative différée versée ² (\$) E	Rémunération totale versée annuelle ³ (\$) F=D+E
Michael Sabia Président et chef de la direction	2016	500 000	1 160 000	40 000	1 700 000	1 121 723	2 821 723
	2015	500 000	1 122 000	40 000	1 662 000	939 020	2 601 020
	2014	500 000	600 000	40 000	1 140 000	1 058 102	2 198 102
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements ⁴	2016	525 000	1 076 000	40 000	1 641 000	987 739	2 628 739
	2015	500 000	1 035 000	40 000	1 575 000	617 070	2 192 070
	2014	500 000	619 740	40 000	1 159 740	581 956	1 741 696
Macky Tall Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra ⁵	2016	420 000	940 000	30 000	1 390 000	436 225	1 826 225
	2015	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	2014	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Jean Michel Premier vice-président, Déposants et Portefeuille global ⁶	2016	390 000	383 000	727 720	1 500 720	s.o.	1 500 720
Christian Dubé Premier vice-président, Québec	2016	415 000	574 000	30 000	1 019 000	s.o.	1 019 000
	2015	415 000	540 000	30 000	985 000	s.o.	985 000
	2014	124 500	94 000	8 790	227 290	s.o.	227 290
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	2016	400 000	405 000	30 000	835 000	387 306	1 222 306
	2015	375 000	248 000	30 000	653 000	358 840	1 011 840
	2014	375 000	210 000	30 000	615 000	363 723	978 723

1. Tel que mentionné à la page 99 du présent rapport, comme le prévoit le programme de rémunération incitative, les hauts dirigeants ont l'obligation de différer au minimum 55 % de leur rémunération incitative calculée dans un compte de coinvestissement. La rémunération incitative différée pour l'exercice est présentée au tableau 42 du présent rapport.
2. Les détails des montants différés ou versés à l'égard du coinvestissement sont présentés au tableau 42 du présent rapport.
3. La valeur de la rémunération totale versée annuelle exclut la valeur du plan de retraite. La valeur du plan de retraite est présentée au tableau 43 du présent rapport.
4. M. Lescure a démissionné de la Caisse le 5 avril 2017.
5. M. Tall a été promu en 2016 et relève maintenant directement du président et chef de la direction de la Caisse.
6. M. Michel reçoit un montant forfaitaire échelonné jusqu'en 2018 en compensation notamment des montants auxquels il a dû renoncer au moment de son embauche. Ce montant est inclus dans la colonne C et s'élève à 700 220 \$ pour 2016.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU 42

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION INCITATIVE DIFFÉRÉE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS POUR LES ANNÉES 2013 À 2016

Nom et poste principal	Exercice (année)	Rémunération incitative différée et coinvestie ¹ (\$)	Rendement cumulatif au moment du versement (\$)	Rémunération incitative différée versée ² (\$)
Michael Sabia Président et chef de la direction	2016	1 740 000		
	2015	1 823 000		
	2014	1 360 000		
	2013	900 000	221 723	1 121 723
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements	2016	1 649 000		
	2015	1 415 000		
	2014	880 260		
	2013	792 500	195 239	987 739
Macky Tall Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra	2016	760 000		
	2015	s.o.		
	2014	s.o.		
	2013	350 000	86 225	436 225
Jean Michel Premier vice-président, Déposants et Portefeuille global	2016	467 000		
	2015	s.o.		
	2014	s.o.		
	2013	s.o.	s.o.	s.o.
Christian Dubé Premier vice-président, Québec	2016	926 000		
	2015	700 000		
	2014	141 000		
	2013	s.o.	s.o.	s.o.
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des Risques	2016	495 000		
	2015	412 000		
	2014	315 000		
	2013	310 750	76 556	387 306

1. Les montants apparaissant au tableau réfèrent à la portion de la prime de performance des exercices précédents et de l'exercice en cours qui est différée sur une période de 3 ans.
2. La rémunération incitative différée versée correspond à la somme de la rémunération incitative différée et le rendement gagné pendant la période de trois ans. Les rendements gagnés correspondent au rendement moyen pondéré des fonds des déposants de la Caisse exprimés en pourcentage, tel que publié par la Caisse pour chacun de ses exercices financiers ainsi qu'à chacun de ses semestres, composés sur une période de 3 ans.

TABLEAU 43

SOMMAIRE DE LA RETRAITE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nom et poste principal	Années décomptées ¹ (nombre)	Prestations annuelles payables ² (\$)		Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice ³ (\$)	Variation attribuable à des éléments rémunérateurs ⁴ (\$)	Variation attribuable à des éléments non rémunérateurs ⁵ (\$)	Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice ³ (\$)
		À la fin de l'exercice	À 65 ans				
Michael Sabia Président et chef de la direction ⁶	7,8	22 600	27 600	0	0	0	0
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements	7,2	257 000	525 000	2 813 800	506 200	(51 900)	3 268 100
Macky Tall Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra	12,5	74 800	214 800	0	754 600	(62 400)	692 200
Jean Michel Premier vice-président, Déposants et Portefeuille global	0,9	15 600	351 300	0	250 100	(33 600)	216 500
Christian Dubé Premier vice-président, Québec	2,3	38 100	103 100	368 600	267 900	(9 700)	626 800
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	36,2	278 300	343 700	2 113 000	219 900	52 300	2 385 200

1. Il s'agit du nombre d'années décomptées au sein du régime de base.

2. Les prestations annuelles sont équivalentes à la somme de la rente payable par le régime de base et par le régime supplémentaire à la fin de l'exercice ou à 65 ans.

3. Les obligations n'incluent pas celles du régime de base puisqu'une cotisation de l'employeur et une de l'employé sont versées à Retraite Québec qui en assume l'obligation liée aux prestations. La cotisation de la Caisse était de 20 779 \$ par dirigeant en 2016.

4. La variation attribuable à des éléments rémunérateurs comprend le coût annuel des prestations de retraite, les changements au salaire de base par rapport à l'hypothèse d'augmentation de salaire utilisée, des modifications au régime ou l'attribution d'années de service additionnelles.

5. La variation attribuable à des éléments non rémunérateurs comprend les montants attribuables à l'intérêt s'accumulant sur l'obligation en début d'année, aux gains et pertes actuariels associés aux éléments autres que la rémunération et aux modifications d'hypothèses actuarielles.

6. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite. Cependant, la participation au Régime de retraite du personnel d'encadrement est obligatoire en vertu des règles de Retraite Québec, tel que détaillé sur son site Internet à l'adresse électronique suivante : http://www.carra.gouv.qc.ca/fra/regime/rrpe/rrpe_s03.htm.

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU 44

SOMMAIRE DES INDEMNITÉS ADVENANT LE DÉPART DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nom et poste principal	Évènement déclencheur	Montant théorique payable (\$)
Michael Sabia Président et chef de la direction ¹	Terminaison du contrat	0
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements ²	Terminaison non volontaire	1 050 000
Macky Tall Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra ³	Terminaison non volontaire	840 000
Jean Michel Premier vice-président, Déposants et Portefeuille global ⁴	Terminaison non volontaire	850 000
Christian Dubé Premier vice-président, Québec ⁵	Terminaison non volontaire	830 000
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques ⁶	Terminaison non volontaire	910 000

1. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause.
2. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 24 mois de son salaire de base annuel.
3. Le contrat de travail de ce dirigeant ne prévoit aucune condition particulière liée à sa fin d'emploi. Son indemnité de fin d'emploi a donc été évaluée à partir du cadre de référence de la Caisse en la matière, lequel accorde un montant équivalant à 24 mois de salaire de base annuel.
4. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 24 mois de son salaire de base annuel.
5. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 24 mois de son salaire de base annuel.
6. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à une fois son salaire de base annuel, majoré du montant équivalent à une fois sa prime cible annuelle et du montant annuel lié aux avantages particuliers.

TABLEAU 45

**MARCHÉS DE RÉFÉRENCE ET RÉMUNÉRATION DIRECTE EN 2016
À LA CAISSE POUR LES POSTES DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
ET CEUX DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS^{1,5}**

Poste principal	Marchés de référence Rémunération directe versée		Caisse Rémunération totale directe versée en 2016 ⁴ (\$)
	Rémunération maximale prévue par le Règlement ² (\$) A	Pour une performance supérieure ³ (\$) B=75 %xA	
Président et chef de la direction	5 485 300	4 114 000	2 821 723
Premier vice-président et chef des Placements	4 555 600	3 416 700	2 628 739
Premier vice-président, Infrastructures et président et chef de la direction, CDPQ Infra	2 878 300	2 158 700	1 826 225
Premier vice-président, Déposants et Portefeuille global	s.o.	s.o.	1 500 720
Premier vice-président, Québec	2 671 300	2 003 500	1 019 000
Premier vice-président et chef de la Direction des risques	1 526 200	1 144 700	1 222 306

1. La rémunération directe versée présentée en 2016 est alignée sur le principe de la rémunération « gagnée », qui est défini conformément à la Loi de l'impôt sur le revenu comme la rémunération « versée en espèces et imposable ».
2. Comme le stipule le Règlement intérieur, le potentiel de rémunération directe observé au 75^e rang centile de leur marché de référence respectif a été utilisé pour le poste de président et chef de la direction et les postes non liés à l'investissement, et celui du 90^e rang centile du marché de référence a été utilisé pour les postes liés à l'investissement. Ces montants théoriques excluent la valeur des plans de retraite, mais incluent la valeur des avantages particuliers et de la rémunération à long terme.
3. La rémunération directe versée par les marchés de référence pour une performance supérieure correspond à environ 75 % de la rémunération directe maximale présentée à la colonne A, c'est-à-dire la rémunération maximale prévue par le Règlement intérieur.
4. Ces montants reflètent la rémunération totale directe versée en 2016 (tableau 41, colonne F). Cette rémunération a été versée pour un rendement net annualisé sur cinq ans (2012 à 2016) de 10,2 %, équivalant à une performance supérieure.
5. Willis Towers Watson, Étude de la rémunération du président et chef de la direction et étude de la rémunération des membres du comité de direction, Caisse de dépôt et placement du Québec, 2016.

RAPPORT DU COMITÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION DES RISQUES

Faits saillants

1

Examen de la reddition de comptes sur la stratégie 2016-2019 des portefeuilles spécialisés ainsi que de l'analyse rétrospective pour l'année 2016.

2

Révision de l'offre de portefeuilles spécialisés dans le secteur Revenu fixe pour une gestion optimale des activités d'investissement et de risques et recommandation au conseil des politiques d'investissement Taux et Crédit.

3

Recommandation au conseil de la stratégie de gestion des devises.

LE COMITÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION DES RISQUES

Le conseil d'administration a créé le comité d'investissement et de gestion des risques afin d'appuyer le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques.

MANDAT

Le comité a pour mandat de s'assurer que des politiques d'encadrement relatives à la gestion des risques sont mises en place afin d'atteindre une relation rendement-risque optimale. Pour une description complète du mandat du comité, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2016)

La composition du comité a été revue en 2016.

Quatre membres indépendants :

- Président : Jean La Couture
- Membres : Patricia Curadeau-Grou, Gilles Godbout et Wendy Murdock
- Membre invité : François Joly, président du comité de vérification

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2016 : 6

Le comité a implanté différents mécanismes pour fournir au comité de vérification et au conseil l'assurance dont ils ont besoin à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Il a :

- fait rapport de ses activités après chaque réunion au conseil;
- rendu disponibles ses mémoires de délibérations au comité de vérification et au conseil;
- invité le président du comité de vérification à chaque réunion.

Orientation et politiques d'encadrement de la gestion des risques

En 2016, le comité s'est acquitté de ses responsabilités, notamment de la façon suivante :

- Examen des rapports de reddition de comptes sur la stratégie 2016-2019 des portefeuilles spécialisés ainsi que sur l'évolution des portefeuilles et l'analyse rétrospective relative à l'année 2016.
 - Révision de l'offre de portefeuilles spécialisés dans le secteur Revenu fixe pour une gestion optimale des activités d'investissement et de risques et recommandation au conseil des politiques d'investissement Taux et Crédit.
 - Révision des politiques d'investissement de certains autres portefeuilles spécialisés, par exemple en ce qui a trait aux activités consolidées de répartition de l'actif, et recommandation de ces modifications au conseil d'administration.
 - Révision et recommandation au conseil des limites de risque de marché et des objectifs pour le portefeuille global de la Caisse et pour chacun des portefeuilles spécialisés et grands mandats et des limites de concentration pour le portefeuille global de la Caisse.
 - Révision de l'encadrement et de l'utilisation des instruments financiers dérivés et recommandation au conseil des limites liées à ces instruments financiers.
 - Examen et recommandation au conseil de la stratégie de gestion dynamique des devises.
 - Révision et recommandation au conseil de l'encadrement du risque de liquidité et suivi de la stratégie globale de la Caisse concernant la gestion de ce risque.
 - Examen du cadre de gestion de l'exposition aux partenaires-investisseurs de la Caisse.
 - Examen et discussion du rapport du comité interne Risques opérationnels.
- Examen, à chaque réunion du comité, de rapports rendement-risques relatifs à la Caisse globalement, incluant le positionnement du portefeuille global relativement aux niveaux de risque, au portefeuille de référence et aux orientations stratégiques.
 - Examen du plan d'affaires de la Direction des risques et du rapport de l'Audit interne sur l'efficacité et l'efficience de la gestion des risques.

Dossiers d'investissement

- Étude et recommandation de dossiers d'investissement relevant de l'autorité du conseil, et ce, en tenant compte de l'analyse présentée par l'équipe responsable de la transaction, de l'analyse des risques du projet et, plus particulièrement, de son incidence sur le degré et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse, ainsi que de la conformité de l'investissement aux politiques et directives d'encadrement des risques.
- Discussions sur la relation rendement-risque pour chacun des dossiers d'investissement qui lui ont été soumis.
- Réception de rapports sur le suivi des dossiers d'investissement autorisés par le conseil, ainsi que des dossiers autorisés par la direction de la Caisse et ne relevant pas de l'autorité du conseil.

Déposants

- Analyse des certificats de conformité aux politiques de placement des déposants et aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés.

RECOURS AUX SERVICES D'EXPERTS EXTERNES

Le comité d'investissement et de gestion des risques n'a pas fait appel à de tels services en 2016.

Conseil d'administration et comité de direction

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le conseil d'administration de la Caisse est composé de son président, du président et chef de la direction, de représentants des déposants et de membres indépendants. La loi sur la Caisse prévoit qu'au moins les deux tiers des administrateurs, dont le président du conseil, doivent être indépendants.

Le comité de direction est composé du président et chef de la direction et des premiers dirigeants des divers secteurs de la Caisse. Au 31 décembre 2016, la Caisse employait quelque 890 personnes. Quant à elles, à la même date, les

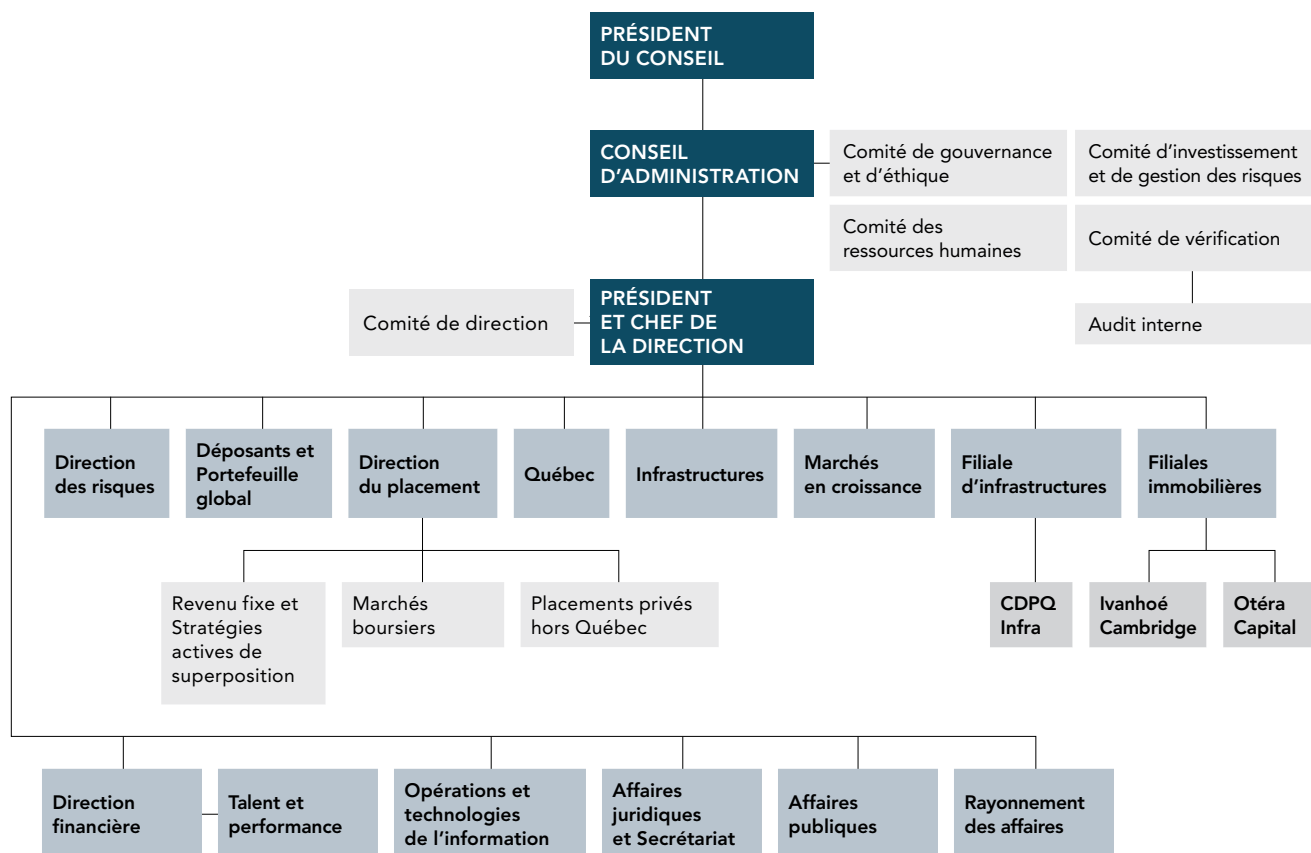
filiales immobilières Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital comptaient plus de 1 500 employés.

La Caisse compte aussi une filiale d'infrastructures, CDPQ Infra. Maître d'œuvre de projets dans ce secteur, celle-ci employait un total de quelque 30 personnes en fin d'année 2016.

Ces filiales sont chapeautées par leur propre conseil d'administration (voir le graphique 46).

GRAPHIQUE 46

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE
(au 31 décembre 2016)



FILIALES IMMOBILIÈRES ET D'INFRASTRUCTURES

Les investissements en immobilier sont effectués en fonds propres et en produits de financement principalement dans les secteurs des centres commerciaux, des immeubles de bureaux, résidentiels et logistiques dans des villes clés à l'échelle mondiale. Les activités immobilières sont distribuées dans deux portefeuilles spécialisés : Immeubles et Dettes immobilières. Le portefeuille Immeubles est constitué des activités d'Ivanhoé Cambridge, un leader mondial en immobilier. Le portefeuille Dettes immobilières est constitué des activités d'Otéra Capital, une des plus importantes sociétés de financement immobilier commercial au Canada.

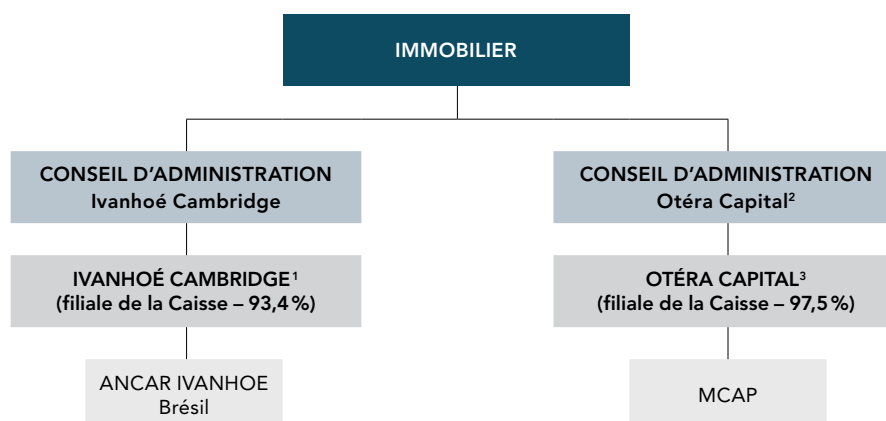
Le graphique 47 présente la structure organisationnelle de l'immobilier. Pour plus de détails sur les filiales immobilières, visiter les sites Web www.ivanhoecambridge.com et www.oteracapital.com.

Filiale d'infrastructures créée en 2015, CDPQ Infra vise une réalisation performante et efficace de projets majeurs d'infrastructures publiques. Le graphique 48 présente la structure organisationnelle de CDPQ Infra. Pour plus de détails sur les activités de CDPQ Infra, visiter le site Web www.cdpqinfra.com.

GRAPHIQUE 47

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE – FILIALES IMMOBILIÈRES

(au 31 décembre 2016)

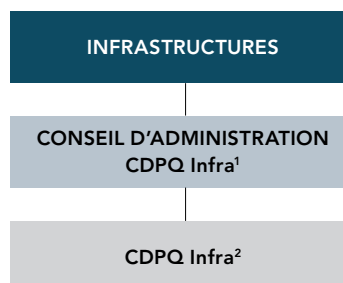


1. Daniel Fournier, président du conseil et chef de la direction, Ivanhoé Cambridge.
2. Sylvain Fortier, président du conseil, Otéra Capital.
3. Alfonso Graceffa, président et chef de la direction, Otéra Capital.

GRAPHIQUE 48

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE – FILIALE D'INFRASTRUCTURES

(au 31 décembre 2016)



1. Michael Sabia, président du conseil.
2. Macky Tall, président et chef de la direction; Jean-Marc Arbaud, directeur général adjoint.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ROBERT TESSIER

Président du conseil d'administration

Comités : Gouvernance et éthique /

Ressources humaines

Membre depuis mars 2009

ELISABETTA BIGSBY

Administratrice de sociétés

Comité : Ressources humaines

Membre depuis novembre 2009

BERTRAND CESVET

Président-directeur général

et associé principal

Sid Lee inc.

Comité : Ressources humaines

Membre depuis avril 2015

PATRICIA CURADEAU-GROU

Administratrice de sociétés

Comité : Investissement et gestion des risques

Membre depuis octobre 2013

MICHEL DESPRÉS

Président-directeur général

Retraite Québec

Membre depuis mars 2016

RITA DIONNE-MARSOLAIS¹

Économiste et administratrice de sociétés

Comités : Gouvernance et éthique / Vérification

Membre depuis janvier 2013

GILLES GODBOUT

Administrateur de sociétés

Comités : Investissement et gestion des risques /

Vérification

Membre depuis janvier 2013

FRANÇOIS JOLY

Administrateur de sociétés

Comité : Vérification

Membre depuis mars 2013

JEAN LA COUTURE

Administrateur de sociétés

Président, Huis Clos Ltée

Comité : Investissement et gestion des risques

Membre depuis janvier 2013

DIANE LEMIEUX

Présidente-directrice générale

Commission de la construction du Québec

Membre depuis décembre 2014

WENDY MURDOCK

Administratrice de sociétés

Comité : Investissement et gestion des risques

Membre depuis mars 2016

FRANÇOIS R. ROY

Administrateur de sociétés

Comités : Vérification / Gouvernance et éthique

Membre depuis décembre 2009

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Caisse de dépôt et placement du Québec

Membre depuis mars 2009

OUMA SANANIKONE

Administratrice de sociétés

Comités : Gouvernance et éthique /

Ressources humaines

Membre depuis août 2007

1. Mme Dionne-Marsolais a été remplacée par Mme Maryse Bertrand en 2017.

COMITÉ DE DIRECTION

CLAUDE BERGERON

Premier vice-président
et chef de la Direction des risques

MICHÈLE BOISVERT

Première vice-présidente,
Rayonnement des affaires

ANI CASTONGUAY

Vice-présidente principale,
Affaires publiques

MARC CORMIER

Premier vice-président,
Revenu fixe
et Stratégies actives de superposition
Direction du placement

CHRISTIAN DUBÉ

Premier vice-président,
Québec

JEAN-LUC GRAVEL

Premier vice-président,
Marchés boursiers
Direction du placement

RASHAD KALDANY

Premier vice-président,
Marchés en croissance

ROLAND LESCURE²

Premier vice-président
et chef des Placements

JEAN MICHEL

Premier vice-président,
Déposants et Portefeuille global

PIERRE MIRON

Premier vice-président
et chef des Opérations
et des technologies de l'information

MAARIKA PAUL

Première vice-présidente
et chef de la Direction financière

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

OONA STOCK

Première vice-présidente,
Talent et performance

MACKY TALL

Premier vice-président, Infrastructures
et président et chef de la direction,
CDPQ Infra

KIM THOMASSIN¹

Première vice-présidente,
Affaires juridiques et Secrétariat

1. Mme Thomassin est entrée en fonction en janvier 2017.

2. M. Lescure a démissionné de la Caisse le 5 avril 2017.

Rapport financier

ÉVOLUTION DE L'ACTIF

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants est passé de 159,0 G\$ au 31 décembre 2011 à 270,7 G\$ au 31 décembre 2016, soit une hausse de 111,7 G\$ sur cinq ans. Cette croissance provient essentiellement des résultats de placement nets de 100,0 G\$, auxquels s'ajoutent des contributions nettes des déposants de 11,7 G\$ (voir le tableau 52, p. 119).

Durant l'année 2016, l'actif net attribuable aux déposants a augmenté de 22,7 G\$ pour s'établir à 270,7 G\$, comparativement à 248,0 G\$ au 31 décembre 2015. Cette hausse s'explique par des résultats de placement nets de 18,4 G\$, provenant principalement de la catégorie Actions pour 12,3 G\$ et de la catégorie Actifs réels pour 4,4 G\$, ainsi que par des contributions nettes des déposants de 4,3 G\$.

ACTIF TOTAL

L'actif total s'élevait à 315,9 G\$ au 31 décembre 2016, comparativement à 290,8 G\$ à la fin de 2015 (voir le tableau 49). Cette hausse de 25,1 G\$ s'explique par les réinvestissements de revenus de placement, et des gains nets réalisés et les dépôts des déposants. La Caisse, qui bénéficie d'une situation financière solide, a réduit légèrement le ratio de son passif par rapport à l'actif total

à 14 %. Le passif de la Caisse est composé principalement de titres vendus en vertu de conventions de rachat et des programmes de financement émis par la filiale CDP Financière, qui servent notamment à financer l'achat de placements immobiliers.

BIENS SOUS GESTION ET BIENS ADMINISTRÉS

La Caisse et ses filiales administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état consolidé de la situation financière de la Caisse. La Caisse et ses filiales perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs rendus, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et de financements hypothécaires cédés.

Au 31 décembre 2016, les biens sous gestion et biens administrés par la Caisse se situaient à 78,3 G\$, en hausse de 4,9 G\$ par rapport à l'année dernière (voir le tableau 50).

Cette croissance provient principalement du portefeuille administré par la société MCAP Commercial LP, filiale d'Otéra Capital. Cette société administre plus de 57,0 G\$ de prêts hypothécaires résidentiels, commerciaux et de construction au Canada.

TABLEAU 49

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – SITUATION FINANCIÈRE

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2016	2015
ACTIF		
Placements	308 875	286 845
Autres actifs	6 984	3 972
Total de l'actif	315 859	290 817
PASSIF		
Passifs relatifs aux placements	42 890	41 039
Autres passifs	2 223	1 753
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	45 113	42 792
Actif net attribuable aux déposants	270 746	248 025

TABLEAU 50

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – ACTIF TOTAL SOUS GESTION

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2016	2015
Actif total	315 859	290 817
Biens sous gestion	18 569	20 505
Biens administrés	59 723	52 850
Biens sous gestion et biens administrés	78 292	73 355
Actif total sous gestion	394 151	364 172

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Sur cinq ans, les résultats de placement nets se sont élevés à 100,0 G\$ et la catégorie Actions est celle qui y a contribué le plus avec des résultats de 63,7 G\$, dont près de 50,3 G\$ proviennent des portefeuilles de marchés boursiers.

En 2016, la Caisse a enregistré des résultats de placement nets de 18,4 G\$ (voir tableau 51). De ce montant, 12,3 G\$ proviennent de la catégorie Actions, dont une grande partie est attribuable au rendement élevé du marché boursier canadien et des placements privés. La catégorie Actifs réels a également généré des résultats favorables pour 2016, dont la plus forte contribution provient du portefeuille Immeubles avec des résultats de 3,0 G\$.

DÉPÔTS NETS DES DÉPOSANTS

Au 31 décembre 2016, le total des dépôts nets des déposants de 4,3 G\$ s'explique principalement par les contributions du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, du Fonds des générations ainsi que des six nouveaux déposants des régimes de retraite de la Ville de Québec.

TABLEAU 51

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – RÉSULTATS AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS (au 31 décembre – en millions de dollars)

	2016	2015
Revenu net de placement	9 063	7 504
Charges d'exploitation	(463)	(396)
Revenu net	8 600	7 108
Gains nets réalisés	9 556	975
Gains nets non réalisés	261	12 026
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur	9 817	13 001
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	18 417	20 109

TABLEAU 52

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – SOMMAIRE DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS (pour la période de 2012 à 2016 – en milliards de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	5 ans
Actif net attribuable aux déposants au début	248,0	225,9	200,1	176,2	159,0	159,0
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	18,4	20,1	23,8	22,8	14,9	100,0
Contributions nettes des déposants	4,3	2,0	2,0	1,1	2,3	11,7
Actif net attribuable aux déposants à la fin	270,7	248,0	225,9	200,1	176,2	270,7

ANALYSE DES CHARGES D'EXPLOITATION ET DES FRAIS DE GESTION EXTERNE

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration des portefeuilles. Quant aux frais de gestion externe, il s'agit des sommes versées à des institutions financières externes pour gérer des fonds au nom de la Caisse.

Pour l'exercice 2016, les charges d'exploitation s'élèvent à 463 M\$, comparativement à 396 M\$ en 2015. Cet écart fait suite au déploiement de la planification stratégique visant notamment l'accroissement de la présence de la Caisse à l'international, une approche de gestion en absolu et une augmentation des actifs moins liquides nécessitant l'acquisition de main-d'œuvre spécialisée. Pour leur part, les frais de gestion externe ont totalisé 38 M\$, soit 11 M\$ de plus qu'en 2015, découlant essentiellement d'une augmentation de la valeur des placements confiés aux gestionnaires externes notamment dans les marchés en croissance. Aux états financiers consolidés, les frais relatifs à la gestion externe sont présentés à l'encontre des revenus de placement.

La somme des charges d'exploitation et des frais de gestion externe s'établit à 501 M\$ en 2016, contre 423 M\$ en 2015. Cette somme représente 20,0 cents par 100 \$ d'actif net moyen, ce qui se compare favorablement par rapport à nos pairs (voir le graphique 53).

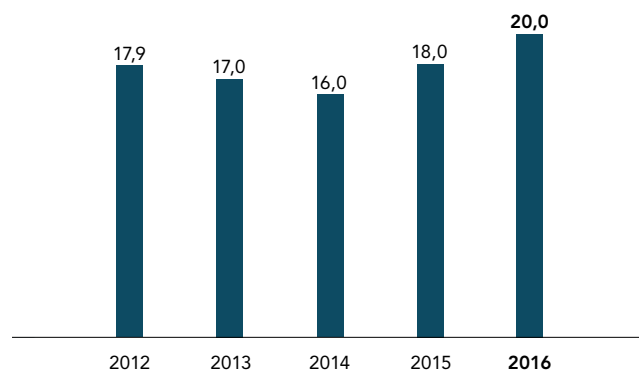
Sur cinq ans, les charges d'exploitation et les frais de gestion externe sont à un niveau relativement stable de 18,0 cents par 100 \$ d'actif net moyen.

EFFICIENCE OPÉRATIONNELLE

La Caisse révisé périodiquement ses façons de faire et maintient un contrôle serré de ses charges d'exploitation. Elle a pour objectif de maintenir ses charges d'exploitation à un niveau qui, toutes proportions gardées relativement à la composition des placements, se compare avantageusement à celui d'autres gestionnaires de fonds institutionnels de sa taille menant des activités similaires. La Caisse participe depuis plusieurs années à des travaux d'étalonnage des coûts par catégorie d'actif.

GRAPHIQUE 53

CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS DE GESTION EXTERNE EXPRIMÉS PAR 100 \$ D'ACTIF NET MOYEN DES DÉPOSANTS
(pour les périodes terminées le 31 décembre – en cents)



CDP FINANCIÈRE

CDP Financière est une filiale en propriété exclusive de la Caisse. Ses opérations visent à optimiser les coûts de financement des activités de la Caisse et de ses filiales, à permettre une diversification des sources de financement et à assurer l'appariement des actifs financés en termes de devises et de taux d'intérêt. Pour réaliser ses objectifs, elle a recours à deux programmes de financement sur les marchés institutionnels locaux et internationaux : des emprunts à court et à long terme.

EMPRUNTS À COURT TERME

Au 31 décembre 2016, l'encours du financement à court terme s'élevait à 4,8 G\$, soit 1 G\$ sur le marché canadien et 2,9 G\$ US sur le marché américain. En 2016, l'échéance moyenne des emprunts sur le marché canadien a été de 103 jours, pour un montant total des transactions de 3,8 G\$, alors que sur le marché américain elle a été de 109 jours, pour un montant total des transactions de 9,7 G\$ US.

EMPRUNTS À TERME

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des billets à terme en circulation de CDP Financière totalisait 9,6 G\$, comparativement à 9,9 G\$ à la fin de 2015 (voir le graphique 54). La baisse de 0,3 G\$ par rapport à 2015 est attribuable en grande partie à la dépréciation du dollar américain face au dollar canadien.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique du financement s'établit comme suit : 77 % des titres de créance sont en circulation sur le marché américain, 15 % sur le marché canadien et 8 % sur le marché européen.

LES AGENCES DE NOTATION CONFIRMENT LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE DE LA CAISSE

Les agences de notation Dominion Bond Rating Services (DBRS), Moody's Investors Service (Moody's) et Standard & Poor's (S&P) ont maintenu leurs cotes de crédit de première qualité, avec une perspective stable en 2016 (voir le tableau 55). Les cotes de crédit de CDP Financière et de la Caisse ont été publiées en juillet, septembre et novembre 2016.

GRAPHIQUE 54

RÉPARTITION DU PASSIF – CDP FINANCIÈRE
(juste valeur marchande au 31 décembre – en milliards de dollars)

■ Billets de trésorerie
■ Billets à terme

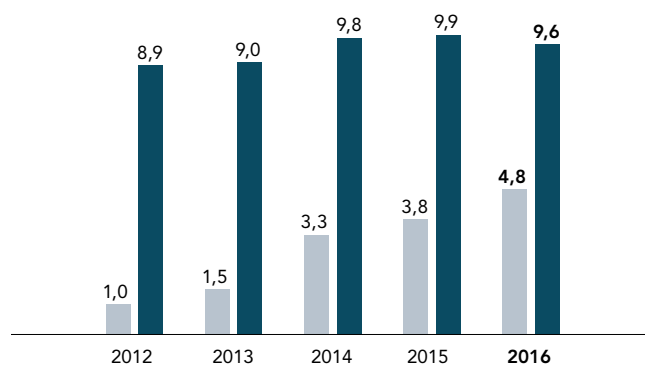


TABLEAU 55

COTES DE CRÉDIT

	Court terme	Long terme
DBRS	R-1 (élevé)	AAA
Moody's	Prime-1 (Aaa)	Aaa
S&P	A-1 + A-1 (ÉLEVÉ)	AAA

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Caisse comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. L'actif net attribuable aux déposants présenté à l'état consolidé de la situation financière reflète le regroupement de la valeur nette des comptes de chacun des déposants de la Caisse. La note 2 des États financiers consolidés audités au 31 décembre 2016 décrit les principales méthodes comptables utilisées par la Caisse.

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés de la Caisse sont préparés selon les normes comptables en vigueur, soit les Normes internationales d'information financière (IFRS), tel que stipulé dans la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

AUDIT EXTERNE

Conformément à la loi sur la Caisse, les co-auditeurs ont audité l'ensemble des livres comptables de la Caisse et ont émis un rapport des auditeurs non modifié pour chacun des 69 états financiers.

Principales normes comptables IFRS s'appliquant aux états financiers consolidés de la Caisse

Entités d'investissement

En vertu de l'IFRS 10 *États financiers consolidés*, les filiales qui constituent un placement pour une entité d'investissement doivent être présentées et évaluées à la juste valeur. Ainsi, la Caisse, qui se qualifie à titre d'entité d'investissement, ne consolide pas ses placements notamment dans des filiales immobilières, de dettes immobilières, de placements privés ainsi que d'infrastructures. L'évaluation de ces placements repose sur une technique d'évaluation d'entreprise selon les IFRS.

Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* fournit une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les principales techniques d'évaluation des placements liquides et moins liquides de la Caisse sont décrites à la note 7 des États financiers consolidés, à la page 146.

Mesures financières

Dans le cadre de la publication de certaines informations incluses dans le rapport annuel, la Caisse utilise et présente à la fois des mesures conformes aux IFRS et certaines mesures financières non conformes aux IFRS. La Caisse est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements utiles et supplémentaires à l'analyse de l'information financière (voir les notes générales 3 et 6, à la page 181).

ÉVALUATION DES PLACEMENTS À LA JUSTE VALEUR

POLITIQUE D'ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS

L'évaluation des placements est un processus par lequel une juste valeur est attribuée à chaque investissement de la Caisse en vue de la préparation des états financiers consolidés. L'évaluation des placements à la juste valeur est effectuée périodiquement conformément à la politique d'évaluation des investissements de la Caisse qui est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique globale est ensuite appuyée par la directive d'évaluation et les protocoles qui prévoient la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement. La politique, la directive et les protocoles dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de comptes. La mise en application de la politique est la responsabilité du comité d'évaluation qui relève du comité de direction. Le comité d'évaluation approuve la directive, la conformité avec la politique et la juste valeur des placements de la Caisse chaque semestre. Par la suite, le comité d'évaluation recommande ces justes valeurs au comité de vérification. Cette politique est conforme aux normes et pratiques d'organismes canadiens et internationaux en matière d'évaluation.

En vertu de la politique, lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues.

De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse peut procéder à des tests de contrôle *a posteriori*, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes.

Les co-auditeurs ont accès à l'ensemble des dossiers d'évaluation dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés de fin d'année.

CADRE CONCEPTUEL

Les normes IFRS définissent la juste valeur et fournissent des directives sur l'évaluation ainsi que les informations à fournir relativement à la juste valeur. Les entités sont tenues de maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et de minimiser l'utilisation de données d'entrée non observables lors de l'évaluation de la juste valeur. La juste valeur doit être établie en faisant l'hypothèse que les placements sont disponibles à la vente, c'est-à-dire que la juste valeur des placements correspond à une valeur de sortie à la date des états financiers. L'objectif des normes comptables est de définir un cadre conceptuel unique susceptible d'être utilisé dans toutes les situations nécessitant l'évaluation de la juste valeur.

La Caisse considère que les normes IFRS en matière d'évaluation de la juste valeur constituent un cadre cohérent. Toutefois, ces normes restrictives ne tiennent pas compte du fait que, conformément à l'horizon d'investissement à très long terme adopté par ses principaux déposants, la Caisse a les moyens et l'intention de détenir certains placements jusqu'à ce que leur valeur optimale soit atteinte.

Ainsi, la juste valeur établie au 31 décembre 2016 pour les placements dans des marchés moins liquides tels que les biens immobiliers, les dettes immobilières, les placements privés et les infrastructures reflète la volatilité générale des marchés financiers, ce qui peut présenter des écarts par rapport à la valeur économique des placements détenus à long terme.

La note 7 des États financiers consolidés, à la page 146, décrit les techniques d'évaluation des placements à la juste valeur.

États financiers consolidés

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et énoncées dans le *Manuel de CPA Canada*. Nous nous assurons que les données financières figurant dans le rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés comprennent des montants qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, la direction a fait des choix relatifs à l'information à présenter, fait des estimations et posé des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, notamment en raison de l'évolution des marchés financiers ou d'autres événements pouvant avoir une incidence sur la juste valeur des placements.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne élaboré, appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de la Caisse est fondé notamment sur : une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches et la délégation de pouvoirs ; des ressources compétentes ; des procédures et des systèmes d'information, des outils et des pratiques appropriés, de l'information pertinente et fiable dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités ; des mesures de contrôle, de conformité et de gestion intégrée des risques proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs de la Caisse ; et l'existence et la surveillance du respect d'un ensemble élaboré de politiques internes.

Ce dispositif de contrôle permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, le groupe de vérification interne de la Caisse procède régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers consolidés et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences légales auxquelles la Caisse est assujettie, notamment la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*.

Annuellement, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse, le cas échéant.

Le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« les co-auditeurs ») ont procédé à l'audit des états financiers consolidés de la Caisse au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et leur rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et comporte l'expression de leur opinion. Les co-auditeurs peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

Le conseil d'administration et ses comités exercent un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux risques et de l'évaluation d'opérations importantes. En outre, le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés et le rapport annuel.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui est composé uniquement d'administrateurs externes. Ce comité rencontre la direction et les co-auditeurs, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.



MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Montréal, le 21 février 2017



MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE, IAS.A

Première vice-présidente et
Chef de la Direction financière

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016 et les états consolidés du résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 2016 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

 *Guylaine Leclerc* FCPA auditrice, FCA

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 21 février 2017

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

 *Ernst & Young* s.r.l./S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA, permis n° A112431

Montréal, le 21 février 2017

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2016


(en millions de dollars canadiens)	2016	2015
Actif		
Trésorerie	651	420
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	3 898	1 288
Avances à des déposants	1 068	776
Revenus de placement courus et à recevoir	1 173	1 226
Autres actifs	194	262
Placements (note 4)	308 875	286 845
Total de l'actif	315 859	290 817
Passif		
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 687	1 224
Autres passifs financiers	536	529
Passifs relatifs aux placements (note 4)	42 890	41 039
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	45 113	42 792
Actif net attribuable aux déposants	270 746	248 025

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil d'administration,



MICHAEL SABIA



FRANÇOIS JOLY

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

(en millions de dollars canadiens)	2016	2015
Revenus de placement (note 9)	9 682	8 131
Dépenses de placement (note 9)	(619)	(627)
Revenu net de placement (note 9)	9 063	7 504
Charges d'exploitation (note 11)	(463)	(396)
Revenu net	8 600	7 108
Gains nets réalisés (note 10)	9 556	975
Gains nets non réalisés (note 10)	261	12 026
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur	9 817	13 001
Résultat de placement net avant distributions aux déposants (note 10)	18 417	20 109
Distributions aux déposants	(11 783)	(12 801)
Résultat global attribuable aux déposants	6 634	7 308

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2014	225	198	1 621	223 807	225 851
Attributions et distributions					
Résultat global attribuable aux déposants	–	–	–	7 308	7 308
Distributions aux déposants	12 304	–	497	–	12 801
Dépôts à participation					
Émission d'unités de dépôts à participation	(14 539)	–	–	14 539	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	282	–	–	(282)	–
Dépôts nets					
Variation nette des dépôts à terme	193	(193)	–	–	–
Contributions nettes des déposants	2 065	–	–	–	2 065
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2015	530	5	2 118	245 372	248 025
Attributions et distributions					
Résultat global attribuable aux déposants	–	–	–	6 634	6 634
Distributions aux déposants	12 528	–	(745)	–	11 783
Dépôts à participation					
Émission d'unités de dépôts à participation	(17 312)	–	–	17 312	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	679	–	–	(679)	–
Dépôts nets					
Variation nette des dépôts à terme	(1)	1	–	–	–
Contributions nettes des déposants	4 304	–	–	–	4 304
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2016	728	6	1 373	268 639	270 746

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

(en millions de dollars canadiens)	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat global attribuable aux déposants	6 634	7 308
Ajustements pour :		
(Gains) pertes nets non réalisés et amortissement sur les billets et les emprunts à payer	(359)	1 117
Distributions aux déposants	11 783	12 801
Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation		
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	(2 610)	58
Avances à des déposants	(292)	314
Revenus de placement courus et à recevoir	53	(77)
Autres actifs	68	(139)
Placements	(23 035)	(19 625)
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	463	(76)
Autres passifs financiers	7	(119)
Passifs relatifs aux placements	1 065	(3 545)
	(6 223)	(1 983)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation nette des billets de trésorerie à payer	(1 725)	566
Émission de billets de trésorerie à payer	6 421	3 200
Remboursement de billets de trésorerie à payer	(3 625)	(3 350)
Variation nette des emprunts à payer	74	(232)
Émission d'emprunts à payer	–	1
Remboursement des emprunts à payer	–	(642)
Remboursement de billets à terme à payer	–	(1 000)
Contributions nettes des déposants	4 304	2 065
	5 449	608
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(774)	(1 375)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	2 665	4 040
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	1 891	2 665
Trésorerie et équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :		
Trésorerie	651	420
Placements		
Titres achetés en vertu de conventions de revente	1 240	2 245
	1 891	2 665
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	10 130	8 289
Intérêts payés	(574)	(536)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(Les chiffres présentés dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

01

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse), personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (Loi).

La Caisse a élu domicile au Québec, Canada. L'adresse du siège social est le 65, rue Sainte-Anne, Québec, Canada. Le bureau principal de la Caisse est situé au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal, Canada.

La Caisse a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Ces états financiers consolidés ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de la Caisse. Les états financiers consolidés de la Caisse comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les activités d'investissement des déposants dans les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse s'effectuent par l'intermédiaire d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

FONDS GÉNÉRAL

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent la gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et des activités de financement de la Caisse.

FONDS PARTICULIERS

Les fonds particuliers regroupent principalement des placements diversifiés dans des portefeuilles spécialisés. Chacun des fonds particuliers est dédié à un seul déposant qui investit dans des dépôts à participation de fonds particuliers.

Les fonds particuliers des déposants sont les suivants :

Fonds 300 : Fonds du Régime de rentes du Québec administré par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec);

Fonds 301 : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances);

Fonds 302 : Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances);

Fonds 303 : Régimes particuliers administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances);

Fonds 305 : Régime de retraite des élus municipaux administré par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances);

Fonds 306 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Volets à prestations déterminées administré par le Comité de retraite;

Fonds 307 : Fonds d'assurance automobile du Québec administré par la Société de l'assurance automobile du Québec;

Fonds 311 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte général administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 312 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte des retraités administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 313 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte complémentaire administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 314 : Fonds d'assurance-dépôts administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 315 : Compte dédié administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 316 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RREGOP administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

- Fonds 317 :** Fonds d'amortissement du régime de retraite – RRPE administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 318 :** Fonds d'amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 326 :** Fonds d'assurance-récolte administré par La Financière agricole du Québec;
- Fonds 328 :** Régime de rentes de survivants administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;
- Fonds 329 :** Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;
- Fonds 330 :** Fonds de la santé et de la sécurité du travail administré par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (anciennement la Commission de la santé et de la sécurité du travail);
- Fonds 332 :** Fonds des cautionnements des agents de voyages – cautionnements individuels administré par l'Office de la protection du consommateur;
- Fonds 333 :** Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages administré par l'Office de la protection du consommateur;
- Fonds 335 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2020 administré par le Comité de retraite;
- Fonds 336 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2030 administré par le Comité de retraite;
- Fonds 337 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2040 administré par le Comité de retraite;
- Fonds 338 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2050 administré par le Comité de retraite;
- Fonds 339 :** Fonds d'indemnisation des services financiers administré par l'Autorité des marchés financiers (constitué le 1^{er} juillet 2015);
- Fonds 340 :** Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne administrés par le Comité de retraite conjoint des Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne (constitué le 1^{er} juillet 2015);
- Fonds 341 :** Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds de trésorerie administré par l'Autorité des marchés financiers (dissous le 1^{er} avril 2015);
- Fonds 342 :** Régime de retraite de l'Université du Québec administré par le Comité de retraite du Régime de retraite de l'Université du Québec;
- Fonds 343 :** Fonds d'assurance parentale administré par le Conseil de gestion de l'assurance parentale;
- Fonds 344 :** Réserve administré par la Financière agricole du Québec (constitué le 1^{er} janvier 2016);
- Fonds 347 :** Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec administré par le Comité de placement;
- Fonds 351 :** Fonds des générations administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 353 :** Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse participants administré par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances);
- Fonds 354 :** Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse employeurs administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 361 :** Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;
- Fonds 362 :** Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;
- Fonds 363 :** Régime de retraite des employés de la Ville de Laval administré par le Comité de retraite des employés de la Ville de Laval;
- Fonds 367 :** Fonds d'information sur le territoire administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 368 :** Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds capitalisé administré par l'Autorité des marchés financiers;
- Fonds 369 :** Fonds des congés de maladie accumulés administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 371 :** Fonds des congés de maladie accumulés – ARQ administré par l'Agence du revenu du Québec;
- Fonds 372 :** Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval administré par les Comités de retraite;

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

- Fonds 373 :** Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges administré par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances);
- Fonds 374 :** Fiducie globale Ville de Magog administrée par le Comité de retraite mixte;
- Fonds 376 :** Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke administré par le Comité de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke;
- Fonds 378 :** Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels – Fonds des cotisations des employés administré par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances);
- Fonds 383 :** Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke administré par le Comité de retraite;
- Fonds 384 :** Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1^{er} novembre 2016);
- Fonds 385 :** Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1^{er} novembre 2016);
- Fonds 386 :** Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1^{er} novembre 2016);
- Fonds 387 :** Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1^{er} novembre 2016);
- Fonds 388 :** Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1^{er} novembre 2016);
- Fonds 389 :** Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite (constitué le 1^{er} novembre 2016);
- Fonds 393 :** Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique administré par le Comité de retraite;
- Fonds 395 :** Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités administré par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances) (constitué le 1^{er} janvier 2015).

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes dans lesquelles les fonds particuliers peuvent investir sous forme de dépôts à participation. Les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse sont :

- Immeubles (710);
- Marchés boursiers (737)¹;
- Valeurs à court terme (740);
- Dettes immobilières (750)²;
- Obligations (760)²;
- Obligations à rendement réel (762);
- Obligations à long terme (764);
- Répartition de l'actif (771);
- BTAA (772);
- Stratégies actives de superposition (773);
- Placements privés (780);
- Infrastructures (782).

1. Dans le cadre de la Planification stratégique des investissements (PSI), la Caisse a recommandé une révision de l'offre globale de portefeuilles offerts aux déposants. Conséquemment, le 1^{er} janvier 2016, les portefeuilles spécialisés de marchés boursiers (Actions canadiennes (720), Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732) et Actions Qualité mondiale (736)) ont été regroupés dans le nouveau portefeuille spécialisé Marchés boursiers (737). À cette même date, tous les actifs et les passifs des portefeuilles spécialisés de marchés boursiers ont été regroupés dans ce nouveau portefeuille spécialisé. Ce regroupement n'a eu aucune incidence sur l'actif net consolidé et sur le résultat global attribuable aux déposants.

2. Dans le cadre de la PSI, la Caisse a recommandé une révision de l'offre globale de portefeuilles offerts aux déposants. Conséquemment, le 1^{er} janvier 2017, les actifs et les passifs des portefeuilles spécialisés Obligations (760) et Dettes immobilières (750) ont été transférés à la juste valeur dans les deux nouveaux portefeuilles spécialisés Taux (765) et Crédit (766). À cette même date, le portefeuille spécialisé Obligations (760) ainsi que le portefeuille spécialisé Dette immobilières (750) ont été dissouts. Ce regroupement n'a eu aucune incidence sur l'actif net consolidé et sur le résultat global attribuable aux déposants.

02

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

PRÉSENTATION ET BASE D'ÉVALUATION

La Caisse évalue à la juste valeur par le biais du résultat net les instruments financiers, incluant les participations dans des filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les entités structurées. Les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement et des services administratifs et de gestion sont consolidées conformément aux modalités prévues à l'IFRS 10 – *États financiers consolidés*.

L'état consolidé de la situation financière est présenté selon le critère de liquidité.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les présents états financiers consolidés de la Caisse ont été approuvés par le conseil d'administration le 21 février 2017.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés de la Caisse sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle.

CONVERSION DE DEVISES

Les actifs et les passifs financiers libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les transactions en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les écarts de conversion sur les placements et les passifs relatifs aux placements sont présentés à l'état consolidé du résultat global à la rubrique « Gains nets non réalisés ». À la vente d'un placement ou au règlement d'un passif relatif aux placements, le gain ou la perte sur la conversion de devises est présenté à la rubrique « Gains nets réalisés » à l'état consolidé du résultat global. Les écarts de conversion des éléments monétaires sont inclus à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » à l'état consolidé du résultat global.

RECOURS AU JUGEMENT ET À DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés de la Caisse selon les IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des principales méthodes comptables décrites dans les sections suivantes et sur les montants présentés à l'état consolidé de la situation financière et à l'état consolidé du résultat global.

JUGEMENT

Qualification à titre d'entité d'investissement

Le recours au jugement s'effectue principalement au niveau de la qualification de la Caisse à titre d'entité d'investissement. La Caisse satisfait aux trois critères obligatoires de la définition d'IFRS 10, soit : 1) Obtenir des fonds d'un ou de plusieurs déposants; 2) Déclarer à ses déposants que sa mission est d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement et 3) Évaluer et mesurer la performance de ses investissements sur la base de la juste valeur.

De plus, selon l'IFRS 10, quatre caractéristiques typiques sont suggérées dans le cadre d'une analyse de la qualification d'une entité à titre d'entité d'investissement, soit : 1) Détenir plus d'un investissement; 2) Avoir plusieurs déposants; 3) Avoir des investisseurs qui ne sont pas des parties liées et 4) Détenir des droits de propriété sous forme de titres de capitaux propres ou d'intérêts similaires. Malgré que la Caisse ne satisfait pas à la troisième caractéristique typique d'une entité d'investissement en raison du fait que la Caisse et les déposants sont liés, la Caisse se qualifie tout de même à titre d'entité d'investissement. En effet, la direction est d'avis que le fait d'avoir des déposants liés à l'entité d'investissement ne compromet pas la mission de la Caisse de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement pour ses déposants.

Présentation de la hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers

La direction doit porter un jugement quant à l'importance de chaque donnée d'entrée dans l'établissement de la classification du niveau hiérarchique, tel que décrit à la note 7.

Intérêts détenus dans des entités

La direction doit porter un jugement afin de déterminer si la Caisse exerce un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur certaines entités, tel que décrit à la note 17, ainsi que sur la détention d'intérêts dans des entités structurées. Le jugement sur la relation entre la Caisse et toute entité dans laquelle la Caisse investit est effectué au moment de l'investissement initial et doit être réévalué lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs éléments ont changé.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La Caisse détient des intérêts dans une entité structurée, lorsque les droits de vote ou les droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité.

La Caisse contrôle une filiale, incluant une entité structurée, seulement si les critères d'IFRS 10 sont réunis, soit : 1) Elle détient le pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux activités pertinentes de l'entité; 2) Elle est exposée ou a le droit à des rendements variables en raison des liens avec l'entité et 3) Elle a la capacité d'exercer le pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements. Lorsque la direction évalue le pouvoir décisionnel, plusieurs facteurs sont pris en compte, dont l'existence et l'effet de droits de vote actuels et potentiels détenus par la Caisse qui sont exerçables, la détention d'instruments convertibles en actions donnant des droits de vote, l'existence d'accords contractuels permettant de diriger les activités pertinentes de l'entité ainsi que d'autres circonstances ayant une incidence sur la prise de décision.

La Caisse exerce une influence notable sur une entreprise associée lorsqu'elle participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité. La Caisse est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient 20 % ou plus des droits de vote d'une entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur celle-ci. La Caisse exerce un contrôle conjoint sur une coentreprise lorsqu'il y a une entente contractuelle ou implicite nécessitant le consentement unanime des parties partageant le contrôle des activités pertinentes et lorsque ces parties ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Les principales estimations et hypothèses, présentées à la note 7, ont trait à l'évaluation de la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements classés de niveau 3 selon la hiérarchie de la juste valeur. Les valeurs réelles peuvent différer des valeurs estimées.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Caisse comprennent la trésorerie, les montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement, les avances à des déposants, les revenus de placement courus et à recevoir, les placements, les montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les autres passifs financiers, les passifs relatifs aux placements et l'actif net attribuable aux déposants.

CLASSIFICATION ET MESURE

Les instruments financiers sont classés par catégorie selon leur nature et leurs caractéristiques. La direction détermine le classement au moment de la comptabilisation initiale qui correspond à la date d'acquisition. Tous les instruments financiers de la Caisse sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert qui sont obligatoirement classés comme détenus à des fins de transaction et qui sont mesurés à la juste valeur. La direction a fait le choix de désigner tous les autres instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, étant donné que la gestion de ceux-ci est effectuée et leur performance évaluée sur la base d'un modèle à la juste valeur.

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement et subséquentement à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments financiers sont présentées à la rubrique « Gains nets non réalisés » à l'état consolidé du résultat global. Les revenus et les dépenses de placement sont présentés à la rubrique « Revenu net de placement » à l'état consolidé du résultat global.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Lors de sa comptabilisation initiale, la meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est le prix de la transaction, soit la juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée. Subséquentement, la juste valeur des instruments financiers est établie à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi que des données d'entrée non observables. La Caisse utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les caractéristiques de l'instrument financier, la disponibilité des données d'entrée et les hypothèses que prendraient en compte les intervenants du marché, tout en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et en minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables. Les techniques d'évaluation sont appliquées de façon constante. Les informations relatives à la juste valeur sont présentées à la note 7.

Trésorerie

La trésorerie représente les liquidités déposées auprès d'institutions financières reconnues et porte intérêt aux taux du marché.

Placements

Les placements comprennent les équivalents de trésorerie, les titres à revenu fixe, les titres à revenu variable, les participations dans des filiales non consolidées ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les équivalents de trésorerie comprennent des titres achetés en vertu de conventions de revente. Ces titres répondent à la définition d'équivalents de trésorerie puisqu'ils sont utilisés à des fins de gestion de la trésorerie, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, sont soumis à un risque négligeable de variations de la juste valeur et leur échéance initiale est de trois mois et moins. Ces instruments financiers portent intérêt aux taux du marché.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, les titres achetés en vertu de conventions de revente, les créances d'entreprises, les obligations et les billets à terme adossés à des actifs (BTAA). Les achats et les ventes de titres à revenu fixe sont constatés à la date de transaction.

Les titres à revenu variable comprennent les actions et les valeurs convertibles de sociétés cotées, de sociétés fermées, incluant des fonds de placement privés et d'infrastructures, ainsi que des fonds de couverture. Les achats et les ventes d'actions et de valeurs convertibles et de fonds de couverture sont constatés à la date de transaction alors que les achats et les ventes de fonds de placement privés et d'infrastructures sont constatés à la date de règlement.

Les participations dans des filiales non consolidées représentent l'investissement de la Caisse dans des entités contrôlées qui ne sont pas consolidées conformément à l'IFRS 10. L'investissement de la Caisse dans ces entités peut être fait sous forme d'actions ou sous forme d'instruments d'emprunts.

Passifs relatifs aux placements

Les passifs relatifs aux placements comprennent les titres vendus en vertu de conventions de rachat, les titres vendus à découvert, les billets de trésorerie à payer, les emprunts à payer, les billets à terme à payer ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les titres vendus à découvert représentent les engagements de la Caisse d'acheter des titres auprès de tiers pour couvrir ses positions. La Caisse peut vendre à découvert des actions ainsi que des obligations.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et de marché. Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés à la rubrique « Placements » à l'état consolidé de la situation financière, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés à la rubrique « Passifs relatifs aux placements » à l'état consolidé de la situation financière.

La Caisse n'effectue pas de comptabilité de couverture. Toutefois, elle peut utiliser des instruments financiers dérivés pour couvrir économiquement certains risques financiers. Lorsque la Caisse a identifié une relation de couverture économique, les gains ou les pertes réalisés sur l'instrument financier dérivé correspondant à la relation de couverture sont reclassés à titre de revenus ou de dépenses de placement provenant de l'instrument couvert économiquement.

Opérations en voie de règlement

Les transactions effectuées avec des contreparties pour la vente ou l'achat de titres qui n'ont pas encore été réglées à la date de clôture sont comptabilisées respectivement aux rubriques « Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement » et « Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement » à l'état consolidé de la situation financière.

DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

La Caisse décomptabilise des actifs financiers lorsque tous les droits contractuels de ces actifs arrivent à échéance ou lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ont été transférés et lorsqu'elle a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'actif financier de sorte qu'elle ne conserve pas le contrôle de cet actif. Lorsque la Caisse considère qu'elle conserve la quasi-totalité des risques et avantages lors du transfert d'un actif financier, celui-ci n'est pas décomptabilisé de l'état consolidé de la situation financière et, s'il y a lieu, un passif financier correspondant est comptabilisé. Les actifs financiers transférés, mais non décomptabilisés sont présentés à la note 14. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation s'y rattachant est éteinte, annulée ou échue.

Titres achetés en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Caisse conclut des opérations d'achat et de vente de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, qu'elle s'engage à revendre ou à racheter auprès de la contrepartie à une date ultérieure.

Les titres achetés ne sont pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière puisque la contrepartie conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants déboursés sous forme de trésorerie sont décomptabilisés et un actif correspondant est comptabilisé dans les placements sous la catégorie « Titres achetés en vertu de conventions de revente ».

Les titres vendus ne sont pas décomptabilisés de l'état consolidé de la situation financière puisque la Caisse conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants reçus sous forme de trésorerie sont comptabilisés et un passif correspondant est comptabilisé dans les passifs relatifs aux placements sous la catégorie « Titres vendus en vertu de conventions de rachat ».

La différence entre le prix d'achat et le prix de revente ainsi que la différence entre le prix de vente et le prix de rachat sont respectivement comptabilisées à titre de revenus d'intérêts et à titre de dépenses d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont présentées aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » à l'état consolidé du résultat global.

Prêts et emprunts de titres

La Caisse conclut des opérations de prêts et d'emprunts de titres sur les placements en actions. Ces opérations sont généralement garanties par des titres reçus des contreparties ou donnés par la Caisse, respectivement. Les titres prêtés ne sont pas décomptabilisés et les titres empruntés ne sont pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière puisque la Caisse ou la contrepartie conserve respectivement les risques et avantages liés à ces titres. Les revenus et les dépenses résultant des opérations de prêts et d'emprunts de titres sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » à l'état consolidé du résultat global.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants se compose des dépôts à vue, des dépôts à terme, des distributions à verser aux déposants ainsi que des dépôts à participation.

Dépôts à vue et dépôts à terme

Les dépôts à vue portent intérêt à taux variable et sont remboursables à vue. Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe ou à taux variable et sont remboursables à l'échéance. Les dépôts à vue et les dépôts à terme représentent des créances de la Caisse à l'égard des déposants conformément au *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse* (Règlement).

Distributions à verser aux déposants

Conformément au Règlement, les distributions à verser aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers qui sont comptabilisés à la clôture de chaque mois et qui sont versés au compte de dépôts à vue des déposants au début du mois suivant. Les distributions peuvent également s'effectuer par l'émission d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités de participation pour chacun des fonds particuliers. Chaque unité de participation confère à son détenteur une participation dans l'actif net du fonds. La valeur de l'actif net par unité est établie en divisant l'actif net du fonds particulier par le nombre d'unités en circulation. Les déposants peuvent acheter ou annuler des unités de dépôts à participation à cette valeur au début de chaque mois. L'écart entre le produit d'annulation et la valeur comptable à l'émission est récupéré au compte de dépôts à vue du déposant. De plus, les unités de dépôts à participation confèrent à leur détenteur le droit de recevoir des distributions. Les unités de dépôts à participation sont des instruments financiers définis comme l'avoir des déposants conformément au Règlement et ces unités sont subordonnées à toutes les autres catégories de passifs financiers.

REVENU NET

REVENUS ET DÉPENSES DE DIVIDENDES ET D'INTÉRÊTS

Les revenus de dividendes sont comptabilisés lorsque la Caisse obtient le droit au dividende, généralement à compter de la date ex-dividende. Les dépenses de dividendes provenant des actions vendues à découvert sont comptabilisées lorsque les actionnaires obtiennent le droit au dividende.

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus et les dépenses d'intérêts incluent l'amortissement de la prime ou de l'escompte.

Les revenus et les dépenses de dividendes et d'intérêts sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » à l'état consolidé du résultat global.

FRAIS DE GESTION EXTERNE

Les frais de gestion externe représentent les sommes versées à des institutions financières externes, principalement des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers internationaux, pour gérer les fonds appartenant à la Caisse. Les frais de gestion externe de base et les frais de gestion liés à la performance des gestionnaires externes sont comptabilisés respectivement aux rubriques « Dépenses de placement » et « Gains nets réalisés » à l'état consolidé du résultat global.

IMPÔT SUR LE REVENU

En vertu de la loi fédérale et des lois provinciales de l'impôt sur le revenu, la Caisse est exonérée d'impôt au Canada. Les revenus de sociétés étrangères sont sujets à des retenues d'impôt dans certains pays. Les retenues d'impôt sont incluses à la rubrique « Revenu net de placement » à l'état consolidé du résultat global.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration des placements de la Caisse et sont présentées distinctement à l'état consolidé du résultat global.

GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

Lors de la vente de placements, les gains et les pertes réalisés sont calculés selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les gains et les pertes réalisés sur les placements représentent la différence entre la valeur nette de réalisation et le coût d'acquisition. Les gains et les pertes réalisés sur les passifs relatifs aux placements représentent la différence entre la valeur du règlement et la valeur à la comptabilisation initiale. Les gains et les pertes réalisés sur les instruments financiers dérivés représentent les paiements et les encaissements relatifs à ces instruments financiers. Les gains et les pertes réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets réalisés » à l'état consolidé du résultat global. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition, à la vente ainsi qu'à l'émission d'un

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

instrument financier sont présentés à la rubrique « Gains nets réalisés » à l'état consolidé du résultat global. Ces coûts sont composés de frais de commissions, de frais boursiers ainsi que d'honoraires professionnels et juridiques liés aux activités d'investissement et de financement.

Les gains et les pertes non réalisés incluent les variations nettes de la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements de l'exercice ainsi que le renversement des gains et des pertes non réalisés des exercices précédents qui ont été réalisés au cours de l'exercice. Les gains et les pertes non réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » à l'état consolidé du résultat global.

DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Conformément au Règlement, les distributions aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette de l'exercice provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers. Les distributions aux déposants sont comptabilisées à titre de charges financières et sont présentées distinctement à l'état consolidé du résultat global.

03

NOUVELLES NORMES IFRS

Aucune norme publiée ou amendée entrant en vigueur au cours de l'exercice n'a eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

PUBLIÉES AU 31 DÉCEMBRE 2016, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie : Date d'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2017

L'IASB a publié en janvier 2016 des modifications à l'IAS 7 – *Tableau des flux de trésorerie*. Ces modifications comprennent des obligations d'information qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement. L'IASB autorise l'adoption anticipée de ces nouvelles exigences. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon prospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est en cours d'analyse.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients : Date d'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018

L'IASB a publié en mai 2014 une nouvelle norme, l'IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplacera les normes et les interprétations actuelles sur la comptabilisation des revenus. L'IFRS 15 établit un modèle global unique pour la comptabilisation des revenus tirés de contrats conclus avec des clients. Le nouveau modèle vise tous les contrats conclus avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres IFRS tels que les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est en cours d'analyse.

IFRS 9 – Instruments financiers : Date d'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018

L'IASB a publié en juillet 2014 la version finale de l'IFRS 9 – *Instruments financiers* qui remplacera la norme IAS 39 – *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un modèle unique de classement et d'évaluation des actifs financiers qui est fondé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que sur le modèle économique relatif à la détention d'actifs financiers. Concernant l'évaluation des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, la norme prescrit la comptabilisation des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre à l'entité dans les autres éléments du résultat global, sauf si ce traitement contribuerait à créer ou accroître une non-concordance comptable dans le résultat net.

L'IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de dépréciation pour les actifs financiers n'étant pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net qui nécessite la comptabilisation de pertes de crédit attendues plutôt que les pertes subies tel qu'exigé par la norme actuelle. Quant au nouveau modèle de comptabilité de couverture, il permet de mieux aligner la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques.

L'IASB autorise l'adoption anticipée de ces nouvelles exigences. De façon générale, cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est en cours d'analyse.

IFRS 16 – Contrats de location : Date d'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019

L'IASB a publié en décembre 2015 une nouvelle norme, l'IFRS 16 – *Contrats de location*, qui remplacera la norme et les interprétations actuelles sur la comptabilisation des contrats de location. L'IFRS 16 établit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location par les preneurs. Sous ce modèle, le preneur comptabilise la plupart des contrats de location à l'état consolidé de la situation financière. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est en cours d'analyse.

04

PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

A) PLACEMENTS

Les tableaux suivants présentent la juste valeur ainsi que le coût des placements. La répartition géographique est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. La répartition des participations dans des filiales non consolidées est établie selon le pays des investissements sous-jacents alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument :

	31 décembre 2016			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Placements				
Équivalents de trésorerie				
Titres achetés en vertu de conventions de revente	998	242	1 240	1 240
Total des équivalents de trésorerie	998	242	1 240	1 240
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	649	157	806	821
Titres achetés en vertu de conventions de revente	5 895	3 597	9 492	9 504
Créances d'entreprises	1 280	1 212	2 492	2 393
Obligations				
Gouvernements	46 704	6 925	53 629	53 945
Sociétés d'État et autres administrations publiques	5 488	748	6 236	5 927
Secteur corporatif	11 410	6 612	18 022	17 328
Fonds d'obligations	–	1 292	1 292	1 000
BTAA	3 970	–	3 970	4 057
Total des titres à revenu fixe	75 396	20 543	95 939	94 975
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	31 569	76 980	108 549	87 435
Sociétés fermées	1 898	11 395	13 293	11 721
Fonds de couverture	–	2 467	2 467	1 656
Total des titres à revenu variable	33 467	90 842	124 309	100 812
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	18 292	23 055	41 347	23 316
Placements de dettes immobilières	11 559	–	11 559	11 223
Placements privés	3 053	10 453	13 506	10 124
Placements d'infrastructures	1 121	10 379	11 500	9 533
Autres placements	880	7 499	8 379	7 857
Total des participations dans des filiales non consolidées	34 905	51 386	86 291	62 053
Instruments financiers dérivés (note 6)				
	4	1 092	1 096	37
Total des placements	144 770	164 105	308 875	259 117

PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

	31 décembre 2015			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Placements				
Équivalents de trésorerie				
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2 245	–	2 245	2 245
Total des équivalents de trésorerie	2 245	–	2 245	2 245
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	744	140	884	893
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2 742	3 700	6 442	6 436
Créances d'entreprises	1 277	1 727	3 004	2 811
Obligations				
Gouvernements	48 259	4 624	52 883	51 404
Sociétés d'État et autres administrations publiques	6 511	672	7 183	6 929
Secteur corporatif	11 970	7 059	19 029	17 746
Fonds d'obligations	–	718	718	699
BTAA	4 612	–	4 612	4 747
Total des titres à revenu fixe	76 115	18 640	94 755	91 665
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	27 610	68 894	96 504	75 495
Sociétés fermées	2 258	11 774	14 032	11 636
Fonds de couverture	24	3 660	3 684	2 615
Total des titres à revenu variable	29 892	84 328	114 220	89 746
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	17 410	21 289	38 699	21 601
Placements de dettes immobilières	10 982	–	10 982	10 770
Placements privés	2 262	7 628	9 890	6 309
Placements d'infrastructures	858	10 245	11 103	9 091
Autres placements	397	3 369	3 766	3 309
Total des participations dans des filiales non consolidées	31 909	42 531	74 440	51 080
Instruments financiers dérivés (note 6)	150	1 035	1 185	172
Total des placements	140 311	146 534	286 845	234 908

ACTIONS DES MARCHÉS EN CROISSANCE

La Caisse a reçu la qualification d'Investisseur Institutionnel Étranger Qualifié et a obtenu un quota d'investissement afin d'accéder aux marchés de capitaux chinois. Bien que la Caisse ait une stratégie d'investissement à long terme, des conditions doivent être satisfaites auprès des autorités réglementaires dans l'éventualité d'un rapatriement du capital investi. Au 31 décembre 2016, la juste valeur des titres investis s'élève à 1 353 M\$ (1 362 M\$ au 31 décembre 2015).

PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

B) PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

Les tableaux suivants présentent la juste valeur ainsi que le coût des passifs relatifs aux placements. La répartition géographique des passifs financiers non dérivés est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument :

	31 décembre 2016			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Passifs relatifs aux placements				
Passifs financiers non dérivés				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	15 548	6 007	21 555	21 568
Titres vendus à découvert				
Actions	321	9	330	241
Obligations	1 088	4 258	5 346	5 456
Billets de trésorerie à payer	4 813	–	4 813	4 750
Emprunts à payer	–	189	189	190
Billets à terme à payer	9 574	–	9 574	7 295
Total des passifs financiers non dérivés	31 344	10 463	41 807	39 500
Instruments financiers dérivés (note 6)	73	1 010	1 083	26
Total des passifs relatifs aux placements	31 417	11 473	42 890	39 526

	31 décembre 2015			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Passifs relatifs aux placements				
Passifs financiers non dérivés				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	14 575	3 921	18 496	18 488
Titres vendus à découvert				
Actions	809	1 052	1 861	1 433
Obligations	22	4 306	4 328	4 099
Billets de trésorerie à payer	3 775	–	3 775	3 669
Emprunts à payer	–	116	116	116
Billets à terme à payer	9 899	–	9 899	7 293
Total des passifs financiers non dérivés	29 080	9 395	38 475	35 098
Instruments financiers dérivés (note 6)	440	2 124	2 564	137
Total des passifs relatifs aux placements	29 520	11 519	41 039	35 235

05

RÉPARTITION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente la répartition de l'actif net attribuable aux déposants selon l'offre globale des portefeuilles spécialisés de la Caisse :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Revenu fixe		
Valeurs à court terme	6 157	4 584
Obligations	68 075	67 860
Obligations à long terme	2 640	2 390
Dettes immobilières	11 553	11 300
Obligations à rendement réel	1 087	1 090
	89 512	87 224
Actifs réels		
Infrastructures	14 640	12 957
Immeubles	31 721	26 955
	46 361	39 912
Actions		
Marchés boursiers ¹	101 272	91 454
Placements privés	30 387	26 099
	131 659	117 553
Autres placements		
Répartition de l'actif	1 370	1 810
BTAA	241	102
Stratégies actives de superposition	626	454
	2 237	2 366
Activités personnalisées des fonds particuliers ² et activités de trésorerie	977	970
Actif net attribuable aux déposants	270 746	248 025

1. Le 1^{er} janvier 2016, les portefeuilles spécialisés de marchés boursiers ont été regroupés dans le nouveau portefeuille spécialisé Marchés boursiers. Conséquemment, l'offre de portefeuilles au 31 décembre 2015 est présentée afin de tenir compte de ce regroupement.
2. Les activités personnalisées constituent la détention directe d'instruments financiers dérivés par les fonds particuliers destinés à la gestion personnalisée de l'exposition désirée par chacun des déposants.

06

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier) ou une marchandise (métal précieux, denrée ou pétrole). Certains instruments financiers dérivés sont réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation. La Caisse a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats à terme sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Les contrats à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote. Les contrats à terme normalisés ont des modalités fixées par un marché réglementé.

Les options sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un sous-jacent, d'un indice ou d'une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date ultérieure déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.

Les trocs sont des dérivés négociés sur des marchés hors cote par lesquels deux parties conviennent d'échanger une série de flux de trésorerie selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence, des dates de versement et une durée.

Les bons de souscription sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, permettant l'achat d'un élément sous-jacent à un prix établi par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés détenus par la Caisse :

	31 décembre 2016			31 décembre 2015		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés réglementés						
Dérivés de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	–	–	67 694	–	–	41 548
Dérivés sur actions						
Contrats à terme normalisés	–	–	14 518	–	–	5 944
Options	–	–	93	29	20	1 610
Bons de souscription	5	–	19	3	–	40
Dérivés de produits de base						
Contrats à terme normalisés	1	1	156	–	–	115
Options	6	1	275	1	1	426
Total des marchés réglementés	12	2	82 755	33	21	49 683
Marchés hors cote						
Dérivés de taux d'intérêt						
Trocs	161	–	1 703	502	403	16 293
Trocs réglés sur une chambre de compensation	–	–	52 067	–	–	42 445
Options	–	–	–	45	27	17 130
Dérivés de change						
Trocs	94	64	1 192	29	171	3 212
Contrats à terme de gré à gré ¹	605	674	66 169	450	1 769	59 625
Options	49	42	2 326	20	12	2 136
Dérivés de défaillance de crédit						
Trocs	–	–	–	–	–	42
Trocs réglés sur une chambre de compensation	–	–	2 548	–	–	–
Dérivés sur actions						
Trocs	175	301	11 530	106	161	6 986
Bons de souscription	–	–	3	–	–	3
Total des marchés hors cote	1 084	1 081	137 538	1 152	2 543	147 872
Total des instruments financiers dérivés	1 096	1 083	220 293	1 185	2 564	197 555

1. Lorsque les opérations de gestion du risque de change impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence est présenté sur la base d'un montant brut. Au 31 décembre 2016, les contrats faisant l'objet du recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises s'élevaient à 12 959 M\$ (14 395 M\$ au 31 décembre 2015).

07

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR**A) POLITIQUE, DIRECTIVE, PROTOCOLES ET PROCÉDURES ENTOURANT L'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR**

Les procédures d'évaluation de la Caisse sont encadrées par la Politique d'évaluation des investissements de la Caisse qui est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique globale est ensuite appuyée par la directive d'évaluation et les protocoles qui prévoient la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement à la Caisse. La politique, la directive et les protocoles dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de compte. La mise en application de la politique est la responsabilité du comité d'évaluation qui relève du comité de direction, appuyé par une équipe d'évaluation. Le comité d'évaluation approuve la directive, la conformité avec la politique et les justes valeurs chaque semestre. Par la suite, le comité d'évaluation recommande ces justes valeurs au comité de vérification. Pour les évaluations de placements privés et d'infrastructures, la politique prévoit, sur une période de quatre ans, une revue externe de la quasi-totalité de la juste valeur de ces investissements. Une revue externe inclut une évaluation par des évaluateurs indépendants ou une observation de transactions comparables sur le marché.

La politique comprend également les directives à suivre en matière d'utilisation des prix de sources externes tels que les cotes de courtiers et les valeurs de l'actif net fournies par les commandités ou les administrateurs externes des fonds.

Lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues.

De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse peut procéder à des tests de contrôle a posteriori, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables incluant les valeurs de sociétés cotées comparables ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes.

B) TECHNIQUES D'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les descriptions suivantes présentent les principales techniques d'évaluation des instruments financiers de la Caisse :

VALEURS À COURT TERME, TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE, CRÉANCES D'ENTREPRISES, TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT, EMPRUNTS À PAYER ET BILLETS À PAYER

La juste valeur de ces actifs et passifs financiers est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

OBLIGATIONS

La juste valeur des obligations est établie selon les prix publiés par des courtiers sur des marchés actifs pour des instruments identiques ou similaires. La juste valeur des obligations pour lesquelles il n'existe pas de prix publiés est établie soit à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs ou selon des cotes de courtiers. L'évaluation selon l'actualisation des flux de trésorerie s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation. La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation d'obligations de sociétés fermées.

Fonds d'obligations

La juste valeur des fonds d'obligations est établie selon l'actif net fourni par l'administrateur, à moins qu'il existe une indication qu'elle soit différente de la valeur de l'actif net fournie. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées par l'administrateur du fonds pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS.

BTAA

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des BTAA de VAC 1 est établie selon le montant de règlement encaissé en janvier 2017. Au 31 décembre 2015, la juste valeur des BTAA de VAC 1 et de certains BTAA exclus de l'entente de restructuration est établie selon un modèle financier reconnu. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les écarts de crédit, les facteurs de corrélation et les primes d'illiquidité. Ces dernières sont fondées sur des données d'entrée observables pour des instruments financiers similaires, mais sont ajustées de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument.

La juste valeur des autres BTAA est établie principalement selon des évaluations externes provenant de l'administrateur des fiducies et selon des cotes de courtiers qui découlent de modèles financiers reconnus.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

ACTIONS ET VALEURS CONVERTIBLES

Sociétés cotées

La juste valeur des actions et des valeurs convertibles de sociétés cotées est établie en fonction des prix de fermeture observés sur les principales Bourses, lesquelles représentent le marché actif.

Sociétés fermées

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements privés est établie principalement selon la technique des multiples de sociétés comparables. La Caisse détermine les sociétés comparables selon l'industrie, la taille, la situation financière et les stratégies et calcule un multiple approprié pour chacune des sociétés comparables identifiées. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les multiples du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) et les multiples du cours-valeur aux livres.

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements d'infrastructures est établie principalement selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique d'évaluation s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'actualisation qui tiennent compte du risque associé à l'investissement ainsi que les flux monétaires futurs.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation de placements privés et de placements d'infrastructures.

La juste valeur des fonds de placement privés et des fonds d'infrastructures est établie selon la juste valeur de l'actif net selon les états financiers les plus récents fournis par le commandité. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS. De plus, la juste valeur de l'actif net est ajustée pour tenir compte des acquisitions et des dispositions d'unités de fonds effectuées entre la date des états financiers du fonds et la date d'évaluation ou lorsqu'il existe des indications autres faisant appel au jugement selon lequel cette valeur est différente de la juste valeur fournie par le commandité.

Certaines évaluations de sociétés fermées sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

Fonds de couverture

La juste valeur des fonds de couverture est établie selon l'actif net fourni par l'administrateur, à moins qu'il existe une indication qu'elle soit différente de la valeur de l'actif net fournie. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées par l'administrateur du fonds pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS.

PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES NON CONSOLIDÉES

La juste valeur des participations dans les différentes filiales non consolidées de la Caisse est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise.

Placements de biens immobiliers

La juste valeur résultant de l'évaluation d'une entreprise est établie selon une méthode couramment utilisée, la méthode de multiples de sociétés comparables qui s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que le multiple du cours-valeur aux livres. Cette valeur est établie annuellement par une firme externe indépendante. La valeur d'entreprise reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par ces filiales, qui incluent les immeubles de placement, les autres placements immobiliers, les passifs associés aux immeubles de placement ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de ces filiales.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans ces filiales est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs, qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

La juste valeur des immeubles de placement, évaluée selon leur utilisation optimale, est établie et certifiée semi-annuellement par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Les techniques d'évaluation utilisées reposent principalement sur deux méthodologies reconnues, soit l'actualisation et la capitalisation des flux de trésorerie futurs. Ces techniques s'appuient sur des données d'entrée observables et non observables telles que les conditions liées aux baux, les frais d'exploitation, la valeur résiduelle ainsi que les taux de rendement, les taux d'actualisation et les taux de capitalisation. Les valeurs observées lors de transactions comparables servent à déterminer l'intervalle de juste valeur représentatif et permettent de supporter la juste valeur établie. La juste valeur des fonds d'investissement immobiliers et des actions de sociétés cotées, inclus dans les autres placements immobiliers, est établie respectivement selon la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur et selon le prix de fermeture observé sur les principales Bourses. La juste valeur des passifs financiers associés aux immeubles de placement est établie selon l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Placements de dettes immobilières

La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales qui comprennent principalement des prêts hypothécaires commerciaux. La juste valeur des participations dans ces filiales correspond à l'actif net des états financiers audités.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans ces filiales est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

La juste valeur des prêts hypothécaires commerciaux est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs qui sont divisés en catégories de risques, selon le ratio prêt-valeur, pour lesquelles un taux d'actualisation approprié est déterminé. Les évaluations des prêts hypothécaires commerciaux sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

Placements privés, placements d'infrastructures et autres placements

La valeur d'entreprise est établie selon les mêmes techniques d'évaluation que celles utilisées pour établir la juste valeur des obligations, des créances d'entreprises, des actions de sociétés fermées ainsi que des fonds de couverture tel que décrit précédemment.

TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

La juste valeur des obligations et des actions vendues à découvert est établie à l'aide de la juste valeur du titre qui est vendu à découvert. Les techniques d'évaluation de ces titres ont été décrites précédemment.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon le type d'instrument financier dérivé. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés et réglés sur une chambre de compensation est établie respectivement selon les prix des principales Bourses représentant le marché actif et selon les prix des chambres de compensation. Pour les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, la juste valeur de ces instruments est établie par des techniques d'évaluation reconnues et couramment employées telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs ou d'autres modèles financiers. Ces techniques nécessitent l'élaboration et l'utilisation d'hypothèses tenant compte de données d'entrées observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation ainsi que les courbes de taux de change, les prix des sous-jacents et la volatilité.

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Dépôts à vue

La juste valeur des dépôts à vue est établie selon leur valeur nominale étant donné qu'ils sont remboursables en tout temps au gré de l'émetteur sans pénalité.

Dépôts à terme et distributions à verser aux déposants

La juste valeur des dépôts à terme et des distributions à verser aux déposants est établie à l'aide d'une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique d'évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

Dépôts à participation

La juste valeur des dépôts à participation des déposants découle de l'évaluation de tous les actifs et les passifs financiers détenus par la Caisse.

C) HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net de la Caisse sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessous, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent la répartition de la juste valeur des instruments financiers entre les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur :

	31 décembre 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	3 898	–	3 898
Avances à des déposants	–	1 068	–	1 068
Revenus de placement courus et à recevoir	–	1 173	–	1 173
Placements				
Équivalents de trésorerie	–	1 240	–	1 240
Valeurs à court terme	–	806	–	806
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	9 492	–	9 492
Créances d'entreprises	–	2 484	8	2 492
Obligations	–	77 804	1 375	79 179
BTAA	–	–	3 970	3 970
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	108 134	415	–	108 549
Sociétés fermées	–	187	13 106	13 293
Fonds de couverture	–	1 957	510	2 467
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 540	31 807	41 347
Placements de dettes immobilières	–	9 285	2 274	11 559
Placements privés	–	383	13 123	13 506
Placements d'infrastructures	–	–	11 500	11 500
Autres placements	–	7 088	1 291	8 379
Instruments financiers dérivés	2	1 094	–	1 096
	108 136	127 914	78 964	315 014
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 687	–	1 687
Autres passifs financiers	–	536	–	536
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	21 555	–	21 555
Titres vendus à découvert	321	5 346	9	5 676
Billets de trésorerie à payer	–	4 813	–	4 813
Emprunts à payer	–	189	–	189
Billets à terme à payer	–	9 574	–	9 574
Instruments financiers dérivés	1	1 010	72	1 083
	322	44 710	81	45 113
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	728	–	728
Dépôts à terme	–	6	–	6
Distributions à verser aux déposants	–	1 373	–	1 373
Dépôts à participation	–	268 639	–	268 639
	–	270 746	–	270 746

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 200 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 2 ainsi que 683 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

	31 décembre 2015			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 288	–	1 288
Avances à des déposants	–	776	–	776
Revenus de placement courus et à recevoir	–	1 226	–	1 226
Placements				
Équivalents de trésorerie	–	2 245	–	2 245
Valeurs à court terme	–	882	2	884
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	6 442	–	6 442
Créances d'entreprises	–	2 996	8	3 004
Obligations	–	78 596	1 217	79 813
BTAA	–	–	4 612	4 612
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	96 261	243	–	96 504
Sociétés fermées	–	561	13 471	14 032
Fonds de couverture	–	3 120	564	3 684
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	11 701	26 998	38 699
Placements de dettes immobilières	–	8 762	2 220	10 982
Placements privés	–	762	9 128	9 890
Placements d'infrastructures	–	–	11 103	11 103
Autres placements	–	3 766	–	3 766
Instruments financiers dérivés	29	1 156	–	1 185
	96 290	124 522	69 323	290 135
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 224	–	1 224
Autres passifs financiers	–	529	–	529
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	18 496	–	18 496
Titres vendus à découvert	1 840	4 328	21	6 189
Billets de trésorerie à payer	–	3 775	–	3 775
Emprunts à payer	–	116	–	116
Billets à terme à payer	–	9 899	–	9 899
Instruments financiers dérivés	20	2 495	49	2 564
	1 860	40 862	70	42 792
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	530	–	530
Dépôts à terme	–	5	–	5
Distributions à verser aux déposants	–	2 118	–	2 118
Dépôts à participation	–	245 372	–	245 372
	–	248 025	–	248 025

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 679 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 2 et 44 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3 ainsi que 145 M\$ depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

D) NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT ENTRE LES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, les rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015 se détaillent comme suit :

							2016	
	Solde d'ouverture (actifs / passifs)	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global ²	Achats	Ventes	Transferts	Solde de clôture (actifs / passifs)	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice ³	
Valeurs à court terme	2	2	–	(4)	–	–	–	
Créances d'entreprises	8	1	5	(6)	–	8	1	
Obligations	1 217	(13)	286	(115)	–	1 375	(9)	
BTAA	4 612	40	–	(682)	–	3 970	(87)	
Actions et valeurs convertibles	14 035	(85)	1 854	(2 421)	233	13 616	(368)	
Participation dans des filiales non consolidées	49 449	1 295	12 274	(3 273)	250	59 995	1 281	
Instruments financiers dérivés ¹	(49)	(23)	–	–	–	(72)	(23)	
Titres vendus à découvert	(21)	4	312	(304)	–	(9)	11	

							2015	
	Solde d'ouverture (actifs / passifs)	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global ²	Achats	Ventes	Transferts	Solde de clôture (actifs / passifs)	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice ³	
Valeurs à court terme	3	(1)	–	–	–	2	(1)	
Créances d'entreprises	10	4	–	(6)	–	8	4	
Obligations	1 034	148	580	(567)	22	1 217	133	
BTAA	9 236	43	–	(4 667)	–	4 612	45	
Actions et valeurs convertibles	11 784	1 496	3 016	(1 604)	(657)	14 035	1 394	
Participation dans des filiales non consolidées	40 199	5 133	7 785	(3 668)	–	49 449	4 985	
Instruments financiers dérivés ¹	(2)	(51)	–	4	–	(49)	(49)	
Titres vendus à découvert	(30)	(2)	11	–	–	(21)	4	

1. Les actifs et les passifs relatifs aux instruments financiers dérivés sont présentés au net.

2. Présentés aux rubriques « Gains nets réalisés » et « Gains nets non réalisés » à l'état consolidé du résultat global.

3. Présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » à l'état consolidé du résultat global.

E) NIVEAU 3 : ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR SELON DES HYPOTHÈSES ALTERNATIVES RAISONNABLES

Dans certains cas, les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation reposent sur des données d'entrée non observables ou sur des données d'entrée observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué. Bien que la Caisse juge que ses évaluations de la juste valeur sont appropriées, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possible pourrait se traduire par des justes valeurs différentes. Pour une date de mesure donnée, il est possible que d'autres intervenants du marché puissent évaluer un même instrument financier à une juste valeur différente. Pourtant, les techniques d'évaluation et les données d'entrée employées par ces intervenants du marché pourraient tout de même satisfaire à la définition de la juste valeur. Le fait que différentes évaluations de la juste valeur existent reflète le jugement, les estimations et les hypothèses appliquées ainsi que l'incertitude relative à la mesure de la juste valeur de ces instruments financiers.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent les informations quantitatives concernant les principales techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité à la note 7f ainsi que ceux qui sont exclus de cette analyse :

31 décembre 2016

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Obligations	864	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 8,5 % (8,4 %)
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	2 137	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	5,4 à 11,1 (8,5)
Placements d'infrastructures	2 152	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	6,5 % à 13,0 % (10,5 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	31 807	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,06
		Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,9 % à 14,0 % (6,5 %)
			Écarts de crédit	0,0 % à 12,5 % (1,9 %)
		Capitalisation des flux de trésorerie	Taux de capitalisation	4,1 % à 11,3 % (5,3 %)
Placements privés	5 345	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,5 à 11,0 (9,7)
Placements d'infrastructures	10 145	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,0 % à 13,6 % (8,9 %)
	52 450			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers ¹	26 433	Transactions récentes ²	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers ³	s.o.	s.o.
		Actif net ⁴	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	78 883			

s.o. : sans objet

- La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.
- Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.
- Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.
- Lorsque la juste valeur est établie selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

31 décembre 2015

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Obligations	629	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	9,7 % à 15,0 % (11,5%)
BTAA	4 245	Modèle financier	Facteurs de corrélation	27,7 % à 99,0 % (40,9%)
			Prime d'illiquidité	0,4 %
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	3 122	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,8 à 17,5 (9,3)
Placements d'infrastructures	2 210	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	7,8 % à 10,0 % (9,2%)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	26 998	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,06
			Taux d'actualisation	5,0 % à 14,0 % (6,5%)
			Écarts de crédit	0,0 % à 13,0 % (1,9%)
			Taux de capitalisation	3,5 % à 11,5 % (5,3%)
Placements privés	1 613	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,3 à 11,2 (8,0)
Placements d'infrastructures	8 158	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	7,8 % à 11,0 % (9,1%)
	46 975			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers ¹	22 278	Transactions récentes ²	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers ³	s.o.	s.o.
		Actif net ⁴	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	69 253			

s.o. : sans objet

- La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des valeurs à court terme, des créances d'entreprises, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.
- Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.
- Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.
- Lorsque la juste valeur est établie selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

F) ANALYSE DE SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses alternatives raisonnables liées aux principales données d'entrée non observables présentées aux tableaux précédents à la note 7e. La Caisse a déterminé les hypothèses alternatives raisonnables selon son jugement et sa connaissance des marchés. Ainsi, le tableau suivant présente l'augmentation et la diminution de la juste valeur découlant de ces hypothèses alternatives pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité :

	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Sensibilité de la juste valeur	3 508	(3 118)	3 319	(3 040)

Au 31 décembre 2016, l'analyse de sensibilité de la juste valeur comprend une augmentation de la juste valeur de 2 255 M\$ (2 230 M\$ au 31 décembre 2015) et une diminution de la juste valeur de 2 043 M\$ (2 031 M\$ au 31 décembre 2015) attribuable aux placements de biens immobiliers.

Il existe une corrélation entre les données d'entrée non observables et l'établissement de la juste valeur. Ainsi, une augmentation (diminution) des taux d'actualisation, des écarts de crédit, des taux de capitalisation, des facteurs de corrélation entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur. De plus, une augmentation (diminution) des multiples du BAIIA et des multiples du cours-valeur aux livres entraînerait une augmentation (diminution) de la juste valeur. Il n'existe pas de corrélation prévisible entre les données d'entrée non observables.

08

COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier et un passif financier doivent être compensés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Caisse a un droit juridiquement exécutoire d'effectuer une compensation et qu'elle a l'intention de procéder à un règlement au net ou de réaliser l'actif financier et le passif financier simultanément avec la contrepartie. Le droit juridiquement exécutoire de compenser est effectif lorsque ce droit est exerçable dans le cours normal des affaires et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les montants à recevoir et à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les titres achetés en vertu de conventions de revente, les titres vendus en vertu de conventions de rachat et les instruments financiers dérivés qui sont négociés sur les marchés hors cote conformément aux accords de l'*International Swaps and Derivatives Association* (ISDA) font l'objet d'accords généraux de compensation qui ne satisfont pas aux critères de compensation à l'état consolidé de la situation financière, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés ainsi que ceux réglés sur des chambres de compensation par l'intermédiaire de courtiers satisfont aux critères de compensation.

COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS (suite)

Les tableaux suivants présentent l'information sur les actifs et les passifs financiers compensés et non compensés à l'état consolidé de la situation financière faisant l'objet d'accords généraux de compensation ou d'ententes similaires :

31 décembre 2016

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière ¹	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation	Montants de garanties reçues/données ²	Montants nets
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	3 898	–	3 898	(1 263)	–	2 635
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 732	–	10 732	(6 902)	(3 826)	4
Instruments financiers dérivés ³	1 113	(1)	1 112	(641)	(168)	303
	15 743	(1)	15 742	(8 806)	(3 994)	2 942
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 687	–	1 687	(1 263)	–	424
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	21 555	–	21 555	(6 902)	(14 650)	3
Instruments financiers dérivés ³	1 094	(1)	1 093	(641)	(339)	113
	24 336	(1)	24 335	(8 806)	(14 989)	540

31 décembre 2015

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière ¹	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation	Montants de garanties reçues/données ²	Montants nets
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 288	–	1 288	(757)	–	531
Titres achetés en vertu de conventions de revente	8 687	–	8 687	(7 912)	(763)	12
Instruments financiers dérivés ³	1 233	(3)	1 230	(768)	(4)	458
	11 208	(3)	11 205	(9 437)	(767)	1 001
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 224	–	1 224	(609)	–	615
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	18 496	–	18 496	(8 060)	(10 434)	2
Instruments financiers dérivés ³	2 619	(3)	2 616	(768)	(1 335)	513
	22 339	(3)	22 336	(9 437)	(11 769)	1 130

1. Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière ou aux notes 4a et 4b.

2. Les garanties financières reçues et données présentées ci-dessus ne peuvent pas inclure un montant net par contrepartie inférieur à zéro. Les montants totaux des garanties financières reçues ou données sont présentés à la note 15.

3. Les montants à cette rubrique incluent des montants à recevoir et à payer relatifs à des instruments financiers dérivés présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement courus et à recevoir » et « Autres passifs financiers ».

09

REVENU NET DE PLACEMENT

Le tableau suivant présente les revenus et les dépenses de placement des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net :

	2016			2015		
	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement
Activités de gestion de trésorerie	–	10	10	–	29	29
Activités provenant des placements						
Valeurs à court terme	–	16	16	–	20	20
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	30	30	–	63	63
Créances d'entreprises	–	90	90	–	95	95
Obligations	–	1 874	1 874	–	2 015	2 015
BTAA	–	134	134	–	93	93
Actions et valeurs convertibles	4 081	15	4 096	3 593	22	3 615
Participations dans des filiales non consolidées	2 557	833	3 390	1 363	817	2 180
	6 638	3 002	9 640	4 956	3 154	8 110
Autres			42			21
Total des revenus de placement			9 682			8 131
Activités provenant des passifs relatifs aux placements						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(94)	(94)	–	(75)	(75)
Titres vendus à découvert	(23)	(69)	(92)	(61)	(83)	(144)
Activités de financement						
Billets de trésorerie à payer	–	(34)	(34)	–	(14)	(14)
Emprunts à payer	–	–	–	–	(1)	(1)
Billets à terme à payer	–	(364)	(364)	–	(372)	(372)
	(23)	(561)	(584)	(61)	(545)	(606)
Autres dépenses						
Frais de gestion externe			(35)			(21)
Total des dépenses de placement			(619)			(627)
Revenu net de placement			9 063			7 504

10

RÉSULTAT DE PLACEMENT NET AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente le revenu net de placement, les gains (pertes) nets réalisés et les gains (pertes) nets non réalisés des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que les charges d'exploitation :

	2016				2015			
	Revenu net de placement (note 9)	Gains (pertes) nets réalisés	Gains (pertes) nets non réalisés	Total	Revenu net de placement (note 9)	Gains (pertes) nets réalisés	Gains (pertes) nets non réalisés	Total
Activités de gestion de trésorerie	10	(7)	–	3	29	–	–	29
Activités provenant des placements								
Valeurs à court terme	16	(2)	(6)	8	20	37	(9)	48
Titres achetés en vertu de conventions de revente	30	61	(18)	73	63	541	35	639
Créances d'entreprises	90	45	(94)	41	95	132	190	417
Obligations	1 874	1 693	(2 056)	1 511	2 015	1 877	355	4 247
BTAA	134	(4)	48	178	93	9	45	147
Actions et valeurs convertibles	4 096	8 473	(977)	11 592	3 615	6 281	4 304	14 200
Participations dans des filiales non consolidées	3 390	147	878	4 415	2 180	6	6 813	8 999
Instruments financiers dérivés nets	–	31	1 416	1 447	–	(4 559)	(102)	(4 661)
Autres	42	(176)	–	(134)	21	96	–	117
	9 682	10 261	(809)	19 134	8 131	4 420	11 631	24 182
Activités provenant des passifs relatifs aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(94)	(38)	21	(111)	(75)	(492)	(17)	(584)
Titres vendus à découvert	(92)	(600)	678	(14)	(144)	(2 362)	1 529	(977)
Activités de financement								
Billets de trésorerie à payer	(34)	61	43	70	(14)	(417)	(45)	(476)
Emprunts à payer	–	12	1	13	(1)	(69)	11	(59)
Billets à terme à payer	(364)	–	327	(37)	(372)	–	(1 083)	(1 455)
Autres								
Frais de gestion externe	(35)	(3)	–	(38)	(21)	(6)	–	(27)
Coûts de transaction	–	(137)	–	(137)	–	(99)	–	(99)
	(619)	(705)	1 070	(254)	(627)	(3 445)	395	(3 677)
	9 063	9 556	261	18 880	7 504	975	12 026	20 505
Charges d'exploitation (note 11)				(463)				(396)
Résultat de placement net avant distributions aux déposants				18 417				20 109

11

CHARGES D'EXPLOITATION

Le tableau suivant présente les charges d'exploitation :

	2016	2015
Salaires et avantages sociaux	284	240
Services informatiques et professionnels	53	47
Services de données et abonnements	18	16
Loyers	16	15
Entretien, matériel et amortissement	50	43
Autres charges	27	22
	448	383
Frais de garde de valeurs	15	13
	463	396

12

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES**POLITIQUES, DIRECTIVES ET PROCÉDURES DE LA GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT**

La Caisse est responsable de gérer les sommes déposées en conformité avec les ententes de service et les politiques de placement des déposants, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés ainsi que la politique de gestion intégrée des risques. Pour ce faire, la Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

La politique de gestion intégrée des risques est adoptée par le conseil d'administration de la Caisse. Cette politique a pour objet de promouvoir une culture et des pratiques rigoureuses de gestion des risques qui favorisent la réalisation de la mission de la Caisse envers ses déposants. La politique de gestion intégrée des risques définit les risques de marché, de concentration, de crédit, de contrepartie liés aux instruments financiers dérivés et de liquidité de financement.

Plus particulièrement, cette politique vise à :

- Établir les principes directeurs guidant le cadre de gestion intégrée des risques de la Caisse et à promouvoir une saine culture de gestion des risques à tous les paliers de l'organisation;
- Énoncer le modèle de gestion des risques et la structure de gouvernance;
- Définir les rôles et responsabilités des intervenants;
- Établir l'encadrement des principaux risques auxquels la Caisse est exposée.

La gouvernance et la gestion des risques à la Caisse sont fondées sur les douze principes directeurs suivants :

- Un cadre de tolérance au risque;
- Les rôles du conseil d'administration et de la haute direction;
- Une approche client afin de répondre aux besoins de ses déposants;
- Une stratégie d'investissement à long terme;
- Une gestion des liquidités et du financement;
- Une connaissance approfondie des actifs et des marchés;
- Une indépendance des fonctions et la responsabilisation des différents intervenants;
- Une collaboration pour une gestion globale des risques;
- Une excellence opérationnelle;
- L'utilisation d'instruments financiers dérivés et la gestion du risque de contrepartie;
- Un encadrement pour les nouvelles activités d'investissement et les nouveaux instruments financiers;
- Un cadre d'investissement responsable.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Les paliers de contrôle ainsi que les responsables de la gouvernance de la gestion des risques sont les suivants :

1. Les groupes d'investissement sont les principaux responsables de la gestion des risques liés à leurs activités;
2. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés;
3. Le conseil d'administration et ses comités s'assurent de l'adoption d'un cadre de gestion et le groupe d'Audit interne s'assure de l'exécution et du respect du cadre de gestion de risques établi.

La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites de risque et des paliers d'autorisation qui s'appliquent à la Caisse globalement ainsi que des limites applicables aux activités transversales. De plus, la Caisse élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires des portefeuilles spécialisés. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration.

De plus, chaque groupe d'investissement doit adopter une stratégie d'investissement. La PSI vise à renforcer le processus décisionnel en visant une meilleure adéquation rendement-risque dans le choix des investissements. Elle établit les orientations futures, renforce les processus de collaboration et de partage de l'information requis pour faire des choix stratégiques en matière d'investissement et assure un meilleur arrimage entre les orientations et les stratégies. Le processus PSI est réalisé annuellement et comprend les étapes suivantes, soit : 1) Diagnostic et orientations stratégiques; 2) Plans stratégiques; 3) Révision et approbation et 4) Exécution et reddition de compte. Les plans d'investissement sont présentés au comité Investissement-Risques (CIR) pour approbation et sont communiqués au comité de direction ainsi qu'au conseil d'administration.

La Caisse est exposée à divers risques financiers et l'information détaillée à l'égard de ces risques est présentée dans les sections suivantes.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La Caisse utilise des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte. Les risques de marché de la Caisse sont gérés et calculés selon les facteurs pouvant influencer la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements.

Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel de la Caisse, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la Caisse pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel de la Caisse.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille de la Caisse subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel de la Caisse pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 2500 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel de la Caisse;
- Le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence de la Caisse.

Les risques absolus du portefeuille réel et du portefeuille de référence de la Caisse sont mesurés régulièrement et sont utilisés afin de calculer le ratio du risque absolu qui est sujet à certaines limites. Le ratio du risque absolu est obtenu en divisant le risque absolu du portefeuille réel par le risque absolu du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, incluant le risque des investissements sous-jacents des filiales non consolidées dont le risque est géré par la Caisse, en pourcentage de l'actif net, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit :

	31 décembre 2016			31 décembre 2015		
	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu
Valeur à risque	22,9	24,0	0,95	24,2	24,4	0,99

De plus, dans le cadre de la gestion du risque de marché, la Caisse utilise des tests de tension qui permettent d'évaluer les répercussions de circonstances particulières sur les rendements du portefeuille réel de la Caisse selon des scénarios historiques, hypothétiques ou de sensibilité sur un facteur de risque. À l'aide de différents types de scénarios, les tests de tension mesurent la perte de valeur d'un instrument financier à la suite d'une variation d'un ou plusieurs facteurs de risque souvent reliés, comme le cours des actions, les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change, le prix des produits de base et la volatilité des marchés.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

Dans le cadre de la gestion du risque de change, certains portefeuilles spécialisés sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change. L'exposition de la Caisse aux devises tient compte de la couverture des portefeuilles spécialisés ainsi que des activités personnalisées de devises des fonds particuliers de chacun des déposants. Les activités personnalisées de devises de fonds particuliers sont utilisées par les déposants pour atteindre l'exposition désirée à certaines devises.

La Caisse utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux devises. Les échéances de ces instruments financiers dérivés sont généralement de moins de douze mois pour les contrats de change à terme et de moins de deux ans pour les options sur devises et les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace du risque de change. De plus, la gestion du risque de change peut également s'effectuer par des activités de couverture naturelle, incluant le financement des placements dans la même devise.

L'exposition nette aux devises tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés de change, de la couverture naturelle et des investissements sous-jacents en devises des filiales non consolidées dont le risque de change est géré par la Caisse. L'exposition nette de la Caisse aux devises en pourcentage de l'actif net incluant les achats et les ventes des unités de participation des portefeuilles spécialisés effectuées au début de chaque mois, se détaille comme suit :

	31 décembre 2016 %	31 décembre 2015 %
Dollar canadien	63	69
Dollar américain	17	15
Euro	4	2
Yen	2	2
Livre sterling	2	2
Franc suisse	1	2
Autres	11	8
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

RISQUE DE PRIX

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

RISQUE DE CONCENTRATION

L'analyse du risque de concentration est effectuée globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites d'exposition par catégorie d'instruments financiers, par émetteur pour les marchés en croissance et pour certains pays. De plus, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoient des limites précises par émetteur, par secteur d'activités et par région géographique.

Une limite de concentration par émetteur est fixée à 3 % de l'actif total de la Caisse, à l'exception des titres émis par les gouvernements du Canada, du Québec, d'une autre province ou d'un territoire canadien, ainsi que par leurs ministères et organismes mandataires, lesquels ne font pas l'objet d'une limite de concentration. Quant aux émetteurs souverains bénéficiant d'une cote de crédit AAA, ils sont exclus de cette limite de concentration. La concentration par émetteur est observée mensuellement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du CIR ou du conseil d'administration, le cas échéant.

Le tableau suivant présente les principales concentrations géographiques en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le pays de l'établissement principal des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	%	%
Canada	41	46
États-Unis	31	27
Europe	13	14
Marchés en croissance	10	8
Autres	5	5
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Le tableau suivant présente les principales concentrations sectorielles en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le secteur des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2016 %	31 décembre 2015 %
Secteur d'activité		
Immobilier	18	18
Finance	10	12
Industrie	8	8
Consommation discrétionnaire	6	7
Technologies de l'information	6	6
Énergie	6	5
Biens de consommation de base	5	5
Services aux collectivités	5	5
Dettes immobilières	4	4
Santé	4	4
Matériels	2	2
Télécommunications	2	2
Autres	3	4
Secteur gouvernemental		
Gouvernement du Canada	7	7
Gouvernement du Québec	5	7
Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec	2	2
Autres	7	2
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)**RISQUE DE CRÉDIT**

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'exposition maximale au risque de crédit est mesurée selon la juste valeur des instruments financiers avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les autres éléments, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant total garanti ou engagé.

Le tableau suivant présente l'exposition maximale au risque de crédit :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Trésorerie	651	420
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	3 898	1 288
Avances à des déposants	1 068	776
Revenus de placement courus et à recevoir	1 173	1 226
Placements		
Équivalents de trésorerie	1 240	2 245
Titres à revenu fixe	95 939	94 755
Participations dans des filiales non consolidées sous forme d'instruments d'emprunts	22 518	24 413
Instruments financiers dérivés	1 096	1 185
	127 583	126 308
Autres éléments		
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	113	154
Facilité de financement du BTAA (note 18)	6 167	6 167
	6 280	6 321
	133 863	132 629

La Caisse conclut des accords généraux de compensation (note 8), reçoit des garanties (note 15) et peut également utiliser des instruments financiers dérivés tels que des trocs de défaillance de crédit, afin de réduire l'exposition totale au risque de crédit.

De plus, dans le but de gérer le risque de crédit, la Caisse suit de près l'évolution du cycle de crédit des émetteurs et utilise une VaR de crédit qui a pour but de calculer la perte financière potentielle liée aux changements possibles de la qualité du crédit d'un émetteur de titres à revenu fixe.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

L'analyse de la concentration du risque de crédit mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers liés à un même émetteur. La politique d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoit des limites de concentration par cote de crédit. L'analyse du risque de crédit considère la probabilité de défaillance et le taux de récupération sur les titres de créance détenus par la Caisse ainsi que le suivi des changements de la qualité du crédit des émetteurs.

Le tableau suivant présente la concentration par cote de crédit des émetteurs de la Caisse pour les titres à revenu fixe et certains instruments financiers dérivés utilisés à des fins de gestion du risque de crédit, en pourcentage de l'exposition totale au risque de concentration de crédit :

	31 décembre 2016 %	31 décembre 2015 %
Cote de crédit		
AAA – AA	43	38
A	37	44
BBB	9	8
BB ou inférieur	8	6
Pas de cote de crédit	3	4
	100	100

Les cotes de crédit des titres émis ou garantis par les gouvernements sont obtenues auprès des agences de notation de crédit reconnues. Pour les titres du secteur corporatif, les cotes de crédit sont établies à l'aide d'un processus interne de notation qui permet de suivre annuellement l'évolution du cycle de crédit, lorsque l'information nécessaire est disponible. Dans le cas contraire, la Caisse a recours aux agences de notation de crédit reconnues.

RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Certains instruments financiers dérivés hors cote engendrent un risque de contrepartie, car ils sont négociés de gré à gré sans être échangés ou réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation. Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Afin de limiter son exposition au risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments financiers dérivés hors cote, la Caisse effectue des transactions auprès d'institutions financières selon des critères spécifiques fixés par la direction au niveau de la qualité de l'émetteur. De plus, la Caisse conclut des accords juridiques basés sur les normes de l'ISDA permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés afin de limiter son exposition nette à ce risque.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par les garanties échangées. L'exposition actuelle au risque de contrepartie est mesurée quotidiennement alors que l'exposition potentielle est mesurée mensuellement.

Au 31 décembre 2016, les accords juridiques et les garanties reçues ont contribué à réduire l'exposition au risque de contrepartie des instruments financiers dérivés négociés hors cote. L'exposition maximale à ce risque est de 244 M\$ (420 M\$ au 31 décembre 2015) liée à 31 contreparties (31 au 31 décembre 2015).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La gestion des liquidités s'effectue globalement pour l'ensemble des activités de trésorerie de la Caisse. L'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. Les gestionnaires sont responsables d'évaluer la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la Caisse.

Afin de s'assurer de l'adéquation entre les sources et les besoins potentiels de liquidité, la Caisse bénéficie de plusieurs sources possibles de liquidité en plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie telles que l'encaissement des revenus de placement, la vente de titres obligataires, la vente en vertu de conventions de rachat et de titres liquides du marché monétaire. De plus, la Caisse peut recourir à l'émission de billets de trésorerie et de billets à terme à payer pour faire face à ses engagements contractuels ainsi qu'à ses obligations financières. Au 31 décembre 2016, la Caisse dispose de près de 43 G\$ en liquidités (46 G\$ au 31 décembre 2015).

De plus, dans le but de gérer le risque de liquidité, la Caisse procède à des simulations de scénarios sur plusieurs horizons ainsi qu'à l'étude des événements pouvant mener à une crise de liquidité.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la Caisse gère son risque de liquidité et ses besoins de financement.

Les tableaux suivants présentent les échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés, des instruments financiers dérivés ainsi que des autres éléments :

	31 décembre 2016				
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Passifs financiers non dérivés					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	(1 687)	-	-	(1 687)
Autres passifs financiers	-	(408)	-	-	(408)
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	(21 563)	-	-	(21 563)
Titres vendus à découvert	-	(418)	(2 047)	(4 088)	(6 553)
Billets de trésorerie à payer	-	(4 822)	-	-	(4 822)
Emprunts à payer	-	(189)	-	-	(189)
Billets à terme à payer	-	(364)	(5 578)	(5 457)	(11 399)
Actif net attribuable aux déposants					
Dépôts à vue et à terme	(728)	(6)	-	-	(734)
Distributions à verser aux déposants	-	(1 373)	-	-	(1 373)
	(728)	(30 830)	(7 625)	(9 545)	(48 728)
Instruments financiers dérivés					
Instruments dérivés avec règlement net	-	(29)	12	83	66
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	-	67 923	300	1 062	69 285
Flux contractuels à payer	-	(68 000)	(287)	(1 038)	(69 325)
	-	(106)	25	107	26
Autres éléments					
Engagements (note 18)	(61)	(15 843)	(355)	(49)	(16 308)
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	-	-	(7)	(106)	(113)
Facilité de financement du BTAA (note 18)	-	(6 167)	-	-	(6 167)
	(61)	(22 010)	(362)	(155)	(22 588)
	(789)	(52 946)	(7 962)	(9 593)	(71 290)

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

	31 décembre 2015				
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Passifs financiers non dérivés					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	(1 224)	–	–	(1 224)
Autres passifs financiers	–	(348)	–	–	(348)
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(18 504)	–	–	(18 504)
Titres vendus à découvert	–	(1 935)	(933)	(4 115)	(6 983)
Billets de trésorerie à payer	–	(3 778)	–	–	(3 778)
Emprunts à payer	–	(116)	–	–	(116)
Billets à terme à payer	–	(377)	(5 953)	(5 604)	(11 934)
Actif net attribuable aux déposants					
Dépôts à vue et à terme	(530)	(5)	–	–	(535)
Distributions à verser aux déposants	–	(2 118)	–	–	(2 118)
	(530)	(28 405)	(6 886)	(9 719)	(45 540)
Instruments financiers dérivés					
Instruments dérivés avec règlement net	–	(25)	8	103	86
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	–	60 863	5 421	1 137	67 421
Flux contractuels à payer	–	(62 213)	(5 479)	(1 180)	(68 872)
	–	(1 375)	(50)	60	(1 365)
Autres éléments					
Engagements (note 18)	(97)	(17 622)	(1 155)	(81)	(18 955)
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	–	(16)	(8)	(130)	(154)
Facilité de financement du BTAA (note 18)	–	–	(6 167)	–	(6 167)
	(97)	(17 638)	(7 330)	(211)	(25 276)
	(627)	(47 418)	(14 266)	(9 870)	(72 181)

De plus, en ce qui concerne l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de participation, soit un remboursement maximal par déposant pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la Caisse de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la Caisse. Par ailleurs, la quasi-totalité des déposants est tenue d'investir à la Caisse conformément à la Loi de la Caisse ou selon la loi respective à laquelle ils sont assujettis.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)**RISQUE DE LIQUIDITÉ DE FINANCEMENT**

Les tableaux suivants présentent les principales conditions ainsi que le taux d'intérêt effectif des passifs relatifs aux placements liés aux activités de financement de la Caisse :

				31 décembre 2016
	Devise	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt effectif %
Emprunts à payer	USD	189	Moins d'un an	0,62
		189		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	0,65
	USD	3 822	Moins d'un an	1,12
		4 822		
Billets à terme à payer	USD	2 347	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 061	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	2 682	Juillet 2024	3,15
	USD	1 676	Novembre 2039	5,60
		8 766		

				31 décembre 2015
	Devise	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt effectif %
Emprunts à payer	USD	116	Moins d'un an	0,37
		116		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	0,57
	USD	2 778	Moins d'un an	0,39
		3 778		
Billets à terme à payer	USD	2 431	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 132	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	2 778	Juillet 2024	3,15
	USD	1 736	Novembre 2039	5,60
		9 077		

Les emprunts à payer sont remboursables à l'échéance.

Les billets de trésorerie à payer sont émis à escompte, à des taux fixes, pour des échéances ne dépassant pas 12 mois. La valeur nominale de l'ensemble de ces billets en circulation ne peut excéder en tout temps 8 milliards de dollars en vertu de la limite prescrite dans le document d'information d'émission des billets de trésorerie.

Les billets à terme à payer sont émis à escompte ou au pair et sont remboursables à l'échéance et garantis par les actifs de la Caisse. Certains billets à terme qui portent intérêt à taux fixe comportent une clause de remboursement anticipé facultatif au gré de l'émetteur.

13

GESTION DU CAPITAL

La Caisse définit son capital comme étant l'actif net attribuable aux déposants. Le capital de la Caisse peut varier en fonction de la demande des déposants pour l'annulation et l'émission d'unités de dépôts à participation et pour les dépôts et les retraits des dépôts à vue et à terme. L'objectif de la gestion du capital de la Caisse est d'investir les contributions et les dépôts dans le meilleur intérêt des déposants conformément à la Loi dans le but de réaliser un rendement optimal, tout en respectant les politiques d'investissement des déposants.

La Caisse n'est pas soumise à des exigences externes en matière de capital.

De plus, la Caisse a pour objectif de conserver sa cote de crédit AAA afin de lui assurer l'accès au marché des capitaux au meilleur coût, par l'intermédiaire de sa filiale CDP Financière Inc. Par conséquent, le montant de billets que la Caisse peut émettre sur le marché des capitaux a été limité par le conseil d'administration de la Caisse à 10 % de l'actif net attribuable aux déposants auquel est ajoutée la juste valeur des billets en circulation (actif net ajusté).

14

ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS

La Caisse conclut des transactions de prêts et d'emprunts de titres ainsi que des conventions de rachat de titres pour lesquelles elle transfère des actifs financiers à des contreparties. Les titres transférés ne répondent pas aux critères de décomptabilisation puisque la Caisse conserve la majorité des risques tels que le risque de crédit, de taux d'intérêt, de change et de prix ainsi que la majorité des avantages relatifs tels que les flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs financiers transférés mais non décomptabilisés de l'état consolidé de la situation financière ainsi que la juste valeur des passifs associés :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Actifs financiers transférés non décomptabilisés		
Obligations	21 717	18 806
Actions	6 314	6 508
	28 031	25 314
Passifs associés		
Emprunts à payer ¹	189	116
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	21 555	18 496
	21 744	18 612

1. Le montant présenté correspond à la trésorerie reçue en garantie sur les transactions de prêts de titres.

15

GARANTIES

ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE

Dans le cours normal des affaires, la Caisse donne des actifs financiers en garantie lors de transactions d'emprunts de titres, de titres vendus en vertu de conventions de rachat et d'instruments financiers dérivés. Les contreparties sont autorisées, par un contrat légal ou par les pratiques du marché, à vendre ou à redonner en garantie ces titres. Sous certaines conditions, la Caisse peut être amenée à donner des garanties additionnelles si les titres donnés en garantie perdent de la valeur.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties données par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Emprunts de titres	81	346
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	21 636	18 694
Instruments financiers dérivés réglementés	810	456
Instruments financiers dérivés hors cote	1 097	1 954
	23 624	21 450

ACTIFS FINANCIERS REÇUS EN GARANTIE

La Caisse reçoit des actifs financiers en garantie lors de transactions de prêts de titres, de titres achetés en vertu de conventions de revente et d'instruments financiers dérivés. Si la juste valeur des garanties reçues diminue, la Caisse peut dans certains cas, demander des garanties additionnelles. La Caisse est autorisée à vendre ou à redonner en garantie certains titres en l'absence de défaut de la contrepartie. Toutefois, aucun titre reçu en garantie n'a été vendu ou redonné en garantie pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties reçues par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Prêts de titres	6 481	5 883
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 787	8 838
Instruments financiers dérivés hors cote	125	5
	17 393	14 726

16

INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES**TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

Les principales parties liées de la Caisse comprennent les filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les principaux dirigeants de la Caisse.

La Caisse réalise diverses opérations avec des parties liées. Ces transactions sont conclues aux mêmes conditions que celles prévalant sur le marché avec des parties non liées et sont mesurées à la juste valeur. Par la nature même des activités de la Caisse à titre d'entité d'investissement, la Caisse peut investir dans plusieurs catégories de placements, entre autres des placements dans des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées.

AUTRES PARTIES LIÉES

La Caisse est régie par la Loi et le gouvernement du Québec nomme les différents membres du conseil d'administration, dont au moins les deux tiers doivent être des membres indépendants. Il approuve également la nomination du président et chef de la direction. Ainsi, la Caisse se prévaut de l'exemption prévue selon l'IAS 24 – *Information relative aux parties liées* quant à la divulgation des transactions avec une autorité publique liée et avec toutes les entités liées à cette autorité. Les transactions réalisées avec le gouvernement du Québec et ses entités liées sont des activités d'investissement en obligations émises ou garanties par celui-ci et sont effectuées aux conditions normales du marché, par l'intermédiaire de courtiers externes. Ces obligations sont incluses dans les catégories d'obligations « Gouvernements » et « Sociétés d'État et autres administrations publiques » à la note 4a. De plus, la Caisse divulgue de l'information pour la catégorie du secteur gouvernemental sous « Gouvernement du Québec » et sous « Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec » à la note 12.

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Caisse sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, directement ou indirectement. Ces personnes sont les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction ainsi que les membres clés du comité de direction.

Le tableau suivant présente la rémunération des principaux dirigeants de la Caisse :

	2016	2015
Salaires et autres avantages à court terme	9	8
Avantages postérieurs à l'emploi	2	1
Autres avantages à long terme	6	6
	17	15

17

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS**FILIALES****FILIALE CONSOLIDÉE**

CDP Financière Inc. est une filiale en propriété exclusive qui a pour but d'émettre des titres de dette afin de financer les investissements de la Caisse à un coût de financement optimal.

FILIALES NON CONSOLIDÉES

Les filiales présentées dans cette catégorie sont des entités contrôlées par la Caisse directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales selon les critères d'IFRS 10.

FILIALES INTERMÉDIAIRES

Dans le cadre de certaines activités d'investissement, la Caisse peut avoir recours à des filiales intermédiaires qui ont pour but unique de détenir des investissements de la Caisse. Conséquemment, celles-ci ne sont pas incluses dans les informations présentées dans les tableaux suivants alors que les principaux investissements sous-jacents dans des filiales, des coentreprises, des entreprises associées ainsi que des entités structurées non contrôlées sont présentés.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

Les intérêts détenus dans les principales filiales consolidées et non consolidées au 31 décembre 2016 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2015 sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2016	31 décembre 2015
	Établissement principal	Détention %	Détention %
Filiale consolidée			
CDP Financière Inc	Canada	100,0	100,0
Filiales non consolidées			
Dettes immobilières			
Otéra Capital inc ^{1,2}	Canada	97,5	97,5
Fonds de couverture			
AIM Quantitative Global SF II Ltd	États-Unis ⁸	100,0	–
AlphaQuest Original Ltd	États-Unis ⁸	100,0	100,0
CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited	Royaume-Uni ⁸	100,0	100,0
Dorsal Capital Partners LP	États-Unis	100,0	–
Ionic Pamli Global Credit Strategies Fund	États-Unis ⁸	100,0	–
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd	États-Unis ⁸	100,0	100,0
Fonds de placement privés			
GSO Churchill Partners LP	États-Unis ⁸	98,0	98,0
GSO Churchill Partners II LP	États-Unis ⁸	98,0	98,0
KKR-CDP Partners LP	États-Unis ⁸	90,1	90,1
Apollo Hercules Partners LP	États-Unis ⁸	97,6	–
Immobilier – Groupe Ivanhoé Cambridge			
Careit Canada DCR SENC	Canada	93,4	93,1
Careit Canada SENC	Canada	93,4	93,1
IC Australia Trust	Australie	93,4	93,1
IC Investissement E.U. SENC	Canada	93,4	93,1
IC Investissement Mexique SENC	Canada	93,4	–
Ivanhoé Cambridge Inc	Canada	93,4	93,1
SITQ International Inc	Canada	93,4	93,1
SITQ E.U., SEC	Canada	93,3	93,0
Matériaux			
Beaudier Ciment Inc (Ciment McInnis Inc) ³	Canada	51,6	44,6
Services aux collectivités			
Fonds CDP (SEW), SEC ⁴	Royaume-Uni ⁹	75,0	75,0
Patina Rail LLP ⁵	Royaume-Uni	75,0	75,0
Trencap SEC (Gaz Métro) ⁶	Canada	59,6	59,6
Trust No. 2431 ⁷	Mexique	51,0	51,0

1. Les filiales Otéra Capital inc, Hypothèques CDPO Inc et Corporation d'investissement hypothécaire CDPO ont été fusionnées en date du 1^{er} juillet 2016 sous le nom d'Otéra Capital inc.

2. Otéra Capital inc détient 78,1 % de MCAP Commercial LP au 31 décembre 2016 (77,9 % au 31 décembre 2015).

3. Beaudier Ciment Inc (Ciment McInnis Inc) était présentée dans la catégorie « Entreprises associées » au 31 décembre 2015.

4. Fonds CDP (SEW), SEC détient 50,0 % de HDK (UK) Holdings Limited, qui détient 100,0 % de South East Water Ltd.

5. Patina Rail LLP détient 40,0 % d'Eurostar International Limited.

6. Trencap SEC détient 61,1 % de Noverco Inc, qui détient 100,0 % de Gaz Métro Inc, qui détient 71,0 % de Société en commandite Gaz Métro.

7. Trust No. 2431 détient 49,0 % de ICA Operadora de Vias Terrestres, S.A.P.I. de C.V.

8. Constituée aux Îles Caïmans conformément à la structure du commanditaire.

9. Constituée au Canada.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)**COENTREPRISES**

Les intérêts détenus dans les principales coentreprises au 31 décembre 2016 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2015 sont présentés dans le tableau suivant :

	Établissement principal	31 décembre 2016	31 décembre 2015
		Détention %	Détention %
Consommation discrétionnaire			
MED ParentCo LP	États-Unis	47,7	47,7
Énergie			
HEF HoldCo II, Inc	États-Unis	33,3	33,3
Southern Star Acquisition Corporation	États-Unis	50,0	50,0

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les intérêts détenus dans les principales entreprises associées au 31 décembre 2016 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2015 sont présentés dans le tableau suivant :

	Établissement principal	31 décembre 2016	31 décembre 2015
		Détention %	Détention %
Consommation discrétionnaire			
SGU Holdings LP	États-Unis ¹	46,7	46,7
Québecor Média Inc	Canada	18,9	18,9
Énergie			
Corex Resources Ltd	Canada	44,9	44,9
Interconnector UK Ltd	Royaume-Uni	33,5	33,5
NSW Electricity Networks Assets Holding Trust (TransGrid)	Australie	22,5	25,0
NSW Electricity Networks Operations Holding Trust (TransGrid)	Australie	22,5	25,0
Fluxys SA	Belgique	20,0	20,0
Azure Power Global Ltd	Inde ²	20,7	–
Finance			
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd	États-Unis ³	29,9	29,9
Greenstone Ltd	Australie	30,0	–
Industrie			
CAMSO Inc	Canada	19,5	32,5
Groupe Keolis SAS	France	30,0	30,0
Sedgwick Inc	États-Unis	29,2	–
QPH Hold Trust, Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	Australie	26,7	26,7
Airport Holding Kft	Hongrie	21,2	20,2
Santé			
Image Networks Holdings Pty Ltd	Australie	30,0	30,0
Services aux collectivités			
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	Royaume-Uni	25,0	25,0
IPALCO Enterprises, Inc	États-Unis	30,9	24,9
Services immobiliers			
Groupe Foncia	France	29,1	–
Transport Ferroviaire			
Bombardier Transportation (Investment) UK Limited	Allemagne ⁴	30,0	–

1. Constituée au Canada.

2. Constituée à l'île Maurice.

3. Constituée aux Bermudes conformément à la structure du commanditaire.

4. Constituée au Royaume-Uni.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONTRÔLÉES

La Caisse détient des intérêts dans des entités structurées non contrôlées, dont la majorité représente des fonds de placement privés ou des sociétés en commandite. Les intérêts détenus par la Caisse ne lui confèrent pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces entités, le contrôle étant établi en vertu d'ententes contractuelles en faveur, généralement, d'un commandité ou d'un administrateur. L'exposition maximale au risque de perte attribuable aux divers intérêts détenus dans les principales entités structurées non contrôlées se limite à la juste valeur de l'investissement détenu par la Caisse, soit 26 270 M\$ répartis en 282 sociétés au 31 décembre 2016 (24 013 M\$ répartis en 267 sociétés au 31 décembre 2015).

18 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

En raison de la nature même de ses activités, la Caisse prend divers engagements d'achat de placements dont le règlement se fera au cours des prochains exercices conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties d'emprunts consistent pour la Caisse à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des revenus futurs à la suite de transactions de vente de placements et d'opérations sur instruments financiers dérivés ainsi que le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation. Les échéances des engagements sont présentées à la note 12.

Les engagements se détaillent comme suit :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Engagements d'achat de placements	16 097	18 716
Engagements en vertu de contrats de location simple	211	239
Cautionnements et garanties d'emprunts	113	154
Facilité de financement du BTAA	6 167	6 167
	22 588	25 276

LITIGES

Dans le cours normal des affaires, la Caisse peut faire l'objet d'un certain nombre de poursuites judiciaires. Bien que la Caisse ne puisse prédire l'issue des poursuites en cours au 31 décembre 2016, la Caisse n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces poursuites pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière.

19

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les tableaux suivants présentent les informations financières des portefeuilles spécialisés :

	VALEURS À COURT TERME (740)		OBLIGATIONS (760)		OBLIGATIONS À LONG TERME (764)		DETTES IMMOBILIÈRES (750)	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
État de la situation financière								
Actif								
Placements	6 157	4 888	100 599	95 332	3 299	2 776	11 654	11 015
Autres actifs financiers	–	–	3 680	2 408	694	437	162	342
Total de l'actif	6 157	4 888	104 279	97 740	3 993	3 213	11 816	11 357
Passif								
Passifs relatifs aux placements	–	–	34 685	28 751	670	407	55	–
Autres passifs financiers	3	305	1 627	1 281	690	422	225	269
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	3	305	36 312	30 032	1 360	829	280	269
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	6 154	4 583	67 967	67 708	2 633	2 384	11 536	11 088

État du résultat global

	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Revenus de placement	27	50	1 995	2 157	73	74	207	384
Dépenses de placement	–	–	(277)	(291)	–	(1)	–	–
Revenu net de placement	27	50	1 718	1 866	73	73	207	384
Charges d'exploitation	–	(1)	(67)	(61)	(1)	(1)	(1)	(2)
Revenu net	27	49	1 651	1 805	72	72	206	382
Gains (pertes) nets réalisés	–	–	1 363	594	191	32	(54)	(13)
Gains (pertes) nets non réalisés	–	–	(1 099)	(8)	(230)	2	130	167
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	–	–	264	586	(39)	34	76	154
Résultat de placement net avant distributions aux (récupérations auprès des) détenteurs d'unités de participation	27	49	1 915	2 391	33	106	282	536
(Distributions) récupérations	(27)	(49)	(1 651)	(1 805)	(72)	(72)	(206)	(382)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	–	–	264	586	(39)	34	76	154

État des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation

	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Solde au début de l'exercice	4 583	6 825	67 708	62 711	2 384	2 202	11 088	10 327
Unités de participation								
Unités émises	7 105	5 948	7 021	8 640	503	311	2 136	1 162
Unités annulées	(5 534)	(8 190)	(7 026)	(4 229)	(215)	(163)	(1 764)	(555)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	1 571	(2 242)	(5)	4 411	288	148	372	607
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	–	–	264	586	(39)	34	76	154
Solde à la fin de l'exercice	6 154	4 583	67 967	67 708	2 633	2 384	11 536	11 088

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (suite)

État de la situation financière	OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (762)		INFRASTRUCTURES (782)		IMMEUBLES (710)		MARCHÉS BOURSIERS (737) ¹	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Actif								
Placements	1 135	1 095	14 603	15 514	31 807	26 998	100 843	88 900
Autres actifs financiers	2	150	93	430	27	7	3 958	2 785
Total de l'actif	1 137	1 245	14 696	15 944	31 834	27 005	104 801	91 685
Passif								
Passifs relatifs aux placements	–	149	46	2 981	72	49	2 724	105
Autres passifs financiers	52	7	87	415	38	2	1 037	314
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	52	156	133	3 396	110	51	3 761	419
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	1 085	1 089	14 563	12 548	31 724	26 954	101 040	91 266

État du résultat global

	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Revenus de placement	21	17	671	860	1 511	86	2 487	2 114
Dépenses de placement	–	–	(11)	(13)	–	–	(52)	(30)
Revenu net de placement	21	17	660	847	1 511	86	2 435	2 084
Charges d'exploitation	(1)	(1)	(64)	(54)	(10)	(11)	(117)	(114)
Revenu net	20	16	596	793	1 501	75	2 318	1 970
Gains (pertes) nets réalisés	13	7	466	(979)	228	(140)	7 041	4 301
Gains (pertes) nets non réalisés	(3)	6	356	891	1 237	3 117	(669)	3 487
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	10	13	822	(88)	1 465	2 977	6 372	7 788
Résultat de placement net avant distributions aux (récupérations auprès des) détenteurs d'unités de participation	30	29	1 418	705	2 966	3 052	8 690	9 758
(Distributions) récupérations	(20)	(16)	(596)	(793)	(1 501)	(75)	(2 318)	(1 970)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	10	13	822	(88)	1 465	2 977	6 372	7 788

État des variations de l'actif net
attribuable aux détenteurs
d'unités de participation

	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Solde au début de l'exercice	1 089	980	12 548	9 753	26 954	22 858	91 266	84 334
Unités de participation								
Unités émises	91	181	2 736	3 796	3 633	1 241	10 024	10 840
Unités annulées	(105)	(85)	(1 543)	(913)	(328)	(122)	(6 622)	(11 696)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	(14)	96	1 193	2 883	3 305	1 119	3 402	(856)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	10	13	822	(88)	1 465	2 977	6 372	7 788
Solde à la fin de l'exercice	1 085	1 089	14 563	12 548	31 724	26 954	101 040	91 266

1. Le 1^{er} janvier 2016, les portefeuilles spécialisés de marchés boursiers ont été regroupés dans le nouveau portefeuille spécialisé Marchés boursiers. Conséquemment, les informations financières au 31 décembre 2015 sont présentées afin de tenir compte de ce regroupement.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (suite)

	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)		BTAA (772)		STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION (773)	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
État de la situation financière								
Actif								
Placements	30 754	26 972	3 536	2 049	3 970	4 612	6 718	9 097
Autres actifs financiers	24	52	697	707	92	11	720	215
Total de l'actif	30 778	27 024	4 233	2 756	4 062	4 623	7 438	9 312
Passif								
Passifs relatifs aux placements	343	919	2 796	453	3 814	4 490	6 796	8 795
Autres passifs financiers	475	527	81	504	91	33	13	53
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	818	1 446	2 877	957	3 905	4 523	6 809	8 848
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	29 960	25 578	1 356	1 799	157	100	629	464

État du résultat global

	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Revenus de placement	2 212	2 071	96	41	133	103	64	43
Dépenses de placement	(15)	(62)	(30)	(7)	(37)	(69)	(71)	(76)
Revenu net de placement	2 197	2 009	66	34	96	34	(7)	(33)
Charges d'exploitation	(149)	(82)	(10)	(8)	–	(1)	(44)	(59)
Revenu net	2 048	1 927	56	26	96	33	(51)	(92)
Gains (pertes) nets réalisés	495	(2 325)	(392)	434	(8)	(1 144)	276	(1 003)
Gains (pertes) nets non réalisés	1 042	2 226	13	(120)	52	1 183	(197)	1 137
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	1 537	(99)	(379)	314	44	39	79	134
Résultat de placement net avant distributions aux (récupérations auprès des) détenteurs d'unités de participation	3 585	1 828	(323)	340	140	72	28	42
(Distributions) récupérations	(2 048)	(1 927)	(56)	(26)	(96)	(33)	51	92
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	1 537	(99)	(379)	314	44	39	79	134

État des variations de l'actif net
attribuable aux détenteurs
d'unités de participation

	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Solde au début de l'exercice	25 578	22 244	1 799	1 593	100	27	464	541
Unités de participation								
Unités émises	6 818	4 609	1 105	988	13	34	373	225
Unités annulées	(3 973)	(1 176)	(1 169)	(1 096)	–	–	(287)	(436)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	2 845	3 433	(64)	(108)	13	34	86	(211)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	1 537	(99)	(379)	314	44	39	79	134
Solde à la fin de l'exercice	29 960	25 578	1 356	1 799	157	100	629	464

ATTESTATION FINANCIÈRE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Je, Michael Sabia, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016.
2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.
3. **Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que de son résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour ces exercices.
4. **Responsabilité :** J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.
5. **Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :
 - a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :
 - i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis; et que
 - ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet, en vertu de la législation, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.
 - b) conçu ou fait concevoir sous ma supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).
- 5.1. **Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).
- 5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception :** s.o.
- 5.3. **Limitation de l'étendue de la conception :** s.o.
6. **Évaluation :** J'ai fait ce qui suit :
 - a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;
 - b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :
 - i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;
 - ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF :** La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1^{er} janvier 2016 et se terminant le 31 décembre 2016 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse :** J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

Le président et chef de la direction,



MICHAEL SABIA

Le 7 avril 2017

ATTESTATION FINANCIÈRE DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

Je, Maarika Paul, première vice-présidente et chef de la Direction financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016.
2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.
3. **Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que de son résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour ces exercices.
4. **Responsabilité :** J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.
5. **Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :
 - a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :
 - i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis; et que
 - ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.
 - b) conçu ou fait concevoir sous ma supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).
- 5.1. **Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).
- 5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception :** s.o.
- 5.3. **Limitation de l'étendue de la conception :** s.o.
6. **Évaluation :** J'ai fait ce qui suit :
 - a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;
 - b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :
 - i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation; et
 - ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF :** La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1^{er} janvier 2016 et se terminant le 31 décembre 2016 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse :** J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

La première vice-présidente et chef de la Direction financière,



MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE, IAS.A

Le 7 avril 2017

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En 2016, la chef de la Direction financière a supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et d'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, et le comité de direction a approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés. Cette évaluation du contrôle interne entourant les principaux processus financiers de la Caisse vise à assurer l'atteinte des objectifs de qualité en matière de reddition de comptes financière, à tous les égards importants.

L'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée à l'aide du modèle de contrôle habituellement adopté par les sociétés nord-américaines, soit celui du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013). Les travaux réalisés ont permis au comité de direction de conclure à la conception adéquate du contrôle interne à l'égard de l'information financière et à son efficacité, de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée aux Documents annuels, comme définis dans la directive d'attestation financière de la Caisse, est fiable et que les états financiers consolidés de la Caisse ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément à la directive d'attestation financière de la Caisse, la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information visant les Documents annuels, soit les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse des résultats annuels et le rapport annuel, doivent être évalués.

À l'instar des travaux entourant le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la chef de la Direction financière a également supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et ceux concernant l'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, et le comité de direction a également approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés.

Au 31 décembre 2016, cette évaluation confirme la conception adéquate et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et à la chef de la Direction financière, pour que les décisions appropriées concernant la communication de l'information puissent être prises.

Le conseil d'administration a également approuvé les Documents annuels de 2016 avant leur divulgation publique.

NOTES GÉNÉRALES

1. Les activités de la Caisse sont menées selon les prescriptions de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec¹ et respectent les pratiques de l'industrie du placement. Les états financiers sont dressés conformément aux normes internationales d'information financière. Annuellement, les co-auditeurs de la Caisse, soit le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., procèdent à l'audit des états financiers ainsi qu'à l'audit de la conformité des opérations à la loi, aux règlements, aux politiques et directives, dans la mesure qu'ils jugent appropriée.
2. Les Renseignements additionnels au rapport annuel 2016 font partie intégrante du Rapport annuel 2016 et présentent, dans la première section, les tableaux des rendements au 31 décembre 2016 se rapportant aux composites des comptes des déposants de la Caisse. Ces tableaux et les calculs ont été audités au 31 décembre 2016 par le cabinet Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. quant à la conformité aux normes internationales de présentation des rendements (GIPS^{MD}).
3. Dans le présent rapport annuel, l'actif net des déposants et les résultats de placement nets se définissent comme étant dans les états financiers consolidés l'actif net attribuable aux déposants et les résultats de placement nets avant distributions aux déposants.
4. Les rendements des portefeuilles spécialisés utilisent le taux de rendement pondéré par le temps.
5. Les indices de référence des catégories d'actif et du portefeuille global sont obtenus par la moyenne pondérée des indices de référence des portefeuilles spécialisés qui les composent.
6. Sauf indication contraire, les rendements en pourcentage sont présentés après les frais de transaction, les frais de gestion externe des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières non consolidées, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Ils sont annualisés pour les périodes de plus d'un an. Ils incluent le rendement des liquidités et des quasi-espèces et tiennent compte, selon le cas, de la couverture contre les risques liés aux fluctuations des devises. Le ratio des charges d'exploitation sur l'actif net moyen de chaque portefeuille spécialisé est présenté dans les notes des Renseignements additionnels au rapport annuel 2016.
7. Sauf indication contraire, les résultats de placement nets avant distributions aux déposants et l'actif net attribuable aux déposants sont présentés après les charges d'exploitation et autres frais.
8. Certains rendements sont exprimés en points centésimaux (p.c.). Ainsi, 100 points centésimaux équivalent à 1,00 %, et un point centésimal équivaut à 0,01 %.
9. Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens. Les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.
10. Les écarts possibles dans les totaux (en chiffres ou en pourcentage) s'expliquent par les arrondissements.
11. Sauf indication contraire, toutes les données présentées dans les tableaux et graphiques sont issues des études effectuées par la Caisse.
12. Les tableaux des 10 principaux placements présentent, en ordre alphabétique, les positions au comptant à partir de l'information présentée aux tableaux 8, 9, 10 et 11 des renseignements additionnels au rapport annuel 2016.
13. La Caisse utilise le lieu du siège social de la société ou de l'émetteur de titres, ou encore, pour l'immobilier, l'emplacement géographique des biens, afin de décider si un actif est québécois.

Cette classification, généralement utilisée dans l'industrie de la gestion de fonds, comporte certains biais. En effet, certaines sociétés sont considérées comme québécoises même si leurs activités principales sont à l'extérieur du Québec. De la même façon, des sociétés dont les activités sont importantes au Québec ne sont pas prises en compte si leur siège social est situé à l'extérieur du Québec.

1. La Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec est accessible sur le site Web de la Caisse : www.cdpq.com.

BUREAUX INTERNATIONAUX

NEW YORK

CDPQ US (NEW YORK)

1211 Avenue of the Americas
Bureau 3001
New York, NY 10036
États-Unis
Téléphone : +1 212 596-6300
Télécopieur : +1 212 730-2356

WASHINGTON

CDPQ US (WASHINGTON)

1775 Pennsylvania Avenue Northwest
Bureau 200
Washington, DC 20006
États-Unis
Téléphone : +1 202 730-8010
Télécopieur : +1 202 730-8014

PARIS

CDPQ PARIS

28-32, avenue Victor-Hugo
6^e étage
75106 Paris
France
Téléphone : +33 1 56 69 25 30
Télécopieur : +33 1 56 69 25 80

SINGAPOUR

CDPQ SINGAPORE

One Raffles Quay
Tour Nord, 21^e étage, bureau 01
Singapour 048583
Singapour
Téléphone : +65 6800 4870
Télécopieur : +65 6800 4889

SHANGHAI

CDPQ SHANGHAI

One Corporate Avenue
Bureau 1504, 15^e étage
222 Hubin Road, Huang Pu District
Shanghai, 200021
Chine
(ouverture prochaine)

MEXIQUE

CDPQ MÉXICO

Torre Virreyes
Pedregal 24, 9^e étage, bureau 902
Colonia Molino del Rey,
Delegación Miguel Hidalgo
11040 Mexico, CDMX
Mexique
Téléphone : +52 55 4170 9625

ROYAUME-UNI

CDPQ LONDON

11 Charles II Street
2^e étage
Londres, SW1Y 4QU
Royaume-Uni
Téléphone : +44 207 024 8186
Télécopieur : +44 207 024 8198

AUSTRALIE

CDPQ SYDNEY

Deutsche Bank Place, bureau 2201
126 Phillip Street
Sydney NSW 2000
Australie
Téléphone : +61 2 8316 3800
Télécopieur : +61 2 8316 3899

INDE

CDPQ INDIA

5^e étage, WorldMark 3
Bureau N^o 7
Aerocity, New Delhi
Delhi 110037
Inde
Téléphone : +91 11 4138 7306

Le Rapport annuel 2016 et le document Renseignements additionnels au rapport annuel 2016 sont accessibles sur notre site Web : www.cdpq.com.

Renseignements : 514 842-3261, info@cdpq.com

The 2016 Annual Report and the 2016 Annual Report Additional Information are also available in English on our website : www.cdpq.com.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017

ISSN 1705-6446

ISSN en ligne 1705-6454



BUREAU D'AFFAIRES

1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : +1 514 842-3261
Télécopieur : +1 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

65, rue Sainte-Anne, 14^e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : +1 418 684-2334
Télécopieur : +1 418 684-2335

www.cdpq.com

2016

**Renseignements
additionnels au
Rapport annuel**



Renseignements additionnels au Rapport annuel 2016

I. TABLEAUX DES RENDEMENTS

1	Rapport de l'auditeur indépendant sur la conformité	5
2	Rapport de l'auditeur indépendant	6
3	Notes générales	8
4	Obligations	10
5	Dettes immobilières	12
6	Valeurs à court terme	14
7	Obligations à long terme.....	15
8	Immeubles	17
9	Infrastructures	20
10	Obligations à rendement réel	22
11	Marchés boursiers	23
12	Placements privés	24
13	Fonds équilibré	26

II. STATISTIQUES FINANCIÈRES ET RÉTROSPECTIVE

1.	Évolution de l'actif net attribuable aux déposants	30
2.	Variation de l'actif net attribuable aux déposants et de l'actif total sous gestion	31
3.	Évolution de l'avoir des déposants	32
4.	Ventilation de l'avoir des déposants	40
5.	Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens	41
6.	Sommaire des placements	42
7.	Ventilation des placements	43
8.	Secteur immobilier - Financements de 5 M\$ et plus	45
9.	Investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises de sociétés cotées	54
10.	Investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises de sociétés fermées	142
11.	Relevé des biens immobiliers	159
12.	Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente	161

Le Code d'éthique et de déontologie des dirigeants et des employés est disponible sur le site Web de la Caisse (www.cdpg.com), sous l'onglet Gouvernance.

I. Tableaux des rendements

Caisse de dépôt et placement du Québec
pour la période terminée le 31 décembre 2016

Présentation conforme GIPS^{MD}

Rapport de l'auditeur indépendant sur la conformité de l'ensemble de la société aux normes « Global Investment Performance Standards »

Aux administrateurs de la
Caisse de dépôt et placement du Québec

Nous avons procédé à un audit visant à déterminer si l'ensemble de Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Société ») se conformait aux exigences liées à l'élaboration des composites prévues par les normes Global Investment Performance Standards (les « normes GIPS ») pour l'année se terminant au 31 décembre 2016 et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2016. La responsabilité de la conformité aux normes GIPS incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la base de notre audit.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que la Société a respecté les critères établis par les normes GIPS. L'audit comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui de la conformité, l'appréciation de la conformité générale aux critères en cause et l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, la Société s'est conformée aux normes GIPS pour l'année terminée au 31 décembre 2016, notamment aux exigences liées à l'élaboration des composites dans l'ensemble de la Société, et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2016.

Nous avons publié un rapport d'audit distinct sur les composites individuels de la Société datées du 21 février 2017 et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion ni aucune autre forme d'assurance au sujet des résultats dans le présent rapport sur la conformité.

21 février 2017

Deloitte S.E.N.C.R.L./p.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A110972

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de la
Caisse de dépôt et placement du Québec

Nous avons audité le calcul du rendement présenté dans le Sommaire des rendements (« le Sommaire ») ci-joint de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour l'année se terminant le 31 décembre 2016. Le Sommaire a été préparé par la direction de Caisse de dépôt et placement du Québec selon les normes Global Investment Performance Standards (GIPS) du CFA Institute, tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire.

Responsabilité de la direction

La direction a la responsabilité de la préparation de l'information conformément aux Global Investment Performance Standards (GIPS), tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation du Sommaire exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. La direction est également responsable de déterminer si le référentiel d'information financière applicable est acceptable dans les circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le Sommaire, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons les procédures liées à l'audit et à l'analyse des rendements établie par les normes GIPS et d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le Sommaire. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le Sommaire comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du Sommaire afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du Sommaire.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le Sommaire donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle des rendements des composites et de l'indice de référence de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 conformément à la méthode de calcul requise par les Global Investment Performance Standards (GIPS) du CFA Institute, tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire.

Autres questions

Nous avons publié un rapport d'audit distinct sur la conformité de l'ensemble de la Société aux Global Investment Performance Standards (GIPS) daté du 21 février 2017 et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion ni aucune autre forme d'assurance au sujet des résultats dans le présent rapport.

Référentiel de calcul des rendements et restrictions quant à la diffusion et à l'utilisation

Sans modifier notre opinion, nous attirons votre attention aux notes relatives au Sommaire, qui décrivent les bases de calcul des rendements. Le Sommaire a été préparé de manière à répondre aux exigences des Global Investment Performance Standards (GIPS). En conséquence, il est possible que le Sommaire ne puisse se prêter à un usage autre.

21 février 2017

Deloitte S.E.N.C.R.L / p.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A110972



Notes générales

1. Présentation de la firme

La Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) est une institution financière qui gère des fonds provenant de régimes de retraite et d'assurance publics et parapublics québécois (les déposants). La Caisse investit dans les grands marchés liquides et sous forme de placements privés et d'investissements immobiliers. L'actif net attribuable aux déposants, excluant les dépôts à vue et dépôts à terme, s'établissait à 270,0 G\$ au 31 décembre 2016. Ce document présente les rendements relatifs aux fonds confiés à la Caisse par les déposants (voir la note 7, p. 9).

2. Énoncé de conformité

La Caisse est en conformité avec les Normes internationales de présentation des performances GIPS^{MD} (Normes GIPS^{MD}) et a préparé et présenté ce rapport conformément aux Normes GIPS^{MD}. La Caisse a été vérifiée de façon indépendante pour les exercices allant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2016.

La vérification détermine si (1) la Caisse a été en conformité avec toutes les exigences de construction des composites des Normes GIPS^{MD} au niveau de l'ensemble de la firme comme défini ci-dessus et que (2) les processus et procédures de la Caisse sont conçus de manière à calculer et à présenter les performances conformément aux Normes GIPS^{MD}. Les composites ont fait l'objet d'un examen de performance pour les exercices allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

3. Calculs de rendement

Les calculs de rendement sont basés sur des évaluations mensuelles. La formule Dietz modifiée est utilisée pour calculer le rendement. Tous les dépôts et retraits des déposants sont faits le premier jour de chaque mois. Ainsi, les flux monétaires n'ont pas d'incidence sur les rendements.

Chaque portefeuille discrétionnaire pour lequel la Caisse impute des charges d'exploitation est représenté dans au moins un composite. L'évaluation de ces composites est basée sur les dates de transaction et les rendements sont calculés mensuellement. Ces rendements sont ensuite liés géométriquement pour produire les rendements trimestriels et annuels.

Les rendements totaux, incluant les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements, les gains et les pertes non réalisés, ainsi que les revenus et dépenses de placement sont utilisés pour calculer les rendements. Ces rendements incluent le rendement généré par la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les revenus d'intérêts sont courus et sont inclus dans les justes valeurs utilisées pour calculer les rendements. Les revenus de dividendes sont inscrits généralement à la date ex-dividende.

Conformément à la décision du Conseil des normes comptables du Canada (CNC), la Caisse a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) depuis le 1^{er} janvier 2014. La Caisse se qualifie à titre d'entité d'investissement selon les IFRS. De cette façon, l'ensemble des instruments financiers sont évalués à la juste valeur conformément à l'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*.

Les IFRS exigent qu'une société se qualifiant à titre d'entité d'investissement ne consolide pas ses filiales, mais les évalue à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur des filiales est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise qui reflète, entre autres, la juste valeur des instruments financiers détenus directement par ces filiales. Auparavant, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, les composites incluaient la consolidation des actifs et des passifs des filiales. Ce changement concerne les composites Dettes immobilières, Immeubles, Infrastructures et Placements privés.

Tous les composites ont adopté les IFRS au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2014. L'adoption des nouvelles normes au 1^{er} janvier 2014 n'avait eu aucune incidence sur les rendements présentés. Toutefois, le composite Immeubles avait adopté les IFRS par anticipation le 1^{er} janvier 2012.

Pour de plus amples détails sur les techniques d'évaluation ainsi que sur les politiques, directives et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur, veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen des prix de fermeture publiés par des courtiers, ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues, lorsque ces valeurs sont disponibles. Lorsqu'un prix n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telle que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs. Pour de plus amples détails sur la méthodologie employée pour évaluer les BTAA (billets à terme adossés à des actifs), veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

La juste valeur des actions cotées est déterminée à partir des prix de fermeture des principales Bourses.

Les évaluations des actions non cotées sont réalisées selon des techniques d'évaluation couramment employées ou sur la base de transactions comparables conclues sans lien de dépendance. Les évaluations des actions et des valeurs convertibles



non cotées sont revues par le comité d'évaluation de la Caisse. Certaines évaluations sont revues semi-annuellement par des firmes externes indépendantes. La juste valeur des fonds d'investissement est déterminée selon la juste valeur de l'actif net fournie par le commandité ou l'administrateur.

La proportion de détention des déposants dans les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles ne varie pas entre les périodes d'évaluation.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon le type d'instrument financier dérivé. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés et réglés sur une chambre de compensation est établie respectivement selon les prix des principales bourses représentant le marché actif et selon les prix des chambres de compensation. Pour les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, la juste valeur de ces instruments est établie par des techniques d'évaluation reconnues et couramment employées telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs ou d'autres modèles financiers. Ces techniques nécessitent l'élaboration et l'utilisation d'hypothèses tenant compte de données d'entrées observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation ainsi que les courbes de taux de change, les prix des sous-jacents et la volatilité.

La Caisse peut, dans certains pays, bénéficier d'une exemption de taxes ou d'un taux réduit de taxation à l'égard des revenus et des intérêts, en vertu du droit interne ou du traité fiscal entre le Canada et le pays visé. Les rendements des composites sont présentés après les taxes de non-résident, si applicables. Ailleurs qu'au Canada, les rendements des indices de référence sont présentés après les taxes de non-résident.

4. Mesure de risque

Pour le composite Fonds équilibré, la dispersion des rendements annuels est mesurée par l'écart-type des rendements annuels des comptes des déposants présents durant toute l'année dans le composite.

Pour les autres composites, cette mesure de dispersion n'est pas utilisée car le nombre de portefeuilles dans chacun de ces composites est inférieur à 5. La dispersion des rendements est mesurée par l'écart-type annualisé des rendements mensuels du composite et de son indice sur une période mobile de trois ans.

Pour les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles, dont l'évaluation complète des placements est effectuée semestriellement, cette information n'est pas présentée.

5. Charges d'exploitation et autres frais

En raison de la nature de la Caisse, les charges d'exploitation et autres frais qui sont imputés aux composites sont les frais réels encourus pour gérer ces fonds. La somme de ces frais est répartie selon des inducteurs appropriés aux activités de placement. Tous les rendements dans cette présentation sont calculés après les frais de transaction, les frais de gestion externe des fonds d'investissement, et les charges des filiales immobilières non consolidées, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Pour chaque composite, les frais réels encourus sont présentés en points centésimaux (p.c.).

6. Devise de présentation

Tous les rendements et les actifs sont présentés en dollars canadiens.

7. Actif net sous gestion

L'actif net sous gestion correspond à l'actif net attribuable aux déposants présenté aux états financiers consolidés, ajusté afin d'exclure les actifs qui ne font pas partie de la firme comme définie dans la note 1, soit les dépôts à vue et les dépôts à terme des déposants.

8. Information complémentaire

Le manuel de procédures internes concernant l'évaluation des placements, les calculs de rendements et la préparation de cette présentation de rendements est disponible sur demande pour les déposants existants ou potentiels en écrivant à servicesadministratifsdeposants@cdpq.com.

Obligations

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	3,09	1,73	1,36	3,50	4,03	68 074 757 \$	270 018 068 \$
2015	3,82	3,75	0,08	3,59	4,14	67 860 038 \$	247 494 947 \$
2014	8,23	8,87	(0,64)	2,68	3,07	62 869 594 \$	225 433 142 \$
2013	0,24	(1,20)	1,44	2,86	3,19	55 016 405 \$	199 690 933 \$
2012	4,30	3,58	0,72	2,90	3,02	43 789 616 \$	175 192 938 \$
2011	10,10	9,81	0,29	3,28	3,28	41 600 376 \$	158 706 574 \$
2010	8,45	6,84	1,60	3,80	3,78	40 038 013 \$	151 387 764 \$
2009	6,38	5,41	0,97	3,59	3,60	37 645 302 \$	131 103 348 \$
2008	4,82	6,41	(1,59)	3,55	3,61	44 161 584 \$	117 950 388 \$
2007	3,76	3,68	0,07	3,02	3,04	39 445 960 \$	155 140 783 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	3,09	3,46	5,03	3,81	3,91	4,91	5,41	5,53	5,45	5,28
2016 Indice	1,73	2,73	4,74	3,23	3,30	4,35	4,71	4,79	4,97	4,84
Écart	1,36	0,72	0,28	0,58	0,61	0,56	0,71	0,74	0,48	0,44

Notes relatives au composite Obligations :

1. Description du composite

Ce composite a comme objectif d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence en investissant principalement dans des titres de dette canadiens.

Le 1^{er} juillet 2010, les activités de dette privée ont été transférées du composite Participations et infrastructures à ce composite. Jusqu'au 30 juin 2010, le composite regroupait uniquement les placements en obligations faits sur les marchés cotés.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont principalement utilisés pour couvrir des positions, réduire les risques de marché et profiter d'occasions d'arbitrage.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres ainsi que de vente à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées. La structure des titres de dette d'actifs titrisés non synthétiques adossés à des actifs tangibles ne doit comporter aucun levier.

Une portion non significative des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} juillet 2010, l'indice de référence est l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel ajusté. Les composantes FTSE TMX Canada obligations provinciales et FTSE TMX Canada obligations municipales ont été remplacées par la composante FTSE TMX Canada obligations du Québec. Auparavant, l'indice de référence de ce composite était l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel. Ce changement d'indice était justifié pour mieux refléter la surpondération des obligations du Québec dans le composite.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 10 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes,



Caisse de dépôt et placement
du Québec

soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais
représentaient en moyenne 10 p.c.

Dettes immobilières

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	2,64	1,66	0,98	4,13	4,04	11 553 457 \$	270 018 068 \$
2015	5,14	3,52	1,62	4,01	4,14	11 299 439 \$	247 494 947 \$
2014	11,91	8,79	3,12	3,31	3,10	10 440 656 \$	225 433 142 \$
2013	0,07	(1,19)	1,27	3,61	3,10	8 818 031 \$	199 690 933 \$
2012	5,14	3,60	1,54	3,89	3,03	7 574 217 \$	175 192 938 \$
2011	14,96	9,51	5,45	11,27	3,21	6 679 713 \$	158 706 574 \$
2010	17,09	7,13	9,95	11,11	4,40	8 607 291 \$	151 387 764 \$
2009	(20,33)	8,52	(28,85)	10,60	4,09	9 019 927 \$	131 103 348 \$
2008	(7,64)	(3,04)	(4,60)	4,41	4,05	11 331 733 \$	117 950 388 \$
2007	0,94	3,52	(2,58)	4,04	3,01	11 506 095 \$	155 140 783 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	2,64	3,88	6,49	4,85	4,91	6,52	7,97	3,94	2,59	2,42
2016 Indice	1,66	2,59	4,61	3,13	3,22	4,25	4,65	5,13	4,19	4,12
Écart	0,98	1,30	1,88	1,72	1,68	2,27	3,32	(1,18)	(1,60)	(1,70)

Notes relatives au composite Dettes immobilières :

1. Description du composite

Ce composite regroupe essentiellement des prêts et titres hypothécaires commerciaux gérés par la filiale Otéra Capital. Il comprend des prêts hypothécaires de premier rang ou de rang inférieur, des obligations hypothécaires et des prêts transitoires (majoritairement des prêts à la construction). Ce composite pourrait détenir des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada (TACHC) souscrits à l'interne.

Ce composite inclut divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques de taux d'intérêt et de devises. Les produits dérivés de taux d'intérêt servent à ramener la durée, donc la sensibilité du portefeuille aux variations des taux, près de celle de l'indice. Ils peuvent également servir à garantir un taux à un emprunteur.

Aucun levier n'est autorisé dans ce composite, à l'exception de celui résultant (1) des activités telles que la titrisation et les reprises immobilières, dans lesquelles il existe déjà des prêts hypothécaires sur un immeuble repris, (2) de la consolidation des plateformes opérationnelles et (3) des sommes dues aux actionnaires. Toutefois, un levier peut être toléré seulement si cela résulte des effets de la gestion de la durée ou de la couverture de change.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'indice de référence de ce composite est l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel.

Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2011, l'indice de référence de ce composite était composé à 90 % de l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel et à 10 % de l'indice Giliberto-Levy couvert.

Du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009, l'indice de référence était composé à 90 % de l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel et à 10 % de l'indice Barclays CMBS B couvert.

Ces changements d'indices étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les charges de la filiale non consolidée, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif



net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 1 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais représentaient en moyenne 4 p.c.

6. Évaluation des placements

Tel que décrit dans les notes générales, la Caisse évalue sa participation dans sa filiale non consolidée, Otéra Capital, à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur de la participation en actions dans la filiale est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. Cette valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par cette filiale qui comprend principalement

les prêts hypothécaires commerciaux. Cette valeur est établie selon l'actif net des états financiers audités de la filiale. La juste valeur de la participation sous forme d'instruments d'emprunt dans cette filiale est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et l'écart de crédit.

La juste valeur des prêts hypothécaires commerciaux est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs qui sont divisés en catégories de risque, selon le ratio prêt-valeur, pour lesquelles un taux d'actualisation approprié au marché est déterminé. Les évaluations des prêts hypothécaires commerciaux sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

Valeurs à court terme

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	0,52	0,51	0,01	0,10	0,09	6 157 183 \$	270 018 068 \$
2015	0,73	0,63	0,10	0,09	0,09	4 584 461 \$	247 494 947 \$
2014	1,01	0,91	0,10	0,04	0,05	6 830 301 \$	225 433 142 \$
2013	1,07	1,01	0,06	0,05	0,06	3 511 628 \$	199 690 933 \$
2012	1,08	1,01	0,07	0,12	0,10	8 916 169 \$	175 192 938 \$
2011	1,06	1,00	0,06	0,14	0,11	6 762 222 \$	158 706 574 \$
2010	0,65	0,54	0,12	0,48	0,45	3 376 296 \$	151 387 764 \$
2009	1,07	0,62	0,45	0,51	0,53	2 714 918 \$	131 103 348 \$
2008	3,68	3,33	0,35	0,32	0,30	4 468 179 \$	117 950 388 \$
2007	4,56	4,43	0,12	0,28	0,26	2 365 475 \$	155 140 783 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	0,52	0,63	0,75	0,83	0,88	0,91	0,88	0,90	1,21	1,54
2016 Indice	0,51	0,57	0,68	0,77	0,81	0,85	0,80	0,78	1,06	1,39
Écart	0,01	0,05	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,12	0,15	0,14

Notes relatives au composite Valeurs à court terme :

1. Description du composite

Ce composite a comme objectif de préserver le capital investi et de maintenir un degré de liquidité élevé tout en procurant un rendement courant comparable à celui des bons du Trésor canadiens 91 jours.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la gestion du risque de taux d'intérêt ou de la durée de la dette.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est le FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 1 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais représentaient en moyenne 2 p.c.

Obligations à long terme

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	2,07	2,12	(0,06)	8,38	8,40	2 639 527 \$	270 018 068 \$
2015	4,68	4,75	(0,07)	8,30	8,33	2 390 024 \$	247 494 947 \$
2014	18,20	18,40	(0,20)	6,13	6,16	2 208 145 \$	225 433 142 \$
2013	(6,48)	(6,40)	(0,08)	6,53	6,54	1 895 965 \$	199 690 933 \$
2012	3,43	3,70	(0,26)	5,87	5,85	3 678 975 \$	175 192 938 \$
2011	18,55	18,63	(0,08)	6,54	6,51	3 758 146 \$	158 706 574 \$
2010	12,30	12,32	(0,02)	7,34	7,51	3 597 657 \$	151 387 764 \$
2009	2,11	1,25	0,86	7,12	7,29	3 102 148 \$	131 103 348 \$
2008	4,64	6,16	(1,51)	7,13	7,33	3 039 517 \$	117 950 388 \$
2007	4,66	4,39	0,27	s.o.	s.o.	3 175 403 \$	155 140 783 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	2,07	3,37	8,09	4,25	4,08	6,37	7,20	6,55	6,33	6,16
2016 Indice	2,12	3,43	8,20	4,35	4,22	6,49	7,30	6,53	6,49	6,28
Écart	(0,06)	(0,06)	(0,10)	(0,10)	(0,13)	(0,12)	(0,11)	0,02	(0,15)	(0,11)

Notes relatives au composite Obligations à long terme :

1. Description du composite

Ce composite regroupe essentiellement des instruments financiers du marché obligataire canadien à long terme. Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2005.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'indice de référence se nomme FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté et est composé à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme, à 40 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations provinciales à long terme et à 50 % du FTSE TMX Canada obligations provinciales du Québec à long terme. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011, l'indice de référence était le FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté et était composé à 25 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme, à 25 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations provinciales à long terme et à 50 % du FTSE TMX Canada obligations provinciales du Québec à long

terme. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010, l'indice était le FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté, dont la portion Provinces était remplacée par les obligations du Québec. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la surpondération des obligations du Québec dans le composite.

Du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2010, l'indice de référence de ce composite était l'indice FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 4 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le



**Caisse de dépôt et placement
du Québec**

31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais représentaient en moyenne 6 p.c.

Immeubles

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	10,35	7,25	3,10	s.o.	s.o.	31 721 120 \$	270 018 068 \$
2015	13,05	15,40	(2,35)	s.o.	s.o.	26 955 199 \$	247 494 947 \$
2014	9,93	11,09	(1,16)	s.o.	s.o.	22 878 122 \$	225 433 142 \$
2013	15,06	15,56	(0,49)	s.o.	s.o.	22 570 193 \$	199 690 933 \$
2012	12,43	13,18	(0,75)	s.o.	s.o.	17 973 935 \$	175 192 938 \$
2011	10,96	15,63	(4,66)	s.o.	s.o.	18 204 805 \$	158 706 574 \$
2010	13,42	11,58	1,84	s.o.	s.o.	16 770 823 \$	151 387 764 \$
2009	(12,65)	(15,31)	2,66	s.o.	s.o.	14 311 038 \$	131 103 348 \$
2008	(21,92)	(3,41)	(18,51)	s.o.	s.o.	14 111 088 \$	117 950 388 \$
2007	20,29	24,37	(4,09)	s.o.	s.o.	17 584 287 \$	155 140 783 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	10,35	11,69	11,10	12,08	12,15	11,95	12,16	8,71	4,78	6,24
2016 Indice	7,25	11,25	11,20	12,27	12,45	12,98	12,77	8,81	7,38	8,97
Écart	3,10	0,44	(0,09)	(0,19)	(0,30)	(1,02)	(0,61)	(0,10)	(2,59)	(2,73)

Autres rendements présentés au 31 décembre (en pourcentage) :

	Rendement courant	Appréciation (dépréciation) du capital	Rendement total
2016	2,21	7,98	10,35
2015	2,23	10,59	13,05
2014	2,33	7,42	9,93
2013	3,33	11,36	15,06
2012	3,50	8,63	12,43
2011	4,17	6,57	10,96
2010	4,61	8,42	13,42
2009	4,41	(16,34)	(12,65)
2008	3,71	(24,71)	(21,92)
2007	3,99	15,67	20,29

Notes relatives au composite Immeubles :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les participations détenues dans la filiale immobilière Ivanhoé Cambridge. Plus de 80 % des actifs bruts du composite sont constitués de placements en détention directe. Les autres investissements détenus par la filiale sont sous forme de fonds d'investissement, de prêts hypothécaires, d'actions et de valeurs convertibles, principalement reliés à des actifs immobiliers.

Ce composite, par l'intermédiaire de la filiale immobilière, peut inclure des instruments financiers dérivés dans le

cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la couverture du risque des devises, la gestion du risque de taux d'intérêt ainsi que la gestion de la durée de la dette.

Pour les placements en détention directe de la filiale immobilière, le levier maximal est de 55 %. Aucun levier n'est autorisé pour les placements qui ne sont pas détenus en mode de détention directe. Les activités de prêts et d'emprunts de titres ainsi que de ventes à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.



2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'indice Immeubles est composé à 85 % de l'indice IPD Global Property ajusté (couvert) et à 15 % de l'indice IPD Global Property Fund (couvert), moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales. Le coût du levier est composé à 50 % du coût réel du financement interne couvert, à 25 % du taux hypothécaire américain Giliberto-Levy 4-6 ans couvert, et à 25 % du taux obligataire Canada 5 ans majoré par un écart de crédit hypothécaire canadien. Les changements apportés à l'indice étaient justifiés afin de mieux refléter les opportunités d'investissement et la diversification géographique globale du composite.

Du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2015, l'indice se nommait Aon Hewitt – Immobilier ajusté et était composé à 40 % de l'indice IPD Canada, à 30 % de l'indice NCREIF couvert, à 15 % de l'indice IPD UK couvert, à 15 % de l'indice IPD France couvert, moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales. Depuis le 1^{er} juillet 2012, une composante FTSE TMX Canada bons du Trésor 30 jours a aussi été ajoutée au calcul de l'indice. Cette composante a un poids de 3 % dans l'indice de référence. Le coût du levier était composé à 50 % du coût réel du financement interne couvert, à 25 % du taux obligataire US 3 ans couvert, majoré d'un écart de crédit Giliberto-Levy 2-3 ans, et à 25 % du taux obligataire Canada 3 ans majoré par un écart de crédit hypothécaire canadien.

Jusqu'au 31 décembre 2009, l'indice se nommait Aon – Immobilier et était composé à 70 % de l'indice IPD Canada et à 30 % de l'indice NCREIF couvert, moins une proportion de l'indice FTSE TMX Canada obligataire à court terme de sociétés pour refléter le levier.

Les changements apportés à l'indice étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les charges de la filiale non consolidée, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 3 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes,

soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais représentaient en moyenne 5 p.c.

6. Évaluation des placements

Tel que décrit aux notes générales, le composite Immeubles a adopté les IFRS par anticipation le 1^{er} janvier 2012. La Caisse évalue sa participation dans sa filiale immobilière non consolidée, Ivanhoé Cambridge, à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur de la participation en actions dans la filiale immobilière est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise, la méthode de multiples de sociétés comparables, soit une méthode couramment utilisée. Cette méthode s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables, telles que le multiple du cours-valeur aux livres. Cette valeur d'entreprise reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par la filiale, qui incluent principalement les immeubles de placement, ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de la filiale. L'évaluation est établie annuellement par une firme externe indépendante.

La juste valeur des immeubles de placement détenus directement par la filiale est établie et certifiée par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Comme les facteurs fondamentaux affectant la juste valeur ne changent pas de façon significative sur une courte période, ces immeubles sont évalués semestriellement depuis juin 2007 et annuellement pour les périodes antérieures à cette date. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Pour établir la valeur au 30 juin, l'évaluateur effectue une mise à jour des taux d'actualisation et de capitalisation et certifie la nouvelle valeur. Une réévaluation complète est effectuée au 31 décembre de chaque année.

À chaque date d'évaluation, les investissements détenus dans des fonds externes d'investissement, les actions non cotées et les financements hypothécaires sont évalués à l'interne par la filiale immobilière et représentent environ 9 % des actifs du composite. Dans le cas des fonds d'investissement, représentant plus de 8 % des actifs du composite, l'évaluation est subséquemment comparée à la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur.

Sur une base trimestrielle, lors des dispositions des immeubles, les gains ou les pertes sur dispositions sont constatés. De plus, il peut arriver qu'une situation, telle qu'une demande de financement ou un établissement de valeur fiscale, permette d'obtenir une nouvelle évaluation entre les deux semestres. Si cette évaluation affiche une variation significative par rapport à la juste valeur, celle-ci sera comptabilisée durant le trimestre.

7. Autres rendements présentés

Pour ce composite, en plus du rendement total, les rendements annuels de l'appréciation ou de la dépréciation du capital et le rendement courant d'exploitation de la filiale



non consolidée sont présentés. Le rendement courant provenant des activités de la filiale immobilière est réinvesti dans cette dernière. Le rendement courant inclut les revenus de location, le rendement de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduit des frais d'exploitation des immeubles et des frais de financement. Depuis le 1^{er} janvier 2011, ces rendements sont calculés séparément

en liant géométriquement les rendements calculés selon la formule Dietz modifiée. Avant le 1^{er} janvier 2011, ces rendements étaient calculés de sorte que la somme géométrique des deux composantes était égale au rendement total du composite.

Infrastructures

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	11,08	10,79	0,29	s.o.	s.o.	14 639 781 \$	270 018 068 \$
2015	6,59	(5,09)	11,68	s.o.	s.o.	12 957 468 \$	247 494 947 \$
2014	13,23	21,49	(8,27)	s.o.	s.o.	10 132 887 \$	225 433 142 \$
2013	10,62	22,63	(12,01)	s.o.	s.o.	8 048 236 \$	199 690 933 \$
2012	8,74	15,00	(6,26)	s.o.	s.o.	6 306 972 \$	175 192 938 \$
2011	23,28	12,70	10,59	s.o.	s.o.	5 751 198 \$	158 706 574 \$
2010*	13,94	17,12	(3,18)	s.o.	s.o.	4 332 759 \$	151 387 764 \$

*Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	11,08	8,82	10,27	10,35	10,03	12,14	s.o.			
2016 Indice	10,79	2,55	8,51	11,88	12,50	12,53	s.o.			
Écart	0,29	6,27	1,76	(1,52)	(2,46)	(0,39)	s.o.			

Notes relatives au composite Infrastructures :

1. Description du composite

Ce composite regroupe principalement les activités de gestion dans des placements négociés pour des souscriptions de l'avoire propre en appui au maintien ou au développement d'entreprises dans les secteurs en infrastructures. Il s'agit d'investissements sous forme de titres de participation dans des sociétés privées ou cotées en Bourse et exploitant des actifs de type services aux collectivités. Ces investissements peuvent être effectués dans des projets de développement ou stabilisés.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils ne doivent être utilisés que pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises ou aux fins d'une couverture d'une position détenue en portefeuille.

Une portion de ce composite est investie sous forme de fonds d'investissement.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 1 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} juillet 2010.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} avril 2015, l'indice de référence « Infrastructures » correspond à l'indice MSCI ACWI Infrastructures ajusté couvert, à l'exception des titres de pays émergents qui restent non couverts. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter l'univers des opportunités d'investissement dans les infrastructures publiques.

Du 1^{er} janvier 2013 au 31 mars 2015, l'indice de référence « Infrastructures » était formé de la façon suivante : un panier de titres publics liés à l'infrastructure, couverts, à l'exception des titres de pays émergents qui étaient non couverts.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était un composite formé d'un panier de titres publics liés à l'infrastructure, couverts, provenant de Standard & Poor's.

Sur de courtes périodes, il est possible d'observer des écarts significatifs entre le rendement du composite et celui de son indice. L'indice est composé de titres publics, alors que le composite est essentiellement composé de titres privés, d'où un écart lié aux fluctuations du marché.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2016.



5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 46 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais représentaient en moyenne 39 p.c.

Obligations à rendement réel

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	2,83	2,86	(0,02)	7,88	7,88	1 087 059 \$	270 018 068 \$
2015	2,84	2,79	0,05	9,68	9,69	1 089 696 \$	247 494 947 \$
2014	13,20	13,18	0,01	8,02	8,02	980 477 \$	225 433 142 \$
2013	(13,08)	(13,07)	0,00	8,70	8,70	1 188 230 \$	199 690 933 \$
2012	2,72	2,85	(0,13)	6,43	6,42	1 227 452 \$	175 192 938 \$
2011	18,37	18,35	0,02	8,51	8,19	1 288 122 \$	158 706 574 \$
2010	11,12	11,09	0,03	11,75	11,39	939 609 \$	151 387 764 \$
2009	17,09	14,50	2,59	11,87	11,47	652 763 \$	131 103 348 \$
2008	(2,18)	0,42	(2,60)	10,10	10,02	557 727 \$	117 950 388 \$
2007	1,52	1,59	(0,08)	5,64	5,56	861 805 \$	155 140 783 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	2,83	2,84	6,18	1,00	1,34	4,00	4,99	6,43	5,44	5,04
2016 Indice	2,86	2,83	6,17	0,99	1,36	4,01	5,00	6,14	5,49	5,09
Écart	(0,02)	0,01	0,01	0,01	(0,02)	(0,01)	(0,01)	0,29	(0,05)	(0,05)

Notes relatives au composite Obligations à rendement réel :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les obligations canadiennes à rendement réel de la Caisse. Les obligations à rendement réel sont des obligations dont la valeur nominale est directement liée à l'indice des prix à la consommation. Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2004.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est l'indice FTSE TMX Canada obligations à rendement réel.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 7 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais représentaient en moyenne 10 p.c.

Marchés boursiers

Rendement et actif net sous gestion pour l'année terminée le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	9,40	7,51	1,89	s.o.	s.o.	101 271 741 \$	270 018 068 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	9,40									
2016 Indice	7,51									
Écart	1,89									

Notes relatives au composite Marchés boursiers :

1. Description du composite

Dans le cadre d'une révision globale des portefeuilles spécialisés offerts aux déposants, les composites Actions Qualité mondiale, Actions canadiennes, Actions des marchés en émergence, Actions américaines et Actions EAEO ont été fusionnés et leurs actifs et passifs ont été transférés afin de créer le composite Marchés boursiers en date du 1^{er} janvier 2016. Aucun gain ou perte n'a été réalisé à la suite du regroupement des composites.

Le composite Marchés boursiers vise à procurer un rendement ajusté pour le risque supérieur à celui obtenu dans des investissements traditionnels en actions. Pour atteindre cet objectif, le composite adopte une approche d'investissement en absolu qui n'est pas basée sur la composition des indices mais plutôt sur des critères de qualité spécifiques aux entreprises. Ce composite est subdivisé en six grands mandats : Qualité mondiale, Canada, Pondérations alternatives, Marchés en croissance, Relationnel, Stratégique. Pour chacun de ces mandats, un processus d'investissement rigoureux, régi par un comité d'investissement spécifique interne, encadre la sélection des titres et la construction du portefeuille.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

Ce composite peut comporter un levier au comptant de 5 % dans le cours normal des activités d'investissement.

Ce composite n'est pas couvert contre les fluctuations des devises. Toutefois, une couverture peut être mise en place et les stratégies de couverture doivent être approuvées.

Les instruments financiers dérivés sur taux d'intérêt et de devises ne doivent être utilisés que pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises, sauf approbation exceptionnelle.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres ainsi que de vente à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} janvier 2016.

3. Indice de référence

L'indice de référence « Marchés boursiers » est composé à 90 % Marchés boursiers traditionnel et à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours, pour laquelle la composante Marchés boursiers traditionnel est composée à 60 % de l'indice MSCI World (ex Canada) non couvert, à 25 % de l'indice S&P/TSX et à 15 % de l'indice MSCI EM non couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 16 p.c. depuis sa création (1^{er} janvier 2016).

Placements privés

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2016	14,01	8,76	5,26	s.o.	s.o.	30 387 019 \$	270 018 068 \$
2015	8,39	4,07	4,32	s.o.	s.o.	26 099 185 \$	247 494 947 \$
2014	12,15	12,54	(0,40)	s.o.	s.o.	22 396 335 \$	225 433 142 \$
2013	19,69	22,72	(3,03)	s.o.	s.o.	20 181 956 \$	199 690 933 \$
2012	13,60	14,10	(0,50)	s.o.	s.o.	17 795 997 \$	175 192 938 \$
2011	7,05	7,36	(0,30)	s.o.	s.o.	15 745 769 \$	158 706 574 \$
2010	26,73	1,99	24,74	s.o.	s.o.	17 467 606 \$	151 387 764 \$
2009	10,79	23,98	(13,18)	s.o.	s.o.	11 255 624 \$	131 103 348 \$
2008	(31,35)	(40,07)	8,72	s.o.	s.o.	9 733 977 \$	117 950 388 \$
2007	16,18	3,79	12,40	s.o.	s.o.	11 344 412 \$	155 140 783 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	14,01	11,17	11,49	13,49	13,51	12,41	14,35	13,90	7,67	8,49
2016 Indice	8,76	6,39	8,40	11,82	12,27	11,44	10,03	11,69	4,22	4,18
Écart	5,26	4,78	3,09	1,67	1,24	0,97	4,32	2,21	3,45	4,31

Notes relatives au composite Placements privés :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les activités de gestion des placements privés spécialisées dans les métiers d'investissement d'acquisitions par emprunt (*buyout*), de capital de développement, de capital de risque, de dette en détresse, de dette mezzanine et de restructuration.

Certains actifs en provenance du composite Participations et infrastructures ont été transférés dans le composite en date du 1^{er} juillet 2010 en raison de la réorganisation de l'offre du composite et de la fermeture du composite Participations et infrastructures.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises, ou aux fins d'une couverture d'une position détenue en portefeuille.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 36 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2003.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'indice de référence est composé à 50 % de l'indice State Street Private Equity ajusté partiellement couvert et à 50 % de l'indice MSCI World partiellement couvert. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de couverture du composite.

Du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015, l'indice de référence était composé à 50 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et à 50 % de l'indice MSCI World Index couvert. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était composé à 70 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et à 30 % de l'indice MSCI World couvert. Ce changement d'indice était justifié par l'évolution du composite à la suite des transferts du 1^{er} juillet 2010.

Du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2010, l'indice de référence était composé à 60 % du S&P 500 couvert et à 40 % du MSCI EAFE couvert. Ce changement d'indice était justifié par l'évolution sur le plan géographique et sectoriel de la politique de placement du composite et par sa liquidité plus élevée.



4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux

correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 55 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais représentaient en moyenne 26 p.c.

Fonds équilibré

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)				Actif net (k\$)
	Composite	Indice	Écart	Nbre comptes	Écart-type comptes	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite
2016	7,57	5,76	1,81	56	2,18	4,19	4,76	270 018 068 \$
2015	9,10	6,70	2,40	49	2,21	3,71	4,32	247 494 947 \$
2014	12,02	11,41	0,61	47	2,73	2,97	3,01	225 433 142 \$
2013	13,06	12,56	0,50	41	3,70	3,56	3,44	199 690 933 \$
2012	9,55	9,30	0,25	39	3,25	4,34	4,49	175 192 938 \$
2011	3,97	4,23	(0,26)	36	2,48	5,03	6,58	158 706 574 \$
2010	13,62	9,48	4,15	36	4,06	9,98	10,10	151 387 764 \$
2009	10,04	14,10	(4,05)	34	4,84	9,44	9,57	131 103 348 \$
2008	(25,05)	(18,47)	(6,58)	32	7,99	9,37	8,37	117 950 388 \$
2007	5,63	6,20	(0,57)	29	2,86	4,12	4,17	155 140 783 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	7,57	8,33	9,55	10,41	10,24	9,17	9,80	9,83	5,26	5,30
2016 Indice	5,76	6,23	7,93	9,07	9,11	8,28	8,45	9,14	5,66	5,72
Écart	1,81	2,10	1,62	1,35	1,13	0,89	1,34	0,68	(0,40)	(0,42)

Composition de l'indice de référence Fonds équilibré au 31 décembre 2016 :

Indice de référence ¹	Poids
FTSE TMX Canada obligataire universel ajusté	26 %
FTSE TMX Canada obligataire universel	4 %
FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours	1 %
FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté	1 %
Indice Immeubles	12 %
Indice Infrastructures	6 %
FTSE TMX Canada obligations à rendement réel	0 %
Indice Marchés boursiers	37 %
Indice Placements privés	12 %

1. La description des indices est présentée dans les notes de chacun des composites.

Notes relatives au composite Fonds équilibré :

1. Description du composite

Ce composite regroupe l'ensemble des comptes des déposants, incluant le Fonds général, et mesure l'impact global de la répartition de l'actif effectuée par la Caisse pour l'ensemble des catégories d'actifs offertes aux déposants. Des activités de trésorerie, de superposition et de calibrage des mandats de Marchés boursiers sont aussi incluses dans ce composite. Depuis 2007, une perte non

réalisée sur des placements en BTAA est incluse dans ce composite.

Ce composite peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés principalement pour couvrir des positions, réduire les risques de marché, profiter d'occasions d'arbitrage, répliquer l'indice de référence, accélérer un investissement ou un désinvestissement, couvrir les risques de taux de



change et de taux d'intérêt et apparier la durée du composite à celle de l'indice.

Des activités à levier peuvent être présentes dans le composite, incluant les ventes à découvert. Le niveau de levier dépend de la nature de l'investissement. Certaines stratégies ne contiennent pas de levier et d'autres sont 100 % à levier selon les limites autorisées.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

En 2014, à la suite de l'adoption des IFRS, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation des composites Dettes immobilières, Infrastructures et Placements privés. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails. L'adoption des IFRS pour ces composites n'a eu aucune incidence sur le rendement du composite Fonds équilibré.

En 2012, à la suite de l'adoption anticipée des IFRS pour le composite Immeubles, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation de la composante Immeubles du Fonds équilibré. Se référer au composite Immeubles du présent document pour de plus amples détails.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2002.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est un indice construit par la Caisse. Il est composé de la moyenne pondérée des indices de référence des déposants. Ces

indices correspondent à la moyenne pondérée des indices des catégories d'actif présentes dans la politique de référence de chaque déposant. La politique de référence des déposants est établie une fois par mois selon les besoins et les préférences des déposants ainsi que les prévisions de marché. L'indice de référence comprend aussi un niveau d'exposition aux devises et un ajustement à la durée déterminée par la politique de référence de chaque déposant. Les poids de chacun des indices qui composent l'indice de référence de ce composite, en date du 1^{er} décembre 2016, sont indiqués dans le tableau de la page précédente.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, les frais des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 20 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2016. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015, les frais représentaient en moyenne 17 p.c.

II. Statistiques financières et rétrospective

1. Évolution de l'actif net attribuable aux déposants	30
2. Variation de l'actif net attribuable aux déposants et de l'actif total sous gestion	31
3. Évolution de l'avoir des déposants	32
4. Ventilation de l'avoir des déposants	40
5. Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens	41
6. Sommaire des placements	42
7. Ventilation des placements.....	43
8. Secteur immobilier - Financements de 5 M\$ et plus	45
9. Investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises de sociétés cotées.....	54
10. Investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises de sociétés fermées	142
11. Relevé des biens immobiliers	159
12. Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente	161

1

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Actif										
Placements	308 875	286 845	268 804	236 408	211 097	185 606	178 376	167 575	182 493	222 797
Avances à des déposants	1 068	776	1 090	996	797	761	789	371	754	372
Revenus de placement courus et à recevoir	1 173	1 226	1 149	898	751	854	933	1 042	1 394	1 209
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	3 898	1 288	1 346	1 697	153	774	177	70	1 241	1 567
Autres actifs	845	682	334	240	1 002	3 293	2 922	1 598	993	1 204
	315 859	290 817	272 723	240 239	213 800	191 288	183 197	170 656	186 875	227 149
Passif										
Passif relatifs aux placements	42 890	41 039	44 924	37 161	34 129	28 554	27 807	34 830	62 612	66 100
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 687	1 224	1 300	2 380	155	110	563	1 478	849	2 087
Autres passifs financiers	536	529	648	549	1 300	1 162	1 310	1 200	1 511	1 561
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	2 006	2 497	1 775	1 560	1 815	2 051
	45 113	42 792	46 872	40 090	37 590	32 323	31 455	39 068	66 787	71 799
Actif net attribuable aux déposants	270 746	248 025	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350

Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

2 VARIATION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS ET DE L'ACTIF TOTAL SOUS GESTION
des exercices clos le 31 décembre
(en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	18 417	20 109	23 775	22 768	14 937	5 746	17 731	11 752	(39 816)	7 871
Contributions nettes (retraits nets) des déposants	4 304	2 065	1 927	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)	4 554	4 000
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux déposants	22 721	22 174	25 702	23 939	17 245	7 223	20 154	11 500	(35 262)	11 871
Actif net attribuable aux déposants	270 746	248 025	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350
Passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	45 113	42 792	46 872	40 090	37 590	32 323	31 455	39 068	66 787	71 799
Actif total	315 859	290 817	272 723	240 239	213 800	191 288	183 197	170 656	186 875	227 149
Biens sous gestion et administrés										
Biens sous gestion	18 569	20 505	12 699	13 080	7 423	8 731	11 417	14 933	17 364	16 498
Biens administrés	59 723	52 850	47 264	41 635	37 913	4 159	4 516	15 676	16 185	14 098
	78 292	73 355	59 963	54 715	45 336	12 890	15 933	30 609	33 549	30 596
Actif total sous gestion	394 151	364 172	332 686	294 954	259 136	204 178	199 130	201 265	220 424	257 745

Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
CAISSES DE RETRAITE										
Retraite Québec										
Revenu net attribué	2 627	3 348	2 973	2 569	2 191	1 478	905	385	(87)	2 431
Dépôts (retraits)	540	(108)	325	745	567	178	981	(20)	934	33
+/- valeur non matérialisée	1 999	1 972	2 696	3 487	1 435	(624)	3 249	2 118	(9 381)	(383)
Avoir net	62 243	57 077	51 865	45 871	39 070	34 877	33 845	28 710	26 227	34 761
Avances de fonds	(740)	(445)	(665)	(636)	(461)	(369)	(504)	(76)	(478)	(58)
Avoir net incluant avances de fonds	61 503	56 632	51 200	45 235	38 609	34 508	33 341	28 634	25 749	34 703
Excédent sur le coût	13 197	11 198	9 226	6 530	3 043	1 608	2 232	(1 017)	(3 135)	6 246
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec										
Revenu net attribué	947	1 082	843	1 034	832	538	277	143	257	855
Dépôts (retraits)	37	37	160	198	254	159	121	78	112	93
+/- valeur non matérialisée	243	348	1 054	235	231	415	1 098	466	(2 279)	(261)
Avoir net	20 694	19 467	18 000	15 943	14 476	13 159	12 047	10 551	9 864	11 774
Avances de fonds	(24)	(27)	(11)	-	(7)	(16)	(10)	(59)	(47)	(34)
Avoir net incluant avances de fonds	20 670	19 440	17 989	15 943	14 469	13 143	12 037	10 492	9 817	11 740
Excédent sur le coût	3 271	3 028	2 680	1 626	1 391	1 160	745	(353)	(819)	1 460
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics										
Revenu net attribué	3 036	3 173	3 426	2 946	2 253	1 464	281	364	470	2 998
Dépôts (retraits)	(660)	(743)	(664)	(759)	(767)	(689)	(673)	(334)	(438)	(249)
+/- valeur non matérialisée	1 350	1 704	2 540	3 114	1 673	(94)	4 538	3 331	(12 301)	(849)
Avoir net	63 604	59 878	55 744	50 442	45 141	41 982	41 301	37 155	33 794	46 063
Avances de fonds	-	-	(87)	(57)	-	-	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	63 604	59 878	55 657	50 385	45 141	41 982	41 301	37 155	33 794	46 063
Excédent sur le coût	13 376	12 026	10 322	7 782	4 668	2 995	3 089	(1 449)	(4 780)	7 521
Régime de retraite du personnel d'encadrement										
Revenu net attribué	496	648	585	479	386	312	144	49	54	535
Dépôts (retraits)	(119)	(63)	(119)	(25)	35	(39)	(388)	(165)	217	(58)
+/- valeur non matérialisée	208	275	412	437	255	6	655	519	(1 943)	(149)
Avoir net	11 012	10 427	9 567	8 689	7 798	7 122	6 843	6 432	6 029	7 701
Avances de fonds	-	-	-	-	-	-	(6)	-	-	(16)
Avoir net incluant avances de fonds	11 012	10 427	9 567	8 689	7 798	7 122	6 837	6 432	6 029	7 685
Excédent sur le coût	2 084	1 876	1 601	1 189	752	497	491	(164)	(683)	1 260
Régimes particuliers										
Revenu net attribué	12	15	13	13	10	7	2	-	3	19
Dépôts (retraits)	(7)	(6)	(5)	(5)	(4)	(1)	(65)	(5)	(5)	7
+/- valeur non matérialisée	4	5	11	10	6	(1)	20	19	(70)	(5)
Avoir net	250	241	227	208	190	178	173	216	202	274
Excédent sur le coût	48	44	39	28	18	12	13	(7)	(26)	44

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Régime de retraite des élus municipaux										
Revenu net attribué	13	13	11	12	8	6	1	-	2	13
Dépôts (retraits)	(2)	(5)	(3)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	-
+/- valeur non matérialisée	5	5	12	13	7	(1)	17	13	(46)	(4)
Avoir net	245	229	216	196	173	159	156	139	128	173
Excédent sur le coût	55	50	45	33	20	13	14	(3)	(16)	30
Régime de retraite des maires et conseillers des municipalités										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(1)	2	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence										
Revenu net attribué	18	21	72	17	17	12	8	4	3	18
Dépôts (retraits)	8	11	17	11	12	15	12	9	8	3
+/- valeur non matérialisée	13	17	(27)	21	10	(3)	20	16	(57)	(7)
Avoir net	539	500	451	389	340	301	277	237	208	254
Excédent sur le coût	47	34	17	44	23	13	16	(4)	(20)	37
Fonds d'amortissement des régimes de retraite										
Revenu net attribué	2 862	2 656	2 673	2 367	1 781	1 124	264	284	(244)	1 798
Dépôts (retraits)	1 500	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 500	-	2 850	3 750
+/- valeur non matérialisée	1 753	1 718	2 897	2 774	1 590	25	3 603	2 450	(8 467)	(409)
Avoir net	65 422	59 307	53 433	46 863	40 722	36 351	34 202	28 835	26 101	31 962
Excédent sur le coût	11 446	9 693	7 975	5 078	2 304	714	689	(2 914)	(5 364)	3 103
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse employeurs										
Revenu net attribué	26	19	19	17	7	7	5	-	-	-
Dépôts (retraits)	(8)	172	(1)	(2)	147	(3)	(3)	128	-	-
+/- valeur non matérialisée	17	11	20	20	5	(2)	12	-	-	-
Avoir net	613	578	376	338	303	144	142	128	-	-
Excédent sur le coût	83	66	55	35	15	10	12	-	-	-
Régime de retraite de l'Université du Québec										
Revenu net attribué	25	13	17	12	21	9	6	9	6	7
Dépôts (retraits)	6	28	(11)	4	-	(10)	34	(8)	10	18
+/- valeur non matérialisée	19	22	15	28	6	13	23	(17)	(61)	25
Avoir net	431	381	318	297	253	226	214	151	167	212
Excédent sur le coût	133	114	92	77	49	43	30	7	24	85

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec										
Revenu net attribué	18	12	12	8	7	2	1	(6)	4	2
Dépôts (retraits)	11	50	-	38	15	17	34	(15)	5	29
+/- valeur non matérialisée	15	7	9	12	5	5	7	5	(15)	1
Avoir net	316	272	203	182	124	97	73	31	47	53
Excédent sur le coût	51	36	29	20	8	3	(2)	(9)	(14)	1
Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Commission de la construction du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	(2)	(2)	-	1	1
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	(16)	(5)	-	8	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	2	5	(1)	(5)	-
Avoir net	-	-	-	-	-	-	16	18	19	15
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	1	(1)	(6)	(5)	-
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale										
Revenu net attribué	2	2	1	2	2	1	1	-	1	2
Dépôts (retraits)	(3)	(3)	(3)	(3)	(4)	(3)	(4)	(3)	(4)	(1)
+/- valeur non matérialisée	-	-	2	1	1	1	3	2	(7)	-
Avoir net	34	35	36	36	36	37	38	38	39	49
Excédent sur le coût	3	3	3	1	-	(1)	(2)	(5)	(7)	-
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal										
Revenu net attribué	11	10	10	11	10	7	3	1	4	13
Dépôts (retraits)	(19)	(20)	(21)	(22)	(22)	(23)	(23)	(24)	(25)	294
+/- valeur non matérialisée	2	2	11	8	9	6	21	13	(42)	(3)
Avoir net	202	208	216	216	219	222	232	231	241	304
Excédent sur le coût	27	25	23	12	4	(5)	(11)	(32)	(45)	(3)
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse participants										
Revenu net attribué	15	16	15	12	6	4	3	-	(1)	1
Dépôts (retraits)	30	29	32	31	31	26	23	26	23	21
+/- valeur non matérialisée	14	10	14	13	6	(1)	7	7	(8)	(1)
Avoir net	404	345	290	229	173	130	101	68	35	21
Excédent sur le coût	61	47	37	23	10	4	5	(2)	(9)	(1)
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval										
Revenu net attribué	17	11	10	7	7	2	1	-	1	-
Dépôts (retraits)	22	110	(1)	10	8	23	8	13	17	25
+/- valeur non matérialisée	13	6	7	12	4	5	9	1	(12)	2
Avoir net	338	286	159	143	114	95	65	47	33	27
Excédent sur le coût	47	34	28	21	9	5	-	(9)	(10)	2

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Régime de retraite des employés en fonction										
au Centre hospitalier Côte-des-Neiges										
Revenu net attribué	4	5	6	5	3	3	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(3)	(2)	(2)	(3)	(2)	(4)	61	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	1	1	2	2	2	(1)	6	-	-	-
Avoir net	84	82	78	72	68	65	67	-	-	-
Excédent sur le coût	13	12	11	9	7	5	6	-	-	-
Fonds commun de placement des régimes de retraite										
de l'Université Laval										
Revenu net attribué	10	3	2	2	8	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	21	50	(11)	3	106	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	11	17	10	15	-	-	-	-	-	-
Avoir net	247	205	135	134	114	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	53	42	25	15	-	-	-	-	-	-
Fiducie globale Ville de Magog										
Revenu net attribué	3	3	2	3	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	1	1	40	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	2	2	3	3	1	-	-	-	-	-
Avoir net	64	59	54	48	41	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	11	9	7	4	1	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employées et employés										
de la Ville de Sherbrooke										
Revenu net attribué	2	3	2	2	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	3	12	13	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	1	(1)	2	(1)	-	-	-	-	-	-
Avoir net	38	35	33	26	13	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	1	-	1	(1)	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des agents de la paix en services										
correctionnels										
Revenu net attribué	19	18	10	3	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	109	121	135	133	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	19	14	13	9	-	-	-	-	-	-
Avoir net	603	456	303	145	-	-	-	-	-	-
Avances de fonds	-	-	(1)	(1)	-	-	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	603	456	302	144	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	55	36	22	9	-	-	-	-	-	-
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers										
de la Société de transport de Sherbrooke										
Revenu net attribué	3	3	3	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	56	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	2	2	6	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	75	70	65	56	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	10	8	6	-	-	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique										
Revenu net attribué	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	11	23	11	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	3	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	53	37	12	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	5	2	1	-	-	-	-	-	-	-
Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne										
Revenu net attribué	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	6	49	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	59	50	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	245	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	244	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	296	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	296	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	517	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	518	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	191	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	191	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	420	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	419	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	150	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	150	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employés du Réseau de transport de la Capitale										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	63	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	63	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RÉGIMES D'ASSURANCE										
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec										
Revenu net attribué	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	1	-	-	-	1	-	(1)	-
Avoir net	10	10	9	8	8	7	7	6	6	6
Excédent sur le coût	2	2	2	1	1	1	1	-	-	1
La Financière agricole du Québec										
Revenu net attribué	16	23	12	10	11	7	-	3	14	21
Dépôts (retraits)	87	191	2	49	37	(8)	(36)	31	(3)	(7)
+/- value non matérialisée	11	(1)	14	15	5	2	20	3	(56)	(5)
Avoir net	700	586	373	345	271	218	217	233	196	241
Excédent sur le coût	52	41	42	28	13	8	6	(14)	(17)	39
Autorité des marchés financiers										
Revenu net attribué	14	14	26	15	15	14	11	14	15	20
Dépôts (retraits)	22	55	12	-	7	16	53	6	13	13
+/- value non matérialisée	7	4	6	(6)	8	14	15	3	(19)	(5)
Avoir net	791	748	675	631	622	592	548	469	446	437
Excédent sur le coût	43	36	32	26	32	24	10	(5)	(8)	11
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail										
Revenu net attribué	705	703	805	710	650	410	176	(54)	(22)	822
Dépôts (retraits)	(314)	(170)	80	(76)	(2)	(27)	39	(248)	(159)	(315)
+/- value non matérialisée	288	458	631	665	289	(1)	1 004	797	(2 957)	(217)
Avoir net	15 367	14 688	13 697	12 181	10 882	9 945	9 563	8 344	7 849	10 987
Avances de fonds	(90)	(22)	-	-	(40)	(136)	(7)	(50)	(76)	(80)
Avoir net incluant avances de fonds	15 277	14 666	13 697	12 181	10 842	9 809	9 556	8 294	7 773	10 907
Excédent sur le coût	3 043	2 755	2 297	1 666	1 001	712	713	(291)	(1 088)	1 869

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Société de l'assurance automobile du Québec										
Revenu net attribué	503	605	580	458	420	294	184	63	34	958
Dépôts (retraits)	(300)	13	65	(5)	67	(13)	37	(156)	(360)	(435)
+/- valeur non matérialisée	159	339	394	363	256	102	665	441	(2 185)	(447)
Avoir net	11 306	10 944	9 987	8 948	8 132	7 389	7 006	6 120	5 772	8 283
Avances de fonds	(214)	(282)	(326)	(302)	(289)	(240)	(262)	(186)	(153)	(183)
Avoir net incluant avances de fonds	11 092	10 662	9 661	8 646	7 843	7 149	6 744	5 934	5 619	8 100
Excédent sur le coût	2 029	1 870	1 531	1 137	774	518	416	(249)	(690)	1 495
Les Producteurs de bovins du Québec										
Revenu net attribué	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	1	(3)	1	3	-	-	(1)
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	-
Avoir net	6	6	5	5	4	7	6	3	3	3
Excédent sur le coût	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	-
Régime de rentes de survivants										
Revenu net attribué	24	25	24	26	23	16	5	6	(10)	31
Dépôts (retraits)	(24)	(21)	(20)	(21)	(29)	(22)	(24)	(15)	(21)	(16)
+/- valeur non matérialisée	7	10	20	21	11	(2)	40	25	(104)	(5)
Avoir net	432	425	411	387	361	356	364	343	327	462
Excédent sur le coût	91	84	74	54	33	22	24	(16)	(41)	63
Conseil de gestion de l'assurance parentale										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	4	19
Dépôts (retraits)	-	-	(2)	-	-	-	-	-	(202)	(224)
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	1	-	-	-	-	(3)
Avoir net	1	1	1	3	3	2	2	2	2	200
Excédent sur le coût	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
AUTRES DÉPOSANTS										
Office de la protection du consommateur										
Revenu net attribué	6	6	5	5	3	3	1	1	-	2
Dépôts (retraits)	3	-	3	8	6	10	11	9	11	4
+/- valeur non matérialisée	3	3	7	5	3	1	4	1	(4)	(1)
Avoir net	141	129	120	105	87	75	61	45	34	27
Excédent sur le coût	23	20	17	10	5	2	1	(3)	(4)	-
Société des alcools du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)
Dépôts (retraits)	-	(193)	106	(31)	(3)	(23)	144	(83)	30	40
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	-	-	193	87	118	121	144	-	83	53
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Fonds des générations										
Revenu net attribué	387	335	321	311	217	130	92	33	(40)	29
Dépôts (retraits)	1 456	961	837	117	782	602	655	794	615	976
+/- valeur non matérialisée	332	278	396	310	147	5	236	180	(286)	3
Avoir net	11 211	9 036	7 462	5 908	5 170	4 024	3 287	2 304	1 297	1 008
Excédent sur le coût	1 601	1 269	991	595	285	138	133	(103)	(283)	3
Fonds des congés de maladie accumulés										
Revenu net attribué	52	50	53	49	47	35	44	18	2	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	(79)	-	-	-	600	-
+/- valeur non matérialisée	25	26	46	44	13	(11)	40	41	-	-
Avoir net	1 095	1 018	942	843	750	769	745	661	602	-
Excédent sur le coût	224	199	173	127	83	70	81	41	-	-
Fonds d'information sur le territoire										
Revenu net attribué	4	5	5	28	9	1	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	12	(3)	-	(292)	18	313	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	2	2	4	(5)	10	1	-	-	-	-
Avoir net	114	96	92	83	352	315	-	-	-	-
Excédent sur le coût	14	12	10	6	11	1	-	-	-	-
Agence du revenu du Québec										
Revenu net attribué	5	5	5	4	2	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	79	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	4	3	6	6	1	-	-	-	-	-
Avoir net	120	111	103	92	82	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	20	16	13	7	1	-	-	-	-	-
Fonds de la réserve budgétaire du gouvernement du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	2	18	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	(71)	(268)	319	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	-	-	-	-	-	-	-	71	337	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des déposants										
Revenu net attribué	11 894	12 849	12 541	11 137	8 947	5 884	2 413	1 319	491	10 594
Dépôts (retraits)	4 303	2 065	1 926	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)	4 554	4 000
+/- valeur non matérialisée	6 524	7 260	11 235	11 631	5 990	(138)	15 318	10 433	(40 307)	(2 723)
Avoir net	270 746	248 025	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350
Avances de fonds	(1 068)	(776)	(1 090)	(996)	(797)	(761)	(789)	(371)	(754)	(371)
Avoir net incluant avances de fonds	269 678	247 249	224 761	199 153	175 413	158 204	150 953	131 217	119 334	154 979
Excédent sur le coût	51 208	44 684	37 424	26 189	14 558	8 568	8 706	(6 612)	(17 045)	23 262

4

VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en pourcentage)

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	24,2	23,9	23,8	23,4	23,1	22,9	22,6	21,9	21,7	20,6
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	23,4	24,2	24,8	25,2	25,6	26,4	27,2	28,2	28,2	29,7
Retraite Québec	23,0	23,0	22,8	22,9	22,2	21,9	22,3	21,8	21,9	22,4
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	7,6	7,9	8,0	8,0	8,2	8,3	8,0	8,0	8,2	7,6
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	5,7	5,9	6,1	6,1	6,2	6,3	6,3	6,3	6,5	7,1
Société de l'assurance automobile du Québec	4,2	4,4	4,3	4,5	4,6	4,7	4,6	4,7	4,8	5,3
Régime de retraite du personnel d'encadrement	4,1	4,2	4,2	4,3	4,4	4,5	4,5	4,9	5,0	5,0
Fonds des générations	4,1	3,7	3,3	3,0	2,9	2,5	2,2	1,8	1,1	0,6
Autres déposants	3,7	2,8	2,7	2,6	2,8	2,5	2,3	2,4	2,6	1,7
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

5

INTÉRÊT OU REVENU ANNUEL VERSÉ SUR LES DÉPÔTS MOYENS
 (taux en pourcentage)

CATÉGORIES DE DÉPÔTS	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Dépôts à vue ¹	0,50	0,65	1,00	1,00	1,00	1,00	0,61	0,61	3,11	4,35
Dépôts à terme ¹	3,08	1,80	1,81	1,54	1,47	1,69	0,78	1,39	3,55	4,38
Dépôts à participation ²	5,58	6,57	6,88	6,64	5,74	4,00	1,76	1,14	0,65	8,32

¹ Le fonds général reçoit les dépôts à vue et à terme des déposants et leur verse des intérêts sur ces dépôts. Le taux indiqué est le taux moyen versé au cours de l'année

² Le revenu produit par les placements du fonds général et des fonds particuliers de la Caisse est versé ou attribué aux déposants détenteurs de dépôts à participation; le taux indiqué est le taux annuel moyen. Ce taux représente uniquement le revenu net ainsi que les gains nets (pertes nettes) réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers et il ne tient pas compte des variations de la juste valeur des investissements. Aux fins de ce calcul, les dépôts à participation sont pris au coût. Ce taux se distingue du taux de rendement pondéré par le temps qui se compose à la fois du revenu et de la variation de la juste valeur des placements.

6

SOMMAIRE DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Coût	Juste valeur ¹									
	2016	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Équivalents de trésorerie	0,5	0,4	0,8	1,4	2,5	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	0,3	0,3	0,3	0,3	0,9	0,8	1,2	2,7	4,8	7,3	7,2
Titres achetés en vertu de conventions de revente	3,7	3,1	2,2	6,0	4,1	5,4	4,3	5,5	4,8	3,1	3,4
Créances d'entreprises	0,9	0,8	1,1	0,7	0,6	-	-	-	-	-	-
Obligations	30,2	25,6	27,8	28,2	27,5	28,4	32,0	34,3	36,7	38,6	37,1
BTAA	1,6	1,3	1,6	3,4	4,1	4,8	4,8	5,0	4,3	3,9	4,8
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	4,3	4,1	4,3	5,3	6,5	4,7
Titres à revenu fixe	37,2	31,5	33,8	40,0	39,7	43,7	46,4	51,8	55,9	59,4	57,2
Actions canadiennes	9,2	10,8	10,4	9,5	9,1	10,9	9,5	9,8	8,8	7,2	7,9
Actions étrangères	29,7	29,4	29,4	27,4	27,4	32,9	32,2	26,3	23,3	20,7	24,7
Participations dans des filiales non consolidées	23,9	27,9	26,0	22,6	23,0	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	12,5	11,9	12,1	12,0	12,7	10,2
Titres à revenu variable	62,8	68,1	65,8	59,5	59,5	56,3	53,6	48,2	44,1	40,6	42,8
Instruments financiers dérivés	0,0	0,4	0,4	0,5	0,8	-	-	-	-	-	-
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015 et depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

VENTILATION DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS ¹	Coût	%	Juste valeur									
	2016		2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Obligations												
Titres canadiens												
Gouvernement du Québec	16 382	6,3	16 136	19 308	17 839	14 097	10 549	9 659	8 925	7 973	9 460	8 851
Gouvernement du Canada	26 114	10,1	25 927	24 339	26 720	16 492	17 255	17 249	22 445	22 205	16 944	24 261
Autres gouvernements	4 720	1,8	4 625	4 612	3 940	2 552	1 169	1 581	1 701	3 158	3 047	2 304
Garantis par le gouvernement du Québec	4 394	1,7	4 528	5 462	5 739	5 696	7 886	7 777	6 074	5 495	5 102	5 524
Garantis par les autres gouvernements	37	-	34	101	113	6 453	5 321	5 279	5 924	4 987	5 989	7 787
Municipalités, scolaires et autres	864	0,3	942	948	1 012	1 122	1 374	1 481	1 280	1 279	1 611	1 728
Secteur corporatif	11 016	4,3	11 410	11 970	12 400	11 067	10 236	12 320	9 850	10 941	14 710	16 554
	63 527	24,5	63 602	66 740	67 763	57 479	53 790	55 346	56 199	56 038	56 863	67 009
Titres étrangers												
Gouvernement des États-Unis	6 184	2,4	6 328	4 624	2 283	1 185	989	1 174	1 379	510	1 706	2 416
Secteur corporatif	7 312	2,8	7 904	7 777	4 948	3 440	5 142	2 370	3 668	4 571	8 954	10 395
Autres	1 177	0,5	1 345	672	736	2 945	-	408	17	346	2 902	2 929
	14 673	5,7	15 577	13 073	7 967	7 570	6 131	3 952	5 064	5 427	13 562	15 740
	78 200	30,2	79 179	79 813	75 730	65 049	59 921	59 298	61 263	61 465	70 425	82 749
Créances d'entreprises												
Titres canadiens	1 201	0,5	1 280	1 277	1 188	835	-	-	-	-	-	-
Titres étrangers	1 192	0,4	1 212	1 727	789	479	-	-	-	-	-	-
	2 393	0,9	2 492	3 004	1 977	1 314	-	-	-	-	-	-
BTAA	4 057	1,6	3 970	4 612	9 236	9 752	10 153	8 932	8 942	7 249	7 186	10 740
Actions et valeurs convertibles												
Titres canadiens												
Énergie	6 399	2,5	6 601	4 394	4 599	4 196	4 273	3 195	3 411	3 346	2 690	3 210
Matériels	1 516	0,6	1 640	1 214	1 508	1 358	3 464	3 201	3 998	2 791	1 811	2 137
Industrie	2 911	1,1	4 663	4 306	4 093	3 280	1 895	1 617	1 325	1 166	847	1 416
Consommation discrétionnaire	896	0,4	1 887	2 260	2 347	2 477	3 682	3 487	3 577	2 670	2 172	3 505
Biens de consommation de base	1 334	0,5	2 771	2 772	2 220	1 159	747	549	283	257	240	445
Santé	100	-	79	62	748	563	272	104	123	106	101	218
Finance	7 880	3,1	10 150	9 359	5 339	4 108	4 165	2 682	2 007	2 042	2 853	3 285
Technologies de l'information	1 525	0,6	4 164	4 261	3 366	2 702	2 056	728	846	902	623	1 014
Télécommunications	374	0,1	438	390	388	472	636	250	49	232	608	802
Services aux collectivités	345	0,1	404	282	336	329	901	1 009	1 196	685	629	787
Fonds communs	624	0,2	670	592	482	714	882	652	599	491	485	681
Participations indicielles et autres	-	-	-	-	-	101	100	92	32	33	27	7
	23 904	9,2	33 467	29 892	25 426	21 459	23 073	17 566	17 446	14 721	13 086	17 507
Titres étrangers												
Fonds externes	14 378	5,6	16 931	14 505	10 824	9 470	16 848	16 783	15 952	19 634	20 124	24 428
Gestion interne	62 530	24,1	73 911	69 823	62 790	55 350	52 583	43 037	30 892	19 418	17 695	30 691
	76 908	29,7	90 842	84 328	73 614	64 820	69 431	59 820	46 844	39 052	37 819	55 119
	100 812	38,9	124 309	114 220	99 040	86 279	92 504	77 386	64 290	53 773	50 905	72 626

VENTILATION DES PLACEMENTS (suite)
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS ¹	Coût	%	Juste valeur									
	2016		2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Participations dans des filiales non consolidées												
Placements de biens immobiliers	23 316	9,0	41 347	38 699	32 632	31 795	-	-	-	-	-	-
Placements de dettes immobilières	11 223	4,3	11 559	10 982	10 249	8 797	-	-	-	-	-	-
Placements privés	10 124	3,9	13 506	9 890	8 248	7 295	-	-	-	-	-	-
Placements d'infrastructures	9 533	3,7	11 500	11 103	7 369	5 437	-	-	-	-	-	-
Autres placements	7 857	3,0	8 379	3 766	2 337	980	-	-	-	-	-	-
	62 053	23,9	86 291	74 440	60 835	54 304	-	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires												
Titres canadiens	-	-	-	-	-	-	7 411	6 754	5 886	5 944	6 451	5 979
Titres étrangers	-	-	-	-	-	-	1 682	780	1 833	2 872	5 349	4 490
	-	-	-	-	-	-	9 093	7 534	7 719	8 816	11 800	10 469
Biens immobiliers												
Canadiens	-	-	-	-	-	-	16 494	13 501	12 880	10 931	11 884	13 419
Étrangers	-	-	-	-	-	-	9 966	8 670	8 732	9 142	11 219	9 318
	-	-	-	-	-	-	26 460	22 171	21 612	20 073	23 103	22 737
Total des placements à long terme	247 515	95,5	296 241	276 089	246 818	216 698	198 131	175 321	163 826	151 376	163 419	199 321
Équivalents de trésorerie												
Titres canadiens	997	0,4	998	2 245	3 829	5 842	-	-	-	-	-	-
Titres étrangers	243	0,1	242	-	-	60	-	-	-	-	-	-
	1 240	0,5	1 240	2 245	3 829	5 902	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme												
Titres canadiens	665	0,3	649	744	634	1 494	391	521	2 357	4 625	5 909	9 895
Titres étrangers	156	-	157	140	167	627	1 192	1 789	2 425	3 458	7 485	6 131
	821	0,3	806	884	801	2 121	1 583	2 310	4 782	8 083	13 394	16 026
Titres achetés en vertu de conventions de revente												
Titres canadiens	5 895	2,3	5 895	2 742	10 998	5 132	8 629	6 056	8 761	6 171	2 900	2 457
Titres étrangers	3 609	1,4	3 597	3 700	5 064	4 582	2 754	1 919	1 007	1 945	2 780	4 993
	9 504	3,7	9 492	6 442	16 062	9 714	11 383	7 975	9 768	8 116	5 680	7 450
Instruments financiers dérivés												
Titres canadiens	3	-	4	150	353	1 329	-	-	-	-	-	-
Titres étrangers	34	-	1 092	1 035	941	644	-	-	-	-	-	-
	37	-	1 096	1 185	1 294	1 973	-	-	-	-	-	-
Total des placements à court terme	11 602	4,5	12 634	10 756	21 986	19 710	12 966	10 285	14 550	16 199	19 074	23 476
Total	259 117	100,0	308 875	286 845	268 804	236 408	211 097	185 606	178 376	167 575	182 493	222 797
Répartition des placements à long terme												
Secteur public	59 872	24,2	59 865	60 066	58 382	50 542	44 558	44 608	47 745	45 953	46 943	55 800
Secteur privé	187 643	75,8	236 376	216 023	188 436	166 156	153 573	130 713	116 081	105 423	116 476	143 521
Total	247 515	100,0	296 241	276 089	246 818	216 698	198 131	175 321	163 826	151 376	163 419	199 321

¹Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015 et depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
OTÉRA CAPITAL		
0697788 B.C. Ltd., Onni Triangle Development Limited Partnership	2125, Hawkins Street	Port Coquitlam
0790792 B.C. Ltd., RPMG Holdings Ltd.	19 100, Airport Way	Pitt Meadows
0810968 B.C. Ltd., RPMG Holdings Ltd.	19 055, Airport Way	Pitt Meadows
0974971 B.C. Ltd.	527, Carnarvon Street	New Westminster
10 Dundas Street Ltd.	10, Dundas Street East	Toronto
100 Parkway Forest Drive Limited Partnership	100, Parkway Forest Drive	Toronto
101 West Hastings Holding Ltd.	111, West Hastings Street; 351, Abbott Street	Vancouver
1010532 B.C. Ltd., Marcon Yukon Homes (GP) Ltd.	7926-7992, Yukon Street	Vancouver
110 Parkway Forest Drive Limited Partnership	110, Parkway Forest Drive	Toronto
1100 Burloak Nominee Inc.	1100, Burloak Drive	Burlington
1204225 Alberta Ltd.	184th Street; 107th Avenue	Edmonton
121733 Canada Inc., 125748 Canada Inc., 125749 Canada Inc., 9064-2687 Québec Inc.	416, Maisonneuve Ouest	Montréal
130 Bloor CREIF Inc.	130, Bloor Street West	Toronto
145 Richmond Street West Limited Partnership, KWMC Toronto Inc.	145, Richmond Street West	Toronto
1519958 Ontario Ltd.	1215-1255, McCowan Road	Toronto
152523 Canada inc., Fonds de placement immobilier Cominar	3103, boul. Royal	Shawinigan
1562903 Ontario Ltd.	2305, McPhillips Street	Winnipeg
160 Elgin Portfolio Inc.	160, Elgin Street	Ottawa
171518 Canada Inc., 8724725 Canada Inc., Samuel Drazin, Shulamit S. Drazin, Tamara Drazin, Édifice 500 René-Lévesque Ouest Inc., Georges S. Gantcheff, Rosdev Hotel Management Services Inc.	500, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
171518 Canada Inc., Édifice 500 Grande Allée Est Inc., Samuel Drazin, Shulamit S. Drazin, Tamara Drazin, Georges S. Gantcheff, Jennifer Gilgan, Simon Margel, Michael Rosenberg	500, Grande-Allée Est; 425-475, St-Amable	Québec
1750548 Alberta Ltd.	109, McLaughlin Drive	Spruce Grove
180 University Holdings Inc.	188, University Avenue	Toronto
1899038 Ontario Inc.	95, 115, King Street South	Waterloo
215 Holdings Ltd.	215, Garry Street	Winnipeg
2200-41 Ane Property Ltd.	2200, 41st Avenue North East	Calgary
2250584 Ontario Inc., Morguard Holdings PI Ltd.	2311, 2341, 2355, boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
2426-5233 Québec inc., 9136-3549 Québec inc., Les Investissements Immobiliers Mirelis Inc., Société d'Investissement Kesmat Inc.	1134-1140, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal
299 Burrard Management Ltd.	1011, West Cordova Street; 1038, Canada Place Way	Vancouver
30 Adelaide Street East Limited Partnership, 30 Adelaide Street East Inc.	30, Adelaide Street East	Toronto
310 Donald Inc.	311, Portage Avenue	Winnipeg
322-326 11th Avenue SW Inc.	322-326, 11th Avenue South West	Calgary
333 and 339 King Street North (ARI) Ltd., CHC Student Housing Luxe Inc.	333, 339, King Street North	Waterloo
3500 St. Laurent Boulevard Inc., 480 Boulevard St-Laurent Inc., 740 Saint-Maurice Street Inc., 8 Du Commerce Square Inc., Allied Properties Real Estate Investment Trust	480, 3500- 3510, boul. Saint-Laurent; 8, Place du Commerce; 740, rue St-Maurice	Montréal
365 Bay Street Inc., Montez Office Fund 1 Holdco Inc.	365, Bay Street	Toronto
50 Willowdale Holdings Inc., Georges S. Gantcheff	50, Willowdale Avenue	Outremont
500 Georgia Office Partnership	510, West Georgia	Vancouver
511049 BC Ltd.	1567-1577, Lonsdale Avenue	Vancouver

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2016

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
5420 NSR Nominee Inc.	5420, North Service Road	Burlington
5505 Boulevard Saint-Laurent Inc., Allied Properties Real Estate Investment Trust	5505, boul. Saint-Laurent	Montréal
5515 NSR Nominee Inc.	5515, North Service Road	Burlington
555 René GP Inc., 7761007 Canada Inc., 7929579 Canada Inc., Complexe 555 RLO S.E.C., agissant par son commandité 7929579 Canada Inc.	555, René-Lévesque West blvd.	Montréal
5575 NSR Nominee Inc.	5575, North Service Road	Burlington
592 Sherbourne LP	592, Sherbourne Steet	Toronto
6331017 Manitoba Ltd.	380, Sophia Street	Selkirk
6730574 Canada Inc., Dream Industrial LP	8000, Avenue Blaise-Pascal	Montréal
6930221 Canada Inc.	400, avenue Kensington	Westmount
6979530 Canada Inc.	2344, boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
6979611 Canada Inc.	22, Eddy Street	Gatineau
6979637 Canada Inc.	455, boul. de la Carrière	Gatineau
7167 Progress Way Delta Holdings Inc., Concert Real Estate Corporation	7167, Progress Way	Delta
760 Grand Bernier Inc., Fiera Properties Core Fund LP	760, ch. du Grand Bernier Nord	Saint-Jean-sur-Richelieu
7838816 Canada Inc., Intergulf-Cidex Development (XII) Corp.	1112, 9th Street South West	Calgary
8104441 Canada Inc., 8104450 Canada Inc., 8104468 Canada Inc., 8174709 Canada Inc.	100- 400, Consilium Place	Toronto
812924 Ontario Limited, Savoy Residences Ltd.	130, Old Forest Hill Road; 777, Eglinton Avenue West	Toronto
8264635 Canada Inc., Carrefour Langelier S.E.N.C., Carrefour Langelier Inc., Columbia-Wertek Inc., Mazel Inc.	7225, 7265, 7275, 7325, 7335, 7373, 7445, boul. Langelier	Anjou
9034-3484 Québec Inc.	1221, boulevard René-Lévesque Ouest	Montréal
9045-4737 Québec inc.	20, boul. Bouthillier Ouest	Rosemère
9070-8058 Québec Inc.	1255-1259, Berri	Montréal
9097-0286 Québec Inc., 9164-3064 Québec Inc., Immeubles Régime VIII Inc.	725, St-Joseph Est	Québec
9103-1013 Québec inc., Dundal Canada 700 Montréal Limited Partnership	700, rue de La Gauchetière Ouest	Montréal
9103-4975 Québec inc.	800, 850, boul. de Maisonneuve Est	Montréal
9103-4983 Québec inc.	888, boul. De Maisonneuve Est	Montréal
9145-0577 Québec Inc., 9145-0627 Québec Inc., 9145-0692 Québec Inc., 9145-0718 Québec Inc., 9145-0726 Québec Inc., 9145-0742 Québec Inc., 9145-0767 Québec Inc., Canada Lac-St-Jean Trust, Kimwood Lac Saint-Jean Holdings ULC	39, Montée Sandy Beach; 555, 655, 705, avenue du Pont Nord; 1221, boul. Marcotte; 1212, boul. Talbot; 3460, boul. Saint-François; 500, 550, rue Daigneault; 1324, boul. Talbot	Gaspé, Alma, Roberval, Chicoutimi, Jonquière, Chandler
9150-6394 Quebec Inc.	1313, Autoroute Chomedey	Laval
9170-4767 Québec Inc.	375, de la Concorde	Montréal
9170-4767 Québec Inc., 9287-0245 Québec Inc.	380, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
9177-2541 Québec Inc.	380, boul. René-Levesque Ouest	Montréal
9180-6851 Québec Inc.	4635, 1ère Avenue; 1400, rue St-Jean Baptiste; 1730, 1750, 1790, av. Newton; 1990, Cyrille- Duquet ; 2006- 2010, rue Lavoisier; 201- 211, rue Laurier Est; 2022, rue Lavoisier; 2200, rue Cyrille-Duquet; 2385, rue Watt; 2800, 2900- 2976, boul. Joseph-Armand-Bombardier; 2800, boul. St-Jean-Baptiste; 3175, ch. Quatre-Bourgeois; 625- 673, av. Godin; 9101- 9175, boul. des Sciences; 450, avenue St-Jean Baptiste; 1405- 1475, 55e Avenue; 1540, rue Cyrille-Duquet; 1670, rue Sempie; 2100, rue Cyrille-Duquet; 2500, 2600, 2700, rue Jean-Perrin; 50, route Président Kennedy; 500, avenue Saint-Jean-Baptiste; 9100, rue du Parcours, 955 avenue Saint-Jean-Baptiste	Québec, Sainte-Foy, Montréal, Laval, Charlesbourg, Vanier, Anjou, Dorval, Lévis
9224-2239 Québec Inc., Investissements immobiliers CRDIX30 S.E.C., Corporation Immobilière Omers, Société en commandite BB	9090-9200, 9170, boul. Leduc	Brossard

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2016

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
9243763 Canada Inc., Les Commerants Sar Ltée., Sar Trading Ltd., Les Entreprises Dufree Ltée., Dufree Entreprises Ltd., Fredmar-Darick Canada Inc.	352-392, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal
9301-3902 Québec Inc.	1400, boul. Rene-levesque O	Montréal
9309-3201 Québec Inc., Le Teasdale Résidence pour retraités Inc.	950, boul. Lucille Teasdale	Terrebonne
9318470 Canada Inc.	903, 8th Avenue South West	Calgary
9333-2674 Québec Inc., Le Prescott Résidence pour Retraités S.E.C.	rue Phil-Goyette	Vaudreuil-Dorion
939 GP Inc.	939, Eglinton Avenue East	Toronto
9650458 Canada Inc., Centurian Markham ULC, Redbourne Investments Limited Partnership	625, Cochrane; 60, Columbia	Markham
AIMCO Realty Investors LP, BOPC_COF_LP, CPP Investment Board Real Estate Holdings Inc.	112, Kent Street	Ottawa
Allied Properties Real Estate Investment Trust, CDM de Montréal inc.	50-80, Queen Street; 700, Wellington Street; 87, Prince Street; 11, Duke	Montréal
Aménagement Westcliff Ltée.	40, rue Evangeline	Granby
Amexon Properties Inc.	480, University Avenue	Toronto
Amexon Real Estate Investment Syndicate Inc.	1000, Finch Avenue West	Toronto
Amexon Realty Inc.	701, 703, Evans Avenue	Toronto
Anthem 16434 Fraser Developments Ltd.	16434, Fraser Highway	Surrey
Anthem East 2nd Developments Ltd.	504-538 East 2nd Street	North Vancouver
Aqualina Bayside Toronto Inc.	Bayside Site	Toronto
Artis Concorde Ltd.	1-3, Concorde Gate; 12 Concorde Place	Toronto
Artis Four Valley Drive Ltd.	199, Four Valley Drive	Vaughan
Artis Meadowvale Gateway Ltd.	400-450, Matheson Blvd. East; 5100, Timberlea Blvd.; 6616, 6700, 6760, Campobello Road	Mississauga
Aspen Landing Shopping Centre LP	1600, 85th Street South West	Calgary
Balmain Hotel Group LP	26- 36, Mercer Street	Toronto
Baxter Lancaster Nominee Inc.	2615, 2620- 2650, Lancaster Road; 1050- 1051, Baxter Road	Ottawa
Bayshore Shopping Centre Limited, Ivanhoé Cambridge II inc., KingSett Canadian Real Estate Income Fund LP, KS Bayshore Inc.	100, Bayshore Drive	Ottawa
Birchwood Riley Park Inc.	5th Avenue NW	Calgary
Bloor CT Acquisition Inc., Bloor CT Aquisition LP	2, Bloor Street West	Toronto
Bond Head Properties Inc.	East and west side of the Highway 400 and north south of Highway 88; North-west of Highway 27 and Country Road 88	Bradford
Brentwood Towncentre Limited Partnership, Shape Properties (Brentwood) Corp.	4567, 4545, Lougheed Highway	Burnaby
Brookfield Office Properties Canada LP	333, Bay Street	Toronto
Cal-Ed Jasper Holdings Limited	10 405, Jasper Avenue North West	Edmonton
Calgary Hotel Holdings (Alberta) Limited Partnership	711, 4th Street SE	Calgary
Cambridge Retirement Residence General Partnership, Cambridge Retirement Group Ltd.	208, Hespeler Road	Cambridge
Cameron Corporation, Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	10 141, 13th Avenue North West	Edmonton
Canada-Les Halles Holdings ULC	7500, boul. des Galeries d'Anjou	Anjou
Canadian Property Holding Inc.	1185, West Georgia Street; 6080, Young Street	Vancouver, Halifax
Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	112, 140, 144, 4th Avenue South West	Calgary
Canadian Property Holdings (Nova Scotia) Inc., Canada Mortgage and Housing Corporation	95, 99, Wyse Road	Dartmouth
Canadian Tire Properties Inc.	2360, Parkedale Avenue; 24 624, Adelaide Road	Brockville, Strathroy
Carrera Management Corporation, Clydco Holdings Ltd., Mews Holdings Ltd., North Bellevue Holdings Ltd.	1503- 1507, Bellevue Avenue; 1431, 1437, Clyde Avenue	Vancouver
Catarqui Holdings Inc.	945, Gardiners Road	Kingston

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2016

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
CBS Property Holdings Inc., Gestion Plaza Z-Corp. Limitée, Les Développements Plaza DM (2006) Inc., Sydney River Investments Ltd., TC Land Holdings Corp.	2500, boul. des Promenades; 5490- 5580, boul. Jean XXIII; 1170, Kings Road; 250, Airport Blvd.; 641, King Street	Deux-Montagnes, Trois-Rivières, Sydney River, Gander, Gananoque Fort McMurray Côte-Saint-Luc Rouyn-Noranda Montréal
CDM Properties Ltd.	242, Powder Drive	
Centre Commercial Cavendish Cie Ltée.	5800, boul. Cavendish	
Centre Commercial Plaza LPC (2002) Inc.	100, rue du Terminus	
Centre Ice Developments Limited Partnership, L'Avenue Condominiums sur l'Avenue des Canadiens-de-Montréal	Avenue des Canadiens; rue de la Montagne	
Centre Régional Châteauguay Inc.	200, boul. d'Anjou	Châteauguay
Cobourg Retirement Group Ltd.	255, Densmore Road	Cobourg
Cominar NB Real Estate Holdings Inc., Cominar NS Real Estate Holdings Inc.	115, 125, Whiting Road; 420, 440, 749, Wilsey Road; 120- 140, Commerce Street; 1149, Smythe Road; 65, Regent Street; 50- 70, MacNaughton; 520, Edinburgh; 1199, St-George Blvd.; 330- 350, Elmwood Drive; 699, Champlain Street; 612, Windmill Road; 229- 231, boul. JD Gauthier	Moncton, Fredericton, Dieppe, Dartmouth, Shippagan
Cominar ON Real Estate Holdings Inc.	95-105, Moatfield Drive; 225, Duncan	Toronto
Commercial Properties Ltd.	633, Main Street	Moncton
Complexe Jules Dallaire Inc., Société en commandite CJD	2820- 2828, boul. Laurier	Québec
Complexe L.L. Phase I, S.E.C.	4805, boul. Lapinière	Brossard
Complexe Pointe-Claire GM S.E.C.	5000, Autoroute Transcanadienne	Pointe-Claire
Complexe St-Charles S.E.N.C.	1111, rue St-Charles Ouest	Longueuil
Continuum REIT GP Inc., Continuum REIT LP	35, Tobermory Drive; 2450- 2460, Weston Road	Toronto
Corporation Immobilière CAGIM	1170, boul. Lebourgneuf	Québec
CR3 1500 Don Mills Inc.	1500, Don Mills Road	Toronto
Crombie Developments Limited	10 907, 82nd (Whyte) Avenue North West	Edmonton
Crombie Limited Partnership	1894, 1990, 2000, Barrington Street; 2021, Brunswick Street; 5201, 5202, 5251, Duke Street; 1508, Upper James Street	Halifax, Hamilton
Crombie Property Holdings II Limited	215, Park Avenue West	Chatham
Crombie Property Holdings Limited	1100, 1110, 1120, 1140, 1150, 1160, Carp Road; 19, Riedel Street	Stittsville, Ottawa, Fort McMurray
CSH-HCN (Avondale) Inc.	1238, Queen Street East	Toronto
Daniels CCW Corporation	Prince of Wales and Living Arts Drive; Confederation Parkway and City Centre Drive	Mississauga
DAT 2261 Keating Cross Road LP, Whiterock 2261 Keating Cross Road Victoria Inc., Whiterock 2261 Keating Cross Road LP	2261, Keating Cross Road	Victoria
DAT 2810 Matheson Boulevard LP, Whiterock 2810 Matheson Boulevard Mississauga Inc., Whiterock 2810 Matheson Boulevard LP	2810, Matheson Boulevard East	Mississauga
DAT 300, 302 & 304 The East Mall LP, Whiterock 300, 302 & 304 The East Mall Toronto Inc., Whiterock 300, 302 & 304 The East Mall LP	300, 302, 304, The East Mall	Toronto
Développement Trans-Edmond Inc.	16 750, route Transcanadienne	Kirkland
Développements Immobiliers Commerces Séville Inc., Société en commandite Les Commerces Le Séville	2153, 2163, 2173, 2183, rue Ste-Catherine	Montréal
Dovercourt 455 Inc.	455, Dovercourt Road	Toronto
Dream Industrial (GP) Inc., Dundee 2340 St-Laurent Inc.	2340, boul. St-Laurent	Ottawa
Dundeal Canada West (GP) Inc., Dundeal Canada (West) Limited Partnership	5102, 5201, 50th Avenue; 4920, 52nd Street	Yellowknife
EAD First Street Building Corp.	104 Avenue North West; 101 Street North West	Edmonton
EAD Property Holdings (102) Corp., EAD Property Holdings (103) Corp.	103 Avenue North West; 101 Street North West	Edmonton

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2016

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
EC Developments IV (B2) Limited Partnership, EC Developments IV (B3) Limited Partnership, EC Developments IV Limited Partnership, Emerald City Developments IV inc., Emerald City Developments IV (B2) Inc., Emerald City Developments IV (B3) Inc.	Parkway Forest Complex	Toronto
Édifce 500 René-Lévesque Ouest Inc.	500, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
Édifce Les Façades Inc.	400, boul. Jean-Lesage	Québec
Édifce Sandvar Ltée.	502- 510, rue Ste-Catherine Est	Montréal
Empire Communities (2183 Lakeshore Blvd.), L.P., Empire Communities (2183 Lakeshore Blvd.) Ltd.	2183, Lakeshore Boulevard	Etobicoke
EP Victoria Square Manors Ltd.	10 975, 10 925, 10 945, Woodbine Avenue	Markham
Faubourg des Francs Inc., Faubourg des Francs S.E.C.	Rue des Francs Bourgeois	Boisbriand
Fiducie Immeubles Centre Lachenaie, Immeubles Centre Lachenaie Inc.	1115- 1181, Montée des Pionniers	Terrebonne
First Capital ProMed (Meadowlark) Inc.	8713, 156th Street North West	Edmonton
First Gulf King Street Inc., Sun Life Assurance Company of Canada (Toronto)	333, King Street East	Toronto
Fonds de placement immobilier Cominar	5100, rue Sherbrooke Est; 4225, boul. des Forges; 2600, 2590, 2640, boul. Laurier	Montréal, Trois-Rivières, Québec
Fonds de placement immobilier Cominar, Cominar Rive Nord Inc.	100, boul. Brien	Repentigny
Fonds de placement immobilier Cominar, Homburg Trust (189)	3400, 3500, 4000, boul. de Maisonneuve Ouest; 1500, avenue Atwater; 4045-4049, rue Sainte-Catherine Ouest	Westmount
Front and Sherbourne Limited Partnership, Sentinel (Sherbourne) land Coporation	15-21, Lower Sherbourne Street	Toronto
Germain Residences Ltd., Grenville-Germain Calgary Limited Partnership	899, Centre Street South West; 112, 9th Avenue South West	Calgary
Gestion 500 Place d'Armes Inc.	500, Place d'Armes	Montréal
Gestion Golden Square Mile Inc., Golden Trust, R.C.M. Hôtel Inc., Sherbrooke Canada Trust, The HIG Settlement, Torriani Property Trust	1228, 1279, 1290, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
Gillin Engineering and Construction Limited	141, Laurier Avenue West	Ottawa
Glenwood Brant Holdings Inc.	1220, 1250, Brant Street	Burlington
GM Développement inc., Le Hub Techno-culture Inc.	510- 560, boul. Charest Est	Québec
Harbour Plaza Residences Inc.	88-100, Harbour Street	Toronto
Heritage York Holdings Inc.	1210-1220, Sheppard Avenue East	Toronto
Hillcrest Holdings Inc., Montez Hillcrest Inc.	9350, Yonge Street	Richmond Hill
Hopewell (HDPII) Developments Inc.	6825, 68th Street South East	Calgary
Immeubles Marché St-Joseph-du-Lac inc.	3741- 3773, chemin d'Oka	St-Joseph-du-Lac
Immeubles Marché St-Léonard Inc.	5915- 5993, rue Bélanger	Saint-Léonard
Immo Cote Vertu I Ltd.	395, 415, boul. Côte-Vertu; 1105, boul. Jules-Poitras; 370, boul. Thompson	Montréal
Immo Côte Vertu II Ltd.	325, 365, boul. Côte-Vertu; 320, 360, boul. Thompson	Montréal
Immobilier DQ Inc./DQ Realty Inc.	3050, Matte	Brossard
Intracorp 62West (Nominee 2) Ltd., Intracorp 62West (Nominee 3) Ltd., Intracorp 62West Project (Nominee) Ltd., Intracorp 62West Limited Partnership	212, 282, 62nd Avenue; 7825, Manitoba Street	Vancouver
Jackes (ARH) Developments Ltd.	1331, Yonge Street	Toronto
Kanco Mayfair Manor Ltd.	407, 5th Avenue South East	Medicine Hat
Killam Kamres (Kanata Lakes) I Inc.	1175, Maritime Way	Kanata
Killam Kamres (Silver Spear) Inc.	1355, Silver Spear Road	Mississauga
KingSett Canadian Real Estate Income Fund LP	201, 1st Avenue South	Saskatoon
Larco Investments Ltd.	4295, Blackcomb Way	Whistler
Les Associés 630 René-Lévesque S.E.C., 630 René-Lévesque West Property Co., 630 René-Lévesque W. Real Estate Investment Trust, The Montreal Blue Trust	630, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2016

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Les Galeries Montmagny (1988) inc.	81- 91, 101, boul. Taché Ouest	Montmagny
Les Immeubles 950 Paul Kane Inc.	950, Paul-Kane	Laval
Les Immeubles BPK Lévis Inc.	63-65, rue Président-Kennedy	Lévis
London City Centre London Inc.	380, Wellington; 275, Dundas Street	London
Meadowvale Holdings Limited	6880, Financial Drive	Mississauga
Metcalfe Realty Company Limited	700, Industrial Avenue	Ottawa
Metrus Properties II Inc., Metrus (Terra) Properties Inc.	131, Caldari Rd	Vaughan
Midnapore Property Investments Inc.	10 404, Jasper Avenue North West	Edmonton
Millennium Hotel Holdings Corp.	788, Richards Street	Vancouver
ML Matheson Realty Investments Inc.	115- 135, Matheson Blvd. West	Mississauga
Montez Core Income Fund Limited Parnership, Place d'Orleans Holdings Inc., PRR Trust	110, Place d'Orléans; 3013, 3025, St-Joseph Blvd.	Ottawa
Newcorp Properties Ltd., Newcorp Properties Partnership	81, Golden Drive	Coquitlam
Newvest Realty Corporation	105, Rue de l'Hotel-de-Ville	Gatineau
Northland Properties Corporation	1755, West Broadway	Vancouver
Ocean Walk Properties Ltd.	1860, 1868, 1892, Marine Drive	West Vancouver
Old Oak Downtown Inc.	150, Dufferin Avenue	London
Old Oak Downtown Inc., Old Oak Properties Inc., Summit Properties Inc.	465, Richmond Street; 140,142,148, Fullarton Street	London
Old Oak Properties Inc.	885, Southdale Road West; 905, Southdale Road West; 365-385, Sugarcreek Trail	London
Olymbec Development Inc.	1450- 1470, boul. Louvain Ouest; 1505- 1525, rue Mazurette; 4580- 4610, rue Hickmore; 5600- 5620, rue Notre-Dame; 5623- 5651, rue Ferrier; 6355- 6395, rue Sherbrooke Est; 6635- 6667, ch. Côte-de-Liesse; 9450- 9490, boul. de l'Acadie; 1955, ch. Côte-de-Liesse; 200- 300, boul. Stinson; 2700, rue Alphonse-Gariépy; 8509- 8515, Place Devonshire; 15- 135, 155- 225, boul. Montpellier; 700, boul. Lebeau; 100-190, 200-290 rue Voyageur; 131-141, Labrosse; 135, rue Royale; 15-55, des Forges; 1555-1605, rue Louvain Ouest; 210-222, boul. Brunswick; 230, King Street West; 2315, rue de la Province; 2365- 2385, ch. Saint-François; 3000, rue Cartier; 3140-3260, rue du Chanoine-Chamberland; 35, rue du Robineault; 3540-3600, rue Griffith; 39-47, Hymus; 495-505, rue Montpellier; 5580-5584, 6400, ch. Côte-de-Liesse; 585-599, rue Iberville; 6300, route Transcanadienne; 649-655, rue Hodge; 6767- 6783, boul. Léger; 7175, rue Marion; 720-740, rue Galt Ouest; 889, Montée-de-Liesse; 2100 52e Avenue; 340-380, 341-371, 392-416, 418-438 rue Isabey; 6150-6250, 6362-6434, 6500 route Transcanadienne	Montréal, St-Laurent, Mont-Royal, Lachine, Pointe-Claire, Trois-Rivières, Sherbrooke, Longueuil, Dorval, Saint-Hyacinthe, Salaberry-de-Valleyfield, Repentigny, Montréal-Nord
Olymbec Development Inc., Olymbec Group Limited Partnership	555, boul. Ste-Adèle; 10 500, Colbert; 5700, rue Paré; 1100- 1150, croissant Claire; 1406- 1410, rue St-Amour; 2225- 2231, boul. Hymus; 6749-6789 Place Pascal Gagnon; 8148- 8190, rue Devonshire; 8489- 8491, rue Ernest Cormier	Sainte-Adèle, Montréal, Lachine, St-Laurent, Dorval, Mont-Royal
Omers Realty Corporation	109, Street & Kingsway Avenue	Edmonton
Onni (Westlake) Lands Corp.	10, Park Lawn Road	Toronto
Onni Development (Main Street) Corp., RPMG Holdings Ltd.	1611, Main Street	Vancouver
Onni Holdings Ltd.	91, Golden Drive	Coquitlam
Palicor inc.	11 025- 11 075, boul. L.H. Lafontaine; 7655- 7675, rue Larrey	Anjou
Park Avenue Furniture Corporation	5811, 46th Street South East	Calgary
Parkside Townhomes Inc.	402, Manek Road	Saskatoon
PDG Tsawwassen Holdings Ltd., Tsawwassen Development Power Centre Limited Partnership	North of Tsawwassen Mills	Tsawwassen
Pensionfund Realty Limited	2929, Barnet Highway	Coquitlam

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2016

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
PIRET (Burlington) Holdings Inc., PIRET (Mississauga) Holdings Inc.	1020, Lorimar Drive; 375- 425, Britannia Road East; 1070, 1100, Midway Blvd.; 1219, Corporate; 199, Traders Blvd. East; 3450, Harvester Road; 7115, Tomken Road; 7600, Danbro Crescent	Mississauga, Burlington
PIRET (GTA North) Holdings Inc.	525, 625, 701, 750-770, 891, 951, Rowntree Dairy Road; 20, 21, 33, Alex Avenue; 83, Strada Drive; 39, 75, 135, Haist Avenue	Vaughan
Place du Royaume Inc., Place du Royaume Limited Partnership	140, boul. Talbot	Saguenay
Plaza 1000 Ltd.	1000, 7th Avenue South West	Calgary
Progeres Inc.	250, Clarke Avenue	Westmount
W9/PBI Realty Company, West/PBI Incorporated, Bonaventure LP, 3102445 Nova Scotia Ltd.	800, de la Gauchetière Ouest	Montréal
Queen's Quay (BOPC) Inc.	207, Queens Quay West	Toronto
Redbourne Erindale Properties III Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties II Inc., Redbourne Erindale Properties II Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties III Inc.	1270, 1290, 1300, Central Parkway West	Mississauga
Redbourne South Shore Properties Inc., Redbourne South Shore Properties Limited Partnership	1000, rue de Sérigny	Longueuil
Red Roe Developments Limited, Red Roe Developments Limited Partnership	155, Redpath	Toronto
Regina Assisted Group Ltd., Regina Assisted Living Limited Partnership	2400, Arens Road	Regina
Restier Limited Partnership	66, 80, Mooregate Crescent	Kitchener
Richcraft Properties Ltd.	1350- 1372, Leeds Avenue; 1480, Michael Street; 200, Terence Matthews Crescent; 2239- 2261, 2265- 2287, Gladwin Crescent; 2495, Lancaster Road; 30, Stafford Road; 6, 14, 20, Bexley Place	Ottawa
RioCan Holdings Inc.	815- 845, Eglinton Avenue East	Toronto
RioTrin Properties (Vaughan 3) Inc.	7621, Weston Road	Vaughan
Rize Alliance (Gold House) Limited Partnership, Rize Alliance (Gold House) Properties Ltd.	6383, McKay Avenue; 6288, Cassie Avenue	Burnaby
Rosbrand Investments Inc.	4405, boul. Métropolitain Est	Montréal
Royop (Southlands) Development Ltd.	1941, 1991, Strachan Road South East	Medicine Hat
Sifton Properties Ltd.	241, 255, Queens Avenue	London
Simcoe Wellington Residences Inc.	181, Wellington Street West	Toronto
Simon Investments Ltd.	2860, Trethewey Street	Abbotsford
Skyline Real Estate Holdings Inc.	2, 4, 6, 8, 10, Rue Radisson	Gatineau
Snowcat Property Holdings Limited	2915, 13th Avenue	Regina
Société en Commandite Axial, Les Tours Axial Inc.	boul. St-Elzéar	Laval
Société en commandite Kau et Associés	7979, Weston Road; 1501- 1657, boul. des Promenades	Vaughan, Saint-Hubert
Société Immobilière GP inc.	750, avenue du Phare Ouest	Matane
Station Lands Ltd.	10 423, 101st Street North West	Edmonton
Summit Holdings (2580 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (2695 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (300 Labrosse Avenue) Ltd., Summit Holdings (7290 Frederick-Banting) Ltd., Summit Industrial Income Operating Limited Partnership	2580, 2695, Dollard Avenue; 300, Labrosse Avenue; 7290, Frederick-Banting Street	Lasalle, Pointe-Claire, Montréal
Surrey Centre Hotel Limited Partnership, Surrey Centre Office Limited Partnership, Surrey Centre Residential Limited Partnership	3, Civic Plaza	Surrey
T.H.M. Immobilier Inc.	700, 710, Place d'Youville	Québec
TC Core LP, TCR 2008 Equities Inc.	600, Kingston Road; 1855, Bloor Street	Toronto, Mississauga
TC Core LP, TCR 2008 Equities Inc., Timbercreek Opportunity Fund LP #2	1867, Bloor Street; 25, Rambler Drive	Mississauga, Brampton
The 2015 United Okotoks Land LP	D'Arcy Ranch land	Calgary
The Great-West Life Assurance Company, London Life Insurance Company	530, 8th Avenue South West	Calgary
TN Trossacks Ltd.	1549, 1550, 1554, 1558, 1562, 1566, Trossacks	London
Tour de la Bourse SPE inc.	800, Place Victoria	Montréal

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2016

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Valiant Rental Inc.	705, Kingston Road	Pickering
Vaughan West II Ltd.	500, Zenway Boulevard	Vaughan
VC, Société en commandite	1545, boul. Le Corbusier	Laval
Walton Duggan Ranch Development Corporation	Cornerstone (South of Stoney Trail North East and east of Metis Trail North East)	Edmonton
WAM Montez C and W Inc.	Church Street and Wellesley Street	Toronto
Wellesley Residences Corp.	50, Wellesley Street East	Toronto
Whiterock 1125 50th Avenue Montreal Inc., Whiterock 1125 50th Avenue LP	1125, 50e Avenue	Lachine
Whiterock 401 & 405 The West Mall LP, DAT 401 & 405 The West Mall LP, Whiterock 401 & 405 The West Mall Toronto Inc.	401- 405, The West Mall	Toronto
Whiterock Sussex Centre Mississauga Inc.	50, 90, Burnhamthorpe Road West	Mississauga
Windermere Commercial Lands Ltd.	5110, Windermere Blvd North West	Edmonton
Woodbridge Developments (Mountain View) Ltd.	Mountain View Drive	Surrey
Woodstock Retirement Group Ltd.	511, Finkle Street	Woodstock
York Bremner Developments Ltd.	15, York Street; 75, Bremner Blvd.	Toronto
IVANHOÉ CAMBRIDGE		
Oxford Properties Residential LP	200, Bay Street, Suite 900	Toronto
À l'étranger - États-Unis		
GSG Residential Portfolio LP	1209, Orange Street	Wilmington
À l'étranger - Autres		
Logos New Holding & Investment Company Pty Ltd	Level 29 Aurora Place, 88 Philip St	Sydney
Prime London Resi Investments Limited	65, Duke Street	Londres

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES
au 31 décembre 2016
(juste valeur - en millions de dollars)

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises de sociétés cotées de la Caisse ainsi que ceux des investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
3i Group PLC		146 041	1,7				1,7
3M Co		2 556 248	612,1				612,1
3SBio Inc		2 332 000	3,0				3,0
58.com Inc		786 466	29,5				29,5
5N Plus Inc		7 157 050	12,8				12,8
AAC Technologies Holdings Inc		1 196 170	14,6				14,6
Abax Arhat Fund		1 117	0,1				0,1
ABB Ltd		1 411 200	40,0				40,0
Abbott Laboratories		174 610	9,0				9,0
AbbVie Inc		120 680	10,1				10,1
ABC-Mart Inc		13 800	1,1				1,1
Aberdeen Asset Management PLC		334 834	1,4				1,4
Abertis Infraestructuras SA		1 053 272	19,8				19,8
ABN AMRO Group NV		234 340	7,0				7,0
Aboitiz Equity Ventures Inc		5 866 553	11,2				11,2
Aboitiz Power Corp		6 417 050	7,2				7,2
Abu Dhabi Commercial Bank PJSC		6 602 623	16,6				16,6
ACC Ltd		68 893	1,8				1,8
Accenture PLC		216 743	34,0				34,0
Accor SA		89 554	4,5				4,5
Acer Inc		1 141 501	0,6				0,6
Acom Co Ltd		132 100	0,8				0,8
ACS Actividades de Construccion y Servicios SA		344 363	14,6				14,6
Actelion Ltd		12 821	3,7				3,7
Activision Blizzard Inc		155 537	7,5		92,6		100,1

Acuity Brands Inc	3 400	1,1	1,1
Adani Ports & Special Economic Zone Ltd	2 063 360	10,9	10,9
Adaro Energy Tbk PT	47 311 091	8,0	8,0
Adecco Group AG	102 577	9,0	9,0
Adidas AG	71 748	15,2	15,2
ADM Galleus Fund	1 301	1,7	1,7
ADM Galleus Fund II	126 494	9,3	9,3
Admiral Group PLC	4 217 574	127,7	127,7
Adobe Systems Inc	52 348	7,2	7,2
ADTRAN Inc	337 674	10,1	10,1
Advance Auto Parts Inc	13 287	3,0	3,0
Advanced Info Service PCL	3 951 061	21,8	21,8
Advanced Semiconductor Engineering Inc	3 723 419	5,1	5,1
Advantech Co Ltd	1 037 774	11,0	11,0
Aegis Logistics Ltd	3 000 000	7,6	7,6
Aegon NV	1 642 454	12,1	12,1
Aena SA	96 616	17,7	17,7
Aeon Co Ltd	3 407	0,1	0,1
AEON Financial Service Co Ltd	37 377	0,9	0,9
Aeon Mall Co Ltd	49 810	0,9	0,9
AerCap Holdings NV	113 899	6,4	6,4
Aéroports de Paris	61 099	8,8	8,8
AES Corporation	1 074 990	16,8	16,8
AES Gener SA	11 515 869	5,5	5,5
AES Tiete Energia SA	277 841	1,6	1,6
Aetna Inc	154 627	25,7	25,7
Affiliated Managers Group Inc	5 489	1,1	1,1
Aflac Inc	14 162	1,3	1,3
African Bank Investments Ltd	3 683 110	-	-
AGCO Corp	205 510	15,9	15,9
Ageas	91 832	4,9	4,9
Agilent Technologies Inc	102 600	6,3	6,3
AGL Energy Ltd	1 168 664	25,1	25,1
AGNC Investment Corp	453 500	11,0	11,0
Agricultural Bank of China Ltd	31 722 942	17,4	17,4
Agrium Inc	4 820 193	650,5	650,5
Aguas Andinas SA	10 242 989	7,2	7,2
AIA Engineering Ltd	350 000	9,0	9,0
AIA Group Ltd	3 389 658	25,7	25,7

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
AIM Quantitative Global SF II Ltd		80 000	109,3				109,3
Air China Ltd		4 200 224	3,6				3,6
Air Liquide SA		119 729	17,9				17,9
Air Methods Corp		277 999	11,9				11,9
Air Products & Chemicals Inc		38 989	7,5				7,5
Air Water Inc		286 615	7,0				7,0
AirAsia Bhd		4 114 836	2,8				2,8
Airbus SE		300 712	26,7				26,7
Airports of Thailand PCL		1 843 011	27,5				27,5
Aisin Seiki Co Ltd		186 141	10,9				10,9
Ajinomoto Co Inc		216 756	5,9				5,9
Ajisen China Holdings Ltd		2 003 000	1,1				1,1
Akamai Technologies Inc		46 413	4,2				4,2
Akbank TAS		4 940 049	14,7				14,7
AKR Corporindo Tbk PT		4 201 100	2,5				2,5
Akzo Nobel NV		75 613	6,4				6,4
Albemarle Corp		17 600	2,0				2,0
Aldar Properties PJSC		10 603 491	10,2				10,2
Alexandria Minerals Corp		800 000	-				-
Alexandria Real Estate Equities, Inc.		9 300	1,4				1,4
Alexion Pharmaceuticals Inc		10 124	1,7				1,7
Alfa Laval AB		165 041	3,7				3,7
Alfa SAB de CV		15 126 042	25,3				25,3
Alfresa Holdings Corp		273 220	6,1				6,1
Aliansce Shopping Centers SA		2 365 887	14,1				14,1
Alibaba Group Holding Ltd		2 227 140	262,3				262,3
Alibaba Health Information Technology Ltd		4 305 052	2,9				2,9
Alibaba Pictures Group Ltd		26 125 748	5,7				5,7
Alimentation Couche-Tard Inc		23 100 000	1 406,3		106,8		1 513,1
Alior Bank SA		295 021	5,1				5,1
Alkermes PLC		16 600	1,2				1,2
Alleghany Corp		6 915	5,6				5,6
Allergan plc		27 750	7,8				7,8

ALLETE Inc		93 500	8,0		8,0
Alliance Data Systems Corp		389 692	119,4		119,4
Alliance Financial Group Bhd		3 306 761	3,7		3,7
Alliance Global Group Inc		21 828 527	7,5		7,5
Alliant Energy Corp		302 225	15,4		15,4
Allianz SE		310 783	69,0		69,0
Allison Transmission Holdings Inc		98 043	4,4		4,4
Allstate Corp, The		83 060	8,3		8,3
Ally Financial Inc		207 400	5,3	58,7	64,0
Alpha Bank AE		2 477 953	6,7		6,7
Alphabet Inc	classe A	217 136	230,8	230,8	
	classe C	187 843	194,4	194,4	425,2
AlphaQuest Original Ltd		105 557	147,2		147,2
Alps Electric Co Ltd		4 300	0,1		0,1
Alrosa PJSC		8 653 300	18,4		18,4
Alstom SA		258 451	9,6		9,6
AltaGas Ltd		163 820	5,5	106,0	111,5
AltaLink LP				258,0	258,0
Altice NV	classe A	145 124	3,9	3,9	
	classe B	42 901	1,1	1,1	5,0
Altria Group Inc		524 319	47,5		47,5
Alumina Ltd		697 721	1,2		1,2
Aluminum Corp of China Ltd		9 076 938	5,0		5,0
Alupar Investimento SA		415 350	2,9		2,9
Alyeska Fund LP		1	270,5		270,5
Amada Holdings Co Ltd		134 798	2,0		2,0
Amadeus IT Group SA		102 286	6,2		6,2
Amazon.com Inc		2 704	2,7		2,7
Ambarella Inc		154 961	11,2		11,2
Ambev SA		14 590 841	98,6	98,6	
	privilégiées	974 638	6,4	6,4	105,0
Ambrilia Biopharma Inc		1 232 719	-		-
Ambuja Cements Ltd		910 160	3,7		3,7
Amtcor Ltd		320 369	4,7		4,7
AMERCO		11 876	5,9		5,9
Ameren Corp		424 063	29,8		29,8
America Movil SAB de CV		88 750 223	75,3		75,3
American Airlines Group Inc		867	-		-
American Campus Communities Inc		102 700	6,9		6,9

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
American Electric Power Co Inc		696 210	58,8				58,8
American Express Co		3 289 496	326,8				326,8
American International Group Inc		543 361	47,6				47,6
American Tower Corp		21 787	3,1				3,1
American Water Works Co Inc		218 344	21,2				21,2
Ameriprise Financial Inc		4 823	0,7				0,7
Ameris Bancorp		149 300	8,7				8,7
AmerisourceBergen Corp		232 092	24,3				24,3
AMETEK Inc		42 606	2,8				2,8
Amex Exploration Inc		817 200	0,1				0,1
Amgen Inc		185 903	36,5				36,5
AMMB Holdings Bhd		6 009 801	7,7				7,7
Amorepacific Corp		115 101	41,1			41,1	
	privilégiées	27 059	6,2			6,2	47,3
Amorepacific Group		84 202	12,4				12,4
AMP Ltd		23 337	0,1				0,1
Amphenol Corp		90 016	8,1				8,1
ANA Holdings Inc		107 399	0,4				0,4
Anadarko Petroleum Corp		124 927	11,7				11,7
Anadolu Efes Biracilik Ve Malt Sanayii AS		371 132	2,5				2,5
Analog Devices Inc		68 475	6,7				6,7
Andritz AG		144 481	9,7				9,7
Angel Yeast Co Ltd		2 829 410	9,7				9,7
Anglo American Platinum Ltd		145 952	3,8				3,8
Anglo American PLC		1 258 176	24,2				24,2
AngloGold Ashanti Ltd		2 177 854	32,1				32,1
Anheuser-Busch InBev SA/NV		508 459	72,3				72,3
Anhui Conch Cement Co Ltd	classe A	3 714 817	12,2			12,2	
	classe H	3 229 176	11,8			11,8	24,0
Anhui Jianghuai Automobile Group Corp Ltd		1 633 761	3,6				3,6
Annaly Capital Management Inc		491 900	6,6				6,6
Ansell Ltd		250 000	6,0				6,0
ANSYS Inc		17 900	2,2				2,2
ANTA Sports Products Ltd		2 303 614	9,2				9,2

Antero Resources Corp		84 707	2,7		2,7
Anthem Inc		15 102 589	60,2		60,2
Antofagasta PLC		1 932 041	21,6		21,6
AO Smith Corp		22 500	1,4		1,4
Aon PLC		117 500	17,6		17,6
Aozora Bank Ltd		325 276	1,5		1,5
AP Moeller - Maersk AS	classe A	7 321	14,9	14,9	
	classe B	11 737	25,2	25,2	40,1
APA Group		1 089 956	9,1		9,1
Apache Corp		6 200	0,5		0,5
Apartment Investment & Management Co		178 400	10,9		10,9
Apollo Hospitals Enterprise Ltd		116 958	2,7		2,7
Apple Inc		2 884 975	448,1		448,1
Applied Materials Inc		2 451 500	106,1		106,1
AptarGroup Inc		1 969 500	194,0		194,0
ARA Asset Management Ltd		1 626 128	2,6		2,6
Aramark		78 000	3,7		3,7
ARC Resources Ltd		16 289 802	376,5		376,5
Arca Continental SAB de CV		725 011	5,1		5,1
Arcelik AS		423 654	3,4		3,4
ArcelorMittal		9 381	0,1		0,1
Arch Capital Group Ltd		19 300	2,2		2,2
Archer Daniels Midland Company		531 389	32,5		32,5
Arconic Inc		27 758	0,7		0,7
ARES CLO Ltd				123,4	123,4
Arezzo Industria e Comercio SA		524 886	5,4		5,4
Aristocrat Leisure Ltd		50 670	0,8		0,8
Arkema SA		30 881	4,1		4,1
Arrow Electronics Inc		120 200	11,5		11,5
Arthur J Gallagher & Co		62 220	4,3		4,3
Arvind Ltd		1 150 000	8,0		8,0
Aryzta AG		155 589	9,2		9,2
Asahi Glass Co Ltd		4 207	-		-
Asahi Group Holdings Ltd		155 286	6,6		6,6
Asahi India Glass Ltd		598 401	2,1		2,1
Asahi Kasei Corp		42 547	0,5		0,5
Ascendas Real Estate Investment Trust		644 244	1,4		1,4
Ashland Global Holdings Inc		15 600	2,3		2,3
Ashok Leyland Ltd		1 739 568	2,8		2,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Ashtead Group PLC		112 095	2,9				2,9
Asia Cement Co Ltd		19 790	1,6				1,6
Asia Cement Corp		4 733 329	5,2				5,2
Asia Pacific Telecom Co Ltd		1 226 562	0,5				0,5
Asian Paints Ltd		439 684	7,7				7,7
Asics Corp		647	-				-
ASM Pacific Technology Ltd		197 741	2,8				2,8
ASML Holding NV		14 298	2,2				2,2
Aspect Diversified Fund		1 117 333	181,8				181,8
Aspen Pharmacare Holdings Ltd		1 377 555	38,3				38,3
Assa Abloy AB		199 713	5,0				5,0
Assicurazioni Generali SpA		859 170	17,2				17,2
Associated British Foods PLC		265 075	12,1				12,1
Assurant Inc		14 935	1,9				1,9
Astellas Pharma Inc		2 571 550	48,0				48,0
Astra International Tbk PT		60 252 349	49,6				49,6
AstraZeneca PLC		889 910	60,3				60,3
Astro Malaysia Holdings Bhd		5 132 139	4,0				4,0
Asustek Computer Inc		2 015 460	22,2				22,2
ASX Ltd		32 584	1,6				1,6
AT&T Inc		3 180 523	181,4				181,4
Atco Ltd		75 940	3,4				3,4
Atento SA		607 139	6,2				6,2
Atlantia SpA		826 511	26,0				26,0
Atlas Copco AB	classe A	4 014 276	164,4			164,4	
	classe B	199 409	7,3			7,3	171,7
Atmos Energy Corp		134 824	13,4				13,4
Atos SE		48 610	6,9				6,9
Atrium European Real Estate Ltd		2 049 400	11,4				11,4
AU Optronics Corp		18 112 863	8,9				8,9
Auckland International Airport Ltd		1 235 718	7,2				7,2
Aurizon Holdings Ltd		19 922 330	97,7				97,7
Aurobindo Pharma Ltd		402 370	5,3				5,3
AusNet Services		3 661 941	5,6				5,6

Australia & New Zealand Banking Group Ltd	4 326	0,1		0,1
Auto Trader Group PLC	40 524	0,3		0,3
Autodesk Inc	31 190	3,1		3,1
Autoliv Inc	17 300	2,6		2,6
Automatic Data Processing Inc	164 931	22,7		22,7
AutoNation Inc	140 316	9,2		9,2
Autonomy Global Macro Fund	621 614	184,7		184,7
AutoZone Inc	798 811	846,1		846,1
AvalonBay Communities Inc	14 086	3,3		3,3
Avery Dennison Corp	18 665	1,8		1,8
AviChina Industry & Technology Co Ltd	4 880 863	4,5		4,5
Aviva PLC	1 527 737	12,3	75,5	87,8
Avnet Inc	445 470	28,4		28,4
AXA SA	1 156 706	39,2		39,2
Axalta Coating Systems Ltd	37 300	1,4		1,4
Axel Springer SE	220 269	14,4		14,4
Axiata Group Bhd	10 352 103	14,6		14,6
Axis Bank Ltd	3 520 494	31,3		31,3
Axis Capital Holdings Ltd	21 800	1,9		1,9
Ayala Corp	818 671	16,1		16,1
Ayala Land Inc	22 281 251	19,2		19,2
Azrieli Group Ltd	17 581	1,0		1,0
Azure Dynamics Corp	749 737	-		-
Azure Power Global Ltd	5 366 667	122,3		122,3
AZZ Inc	140 932	12,1		12,1
B/E Aerospace Inc	21 300	1,7	78,7	80,4
B2Gold Corp	207 059	0,7		0,7
Babcock International Group PLC	180 556	2,9		2,9
Badger Daylighting Ltd	2 385 400	76,6		76,6
BAE Systems PLC	3 337 364	32,7		32,7
Baidu Inc	697 535	153,8		153,8
Bajaj Auto Ltd	721 392	37,5		37,5
Bajaj Electricals Ltd	550 000	2,4		2,4
Bajaj Finance Ltd	246 967	4,1		4,1
Bajaj Finserv Ltd	58 360	3,3		3,3
Baker Hughes Inc	147 644	12,9		12,9
Balkrishna Industries Ltd	100 000	2,2		2,2
Ball Corp	33 447	3,4		3,4
Balmoral Resources Ltd	190 182	0,1		0,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Baloise Holding AG		15 272	2,6				2,6
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria SA		2 006 351	18,2				18,2
Banco Bradesco SA		2 195 312	26,3			26,3	
	privilégiées	7 704 511	92,1			92,1	118,4
Banco Davivienda SA		346 632	4,6				4,6
Banco de Chile		79 917 904	12,6				12,6
Banco de Credito e Inversiones		109 132	7,4				7,4
Banco de Sabadell SA		1 783 856	3,3				3,3
Banco do Brasil SA		1 980 155	22,9				22,9
Banco do Estado do Rio Grande do Sul SA		1 660 000	7,1				7,1
Banco Espirito Santo SA		1 667 275	-				-
Banco Popular Espanol SA		1 801 665	2,3				2,3
Banco Santander Brasil SA		317 534	3,9				3,9
Banco Santander Chile		217 318 993	16,2				16,2
Banco Santander SA		5 474 680	38,4				38,4
Bancolombia SA		1 335 602	16,2				16,2
Bandai Namco Holdings Inc		67 588	2,5				2,5
Bangkok Bank PCL		2 068 460	12,4				12,4
Bangkok Dusit Medical Services PCL		12 727 337	11,0				11,0
Bangkok Expressway & Metro PCL		29 295 504	8,2				8,2
Bank Central Asia Tbk PT		39 629 760	61,1				61,1
Bank Danamon Indonesia Tbk PT		11 026 329	4,1				4,1
Bank Handlowy w Warszawie SA		58 518	1,4				1,4
Bank Hapoalim BM		340 827	2,7				2,7
Bank Leumi Le-Israel BM		482 150	2,7				2,7
Bank Mandiri Persero Tbk PT		18 003 502	20,7				20,7
Bank Millennium SA		1 086 379	1,8				1,8
Bank Negara Indonesia Persero Tbk PT		14 696 735	8,1				8,1
Bank of America Corp		7 292 874	216,1		377,8		593,9
Bank of Baroda		644 777	2,0				2,0
Bank of China Ltd	classe A	22 878 700	15,2			15,2	
	classe H	219 474 609	130,6			130,6	145,8
Bank of Communications Co Ltd		23 896 041	23,2				23,2
Bank of East Asia Ltd, The		577 648	3,0				3,0

Bank of Ireland	9 023 408	3,0		3,0
Bank of Kyoto Ltd, The	125 311	1,3		1,3
Bank of New York Mellon Corp, The	1 067 425	67,8		67,8
Bank of Queensland Ltd	5 877	0,1		0,1
Bank of the Philippine Islands	2 334 026	5,6		5,6
Bank Pekao SA	634 508	25,6		25,6
Bank Rakyat Indonesia Persero Tbk PT	40 069 236	46,6		46,6
Bank Zachodni WBK SA	63 899	6,5		6,5
Bankia SA	3 296 931	4,5		4,5
Bankinter SA	140 437	1,5		1,5
Banpu PCL	1 341 215	1,0		1,0
Banque Canadienne Impériale de Commerce			344,5	344,5
Banque de Montréal			333,0	333,0
Banque de Nouvelle-Écosse, La	21 310 000	1 593,1	603,2	2 196,3
Banque Laurentienne du Canada	2 668 140	154,0	223,8	377,8
Banque Nationale du Canada	5 800 000	316,3	367,5	683,8
Banque Royale du Canada	19 235 277	1 747,9	764,3	2 512,2
Banque Toronto-Dominion, La	28 550 000	1 890,6	670,3	2 560,9
Baoye Group Co Ltd	4 634 000	4,6		4,6
Barclays Africa Group Ltd	1 777 026	29,4		29,4
Barclays PLC	7 093 901	26,3	95,6	121,9
Barloworld Ltd	165 536	1,9		1,9
Barratt Developments PLC	1 275 263	9,8		9,8
Barry Callebaut AG	1 827	3,0		3,0
Barwa Real Estate Co	327 950	4,0		4,0
BASF India Ltd	150 983	3,5		3,5
BASF SE	865 963	108,2		108,2
Bata Shoe Co Bangladesh Ltd	8 602	0,2		0,2
Batavia Investment Fund Ltd	7 754	-		-
Baxter International Inc	500 369	29,8		29,8
Bayer AG	387 242	54,3		54,3
Bayerische Motoren Werke AG	420 896	52,8	52,8	
	privilégiées	69 668	7,2	7,2
BB Seguridade Participacoes SA	1 263 000	14,7		14,7
BB&T Corp	356 262	22,5		22,5
BBA Aviation PLC	1 040 500	4,9		4,9
BBMG Corp	12 612 800	10,9		10,9
BCE Inc	126 045	7,3		7,3
BDCM Offshore Fund II Ltd	10 230	1,4		1,4

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
BDO Unibank Inc		3 737 969	11,3				11,3
BEC World PCL		3 221 259	2,0				2,0
Becton Dickinson and Co		51 909	11,5				11,5
Bed Bath & Beyond Inc		84 600	4,6				4,6
Beiersdorf AG		48 401	5,5				5,5
Beijing Capital International Airport Co Ltd		4 922 078	6,7				6,7
Beijing Enterprises Holdings Ltd		1 396 217	8,9				8,9
Beijing Enterprises Water Group Ltd		14 251 655	12,7				12,7
Beijing Originwater Technology Co Ltd		9 750 072	33,0				33,0
Bell Canada					543,6		543,6
Belle International Holdings Ltd		17 045 878	12,9				12,9
Bellway PLC		194 000	8,0				8,0
Bendigo and Adelaide Bank Ltd		5 633	0,1				0,1
Benesse Holdings Inc		62 439	2,3				2,3
Beni Stabili SpA SIIQ		8 770 400	6,7				6,7
Berjaya Sports Toto Bhd		2 219 399	2,0				2,0
Berkeley Group Holdings PLC		118 490	5,5				5,5
Berkshire Hathaway Inc	classe A	9	2,9			2,9	
	classe B	4 902 949	1 071,6			1 071,6	1 074,5
Berli Jucker PCL		3 929 419	7,4				7,4
Best Buy Co Inc		18 000	1,0				1,0
Bezeq The Israeli Telecommunication Corp Ltd		2 050 884	5,2				5,2
BGF retail Co Ltd		29 754	2,7				2,7
BGP Holdings PLC		2 416 150	-				-
Bharat Forge Ltd		160 122	2,9				2,9
Bharat Heavy Electricals Ltd		1 303 733	3,1				3,1
Bharat Petroleum Corp Ltd		941 889	11,8				11,8
Bharti Airtel Ltd		2 918 892	17,6				17,6
Bharti Infratel Ltd		1 999 622	13,6				13,6
BHP Billiton Ltd		3 964	0,1				0,1
BHP Billiton PLC		2 103 404	49,1				49,1
Bid Corp Ltd		1 115 885	26,8				26,8
Bidvest Group Ltd, The		1 100 674	19,6				19,6
BIM Birlesik Magazalar AS		687 954	12,9				12,9

Biogen Inc		40 752	15,5		15,5
BioMarin Pharmaceutical Inc		13 000	1,4		1,4
Black Diamond Relative Value Ltd		956 615	254,0		254,0
BlackRock Inc		40 829	20,8		20,8
Blue Mountain Credit Alternatives Fund Ltd		281 003	39,9		39,9
Blue Note Mining Inc		6 668 813	-		-
Blue Star Ltd		766 647	7,2		7,2
BlueScope Steel Ltd		500 000	4,5		4,5
BM&FBovespa SA - Bolsa de Valores Mercadorias e Futuros		11 360 119	77,2		77,2
BNK Financial Group Inc		960 074	9,3		9,3
BNP Paribas SA		788 630	67,5		67,5
BOC Hong Kong Holdings Ltd		2 408 000	11,6		11,6
Boeing Company, The		130 450	27,2		27,2
Boer Power Holdings Ltd		1 774 000	0,9		0,9
Boliden AB		102 132	3,6		3,6
Bollore SA		1 478 317	7,0		7,0
Bombardier Inc	classe A	5 774 400	13,5	54,3	67,8
	classe B	47 630 000	102,9		102,9
Boral Ltd		443 818	2,3		2,3
BorgWarner Inc		80 489	4,3		4,3
Bosch Ltd		11 517	4,8		4,8
Boston Properties Inc		14 746	2,5		2,5
Boston Scientific Corp		9 826	0,3		0,3
Bouygues SA		474 056	22,8		22,8
Bowmore Exploration Ltée		6 243 848	0,6		0,6
BP PLC		15 912 203	134,4		134,4
BR Malls Participacoes SA		2 202 151	10,8		10,8
Brait SE		916 415	7,9		7,9
Brambles Ltd		1 510 634	18,2		18,2
Braskem SA		401 041	5,7		5,7
BRD-Groupe Societe Generale SA		4 010 020	14,8		14,8
Brenntag AG		102 300	7,6		7,6
BRF SA		1 730 295	34,4		34,4
Bridgestone Corp		960	-		-
Bridgewater Associates LP		382 515	648,8		648,8
Brilliance China Automotive Holdings Ltd		6 955 992	12,8		12,8
Bristol-Myers Squibb Co		405 074	31,7		31,7
Britannia Industries Ltd		175 000	10,0		10,0
British American Tobacco Malaysia Bhd		557 290	7,4		7,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
British American Tobacco PLC		981 885	75,2				75,2
British Land Co PLC, The		313 956	3,3				3,3
Briemor Property Group Inc		31 700	1,0				1,0
Broadcom Ltd		45 548	10,8				10,8
Broadridge Financial Solutions Inc		25 400	2,3				2,3
Brookfield Asset Management Inc					281,5		281,5
Brookfield Renewable Partners ULC					201,7		201,7
Brookline Bancorp Inc		100 600	2,2				2,2
Brother Industries Ltd		245 900	6,0				6,0
Brown & Brown Inc		236 253	14,2				14,2
Brown-Forman Corp		57 286	3,5				3,5
BRP Inc				171,3	88,5		259,8
BT Group PLC		3 462 687	21,1				21,1
BTS Group Holdings PCL		25 923 126	8,3				8,3
Bumi Serpong Damai Tbk PT		16 899 588	3,0				3,0
Bumrungrad Hospital PCL		1 173 277	8,0				8,0
Bunge Ltd		197 700	19,2				19,2
Bunzl PLC		88 861	3,1				3,1
Burberry Group PLC		127 937	3,2				3,2
Bureau Veritas SA		244 629	6,4				6,4
BWX Technologies Inc		53 988	2,9				2,9
BYD Co Ltd		1 473 949	10,4				10,4
CA Inc		196 000	8,4				8,4
Cabia Goldhills Inc		775 000	0,1				0,1
Cabot Oil & Gas Corp		44 313	1,4				1,4
Cadence Design Systems Inc		56 400	1,9				1,9
Cadila Healthcare Ltd		1 862 779	13,1				13,1
CAE Inc		4 379 111	82,2		50,0		132,2
Cairn India Ltd		687 740	3,3				3,3
Caisse Centrale Desjardins du Québec					210,7		210,7
Caisse Francaise de Financement Local					61,9		61,9
CaixaBank SA		7 993 222	35,5				35,5
Calpine Corp		356 231	5,5				5,5

Caltex Australia Ltd	383 191	11,3	11,3
Camden Property Trust	11 500	1,3	1,3
Campbell Soup Co	1 700	0,1	0,1
Canada Strategic Metals Inc	3 620 500	0,4	0,4
Canadian Apartment Properties REIT	168 800	5,3	5,3
Canadian Natural Resources Limited	23 167 131	991,3	991,3
Canadian Regional Aircraft Finance Transaction no1 Limited	300 000	-	-
Canadian Utilities Ltd	3 331 454	120,6	120,6
Canon Inc	6 755	0,3	0,3
Capgemini SA	76 739	8,7	8,7
Capita Group Plc, The	251 121	2,2	2,2
Capital & Counties Properties PLC	1 778 775	8,8	8,8
Capital Desjardins Inc			71,3
Capital One Financial Corporation	120 475	14,1	14,1
Capital Power LP			13,1
CapitaLand Commercial Trust	816 900	1,1	1,1
CapitaLand Ltd	1 040 001	2,9	2,9
CapitaLand Mall Trust	796 707	1,4	1,4
Capitec Bank Holdings Ltd	109 517	7,5	7,5
Cardinal Health Inc	290 000	28,0	28,0
Cardtronics PLC	188 340	13,8	13,8
Carlisle Cos Inc	65 000	9,6	9,6
Carlsberg AS	63 383	7,3	7,3
Carlyle Global Market Strategies			87,4
Carlyle Global Market Strategies CLO 2014-3 Ltd			134,2
CarMax Inc	64 597	5,6	5,6
Carnival Corp	162 641	11,4	11,4
Carnival PLC	82 432	5,6	5,6
Carrefour SA	996 836	32,3	32,3
Carter's Inc	61 100	7,1	7,1
Cascades Inc	5 018 868	60,7	60,7
Casetek Holdings Ltd	445 695	1,6	1,6
Casino Guichard Perrachon SA	272 649	17,6	17,6
Casio Computer Co Ltd	5 156	0,1	0,1
Catcher Technology Co Ltd	266 529	2,5	2,5
Caterpillar Inc	270 900	33,7	33,7
Cathay Financial Holding Co Ltd	27 233 996	54,6	54,6
Cathay Pacific Airways Ltd	3 600 040	6,4	6,4
Caverion Corp	223 100	2,5	2,5

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
CBOE Holdings Inc		150 025	14,9				14,9
CBRE Group Inc		47 744	2,0				2,0
CBS Corp		3 964	0,3				0,3
CCC SA		49 055	3,2				3,2
CCR SA		3 836 300	25,2				25,2
CDK Global Inc		322 500	25,8				25,8
CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited		1 522 489	234,3				234,3
CDW Corp		13 760	1,0				1,0
CEB Inc		160 470	13,0				13,0
Celanese Corp		29 600	3,1				3,1
Celgene Corp		74 022	11,5				11,5
Celltrion Inc		37 637	4,5				4,5
Cementos Argos SA		1 360 820	7,2				7,2
Cementos Pacasmayo SAA		1 942 993	4,9				4,9
Cemex SAB de CV		32 152 165	34,6				34,6
Cencosud SA		4 244 451	16,0				16,0
Cenovus Energy Inc		31 128 235	631,9				631,9
Centene Corp		65 200	4,9				4,9
CenterPoint Energy Inc		614 479	20,3				20,3
Centrais Eletricas Brasileiras SA		741 573	7,0			7,0	
	classe B	751 230	8,0			8,0	15,0
Central Japan Railway Co		136 790	30,2				30,2
Central Pattana PCL		4 425 559	9,4				9,4
Centre Testing International Group Co Ltd		3 565 997	7,9				7,9
Centrica PLC		10 159 841	39,4				39,4
CenturyLink Inc		343 062	10,9				10,9
Cerner Corp		52 379	3,3				3,3
CETIP SA - Mercados Organizados		611 903	11,2				11,2
Cevian Capital II Co-Investment Amp L.P.		1	141,7				141,7
Cevian Capital II Co-Investment Fund LP		1	333,3				333,3
Cevian Capital II Ltd		2 000 000	395,6				395,6
CEZ AS		949 938	21,4				21,4
CF Industries Holdings Inc		120 172	5,1				5,1
CGN Power Co Ltd		34 729 369	12,8				12,8

CH Robinson Worldwide Inc		45 103	4,4		4,4
Chailease Holding Co Ltd		684 088	1,6		1,6
Challenger Ltd		90 754	1,0		1,0
Chang Hwa Commercial Bank Ltd		10 905 970	7,8		7,8
Charles River Laboratories International Inc		138 054	14,1		14,1
Charles Schwab Corp, The		91 968	4,9		4,9
Charoen Pokphand Foods PCL		10 164 981	11,2		11,2
Charoen Pokphand Indonesia Tbk PT		13 377 515	4,1		4,1
Charter Communications Inc		69 881	27,0		27,0
CHC Healthcare Group		492 450	0,9		0,9
Check Point Software Technologies Ltd		35 269	4,0		4,0
Cheetah Mobile Inc		70 990	0,9		0,9
Cheil Worldwide Inc		208 150	3,6		3,6
Chemed Corp		78 494	16,9		16,9
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée		205 015	39,3		39,3
Cheng Shin Rubber Industry Co Ltd		2 948 818	7,5		7,5
Chengdu Kanghong Pharmaceutical Group Co Ltd		653 598	7,2		7,2
Cheniere Energy Inc		201 320	11,2		11,2
Cheung Kong Infrastructure Holdings Ltd		912 300	9,7		9,7
Cheung Kong Property Holdings Ltd		2 968 024	24,4		24,4
Chevron Corp		337 200	53,2		53,2
Chiba Bank Ltd, The		255 409	2,1		2,1
Chicony Electronics Co Ltd		1 146 872	3,6		3,6
Chicony Power Technology Co Ltd		1 481 092	3,1		3,1
China Airlines Ltd		2 871 338	1,1		1,1
China CAMC Engineering Co Ltd		3 432 858	15,2		15,2
China Cinda Asset Management Co Ltd		23 100 508	11,2		11,2
China CITIC Bank Corporation Limited		23 433 380	20,0		20,0
China Coal Energy Co Ltd		4 724 860	3,0		3,0
China Communications Construction Co Ltd		12 043 543	18,6		18,6
China Communications Services Corp Ltd		5 506 554	4,7		4,7
China Conch Venture Holdings Ltd		3 115 281	7,4		7,4
China Construction Bank Corp	classe A	13 291 000	14,0	14,0	
	classe H	229 430 936	236,9	236,9	250,9
China CYTS Tours Holding Co Ltd		5 247 887	21,2		21,2
China Development Financial Holding Corp		42 991 000	14,4		14,4
China Distance Education Holdings Ltd		50 277	0,8		0,8
China Everbright Bank Co Ltd		7 115 203	4,3		4,3
China Everbright International Ltd		6 172 084	9,4		9,4

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
China Everbright Ltd		2 134 593	5,4				5,4
China Evergrande Group		11 716 863	9,8				9,8
China Fiber Optic Network System Group Ltd		8 023 200	-				-
China Galaxy Securities Co Ltd		6 797 723	8,2				8,2
China Gas Holdings Ltd		9 368 500	17,0				17,0
China Huarong Asset Management Co Ltd		11 527 700	5,6				5,6
China Huishan Dairy Holdings Co Ltd		9 304 206	4,8				4,8
China International Travel Service Corp Ltd		655 819	5,5				5,5
China Jinmao Holdings Group Ltd		8 599 809	3,1				3,1
China Life Insurance Co Ltd		18 718 588	65,4				65,4
China Life Insurance Co Ltd, Taiwan		12 643 883	16,9				16,9
China Longyuan Power Group Corp Ltd		11 494 350	12,0				12,0
China Medical System Holdings Ltd		2 861 991	6,1				6,1
China Mengniu Dairy Co Ltd		9 649 203	24,9				24,9
China Merchants Bank Co Ltd	classe A	12 459 581	42,3			42,3	
	classe H	10 539 985	33,1			33,1	75,4
China Merchants Energy Shipping Co Ltd		2 040 900	1,9				1,9
China Merchants Port Holdings Co Ltd		4 599 714	15,3				15,3
China Merchants Shekou Industrial Zone Holdings Co Ltd		620 781	2,0				2,0
China Minsheng Banking Corp Ltd		15 485 901	22,2				22,2
China Mobile Ltd		44 727 977	635,9				635,9
China Modern Dairy Holdings Ltd		6 384 000	2,1				2,1
China National Accord Medicines Corp Ltd		532 597	6,9				6,9
China National Building Material Co Ltd		9 288 073	6,1				6,1
China Oilfield Services Ltd		4 168 975	5,2				5,2
China Overseas Land & Investment Ltd		10 264 344	36,5				36,5
China Pacific Insurance Group Co Ltd		6 709 147	31,4				31,4
China Petroleum & Chemical Corp	classe A	30 969 800	32,3			32,3	
	classe H	73 483 268	69,9			69,9	102,2
China Power International Development Ltd		10 836 473	5,3				5,3
China Railway Construction Corp Ltd		5 386 406	9,3				9,3
China Railway Group Ltd		10 674 150	11,8				11,8
China Resources Beer Holdings Co Ltd		4 425 175	11,8				11,8
China Resources Gas Group Ltd		2 912 634	11,0				11,0

China Resources Land Ltd		7 016 257	21,2		21,2
China Resources Power Holdings Co Ltd		7 379 341	15,7		15,7
China Shenhua Energy Co Ltd		9 728 196	24,6		24,6
China Shineway Pharmaceutical Group Ltd		945 000	1,4		1,4
China Southern Airlines Co Ltd		4 180 485	2,9		2,9
China State Construction International Holdings Ltd		4 131 467	8,3		8,3
China Steel Corp		10 738 031	11,0		11,0
China Taiping Insurance Holdings Co Ltd		4 175 792	11,6		11,6
China Telecom Corp Ltd		41 146 865	25,5		25,5
China Unicom Hong Kong Ltd		17 578 787	27,5		27,5
China Vanke Co Ltd		3 026 818	9,3		9,3
China Western Power Industrial Co Ltd		3 736 710	8,9		8,9
Chinasoft International Ltd		2 238 000	1,4		1,4
Chipotle Mexican Grill Inc		3 853	1,9		1,9
Chocoladefabriken Lindt & Spruengli AG		215	3,0		3,0
Chongqing Brewery Co Ltd		1 109 143	3,9		3,9
Chongqing Changan Automobile Co Ltd	classe A	3 651 639	10,5	10,5	
	classe B	1 972 525	3,8	3,8	14,3
Chongqing Rural Commercial Bank Co Ltd		7 120 698	5,6		5,6
Chongqing Taiji Industry Group Co Ltd		2 081 938	6,9		6,9
Chr Hansen Holding A/S		110 906	8,3		8,3
Christian Dior SE		102 330	28,8		28,8
CHS/Community Health Systems Inc				153,7	153,7
Chubb Ltd		298 843	52,9		52,9
Chubu Electric Power Co Inc		1 347 682	25,3		25,3
Chugai Pharmaceutical Co Ltd		411	-		-
Chugoku Bank Ltd, The		59 700	1,2		1,2
Chugoku Electric Power Co Inc, The		650 826	10,3		10,3
Chunghwa Telecom Co Ltd		12 955 340	54,7		54,7
Church & Dwight Co Inc		46 754	2,8		2,8
CI Financial Corp		3 280 000	94,7		94,7
Cia Brasileira de Distribuicao		87 407	2,0		2,0
Cia Cervecerias Unidas SA		435 088	6,1		6,1
Cia de Minas Buenaventura SAA		560 164	8,5		8,5
Cia de Saneamento Basico do Estado de Sao Paulo		3 216 128	38,2		38,2
Cia de Transmissao de Energia Eletrica Paulista		426 000	11,4		11,4
Cia Energetica de Minas Gerais		108 400	0,4	0,4	
	privilégiées	3 132 817	10,0	10,0	10,4
Cia Energetica do Ceara		350 000	7,2		7,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Cia Paranaense de Energia		24 900	0,2			0,2	
	classe B	111 255	1,3			1,3	1,5
Cia Siderurgica Nacional SA		225 637	1,0				1,0
CIBC Capital Trust					25,4		25,4
Cielo SA		1 941 949	22,3				22,3
CIFC Funding Ltd					87,3		87,3
Cigna Corp		166 163	29,7				29,7
Cimarex Energy Co		11 905	2,2				2,2
CIMB Group Holdings Bhd		6 949 887	9,4				9,4
CIMIC Group Ltd		586 517	19,9				19,9
Cincinnati Financial Corp		39 966	4,1				4,1
Cintas Corp		45 036	7,0				7,0
Cipla Ltd		2 352 490	26,4				26,4
Cisco Systems Inc		3 076 368	124,7				124,7
CIT Group Inc		59 300	3,4				3,4
CITIC Ltd		12 094 430	23,2				23,2
CITIC Securities Co Ltd	classe A	4 309 953	13,4			13,4	
	classe H	5 181 837	14,1			14,1	27,5
Citigroup Inc		1 988 410	158,4		489,4		647,8
Citizens Financial Group Inc		129 630	6,2				6,2
Citrix Systems Inc		229 541	27,5				27,5
City Developments Ltd		181 292	1,4				1,4
Citycon OYJ		948 600	3,1				3,1
Cityneon Holdings Ltd		139 800	0,1				0,1
CJ CheilJedang Corp		33 593	13,3			13,3	
	privilégiées	496	0,1			0,1	13,4
CJ Corp		50 349	10,5				10,5
CJ E&M Corp		171 608	13,5				13,5
CJ Korea Express Corp		12 888	2,6				2,6
CK Hutchison Holdings Ltd		1 997 829	30,4				30,4
ClareGold Trust					5,5		5,5
Cleanaway Co Ltd		147 000	1,0				1,0
Cleanaway Waste Management Ltd		5 488 210	6,6				6,6
Clorox Company, The		27 505	4,4				4,4

CLP Holdings Ltd	2 607 219	32,1	32,1
CME Group Inc	129 161	20,0	20,0
CMS Energy Corp	372 467	20,8	20,8
CNH Industrial NV	3 593 104	42,0	42,0
CNOOC Ltd	161 576 535	271,1	271,1
CNP Assurances	421 132	10,5	10,5
Coach Inc	2 528 902	118,8	118,8
Coal India Ltd	1 478 469	8,8	8,8
Cobalt International Energy Inc	6 330 539	10,4	10,4
Cobham PLC	872 597	2,4	2,4
Coca-Cola Amatil Ltd	944 835	9,3	9,3
Coca-Cola Co, The	1 520 652	84,5	84,5
Coca-Cola European Partners PLC	501 518	21,2	21,2
Coca-Cola Femsa SAB de CV	1 012 842	8,7	8,7
Coca-Cola HBC AG	186 853	5,5	5,5
Coca-Cola Icecek AS	136 761	1,7	1,7
Cochlear Ltd	12 373	1,5	1,5
Cogeco Communications Inc			95,2
Cognizant Technology Solutions Corp	841 665	63,2	63,2
Colbun SA	30 906 602	8,2	8,2
Colgate-Palmolive Co	3 946 812	346,4	346,4
Colgate-Palmolive India Ltd	341 729	6,1	6,1
Coloplast AS	139 265	12,6	12,6
Colruyt SA	127 883	8,5	8,5
Comber Wind Financial Corp			80,5
Comcast Corp	136 968	12,7	12,7
Comerica Inc	31 301	2,9	2,9
ComfortDelGro Corp Ltd	2 934 470	6,7	6,7
Commercial Bank of Ceylon PLC	1 371 069	1,8	1,8
Commercial Bank of Qatar QSC, The	543 791	6,5	6,5
Commercial International Bank Egypt SAE	3 501 250	18,9	18,9
Commerzbank AG	921 529	9,4	9,4
Commonwealth Bank of Australia	40 035	3,2	3,2
Compagnie de Financement Foncier SA			133,9
Compagnie de Saint-Gobain	468 311	29,3	29,3
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	18 040 320	1 630,1	1 630,1
Compagnie Financière Richemont SA	351 867	31,3	31,3
Compagnie Générale des Établissements Michelin	204 445	30,6	30,6
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	21 268	1,0	1,0

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Compagnies Loblaw limitée, Les		11 223 500	795,1		102,4		897,5
Compal Electronics Inc		11 451 390	8,8				8,8
Companhia de Saneamento de Minas Gerais Copasa MG		1 394 939	21,0				21,0
Compass Group PLC		1 133 360	28,2				28,2
Computershare Ltd		11 319	0,1				0,1
Conagra Brands Inc		140 100	7,4				7,4
Concho Resources Inc		23 900	4,2				4,2
Concordia Financial Group Ltd		369 335	2,4				2,4
ConocoPhillips		770 352	51,8				51,8
Consolidated Edison Inc		433 603	42,8				42,8
Constellation Brands Inc		28 185	5,8				5,8
Constellation Software Inc		15 290	9,3				9,3
Contact Energy Ltd		1 167 735	5,1				5,1
Container Corp Of India Ltd		246 267	5,4				5,4
Continental AG		69 907	18,2				18,2
Continental Resources Inc		66 600	4,6				4,6
Controladora Vuela Cia de Aviacion SAB de CV		80 000	1,6				1,6
Convenience Retail Asia Ltd		1 574 000	1,0				1,0
Cooper Cos Inc , The		230 500	54,1				54,1
Core Laboratories NV		73 850	11,9				11,9
Corning Inc		54 700	1,8				1,8
Coronation Fund Managers Ltd		615 339	4,3				4,3
Corp Financiera Colombiana SA		257 202	4,3				4,3
Corp Moctezuma SAB de CV		3 194 000	12,4				12,4
Corpbanca SA		452 559 970	5,1				5,1
Corporation Aurifère Aurvista		2 130 500	0,4				0,4
Corporation Fiera Capital		1 483 000	19,0				19,0
Corporation Financière Power		484 966	16,3		58,5		74,8
Corporation Groupe Mercator Transport		2 500 000	-				-
Corporativo Fragua SAB de CV		628 913	10,9				10,9
Cosan SA Industria e Comercio		1 121 672	17,6				17,6
COSCO SHIPPING Ports Ltd		6 081 103	8,2				8,2
Costco Wholesale Corp		205 370	44,1				44,1

Coty Inc	23 400	0,6	33,4	34,0
Country Garden Holdings Co Ltd	15 051 976	11,3		11,3
Covestro AG	72 525	6,7		6,7
Coway Co Ltd	220 662	21,6		21,6
CP ALL PCL	16 769 231	39,2		39,2
CPFL Energia SA	768 361	8,0		8,0
CPFL Energias Renovaveis SA	2 500 000	12,0		12,0
CR Bard Inc	36 208	10,9		10,9
CR Capital Corp	827 540	-		-
Credicorp Ltd	198 972	42,1		42,1
Crédit Agricole SA	1 195 263	19,9		19,9
Credit Saison Co Ltd	45 180	1,1		1,1
Credit Suisse Group AG	2 188 490	42,2		42,2
Crestline CDP Opportunity Fund LP	1	37,1		37,1
Cresud SACIF y A	562 305	11,9		11,9
CRH PLC	291 461	13,6		13,6
Croda International PLC	22 962	1,2		1,2
Crown Castle International Corp	533 538	62,1		62,1
Crown Holdings Inc	32 000	2,3		2,3
Crown Resorts Ltd	1 395	-		-
CRRC Corp Ltd	9 695 380	11,7		11,7
CSE Global Ltd	2 581 400	1,1		1,1
CSL Ltd	130 985	12,8		12,8
CSPC Pharmaceutical Group Ltd	9 652 254	13,8		13,8
CSRA Inc			42,3	42,3
CSX Corp	1 374 354	66,2		66,2
CTBC Financial Holding Co Ltd	47 658 297	35,0		35,0
Ctrip.com International Ltd	1 095 268	58,8		58,8
CU Inc			330,0	330,0
CubeSmart	297 800	10,7		10,7
Cummins Inc	136 000	24,9		24,9
CVC Brasil Operadora e Agencia de Viagens SA	2 146 900	21,0		21,0
CVS Health Corp	3 115 191	329,7		329,7
CYBERDYNE Inc	5 200	0,1		0,1
Cyfrowy Polsat SA	596 275	4,7		4,7
Cyrela Brazil Realty SA Empreendimentos e Participacoes	1 966 400	8,3		8,3
Dabur India Ltd	1 549 092	8,5		8,5
Daelim Industrial Co Ltd	169 784	16,4		16,4
Daewoo Engineering & Construction Co Ltd	221 073	1,2		1,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Dah Chong Hong Holdings Ltd		2 510 000	1,3				1,3
Dah Sing Financial Holdings Ltd		227 868	2,1				2,1
Dai Nippon Printing Co Ltd		564 436	7,5				7,5
Daicel Corp		114 605	1,7				1,7
Dai-ichi Life Insurance Co Limited, The		2 331 912	52,2				52,2
Daiichi Sankyo Co Ltd		2 747	0,1				0,1
Daikin Industries Ltd		165 754	20,5				20,5
Daily Mail & General Trust PLC		665 990	8,6				8,6
Daimler AG		1 130 010	113,0				113,0
Daito Trust Construction Co Ltd		11 198	2,3				2,3
Daiwa House Industry Co Ltd		119 829	4,4				4,4
Daiwa House REIT Investment Corp		33	0,1				0,1
Daiwa Securities Group Inc		2 237 851	18,5				18,5
Dalmia Bharat Ltd		450 000	12,0				12,0
Dana Inc					92,7		92,7
Danaher Corp		1 586 813	165,6				165,6
Danone SA		473 245	40,3				40,3
Danske Bank AS		164 129	6,7				6,7
Darden Restaurants Inc		43 300	4,2				4,2
Dassault Systèmes SA		40 219	4,1				4,1
DataTec Ltd		534 406	2,6				2,6
DaVita Inc		84 300	7,3				7,3
DBS Group Holdings Ltd		1 340 670	21,6				21,6
DCB Bank Ltd		3 100 000	6,6				6,6
DCC PLC		34 358	3,4				3,4
DE Shaw Oculus International Fund		1	204,7				204,7
Deere & Co		47 528	6,6				6,6
Dell Technologies Inc Class V		30 700	2,3				2,3
Delphi Automotive PLC		73 352	6,6				6,6
Delta Air Lines Inc		323 806	21,4				21,4
Delta Brac Housing Finance Corp Ltd		955 868	1,7				1,7
Delta Electronics Inc		2 645 354	17,6				17,6
Delta Electronics Thailand PCL		1 639 655	5,0				5,0

Denso Corp		376 097	21,9		21,9
DENTSPLY SIRONA Inc		30 008	2,3		2,3
Dentsu Inc		1 800	0,1		0,1
DEQ Systèmes Corp		6 907 000	2,6		2,6
Deutsche Bank AG		896 740	21,9		21,9
Deutsche Boerse AG		23 805	2,6		2,6
Deutsche Lufthansa AG		984 550	17,1		17,1
Deutsche Post AG		787 775	34,8		34,8
Deutsche Telekom AG		3 407 237	78,8		78,8
Deutsche Wohnen AG		38 512	1,6		1,6
Devon Energy Corp		375 923	23,0		23,0
Dexus Property Group		197 034	1,8		1,8
DGAM CDP Unique Strategies		4 269	4,3		4,3
DGB Financial Group Inc		509 728	5,5		5,5
Diageo PLC		15 912 965	556,4		556,4
Dialog Group BHD		10 421 125	4,8		4,8
Dick's Sporting Goods Inc		35 800	2,5		2,5
DiGi.Com Bhd		2 937 732	4,2		4,2
Digital China Holdings Ltd		858 000	0,9		0,9
Digital Realty Trust Inc		59 200	7,8		7,8
Dime Community Bancshares Inc		100 200	2,7		2,7
Direcional Engenharia SA		794 000	1,5		1,5
Direct Line Insurance Group PLC		429 202	2,6		2,6
Dis-Chem Pharmacies Ltd		1 155 742	2,5		2,5
Discover Financial Services		60 489	5,8		5,8
Discovery Communications Inc	classe A	64 342	2,4	2,4	
	classe C	96 739	3,5	3,5	5,9
Discovery Ltd		963 489	10,8		10,8
DISH Network Corp		62 500	4,9		4,9
Distribuidora Internacional de Alimentacion SA		548 776	3,6		3,6
Divi's Laboratories Ltd		421 719	6,5		6,5
Dixons Carphone PLC		418 396	2,5		2,5
DMCI Holdings Inc		13 144 040	4,7		4,7
DNB ASA		831 601	16,6		16,6
Doha Bank QSC		426 807	5,5		5,5
Dollar General Corp		1 242 356	123,4		123,4
Dollar Tree Inc		3 273	0,3	269,1	269,4
Dollarama Inc		6 340 000	623,7		623,7
Dominion Resources Inc		688 845	70,8		70,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Domino's Pizza Enterprises Ltd		4 129	0,3				0,3
Domino's Pizza Inc		5 100	1,1				1,1
Don Quijote Holdings Co Ltd		38 100	1,9				1,9
DONG Energy A/S		81 783	4,2				4,2
Dongbu Insurance Co Ltd		170 441	11,8				11,8
Dongfeng Motor Group Co Ltd		7 581 574	9,9				9,9
Dongsuh Cos Inc		105 184	3,2				3,2
Doosan Corp		14 730	1,7				1,7
Doosan Heavy Industries & Construction Co Ltd		58 932	1,8				1,8
Doosan Infracore Co Ltd		615 765	6,0				6,0
Dorsal Capital Partners LP		1	189,4				189,4
DoubleUGames Co Ltd		110 064	4,9				4,9
Dover Corp		56 900	5,7				5,7
Dow Chemical Company, The		701 834	53,9				53,9
Downer EDI Ltd		600 000	3,5				3,5
DP World Ltd		612 977	14,4				14,4
DR Horton Inc		56 684	2,1				2,1
Dr Pepper Snapple Group Inc		45 545	5,5				5,5
Dr Reddy's Laboratories Ltd		251 335	15,2				15,2
Drake Global Opportunities Fund Ltd, The		147	0,2				0,2
Dryden 34 Senior Loan Fund					134,4		134,4
DSAM Neutral LP		1	167,8				167,8
DSV AS		226 198	13,5				13,5
DTE Energy Co		251 769	33,3				33,3
Dubai Islamic Bank PJSC		4 165 672	8,5				8,5
DUET Group		2 573 221	6,8				6,8
Dufry AG		14 188	2,4				2,4
Duke Energy Corp		936 353	97,5				97,5
Duke Realty Corp		41 300	1,5				1,5
Dun & Bradstreet Corp, The		6 625	1,1				1,1
Dune Capital International Ltd		291	-				-
Duni AB		40 000	0,7				0,7
Duratex SA		561 855	1,6				1,6

DXB Entertainments PJSC	10 789 237	5,1		5,1
DXP Enterprises Inc	152 955	7,1		7,1
E*TRADE Financial Corp	38 576	1,8		1,8
E.ON SE	6 206 251	58,8		58,8
E.Sun Financial Holding Co Ltd	22 132 268	16,9		16,9
East Japan Railway Co	308 196	35,8		35,8
Eastern Tobacco	38 571	0,8		0,8
Eastmain Resources Inc	2 937 229	1,5		1,5
Eastman Chemical Co	42 695	4,3		4,3
easyJet PLC	205 886	3,4		3,4
Eaton Corp PLC	218 333	19,6		19,6
Eaton Vance Corp	13 500	0,8		0,8
Ebara Corp	264 030	10,1		10,1
eBay Inc	443 800	17,7		17,7
Eclat Textile Co Ltd	78 507	1,1		1,1
Ecolab Inc	36 082	5,7		5,7
Ecopetrol SA	14 575 346	9,0		9,0
Edan Instruments Inc	2 813 400	5,2		5,2
Edenred	68 590	1,8		1,8
Edgewell Personal Care Co	25 700	2,5		2,5
Edison International	445 879	43,0		43,0
EDP - Energias de Portugal SA	5 866 488	24,0		24,0
EDP - Energias do Brasil SA	726 791	4,0		4,0
Edwards Lifesciences Corp	22 502	2,8		2,8
Egyptian International Pharmaceuticals EIPICO	235 688	1,5		1,5
El du Pont de Nemours & Co	199 455	19,6		19,6
Eicher Motors Ltd	20 364	8,8		8,8
Eiffage SA	76 209	7,1		7,1
Eisai Co Ltd	242 896	18,7		18,7
El Puerto de Liverpool SAB de CV	324 458	3,2		3,2
Electric Power Development Co Ltd	307 965	9,5		9,5
Électricité de France SA	4 258 828	58,3	229,2	287,5
Electricity Generating PCL	560 487	4,2		4,2
Electrolux AB	146 405	4,9		4,9
Electronic Arts Inc	5 940	0,6		0,6
Eli Lilly & Co	472 500	46,6		46,6
Elior Group	11 299 435	347,1		347,1
Elisa OYJ	59 776	2,6		2,6
Ellie Mae Inc	100 906	11,3		11,3

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
ElSewedy Electric Co		670 645	3,7				3,7
Emaar Malls PJSC		6 581 586	6,3				6,3
Emaar Properties PJSC		11 827 958	30,8				30,8
E-MART Inc		70 599	14,3				14,3
Embotelladora Andina SA		766 501	3,8				3,8
Embraer SA		516 257	3,4				3,4
Emera Inc		49 660	2,3				2,3
Emerson Electric Co		356 183	26,6				26,6
Emirates Telecommunications Group Co PJSC		5 864 117	40,3				40,3
Emlak Konut Gayrimenkul Yatirim Ortakligi AS		3 842 031	4,4				4,4
Empresa Distribuidora Y Comercializadora Norte		241 074	9,0				9,0
Empresa Nacional de Electricidad SA		14 614 321	12,9				12,9
Empresa Nacional de Telecomunicaciones SA		444 552	6,3				6,3
Empresas CMPC SA		3 680 294	10,1				10,1
Empresas COPEC SA		1 339 455	17,2				17,2
EMS-Chemie Holding AG		2 926	2,0				2,0
Enagas SA		328 782	11,2				11,2
Enbridge Energy Partners, L.P.					40,1		40,1
Enbridge Inc		7 397 169	417,9		264,6		682,5
Enbridge Income Fund Holdings Inc					113,0		113,0
Enbridge Pipelines Inc					95,0		95,0
Endesa SA		1 126 961	32,1				32,1
Endo International PLC		174 568	3,9				3,9
Enel Americas SA		125 714 403	27,5				27,5
Enel Chile SA		84 638 844	10,5				10,5
Enel SpA		16 877 578	100,0				100,0
Energa SA		640 000	1,9				1,9
Energisa SA		937 300	7,2				7,2
Energy Absolute PCL		3 677 878	4,1				4,1
Energy Development Corp		36 230 492	5,0				5,0
Engie Brasil Energia SA		201 603	2,9				2,9
Engie SA		4 510 174	77,3				77,3
Eni SpA		3 246 671	71,0				71,0

ENN Energy Holdings Ltd	3 052 520	16,8	16,8
Entergy Corp	346 606	34,2	34,2
Entreprise Minière Nouveau Monde	4 106 736	0,9	0,9
Entreprises minières Globex Inc	1 729 000	0,7	0,7
Envestnet Inc	205 436	9,7	9,7
Envision Healthcare Corp	50 571	4,3	4,3
EOG Resources Inc	209	-	-
EPCOR Utilities Inc			95,2
EQT Corp	25 837	2,3	2,3
Equatorial Energia SA	647 406	14,5	14,5
Equifax Inc	37 870	6,0	6,0
Equinix Inc	4 616	2,2	2,2
Equity Group Holdings Ltd	6 007 100	2,4	2,4
Equity Residential	121 791	10,5	10,5
Eregli Demir ve Celik Fabrikalari TAS	3 340 598	6,5	6,5
Erste Group Bank AG	113 916	4,5	4,5
Essex Property Trust Inc	46 417	14,5	14,5
Essilor International SA	102 814	15,6	15,6
Estee Lauder Cos Inc, The	6 779	0,7	0,7
Eurazeo SA	22 577	1,8	1,8
Eurobank Ergasias SA	3 328 688	3,0	3,0
Eurocash SA	137 001	1,7	1,7
EUROFIMA			101,6
Eurofins Scientific SE	606 061	347,2	347,2
Euronet Worldwide Inc	135 088	13,1	13,1
Eutelsat Communications SA	220 789	5,7	5,7
Eva Airways Corp	1 409 727	0,9	0,9
Everest Re Group Ltd	9 100	2,6	2,6
Evergreen Marine Corp Taiwan Ltd	541 457	0,3	0,3
Eversource Energy	424 700	31,5	31,5
Evonik Industries AG	201 578	8,1	8,1
Exelon Corp	1 479 465	70,4	70,4
Exide Industries Ltd	3 303 882	11,8	11,8
EXOR NV	33 535	1,9	1,9
Expedia Inc	83 211	12,6	12,6
Expeditors International of Washington Inc	41 633	3,0	3,0
Experian PLC	1 115 975	29,1	29,1
Exploration Azimut Inc	3 127 803	1,0	1,0
Exploration Dios Inc	4 978 436	0,4	0,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Exploration Knick Inc		4 226 819	0,2				0,2
Exploration Midland Inc		6 790 106	7,5				7,5
Exploration Puma Inc		9 634 177	0,8				0,8
Exploration Typhon Inc		1 967 500	0,2				0,2
Explorations Matamec Inc		1 517 250	0,1				0,1
Export-Import Bank of Korea					177,6		177,6
Express Scripts Holding Co		40 769	3,8				3,8
Extra Space Storage Inc		7 936	0,8				0,8
Exxaro Resources Ltd		1 396 194	12,3				12,3
Exxon Mobil Corp		5 912 515	715,7				715,7
Ez Tec Empreendimentos e Participacoes SA		1 001 601	6,5				6,5
Ezaki Glico Co Ltd		130 000	8,2				8,2
Ezdan Holding Group QSC		2 682 840	14,9				14,9
F5 Networks Inc		21 139	4,1				4,1
Facebook Inc		1 128 792	174,2				174,2
Fairfax Financial Holdings Ltd					194,7		194,7
Fairfax Media Ltd		7 020 733	6,1				6,1
Fairwood Holdings Ltd		297 000	1,5				1,5
Falco Resources Ltd		1 632 366	1,5				1,5
FamilyMart UNY Holdings Co Ltd		1 268	0,1				0,1
Fanhua Inc		309 706	3,4				3,4
FANUC Corp		1 791 065	408,1				408,1
Far East Horizon Ltd		4 546 978	5,2				5,2
Far Eastern New Century Corp		10 796 627	10,9				10,9
Far EasTone Telecommunications Co Ltd		5 677 271	17,1				17,1
Fast Retailing Co Ltd		98 318	47,3				47,3
Fastenal Co		9 682	0,6				0,6
Federal Realty Investment Trust		58 421	11,1				11,1
FedEx Corp		81 100	20,3				20,3
Felda Global Ventures Holdings Bhd		1 935 341	0,9				0,9
Feng TAY Enterprise Co Ltd		320 986	1,6				1,6
Ferrari NV		28 201	2,2				2,2
Ferrovial SA		341 290	8,2				8,2

FF Group	59 980	1,6	1,6
Fiat Chrysler Automobiles NV	4 401 729	53,9	53,9
Fiberhome Telecommunication Technologies Co Ltd	4 079 916	19,8	19,8
Fibra Shop Portafolios Inmobiliarios SAPI de CV	8 740 861	7,3	7,3
Fibra Uno Administracion SA de CV	28 116 516	58,1	58,1
Fibria Celulose SA	128 547	1,7	1,7
Fidelity National Information Services Inc	89 733	9,1	9,1
Fiducie de capital Banque Scotia			43,3
Fifth Third Bancorp	180 390	6,5	6,5
Financial Engines Inc	289 793	14,3	14,3
Financière Sun Life du Canada, Inc			224,3
Finning International Inc	550 000	14,5	14,5
First Asset Morningstar National Bank Québec Index ETF	1 506 061	27,0	27,0
First Financial Holding Co Ltd	23 055 256	16,5	16,5
First Gulf Bank PJSC	3 034 392	14,2	14,2
First Pacific Co Ltd	2 188 250	2,1	2,1
First Republic Bank	13 100	1,6	1,6
FirstEnergy Corp	730 493	30,3	30,3
FirstRand Ltd	12 439 378	64,9	64,9
Fiserv Inc	38 721	5,5	5,5
FleetCor Technologies Inc	13 000	2,5	2,5
Fletcher Building Ltd	295 700	2,9	2,9
Fleury SA	1 467 300	21,6	21,6
Flex Ltd	671 300	12,9	12,9
Flight Centre Travel Group Ltd	44 192	1,3	1,3
FLIR Systems Inc	46 300	2,2	2,2
Flowserve Corp	106 901	6,9	6,9
Fluor Corp	94 500	6,7	6,7
FMC Corp	24 417	1,9	1,9
FMC Technologies Inc	166 046	7,9	7,9
FNF Group	47 600	2,2	2,2
Fomento Economico Mexicano SAB de CV	5 264 720	54,0	54,0
Foncière des Régions	14 216	1,7	1,7
Fonds d'Arbitrage Améthyste Offshore	13 080	46,3	46,3
Fonds de placement immobilier Cominar	8 458 000	124,5	124,5
Fonds de placement immobilier RioCan	182 900	4,9	4,9
Fonds PGEQ II Sec	6 500 000	62,8	62,8
Foot Locker Inc	34 700	3,3	3,3
Forage Orbit Garant Inc	3 200 000	5,8	5,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Ford Credit Canada Ltd					262,5		262,5
Ford Motor Company		2 373 600	38,6				38,6
Ford Otomotiv Sanayi AS		530 016	6,2				6,2
Forest City Realty Trust Inc		218 900	6,1				6,1
Formosa Chemicals & Fibre Corp		11 114 530	44,5				44,5
Formosa International Hotels Corp		157 000	1,1				1,1
Formosa Petrochemical Corp		2 629 122	12,3				12,3
Formosa Plastics Corp		14 440 990	53,6				53,6
Formosa Taffeta Co Ltd		2 491 972	3,1				3,1
Fort GL Contrarian		1	208,6				208,6
Fortescue Metals Group Ltd		1 060	-				-
Fortinet Inc		16 800	0,7				0,7
Fortis Inc		398 658	16,5				16,5
Fortive Corp		26 100	1,9				1,9
Fortress Income Fund Ltd		2 058 587	6,5			6,5	
	classe A	2 575 217	4,2			4,2	10,7
Fortum OYJ		1 172 560	24,2				24,2
Fortune Brands Home & Security Inc		27 600	2,0				2,0
Fortune Real Estate Investment Trust		3 806 000	5,9				5,9
Foschini Group Limited, The		1 011 247	15,8				15,8
Foshan Haitian Flavouring & Food Co Ltd		748 748	4,2				4,2
Fosun International Ltd		6 650 704	12,6				12,6
Fox Factory Holding Corp		318 358	11,8				11,8
Foxconn Technology Co Ltd		1 749 721	6,2				6,2
Franco-Nevada Corp		28 500	2,3				2,3
Franklin Emerging Market Debt Opportunities Fund					280,8		280,8
Franklin Resources Inc		166 921	8,9				8,9
Fraport AG Frankfurt Airport Services Worldwide		93 188	7,4				7,4
Frasers Logistics & Industrial Trust		4 743 700	4,1				4,1
Freenet AG		188 500	7,1				7,1
Freeport-McMoRan Inc		434 400	7,7				7,7
Fresenius Medical Care AG & Co KGaA		113 294	12,9				12,9
Fresenius SE & Co KGaA		239 889	25,2				25,2
Fresnillo PLC		259 510	5,3				5,3

Frontier Communications Corp		2 480 493	11,2		11,2
FS Media Holding Co (Jersey) Limited		1	0,3		0,3
Fubon Financial Holding Co Ltd		25 058 769	53,2		53,2
Fuchs Petrolub SE		24 040	1,4		1,4
Fuji Electric Co Ltd		505 808	3,5		3,5
Fuji Heavy Industries Ltd		823 328	45,2		45,2
FUJIFILM Holdings Corporation		322 261	16,4		16,4
Fujitsu Ltd		3 457 639	25,8		25,8
Fukuoka Financial Group Inc		336 612	2,0		2,0
Fullshare Holdings Ltd		7 889 500	4,9		4,9
Fuyao Glass Industry Group Co Ltd	classe A	2 506 570	9,0	9,0	
	classe H	1 106 040	4,6	4,6	13,6
G4S PLC		1 802 924	7,0		7,0
GAIL India Ltd		2 628 420	22,8		22,8
Galaxy Entertainment Group Ltd		76 119	0,4		0,4
Galenica AG		1 835	2,8		2,8
Galp Energia SGPS SA		333 587	6,7		6,7
Gamuda Bhd		5 567 428	8,0		8,0
Gap Inc, The		38 400	1,2		1,2
Garmin Ltd		63 300	4,1		4,1
Gartner Inc		8 500	1,2		1,2
Gas Natural SDG SA		1 263 614	32,0		32,0
Gazprom PJSC		30 571 455	103,7		103,7
GCL-Poly Energy Holdings Ltd		27 953 205	4,5		4,5
GEA Group AG		50 928	2,8		2,8
Geberit AG		5 823	3,1		3,1
Gecina SA		14 529 973	2 701,6		2 701,6
Geely Automobile Holdings Ltd		12 183 144	15,6		15,6
Gemalto NV		79 591	6,2		6,2
General Dynamics Corp		118 097	27,3		27,3
General Electric Co		3 019 499	128,0		128,0
General Growth Properties Inc		966 234	32,4		32,4
General Mills Inc		42 075	3,5		3,5
General Motors Co		4 837 000	226,0		226,0
General Motors Financial of Canada Ltd				89,2	89,2
Genmab A/S		1 724	0,4		0,4
Gentera SAB de CV		1 700 674	3,7		3,7
Gentex Corp		24 689	0,7		0,7
Gentherm Inc		325 797	14,8		14,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Genting Bhd		7 931 779	19,0				19,0
Genting Malaysia Bhd		9 757 575	13,4				13,4
Genting Plantations Bhd		780 527	2,5				2,5
Genting Singapore PLC		4 654 000	3,9				3,9
Genuine Parts Co		2 058 115	263,7				263,7
George Weston Limitée					28,6		28,6
GeoVenCap Inc		166 895	-				-
Gerdau SA		3 771 643	16,8				16,8
Gespeg Copper Resources Inc		3 560 000	0,1				0,1
Getinge AB		140 264	3,0				3,0
GF Securities Co Ltd		3 133 910	8,8				8,8
GFK Resources		1 937 000	0,2				0,2
Giant Manufacturing Co Ltd		143 456	1,1				1,1
Gibson Energy Inc					53,5		53,5
Gilead Sciences Inc		788 901	75,8				75,8
Givaudan SA		1 393	3,4				3,4
Gjensidige Forsikring ASA		16 841 874	359,5				359,5
GKN PLC		846 510	4,7				4,7
GlaxoSmithKline PLC		34 288 302	887,5				887,5
Glencore PLC		22 087 702	101,5				101,5
Glenmark Pharmaceuticals Ltd		211 250	3,7				3,7
Glitnir HoldCo ehf					-		-
Global Logistic Properties Ltd		6 180 966	12,6				12,6
Global Payments Inc		15 600	1,5				1,5
Global Telecom Holding SAE		8 844 112	4,7				4,7
Globant SA		81 063	3,6				3,6
Globe Telecom Inc		109 528	4,5				4,5
Globus Medical Inc		362 222	12,1				12,1
Glow Energy PCL		2 180 486	6,5				6,5
GMO Emerging Country Local Debt Investment Fund					314,8		314,8
GMO Emerging Markets Fund					297,4		297,4
Godrej Consumer Products Ltd		359 627	10,7				10,7
Godrej Industries Ltd		844 166	7,2				7,2

Godrej Properties Ltd	576 443	3,5		3,5
GoerTek Inc	11 479 036	58,7		58,7
Gold Fields Ltd	2 876 549	12,3		12,3
Goldcorp Inc	10 045 922	183,6		183,6
Golden Agri-Resources Ltd	16 356 984	6,5		6,5
Goldman Sachs Group, Inc., The	175 144	56,3	57,6	113,9
GoldStar Minerals Inc	445 000	-		-
GOME Electrical Appliances Holding Ltd	35 173 003	5,7		5,7
Goodman Group	1 042 407	7,2		7,2
Goodyear Tire & Rubber Company, The	158 600	6,6		6,6
GoviEx Uranium Inc	2 490 500	0,4		0,4
GPT Group, The	1 429 676	7,0		7,0
Graham Absolute Return Fund Ltd	326 500	220,9		220,9
Grand Canyon Education Inc	346 855	27,2		27,2
Grandblue Environment Co Ltd	6 912 590	19,2		19,2
Great Portland Estates PLC	1 277 100	14,1		14,1
Great Wall Motor Co Ltd	7 537 645	9,4		9,4
Great-West Lifeco Inc	16 400 000	576,8	49,6	626,4
Gree Electric Appliances Inc of Zhuhai	1 167 200	5,5		5,5
Greencore Group PLC	1 665 907	6,8		6,8
Grifols SA	261 909	7,0		7,0
Groupe Bruxelles Lambert SA	97 080	10,9		10,9
Groupe Canam Inc	2 310 000	20,8		20,8
Groupe CGI Inc	51 061 663	3 290,4		3 290,4
Groupe Colabor Inc	8 499 121	11,2		11,2
Groupe Eurotunnel SA	559 649	7,2		7,2
Groupe HNZ Inc	1 264 600	17,0		17,0
Groupe SNC-Lavalin Inc	18 504 200	1 069,4		1 069,4
Groupe Stingray Digital Inc	2 623 100	22,8		22,8
Groupe TMX Limitée	2 845 267	203,5		203,5
Groupe WSP Global Inc	18 532 889	828,2		828,2
Growthpoint Properties Ltd	6 387 728	16,2		16,2
Gruma SAB de CV	1 244 695	21,3		21,3
Grupa Azoty SA	79 968	1,6		1,6
Grupa Lotos SA	165 517	2,0		2,0
Grupo Aeroportuario del Pacifico SAB de CV	966 491	10,7		10,7
Grupo Aeroportuario del Sureste SAB de CV	561 566	10,9		10,9
Grupo Argos SA	857 972	7,4		7,4
Grupo Aval Acciones y Valores SA	10 360 905	5,6		5,6

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Grupo Bimbo SAB de CV		3 090 675	9,5				9,5
Grupo Carso SAB de CV		980 648	5,3				5,3
Grupo de Inversiones Suramericana SA		692 821	11,8			11,8	
	privilégiées	298 464	4,9			4,9	16,7
Grupo Financiero Banorte SAB de CV		4 851 467	32,3				32,3
Grupo Financiero Inbursa SAB de CV		4 724 552	9,6				9,6
Grupo Financiero Interacciones SA de CV		2 102 146	11,1				11,1
Grupo Financiero Santander Mexico SAB de CV		3 883 281	7,5				7,5
Grupo Herdez SAB de CV		1 681 930	4,1				4,1
Grupo Lala SAB de CV		1 070 839	2,1				2,1
Grupo Lamosa SAB de CV		3 400 075	8,8				8,8
Grupo Mexico SAB de CV		12 485 517	45,9				45,9
Grupo Rotoplas SAB de CV		4 971 473	8,6				8,6
Grupo Supervielle SA		392 534	6,9				6,9
Grupo Televisa SAB		733 794	20,6			20,6	
	unités de fonds	4 715 235	26,6			26,6	47,2
GS Engineering & Construction Corp		16 647	0,5				0,5
GS Holdings Corp		180 266	10,8				10,8
GS Retail Co Ltd		31 248	1,7				1,7
GSO European Senior Debt Feeder Fund LP		13 168 245	19,0		23,8		42,9
GT Capital Holdings Inc		258 865	8,9				8,9
Guangdong Advertising Group Co Ltd		2 876 679	7,7				7,7
Guangdong Haid Group Co Ltd		14 939 361	43,4				43,4
Guangdong Investment Ltd		9 996 204	17,7				17,7
Guangzhou Automobile Group Co Ltd		4 839 328	7,9				7,9
Guangzhou R&F Properties Co Ltd		2 865 229	4,6				4,6
Gudang Garam Tbk PT		1 610 455	10,2				10,2
Guess? Inc		216 464	3,5				3,5
Gujarat Gas Ltd		247 292	2,6				2,6
H&R Block Inc		18 177 081	560,4				560,4
H2O Innovation Inc		5 572 774	9,8				9,8
Hachijuni Bank Ltd, The		186 400	1,5				1,5
Haci Omer Sabanci Holding AS		2 351 999	8,2				8,2
Haemonetics Corp		191 923	10,3				10,3

Haier Electronics Group Co Ltd	3 861 243	8,1		8,1
Haitian International Holdings Ltd	1 468 939	3,9		3,9
Haitong Securities Co Ltd	7 478 252	17,2		17,2
Hakuhodo DY Holdings Inc	165 150	2,7		2,7
Halliburton Co	145 183	10,5		10,5
Hamamatsu Photonics KK	43 600	1,5		1,5
Hammerson PLC	268 021	2,5		2,5
Hana Financial Group Inc	1 021 501	35,4		35,4
Handsome Co Ltd	81 965	3,2		3,2
Hanergy Thin Film Power Group Ltd	15 984 343	-		-
Hanesbrands Inc	62 633	1,8	25,2	27,0
Hang Lung Group Ltd	550 000	2,6		2,6
Hang Lung Properties Ltd	2 562 825	7,3		7,3
Hang Seng Bank Ltd	348 860	8,7		8,7
Hangzhou Hikvision Digital Technology Co Ltd	9 343 868	42,9		42,9
Hangzhou Robam Appliances Co Ltd	1 873 692	13,3		13,3
Hanjaya Mandala Sampoerna Tbk PT	25 919 500	9,9		9,9
Hankook Tire Co Ltd	248 331	16,0		16,0
Hankyu Hanshin Holdings Inc	334 029	14,4		14,4
Hanmi Pharm Co Ltd	2 290	0,8		0,8
Hanmi Science Co Ltd	7 612	0,5		0,5
Hannover Rueck SE	106 104	15,4		15,4
Hanon Systems	902 433	10,3		10,3
Han's Laser Technology Industry Group Co Ltd	1 515 500	6,6		6,6
Hanssem Co Ltd	34 499	7,6		7,6
Hanwha Chemical Corp	355 393	9,7		9,7
Hanwha Life Insurance Co Ltd	654 554	4,7		4,7
Hanwha Techwin Co Ltd	112 121	5,4		5,4
Haoxiangni Jujube Co Ltd	194 900	1,3		1,3
HAP Seng Consolidated Bhd	2 045 700	5,4		5,4
Harbinger Capital Partners Offshore Fund I Ltd	10 854	14,6		14,6
Hargreaves Lansdown PLC	28 741	0,6		0,6
Harley-Davidson Inc	54 180	4,2		4,2
Harman International Industries Inc	19 151	2,9		2,9
Harris Corp	75 008	10,3		10,3
Hartalega Holdings Bhd	1 842 400	2,7		2,7
Hartford Financial Services Group Inc, The	86 189	5,5		5,5
Harvey Norman Holdings Ltd	363 604	1,8		1,8
Hasbro Inc	24 864	2,6		2,6

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Havells India Ltd		1 381 884	9,3				9,3
Haw Par Corp Ltd		138 300	1,2				1,2
HCA Holdings Inc		342 900	34,0				34,0
HCL Technologies Ltd		900 498	14,7				14,7
HCP Inc		94 140	3,8				3,8
HDFC Bank Ltd		737 360	27,6				27,6
Healthscope Ltd		2 126	-				-
Hebei Sailhero Environmental Protection High-tech Co Ltd		2 193 243	6,2				6,2
Hecla Mining Co		2 162 328	15,2				15,2
HeidelbergCement AG		131 954	16,5				16,5
HeidelbergCement India Ltd		2 519 955	5,5				5,5
Heineken Holding NV		1 193 491	111,7				111,7
Heineken NV		3 013 337	303,7				303,7
Hellenic Exchanges - Athens Stock Exchange SA		684 586	4,7				4,7
Hellenic Telecommunications Organization SA		438 952	5,5				5,5
Helmerich & Payne Inc		34 896	3,6				3,6
Hemas Holdings PLC		1 192 476	1,0				1,0
Henan Shuanghui Investment & Development Co Ltd		1 177 428	4,8				4,8
Henderson Land Development Co Ltd		934 965	6,7				6,7
Hengan International Group Co Ltd		17 988 290	177,2				177,2
HengTen Networks Group Ltd		34 824 000	2,3				2,3
Henkel AG & Co KGaA		187 473	26,2			26,2	
	privilégiées	70 871	11,4			11,4	37,6
Hennes & Mauritz AB		508 219	19,0				19,0
Henry Schein Inc		25 707	5,2				5,2
Herman Miller Inc		209 890	9,6				9,6
Hermes International		22 776	12,6				12,6
Hero MotoCorp Ltd		460 156	27,7				27,7
Héroux-Devtek Inc		4 807 395	70,7				70,7
Hershey Co, The		45 503	6,3				6,3
Hess Corp		8 000	0,7				0,7
Hewlett Packard Enterprise Co		4 262 200	132,3				132,3
Hexagon AB		86 274	4,1				4,1
Hexaware Technologies Ltd		879 647	3,6				3,6

Highwealth Construction Corp	684 276	1,3	1,3
Hikari Tsushin Inc	3 100	0,4	0,4
Hikma Pharmaceuticals PLC	42 064	1,3	1,3
Hilton Worldwide Holdings Inc	8 600	0,3	0,3
Hindalco Industries Ltd	2 488 264	7,6	7,6
Hindustan Petroleum Corp Ltd	823 808	7,2	7,2
Hindustan Unilever Ltd	1 524 082	24,9	24,9
Hino Motors Ltd	418 500	5,7	5,7
Hirose Electric Co Ltd	33 997	5,7	5,7
Hiroshima Bank Ltd, The	172 000	1,1	1,1
Hisamitsu Pharmaceutical Co Inc	29 200	2,0	2,0
Hitachi Chemical Co Ltd	80 898	2,7	2,7
Hitachi Construction Machinery Co Ltd	4 227	0,1	0,1
Hitachi High-Technologies Corp	82 428	4,5	4,5
Hitachi Ltd	4 697 567	34,1	34,1
Hitachi Metals Ltd	182 900	3,3	3,3
Hiwin Technologies Corp	82 142	0,5	0,5
HK Electric Investments & HK Electric Investments Ltd	7 435 800	8,2	8,2
HKT Trust & HKT Ltd	2 514 220	4,1	4,1
HMS Holdings Corp	470 314	11,5	11,5
HOCHTIEF AG	43 982	8,3	8,3
Hokuriku Electric Power Co	229 832	3,5	3,5
HollyFrontier Corp	106 300	4,7	4,7
Hologic Inc	57 400	3,1	3,1
Home Depot Inc, The	268 324	48,2	48,2
Home Product Center PCL	12 967 597	5,0	5,0
Hon Hai Precision Industry Co Ltd	48 805 158	171,0	171,0
Honda Motor Co Ltd	6 462	0,3	0,3
Honeywell International Inc	197 563	30,7	30,7
Hong Kong & China Gas Co Ltd	10 156 952	24,1	24,1
Hong Kong Exchanges & Clearing Ltd	83 129	2,6	2,6
Hong Leong Bank Bhd	2 137 607	8,6	8,6
Hong Leong Financial Group Bhd	754 181	3,2	3,2
Hongfa Technology Co Ltd	921 204	5,7	5,7
Hongkong & Shanghai Hotels , The	1 978 500	2,9	2,9
Hongkong Land Holdings Ltd	1 907 100	16,2	16,2
Hormel Foods Corp	115 500	5,4	5,4
Hoshizaki Corp	9 300	1,0	1,0
Host Hotels & Resorts Inc	138 733	3,5	3,5

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Hotai Motor Co Ltd		307 914	4,7				4,7
Hotel Shilla Co Ltd		17 580	0,9				0,9
Hoteles City Express SAB de CV		9 437 979	10,5				10,5
Housing Development Finance Corp Ltd		3 968 305	99,0				99,0
Hoya Corporation		381 909	21,6				21,6
HP Inc		3 327 900	66,2				66,2
Hrvatski Telekom dd		81 727	2,6				2,6
HSBC Holdings PLC		7 072 702	77,0		278,2		355,2
HTC Corp		317 637	1,0				1,0
Hua Nan Financial Holdings Co Ltd		24 204 091	16,4				16,4
Huadong Medicine Co Ltd		755 026	10,5				10,5
Huaku Development Co Ltd		661 000	1,7				1,7
Huaneng Power International Inc		16 730 196	14,9				14,9
Huaneng Renewables Corp Ltd		13 045 534	5,7				5,7
Huatai Securities Co Ltd		3 363 507	8,6				8,6
Huayu Automotive Systems Co Ltd		3 853 729	11,9				11,9
Hudaco Industries Ltd		213 664	2,4				2,4
Hudson Pacific Properties Inc		442 000	20,6				20,6
Hugo Boss AG		34 263	2,8				2,8
Hulic Co Ltd		50 200	0,6				0,6
Humana Inc		306 000	83,7				83,7
Humanwell Healthcare Group Co Ltd		2 915 300	11,2				11,2
Huntington Bancshares Inc		194 591	3,4				3,4
Husqvarna AB		194 147	2,0				2,0
Hutchison Port Holdings Trust		12 877 250	7,5				7,5
Hybio Pharmaceutical Co Ltd		3 243 561	11,3				11,3
Hydro One Inc					394,8		394,8
Hydro One Ltd		178 370	4,2				4,2
Hyflux Ltd		2 775 000	1,3				1,3
Hyosung Corp		74 756	12,1				12,1
Hypermarcas SA		1 164 415	12,5				12,5
Hyprop Investments Ltd		672 208	7,7				7,7
Hysan Development Co Ltd		545 000	3,0				3,0

Hyundai Department Store Co Ltd	47 866	5,8		5,8
Hyundai Development Co-Engineering & Construction	170 477	8,5		8,5
Hyundai Engineering & Construction Co Ltd	262 245	12,5		12,5
Hyundai Glovis Co Ltd	62 672	10,8		10,8
Hyundai Greenfood Co Ltd	185 364	3,2		3,2
Hyundai Heavy Industries Co Ltd	103 468	16,7		16,7
Hyundai Home Shopping Network Corp	29 852	3,7		3,7
Hyundai Marine & Fire Insurance Co Ltd	248 389	8,7		8,7
Hyundai Mobis Co Ltd	268 245	78,6		78,6
Hyundai Motor Co	608 997	98,7	98,7	
	privilégiées	206 176	22,4	22,4
Hyundai Steel Co	291 757	18,5		18,5
Hyundai Wia Corp	57 873	4,7		4,7
Iberdrola SA	8 632 015	76,1		76,1
ICA Gruppen AB	114 344	4,7		4,7
Icade	94 622	9,1		9,1
ICICI Bank Ltd	6 488 061	32,7		32,7
ICON PLC	66 830	6,7		6,7
Iconix Brand Group Inc	319 122	4,0		4,0
Idea Cellular Ltd	1 926 022	2,8		2,8
Idearc Inc	450 000	-		-
Idemitsu Kosan Co Ltd	1 179	-		-
IDEXX Laboratories Inc	8 100	1,3		1,3
IDFC Bank Ltd	2 074 449	2,5		2,5
IGM Financial Inc			156,8	156,8
IHH Healthcare Bhd	6 277 845	11,9		11,9
IHI Corp	1 254 609	4,4		4,4
IHS Markit Ltd	59 126	2,8		2,8
Iida Group Holdings Co Ltd	91 216	2,3		2,3
IJM Corp Bhd	9 469 912	9,1		9,1
ILG Inc	532 819	13,0		13,0
Iliad SA	12 116	3,1		3,1
Illinois Tool Works Inc	91 027	14,9		14,9
Illumina Inc	12 195	2,1		2,1
Imerys SA	102 014	10,4		10,4
IMI PLC	117 507	2,0		2,0
Immofinanz AG	6 023 679	15,8		15,8
Immunotec Inc	10 038 617	3,6		3,6
Impala Platinum Holdings Ltd	2 169 959	9,1		9,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Imperial Brands PLC		633 739	37,2				37,2
Imperial Holdings Ltd		568 220	10,2				10,2
Incitec Pivot Ltd		43 952	0,2				0,2
Incyte Corp		2 000	0,3				0,3
Independent Bank Corp		99 900	9,4				9,4
Indiabulls Housing Finance Ltd		467 902	6,0				6,0
Indian Hotels Co Ltd, The		4 988 115	9,7				9,7
Indian Oil Corp Ltd		2 188 934	14,1				14,1
Indocement Tunggal Prakarsa Tbk PT		2 572 116	3,9				3,9
Indoco Remedies Ltd		1 017 772	5,2				5,2
Indofood CBP Sukses Makmur Tbk PT		7 665 098	6,5				6,5
Indofood Sukses Makmur Tbk PT		14 428 205	11,4				11,4
Indorama Ventures PCL		4 746 558	6,0				6,0
IndusInd Bank Ltd		800 000	17,5				17,5
Industria de Diseno Textil SA		1 584 603	72,7				72,7
Industrial & Commercial Bank of China Ltd		203 247 411	163,5				163,5
Industrial Bank Co Ltd		8 932 884	27,8				27,8
Industrial Bank of Korea		969 941	13,7				13,7
Industrias Bachoco SAB de CV		395 400	2,2				2,2
Industrias Penoles SAB de CV		286 767	7,2				7,2
Industrielle Alliance, Assurance et Services Financiers Inc		9 803 081	523,4		83,9		607,3
Industries Qatar QSC		509 932	22,1				22,1
Industrivarden AB		105 492	2,6				2,6
Infineon Technologies AG		352 515	8,2				8,2
Infosys Ltd		5 072 774	101,3				101,3
Infraestructura Energetica Nova SAB de CV		3 879 114	22,8				22,8
ING Groep NV		496 566	9,4				9,4
Ingenico		44 609	4,8				4,8
Ingersoll-Rand PLC		76 203	7,7				7,7
Ingredion Inc		22 100	3,7				3,7
Inmarsat PLC		193 035	2,4				2,4
Inner Mongolia Yili Industrial Group Co Ltd		5 715 372	19,4				19,4
Inner Mongolia Yitai Coal Co Ltd		895 000	1,1				1,1

Innergex Energie Renouvelable Inc	10 905 827	153,0		153,0
Innogy SE	135 104	6,3		6,3
Innolux Corp	21 872 699	10,6		10,6
Innovente Inc	5 868 182	0,2		0,2
Inpex Corp	896 200	12,1		12,1
Insurance Australia Group Ltd	2 106	-		-
Intact Financial Corp	8 011 743	769,9		769,9
Integra Gold Corp	6 456 000	3,6		3,6
Intel Corp	2 026 800	98,6		98,6
Inter Pipeline Ltd	357 434	10,6	76,9	87,5
Inter RAO UES PJSC	135 612 600	11,4		11,4
Inter-American Development Bank			37,8	37,8
Interconexion Electrica SA ESP	1 522 414	6,8		6,8
Intercontinental Exchange Inc	46 550	3,5		3,5
InterContinental Hotels Group PLC	42 912	2,6		2,6
Intercorp Financial Services Inc	203 938	8,8		8,8
International Bancshares Corp	177 400	9,7		9,7
International Business Machines Corp	4 357 642	970,0		970,0
International Consolidated Airlines Group SA	1 217 367	8,8		8,8
International Container Terminal Services Inc	2 056 334	4,0		4,0
International Flavors & Fragrances Inc	9 519	1,5		1,5
International Game Technology PLC	208 600	7,1		7,1
International Hospitality Inc	4 099 831	-		-
International Paper Co	153 700	10,9		10,9
Interpublic Group of Cos Inc, The	96 568	3,0		3,0
Intertek Group PLC	2 497 932	144,1		144,1
Intesa Sanpaolo SpA	4 645 760	15,9		15,9
Intu Properties PLC	377 421	1,8		1,8
Intuit Inc	1 293 898	198,9		198,9
Intuitive Surgical Inc	7 547	6,4		6,4
Inventec Corp	10 297 385	9,5		9,5
Invesco Ltd	75 321	3,1		3,1
Investec Ltd	1 846 805	16,4		16,4
Investec PLC	385 511	3,4		3,4
Investor AB	289 099	14,5		14,5
IOI Corp Bhd	8 106 906	10,7		10,7
IOI Properties Group Bhd	5 089 481	3,2		3,2
Ionic Pamli Global Credit Strategies Fund	100 000	128,3		128,3
Ipsos	130 531	5,5		5,5

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
I-Pulse Inc		53 035	0,2				0,2
Iridium Communications Inc		852 230	11,0				11,0
Irish Bank Resolution Corp Ltd		302 266	-				-
Iron Mountain Inc		130 139	5,7				5,7
IRPC PCL		39 053 037	7,0				7,0
Is Gayrimenkul Yatirim Ortakligi AS		8 531 447	5,1				5,1
Isetan Mitsukoshi Holdings Ltd		248 940	3,6				3,6
iShares MSCI Brazil Capped ETF		99 025	4,4				4,4
iShares MSCI Chile Capped ETF		7 512	0,4				0,4
iShares MSCI Emerging Markets ETF		22 071 949	1 036,3				1 036,3
iShares MSCI India ETF		74 106	2,7				2,7
iShares MSCI India Index Fund		612 148	5,5				5,5
iShares MSCI Mexico Capped ETF		9 200	0,5				0,5
iShares MSCI South Africa ETF		33 500	2,4				2,4
iShares MSCI South Korea Capped ETF		15 400	1,1				1,1
Israel Chemicals Ltd		1 254 984	6,9				6,9
ISS A/S		99 877	4,5				4,5
Isuzu Motors Ltd		425 100	7,2				7,2
Itau Unibanco Holding SA		13 914 536	193,9				193,9
Itausa - Investimentos Itau SA		13 246 622	45,2				45,2
ITC Ltd		7 823 939	37,4				37,4
ITOCHU Corp		1 486 037	26,5				26,5
ITV PLC		825 338	2,8				2,8
J Front Retailing Co Ltd		158 380	2,9				2,9
J Sainsbury PLC		4 157 327	17,2				17,2
Jacobs Engineering Group Inc		71 600	5,5				5,5
James Hardie Industries Plc		3 636	0,1				0,1
Japan Airlines Co Ltd		250 400	9,8				9,8
Japan Airport Terminal Co Ltd		61 950	3,0				3,0
Japan Exchange Group Inc		41 300	0,8				0,8
Japan Post Bank Co Ltd		327 800	5,3				5,3
Japan Post Holdings Co Ltd		1 887 500	31,7				31,7
Japan Prime Realty Investment Corp		102	0,5				0,5

Japan Real Estate Investment Corp	135	1,0		1,0
Japan Retail Fund Investment Corp	307	0,8		0,8
Japan Tobacco Inc	559 800	24,7		24,7
Jardine Cycle & Carriage Ltd	233 155	8,9		8,9
Jardine Matheson Holdings Ltd	288 300	21,4		21,4
Jardine Strategic Holdings Ltd	8 100	0,4		0,4
Jasa Marga Persero Tbk PT	9 273 789	4,0		4,0
Jastrzebska Spolka Weglowa SA	94 617	2,0		2,0
Jazz Pharmaceuticals PLC	9 500	1,4		1,4
JB Financial Group Co Ltd	987 847	6,3		6,3
JB Hunt Transport Services Inc	113 851	14,8		14,8
JBS SA	1 768 332	8,3		8,3
JCDecaux SA	51 951	2,1		2,1
JD.com Inc	1 532 695	52,3		52,3
Jefferies Structured Alpha Fund B Ltd	129 564	187,4		187,4
Jeronimo Martins SGPS SA	318 982	6,7		6,7
JFE Holdings Inc	431 761	8,8		8,8
JG Summit Holdings Inc	9 180 346	16,8		16,8
JGC Corp	1 343	-		-
Jiangsu Expressway Co Ltd	4 001 665	6,8		6,8
Jiangsu Hengrui Medicine Co Ltd	8 081 689	71,0		71,0
Jiangsu Kanion Pharmaceutical Co Ltd	450 000	1,5		1,5
Jiangxi Copper Co Ltd	3 820 046	7,1		7,1
Jinyu Bio-Technology Co Ltd	1 508 157	9,2		9,2
JM Smucker Company, The	73 100	12,6		12,6
JMFFO Ltd	100 000	136,1		136,1
John Keells Holdings PLC	773 594	1,0		1,0
John Wiley & Sons Inc	110 984	8,1		8,1
Johnson & Johnson	5 560 159	859,1		859,1
Johnson Controls International plc	177 169	9,8		9,8
Johnson Health Tech Co Ltd	910 915	1,8		1,8
Johnson Matthey PLC	75 564	4,0		4,0
Jointown Pharmaceutical Group Co Ltd	1 891 830	7,6		7,6
Jollibee Foods Corp	1 394 009	7,3		7,3
Jones Lang LaSalle Inc	6 800	0,9		0,9
JPMorgan Chase & Co	1 757 781	203,4	263,3	466,7
JSR Corp	5 650	0,1		0,1
JSW Steel Ltd	173 539	5,6		5,6
JTEKT Corp	260 500	5,6		5,6

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Ju Teng International Holdings Ltd		3 073 125	1,3				1,3
Jubilant Foodworks Ltd		25 956	0,4				0,4
Julius Baer Group Ltd		365 054	21,8				21,8
JUMBO SA		728 149	15,5				15,5
Junex Inc		4 752 334	3,7	1,5			5,2
Juniper Networks Inc		152 145	5,8				5,8
JX Holdings Inc		2 649 110	15,1				15,1
Jyothy Laboratories Ltd		605 553	4,1				4,1
K Wah International Holdings Ltd		4 409 000	2,7				2,7
K+S AG		128 108	4,1				4,1
Kajaria Ceramics Ltd		264 000	2,4				2,4
Kajima Corp		500 952	4,7				4,7
Kakaku.com Inc		19 100	0,4				0,4
Kakao Corp		11 601	1,0				1,0
Kalbe Farma Tbk PT		69 324 615	10,5				10,5
Kamigumi Co Ltd		363 723	4,7				4,7
Kaneka Corp		185 306	2,0				2,0
Kangwon Land Inc		354 788	14,1				14,1
Kansai Electric Power Co Inc, The		758 225	11,1				11,1
Kansai Nerolac Paints Ltd		401 515	2,5				2,5
Kansai Paint Co Ltd		47 700	1,2				1,2
Kansas City Southern		131 621	15,0				15,0
Kao Corporation		44 320	2,8				2,8
Kasikornbank PCL		6 069 872	40,3				40,3
Kawasaki Heavy Industries Ltd		1 295 532	5,5				5,5
KB Financial Group Inc		1 346 694	64,0				64,0
KB Insurance Co Ltd		31 782	0,9				0,9
KBC Group NV		90 200	7,5				7,5
KCC Corp		20 062	8,0				8,0
KCE Electronics PCL		943 904	4,3				4,3
KDDI Corp		25 005 400	850,9				850,9
Keihan Holdings Co Ltd		168 000	1,5				1,5
Keikyu Corp		596 293	9,3				9,3

Keio Corp	768 226	8,5	8,5
Keisei Electric Railway Co Ltd	186 795	6,1	6,1
Kellogg Co	574 700	56,8	56,8
Kenedix Office Investment Corp	571	4,4	4,4
KEPCO Plant Service & Engineering Co Ltd	67 837	4,1	4,1
Keppel Corp Ltd	1 784 132	9,6	9,6
Keppel REIT	6 254 400	5,9	5,9
Kering	74 067	22,3	22,3
Kerry Group PLC	35 722	3,4	3,4
Kerry Properties Ltd	712 729	2,6	2,6
KeyCorp	216 062	5,3	5,3
Keyence Corp	26 893	24,8	24,8
KGHM Polska Miedz SA	370 022	11,0	11,0
Khalkos Exploration Inc	4 243 513	0,7	0,7
Kia Motors Corp	1 271 842	55,4	55,4
Kikkoman Corp	44 235	1,9	1,9
Kildonan Castle Global Credit Opportunity Fund Ltd	137 396	181,1	181,1
Kimberly-Clark Corp	3 674 336	562,3	562,3
Kimberly-Clark de Mexico SAB de CV	2 639 880	6,4	6,4
Kimco Realty Corp	58 669	2,0	2,0
Kinder Morgan Inc	2 683 742	74,5	74,5
Kingenta Ecological Engineering Group Co Ltd	6 907 862	10,5	10,5
Kingfisher PLC	1 620 190	9,4	9,4
Kingmaker Footwear Holdings Ltd	2 374 000	1,0	1,0
Kingsoft Corp Ltd	1 798 719	4,9	4,9
Kinnevik AB	85 008	2,7	2,7
Kintetsu Group Holdings Co Ltd	1 735 650	8,9	8,9
Kirin Holdings Co Ltd	1 585	-	-
Kite Realty Group Trust	107 225	3,4	3,4
Klabin SA	998 538	7,3	7,3
KLA-Tencor Corp	44 037	4,6	4,6
Klépierre	204 294	10,8	10,8
Kobe Steel Ltd	3 899	-	-
KOC Holding AS	1 737 708	9,1	9,1
Kohl's Corp	158 800	10,5	10,5
Koito Manufacturing Co Ltd	34 500	2,5	2,5
Kolmar BNH Co Ltd	116 142	2,4	2,4
Komatsu Ltd	943 287	28,7	28,7
Komercni banka as	472 369	21,9	21,9

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Komet Resources Inc		699 500	0,3				0,3
Konami Holdings Corp		51 168	2,8				2,8
Kone OYJ		217 383	13,1				13,1
Konecranes OYJ		155 100	7,4				7,4
Konica Minolta Inc		568 915	7,6				7,6
Koninklijke Ahold Delhaize NV		990 679	28,1				28,1
Koninklijke DSM NV		62 581	5,0				5,0
Koninklijke KPN NV		2 629 795	10,5				10,5
Koninklijke Philips NV		661 950	27,2				27,2
Koninklijke Vopak NV		97 834	6,2				6,2
Korea Aerospace Industries Ltd		205 729	15,3				15,3
Korea Asset In Trust Co Ltd		975 650	9,0				9,0
Korea Electric Power Corp		1 206 536	59,0				59,0
Korea Gas Corp		27 712	1,5				1,5
Korea Investment Holdings Co Ltd		117 619	5,5				5,5
Korea Kolmar Holdings Co Ltd		125 590	4,7				4,7
Korea Zinc Co Ltd		27 687	14,6				14,6
Korean Air Lines Co Ltd		52 293	1,6				1,6
Kose Corp		10 300	1,1				1,1
Kotak Mahindra Bank Ltd		1 817 184	25,8				25,8
KP Tissue Inc		1 048 722	16,4				16,4
Kraft Heinz Co, The		795 002	93,1				93,1
Krka dd Novo mesto		140 800	10,5				10,5
Kroger Company, The		379 700	17,6				17,6
Kroton Educacional SA		12 096 862	66,4				66,4
Krung Thai Bank PCL		12 132 770	8,0				8,0
KT Corp		166 542	5,4				5,4
KT&G Corp		406 706	45,6				45,6
Kuala Lumpur Kepong Bhd		1 403 286	10,1				10,1
Kubota Corp		4 182	0,1				0,1
Kuehne + Nagel International AG		106 969	19,0				19,0
Kukbo Design Co Ltd		99 705	1,9				1,9
Kulicke & Soffa Industries Inc		106 400	2,3				2,3

Kumho Petrochemical Co Ltd	10 124	0,9		0,9
Kunlun Energy Co Ltd	11 890 117	11,9		11,9
Kuraray Co Ltd	1 532	-		-
Kurita Water Industries Ltd	50 366	1,5		1,5
Kweichow Moutai Co Ltd	194 738	12,6		12,6
Kyocera Corp	248 482	16,6		16,6
Kyowa Hakko Kirin Co Ltd	1 585	-		-
Kyushu Electric Power Co Inc	471 590	6,9		6,9
Kyushu Financial Group Inc	106 000	1,0		1,0
Kyushu Railway Co	650 000	22,9		22,9
L Brands Inc	53 522	4,7	16,4	21,1
L3 Technologies Inc	28 500	5,8		5,8
Laboratory Corp of America Holdings	36 990	6,4		6,4
Lafarge Malaysia Bhd	1 117 261	2,4		2,4
LafargeHolcim Ltd	489 035	34,6		34,6
Lagardere SCA	123 727	4,6		4,6
Lakeside Minerals Inc	144 743	-		-
Lam Research Corp	43 507	6,2		6,2
Lamêlée Minerais de Fer Ltée	200 325	-		-
Land Securities Group PLC	1 026 870	18,1		18,1
Landsbanki Islands HF			8,3	8,3
Lanxess AG	129 237	11,4		11,4
Largan Precision Co Ltd	131 022	20,7		20,7
Larsen & Toubro Ltd	943 130	25,1		25,1
Las Vegas Sands Corp	36 500	2,6		2,6
LaSalle Logiport REIT	3 305	4,2		4,2
Latam Airlines Group SA	883 378	10,0		10,0
Laurion Capital Ltd	43 748	223,8		223,8
Lawson Inc	121 751	11,5		11,5
Lear Corp	29 800	5,3		5,3
LEENO Industrial Inc	135 915	6,5		6,5
Lee's Pharmaceutical Holdings Ltd	1 310 000	1,4		1,4
LEG Immobilien AG	68 900	7,2		7,2
Legal & General Group PLC	2 193 559	9,0		9,0
Leggett & Platt Inc	31 967	2,1		2,1
Legrand SA	93 062	7,1		7,1
Lend Lease Group	175 208	2,5		2,5
Lennar Corp	54 643	3,1		3,1
Lenovo Group Ltd	19 716 568	16,0		16,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Leonardo SpA		459 562	8,7				8,7
Lepu Medical Technology Beijing Co Ltd		10 734 522	37,1				37,1
Les Métaux Canadiens Inc.		1 471 833	0,2				0,2
Les Ressources Yorbeau Inc		10 212 357	1,0				1,0
Leucadia National Corp		107 331	3,3				3,3
Level 3 Communications Inc		116 840	8,8				8,8
LG Chem Ltd		153 757	44,6			44,6	
	privilégiées	25 753	5,1			5,1	49,7
LG Corp		407 422	27,1				27,1
LG Display Co Ltd		951 373	33,2				33,2
LG Electronics Inc		52 942	3,0			3,0	
	privilégiées	15 203	0,4			0,4	3,4
LG Household & Health Care Ltd		36 840	35,1			35,1	
	privilégiées	6 330	4,0			4,0	39,1
LG Innotek Co Ltd		17 822	1,7				1,7
LG International Corp		26 206	0,9				0,9
LG Uplus Corp		787 321	10,0				10,0
Li & Fung Ltd		10 820 586	6,4				6,4
Lianhe Chemical Technology Co Ltd		1 332 213	4,2				4,2
Liberty Broadband Corp		3 800	0,4				0,4
Liberty Global PLC	série A	75 600	3,1			3,1	
	série C	254 885	10,2			10,2	13,3
Liberty Global Plc LiLAC		143 558	4,1				4,1
Liberty Holdings Ltd		629 054	6,8				6,8
Liberty Interactive Corp QVC Group		208 100	5,6				5,6
Liberty Media Corp-Liberty SiriusXM		241 400	11,0				11,0
Liberty Property Trust		25 500	1,4				1,4
LIC Housing Finance Ltd		454 985	5,0				5,0
Life Healthcare Group Holdings Ltd		2 652 776	8,5				8,5
Lincoln National Corp		10 701	1,0				1,0
Linde AG		148 301	32,7				32,7
Linde India Ltd		443 660	3,1				3,1
Linear Technology Corp		106 823	8,9				8,9
Link REIT, The		1 340 240	11,7				11,7

Linx SA		1 760 857	12,6		12,6
Lippo Karawaci Tbk PT		51 585 243	3,7		3,7
Lite-On Technology Corp		2 405 065	4,9		4,9
Livzon Pharmaceutical Group Inc		710 312	8,2		8,2
LIXIL Group Corp		217 673	6,6		6,6
LKQ Corp		63 400	2,6		2,6
Lloyds Banking Group PLC		16 286 838	16,9		16,9
Localiza Rent a Car SA		1 272 365	17,9		17,9
Lockheed Martin Corp		1 400 922	469,6		469,6
Loews Corp		84 501	5,3		5,3
Logistec Corporation	classe A	1 016 400	38,6	38,6	
	classe B	486 200	17,1	17,1	55,7
Logo Yazilim Sanayi Ve Ticaret AS		126 780	2,6		2,6
Lojas Americanas SA		1 808 619	9,3	9,3	
	privilégiées	225 023	1,6	1,6	10,9
Lojas Renner SA		2 080 502	19,9		19,9
London Stock Exchange Group PLC		31 877	1,5		1,5
Longfor Properties Co Ltd		3 862 666	6,6		6,6
Lonza Group AG		15 859	3,7		3,7
Loomis AB		108 100	4,3		4,3
L'Oréal SA		138 804	34,0		34,0
Lotte Chemical Corp		76 391	31,3		31,3
Lotte Chilsung Beverage Co Ltd		3 677	6,0		6,0
Lotte Confectionery Co Ltd		17 143	3,4		3,4
Lotte Shopping Co Ltd		41 606	10,2		10,2
Lowe's Cos Inc		181 230	17,3		17,3
LPP SA		2 301	4,2		4,2
LS Corp		15 358	1,0		1,0
Lukoil PJSC		2 080 690	157,3		157,3
lululemon athletica Inc		12 400	1,1		1,1
Lumenpulse Inc		1 009 100	18,7		18,7
Lundin Petroleum AB		18 271	0,5		0,5
Lung Yen Life Service Corp		338 000	0,8		0,8
Lupin Ltd		877 085	25,8		25,8
Luxottica Group SpA		190 052	13,7		13,7
Luxshare Precision Industry Co Ltd		1 640 248	6,6		6,6
LVMH Moet Hennessy Louis Vuitton SE		206 576	53,0		53,0
LyondellBasell Industries NV		145 600	16,7		16,7
M Dias Branco SA		224 747	10,7		10,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
M&T Bank Corp		26 587	5,6				5,6
M3 Inc		11 500	0,4				0,4
Mabuchi Motor Co Ltd		2 994	0,2				0,2
Macerich Company, The		139 769	13,3				13,3
Macquarie Group Ltd		3 301	0,3				0,3
Macquarie Infrastructure Corp		75 300	8,3				8,3
Macy's Inc		253 743	12,2				12,2
Magnetar Risk Linked Fund, Ltd		1 727	0,2				0,2
Magnit PJSC		1 132 871	75,0				75,0
Mahindra & Mahindra Financial Services Ltd		425 712	2,3				2,3
Mahindra & Mahindra Ltd		634 059	14,8				14,8
Mahindra Lifespace Developers Ltd		15 814	0,1				0,1
Major Drilling Group International Inc		7 760 500	54,5				54,5
Makita Corp		970	0,1				0,1
Malaga Inc		3 784 926	-				-
Malayan Banking Bhd		13 153 841	32,2				32,2
Malaysia Airports Holdings Bhd		2 745 072	5,0				5,0
Mallinckrodt PLC		49 655	3,3				3,3
MAN SE		57 375	7,7				7,7
Manappuram Finance Ltd		4 500 000	6,0				6,0
ManpowerGroup Inc		49 400	5,9				5,9
Manufacturers Life Insurance Company , The					134,5		134,5
Manulife Finance Delaware LP					75,3		75,3
Mapfre SA		1 668 254	6,8				6,8
Marathon Oil Corp		106 300	2,5				2,5
Marathon Petroleum Corp		1 224 331	82,7				82,7
Marico Ltd		1 307 665	6,7				6,7
Marine Harvest ASA		158 451	3,8				3,8
Markel Corp		1 700	2,1				2,1
MarketAxess Holdings Inc		77 111	15,2				15,2
Marks & Spencer Group PLC		1 252 627	7,3				7,3
Marriott International Inc		12 281	1,4				1,4
Marsh & McLennan Cos Inc		48 602	4,4				4,4

Martin Marietta Materials Inc	7 691	2,3	2,3
Marubeni Corp	1 327 267	10,1	10,1
Marui Group Co Ltd	1 916	-	-
Maruichi Steel Tube Ltd	21 500	0,9	0,9
Maruti Suzuki India Ltd	294 387	30,9	30,9
Marvell Technology Group Ltd	319 800	5,9	5,9
Masco Corp	58 708	2,5	2,5
Mason Graphite Inc	2 003 982	2,6	3,8
Masraf Al Rayan QSC	1 239 031	17,2	17,2
Massmart Holdings Ltd	293 783	3,6	3,6
Mastercard Inc	4 882 848	676,1	676,1
Matahari Department Store Tbk PT	8 152 076	12,3	12,3
Mattel Inc	121 600	4,5	4,5
Maxim Integrated Products Inc	94 900	4,9	4,9
MAXIMUS Inc	203 024	15,2	15,2
Maxis Bhd	1 023 767	1,8	1,8
Mazda Motor Corp	544 600	12,0	12,0
mBank SA	26 494	2,9	2,9
McCormick & Co Inc	26 365	3,3	3,3
McDonald's Corp	4 223 880	689,5	689,5
McDonald's Holdings Co Japan Ltd	2 000	0,1	0,1
McKesson Corp	1 020 797	192,3	192,3
Mead Johnson Nutrition Co	5 297	0,5	0,5
Mebuki Financial Group Inc	51 800	0,3	0,3
MED Life SA	169 059	1,4	1,4
Media Nusantara Citra Tbk PT	52 529 859	9,2	9,2
MediaTek Inc	3 354 740	30,2	30,2
Medibank Pvt Ltd	2 862 064	7,8	7,8
Mediclinic International PLC	433 018	5,5	5,5
Mediobanca SpA	282 416	3,1	3,1
Medipal Holdings Corp	402 499	8,5	8,5
MEDNAX Inc	29 500	2,6	2,6
Medtronic PLC	7 905 345	755,1	755,1
MEG Energy Corp	19 198 403	177,2	177,2
Mega Financial Holding Co Ltd	29 715 501	28,4	28,4
Megacable Holdings SAB de CV	4 283 034	19,4	19,4
MegaFon PJSC	75 450	1,0	1,0
Megaworld Corp	37 237 464	3,6	3,6
Meggitt PLC	396 078	3,0	3,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
MEIJI Holdings Co Ltd		38 170	4,0				4,0
Melco Crown Entertainment Ltd		172 733	3,7				3,7
Merck & Co Inc		2 815 180	222,3				222,3
Merck KGaA		116 618	16,4				16,4
Mercury NZ Ltd		1 366 425	3,8				3,8
Merida Industry Co Ltd		88 086	0,5				0,5
Meridian Energy Ltd		2 522 309	6,1				6,1
Merlin Entertainments PLC		189 299	1,4				1,4
Merrill Lynch & Co Inc					95,4		95,4
Metair Investments Ltd		1 015 115	2,2				2,2
Metalurgica Gerdau SA		5 455 000	10,8				10,8
Methanex Corp		150 400	8,9				8,9
MetLife, Inc.		1 010 485	73,0				73,0
METRO AG		594 229	26,5				26,5
Metro Inc					44,5		44,5
Metro Pacific Investments Corp		41 995 475	7,5				7,5
Metropolitan Bank & Trust Co		2 099 428	4,1				4,1
Metso OYJ		117 295	4,5				4,5
Mettler-Toledo International Inc		3 800	2,1				2,1
Mexichem SAB de CV		7 174 192	22,0				22,0
MGM China Holdings Ltd		1 299 600	3,6				3,6
MGM Resorts International		163 700	6,3				6,3
Michael Kors Holdings Ltd		31 765	1,8				1,8
Micro Focus International PLC		6 024	0,2				0,2
Microchip Technology Inc		98 591	8,5				8,5
Micron Technology Inc		19 659 900	139,5				139,5
Microsoft Corp		11 657 779	971,5				971,5
Micro-Star International Co Ltd		1 631 200	5,0				5,0
Mid-America Apartment Communities Inc		102 870	13,5				13,5
Midea Group Co Ltd		7 072 956	38,4				38,4
Midland Holdings Ltd		3 204 000	1,1				1,1
Midland IC&I Ltd		16 020 000	0,1				0,1
Millicom International Cellular SA		86 020	4,9				4,9

Mills Estruturas e Servicos de Engenharia SA	3 666 900	5,9	5,9
Mincom Capital Inc	745 167	-	-
Minebea Co Ltd	176 200	2,2	2,2
Mineral Resources Ltd	400 000	4,7	4,7
Mines Agnico-Eagle Limitée	55 586	3,1	3,1
Mines de la Vallée de l'Or Ltée	698 000	0,2	0,2
Mines Indépendantes Chibougamau Inc	842 910	0,1	0,1
Mines Richmont Inc	583 834	5,1	5,1
Minor International PCL	7 098 154	9,5	9,5
Miraca Holdings Inc	92 365	5,6	5,6
Mirae Asset Daewoo Co Ltd	1 885 102	15,2	15,2
Mirvac Group	846 644	1,8	1,8
MISC Bhd	4 071 567	8,9	8,9
Mitsubishi Chemical Holdings Corp	5 938 432	51,8	51,8
Mitsubishi Corp	1 850 914	53,0	53,0
Mitsubishi Electric Corp	1 013 152	19,0	19,0
Mitsubishi Estate Co Ltd	1 064 181	28,5	28,5
Mitsubishi Gas Chemical Co Inc	126 957	2,9	2,9
Mitsubishi Heavy Industries Ltd	2 626 195	16,1	16,1
Mitsubishi Logistics Corp	187 089	3,6	3,6
Mitsubishi Materials Corp	117 225	4,8	4,8
Mitsubishi Motors Corp	1 706 000	13,1	13,1
Mitsubishi Tanabe Pharma Corp	258 213	6,8	6,8
Mitsubishi UFJ Financial Group Inc	7 338 203	60,8	60,8
Mitsubishi UFJ Lease & Finance Co Ltd	400 300	2,8	2,8
Mitsui & Co Ltd	1 862 074	34,4	34,4
Mitsui Chemicals Inc	657 381	4,0	4,0
Mitsui Fudosan Co Ltd	654 817	20,4	20,4
Mitsui OSK Lines Ltd	9 783	-	-
Mixi Inc	12 928	0,6	0,6
Mizrahi Tefahot Bank Ltd	53 795	1,1	1,1
Mizuho Financial Group Inc	17 532 434	42,3	42,3
MMC Norilsk Nickel PJSC	208 801	46,4	46,4
MMI Holdings Ltd	3 267 104	7,6	7,6
Mobile TeleSystems PJSC	2 720 320	26,4	26,4
Mobileye NV	7 538	0,4	0,4
Mohawk Industries Inc	15 849	4,2	4,2
MOL Hungarian Oil & Gas PLC	64 210	6,1	6,1
Molson Coors Brewing Co	44 425	5,8	5,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Mondelez International Inc		5 049 682	300,2				300,2
Mondi Ltd		320 161	8,8				8,8
Mondi PLC		263 569	7,3				7,3
Moneta Money Bank AS		796 162	3,5				3,5
MonoGen, Inc.		18 574 045	-				-
Monsanto Co		612 263	86,4				86,4
Monster Beverage Corp		54 343	3,2				3,2
Moody's Corp		9 722	1,2				1,2
Morgan Stanley		493 100	27,9				27,9
Mori Hills REIT Investment Corp		3 022	5,5				5,5
Mosaic Company, The		105 627	4,2				4,2
Moscow Exchange MICEX-RTS PJSC		4 589 310	12,6				12,6
Motherson Sumi Systems Ltd		643 255	4,1				4,1
Motorola Solutions Inc		55 658	6,2				6,2
Mphasis Ltd		574 509	6,4				6,4
Mr Price Group Ltd		895 597	14,0				14,0
MRC Global Inc		377 830	10,3				10,3
MRV Engenharia e Participacoes SA		817 000	3,7				3,7
MS&AD Insurance Group Holdings Inc		598 495	24,9				24,9
MSCI Inc		4 900	0,5				0,5
MTN Group Ltd		6 703 976	82,9				82,9
MTR Corp Ltd		3 436 182	22,4				22,4
Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG		125 884	32,0				32,0
Multi Commodity Exchange of India Ltd		360 000	9,0				9,0
Multiplan Empreendimentos Imobiliarios SA		1 647 113	40,3				40,3
Multiplus SA		364 000	5,1				5,1
Murata Manufacturing Co Ltd		3 660	0,7				0,7
Murphy Oil Corp		5 000	0,2				0,2
Murphy USA Inc		32 250	2,7				2,7
MW Eureka Fund		962 011	224,3				224,3
Mylan NV		75 320	3,9				3,9
Nabtesco Corp		35 854	1,1				1,1
Nagoya Railroad Co Ltd		1 154 521	7,5				7,5

Nampak Ltd	1 904 500	3,5	3,5
Nan Ya Plastics Corp	16 646 848	49,3	49,3
Nanya Technology Corp	759 000	1,5	1,5
NAPEC Inc	14 849 327	14,0	14,0
NARI Technology Co Ltd	3 567 423	11,4	11,4
Nasdaq Inc	17 827	1,6	1,6
Naspers Ltd	1 466 285	289,6	289,6
National Australia Bank Ltd	182 813	5,4	5,4
National Bank of Abu Dhabi PJSC	2 302 810	8,4	8,4
National Bank of Greece SA	9 832 704	3,4	3,4
National Grid PLC	31 170 375	491,5	491,5
National Health Investors Inc	92 900	9,2	9,2
National Oilwell Varco Inc	238 232	12,0	12,0
Natixis SA	1 065 562	8,1	8,1
Natura Cosmeticos SA	2 478 192	23,5	23,5
NAVER Corp	102 544	88,2	88,2
Navient Corp	124 300	2,7	2,7
Navitas Ltd	1 607 100	7,8	7,8
NCSOFT Corp	52 895	14,5	14,5
NEC Corp	3 954 065	14,1	14,1
Nedbank Group Ltd	633 781	14,8	14,8
Nemak SAB de CV	4 186 120	5,0	5,0
Neopost SA	14 245	0,6	0,6
Neste Oyj	89 434	4,6	4,6
Nestle India Ltd	139 561	16,6	16,6
Nestlé SA	7 818 446	753,6	753,6
NetApp Inc	158 808	7,5	7,5
Netcare Ltd	5 845 150	18,3	18,3
NetEase Inc	180 735	52,2	52,2
Netflix Inc	6 168	1,0	1,0
Neuberger Berman CLO Ltd			63,6
NeuStar Inc	384 241	17,2	17,2
New China Life Insurance Co Ltd	1 784 959	11,0	11,0
New Europe Property Investments PLC	647 066	10,1	10,1
New Oriental Education & Technology Group Inc	305 606	17,3	17,3
New World Development Co Ltd	4 113 144	5,8	5,8
New York Community Bancorp Inc	120 700	2,6	2,6
Newcrest Mining Ltd	1 190 811	23,4	23,4
Newell Brands Inc	1 171 184	70,1	70,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Newfield Exploration Co		31 600	1,7				1,7
Newmont Mining Corp		146 300	6,7				6,7
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd		101 155	126,2				126,2
News Corp		14 375	0,2				0,2
NEX Group PLC		93 050	0,7				0,7
Nexon Co Ltd		132 500	2,6				2,6
Next PLC		40 271	3,3				3,3
NextEra Energy Inc		3 439 726	551,1				551,1
NGK Insulators Ltd		84 793	2,2				2,2
NGK Spark Plug Co Ltd		1 686	-				-
NH Foods Ltd		1 501	-				-
NH Investment & Securities Co Ltd		424 292	4,5				4,5
NICE Information Service Co Ltd		485 296	3,7				3,7
Nice Ltd		15 916	1,5				1,5
Nidec Corp		53 573	6,2				6,2
Nielsen Holdings PLC		72 568	4,1				4,1
Nien Made Enterprise Co Ltd		482 000	6,7				6,7
NIKE Inc		85 581	5,8				5,8
Nikon Corp		66 734	1,4				1,4
Nine Dragons Paper Holdings Ltd		3 759 621	4,6				4,6
Ningbo Xinhai Electric Co Ltd		813 540	7,9				7,9
Nintendo Co Ltd		38 984	11,0				11,0
Niobay Metals Inc		1 879 854	1,4				1,4
Nippon Building Fund Inc		175	1,3				1,3
Nippon Electric Glass Co Ltd		4 764	-				-
Nippon Express Co Ltd		1 810 145	13,1				13,1
Nippon Kanzai Co Ltd		123 800	2,6				2,6
Nippon Paint Holdings Co Ltd		13 900	0,5				0,5
Nippon Prologis REIT Inc		161	0,4				0,4
Nippon Steel & Sumitomo Metal Corp		13 356	0,4				0,4
Nippon Telegraph & Telephone Corp		1 909 200	107,8				107,8
Nippon Yusen KK		6 437	-				-
NiSource Inc		475 645	14,1				14,1

Nissan Motor Co Ltd	3 342 330	45,2	45,2
Nisshin Seifun Group Inc	139 168	2,8	2,8
Nissin Foods Holdings Co Ltd	59 550	4,2	4,2
Nitori Holdings Co Ltd	14 342	2,2	2,2
Nitto Denko Corp	42 793	4,4	4,4
NN Group NV	161 666	7,4	7,4
Noble Energy Inc	112 379	5,7	5,7
NOK Corp	108 289	2,9	2,9
Nokia OYJ	2 893 836	18,8	18,8
Nokian Renkaat OYJ	48 547	2,4	2,4
Nomura Holdings Inc	1 238 289	9,8	9,8
Nomura Real Estate Holdings Inc	56 600	1,3	1,3
Nomura Research Institute Ltd	98 205	4,0	4,0
Nordea Bank AB	1 088 596	16,3	16,3
Nordstrom Inc	88 300	5,7	5,7
Norfolk Southern Corp	394 417	57,2	57,2
Norsk Hydro ASA	984 090	6,3	6,3
North Battleford Power LP			70,6
North West Redwater Partnership / NWR Financing Co Ltd			80,2
Northern Trust Corp	80 782	9,6	9,6
Northland Power Solar Finance One LP			36,0
Northrop Grumman Corp	41 269	12,9	12,9
Norwegian Cruise Line Holdings Ltd	47 500	2,7	2,7
Novartis AG	12 176 470	1 190,5	1 190,5
Novatek Microelectronics Corp	1 174 893	5,2	5,2
Novatek OAO	235 261	41,0	41,0
Noveko International Inc	10 183 200	-	-
Novo Nordisk AS	3 091 147	149,8	149,8
Novozymes AS	186 549	8,6	8,6
NOW Inc	48 400	1,3	1,3
NQ Exploration Inc	2 258 333	-	-
NSK Ltd	96 701	1,5	1,5
NTT Data Corp	165 200	10,7	10,7
NTT DOCOMO Inc	13 707 261	419,7	419,7
Nuance Communications Inc	98 800	2,0	2,0
Nucor Corp	110 600	8,8	8,8
NuVista Energy Ltd	14 646 400	101,6	101,6
NVIDIA Corp	10 278	1,5	1,5
NWS Holdings Ltd	2 072 654	4,5	4,5

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
NXP Semiconductors NV		85 026	11,2				11,2
O2 Czech Republic AS		111 109	1,5				1,5
Obayashi Corp		577 119	7,4				7,4
Oberoi Realty Ltd		796 003	4,6				4,6
OBI Pharma Inc		85 000	1,0				1,0
Obic Co Ltd		17 200	1,0				1,0
Occidental Petroleum Corp		288 920	27,6				27,6
OCI Co Ltd		9 582	0,8				0,8
O'Connor Global Fundamental Market Neutral Long Short Ltd		144 846	170,0				170,0
Odakyu Electric Railway Co Ltd		282 211	7,5				7,5
Odontoprev SA		114 408	0,6				0,6
OGE Energy Corp		281 220	12,6				12,6
OHL Mexico SAB de CV		2 106 287	2,8				2,8
Oil & Natural Gas Corp Ltd		6 183 991	23,4				23,4
Oil Search Ltd		1 808	-				-
Oji Holdings Corp		798 426	4,4				4,4
Old Mutual PLC		4 680 329	16,1				16,1
Olympus Corp		8 217	0,4				0,4
Omnicom Group Inc		97 731	11,2				11,2
Omron Corp		3 783	0,2				0,2
OMV AG		361 772	17,2				17,2
OMV Petrom SA		65 556 456	5,3				5,3
ONEOK Inc		270 607	20,8				20,8
Onex Corp		4 526 600	413,6				413,6
Ono Pharmaceutical Co Ltd		81 450	2,4				2,4
Ooredoo QSC		269 990	10,1				10,1
OPAP SA		400 031	4,8				4,8
Open Text Corp		8 778 400	727,9				727,9
Opsens Inc		4 752 000	7,7				7,7
Oracle Corp		18 379 243	947,7				947,7
Oracle Corp Japan		36 135	2,4				2,4
Orange Polska SA		2 196 672	3,9				3,9
Orange SA		43 556 865	889,3				889,3

Orbital ATK Inc	31 302	3,7	3,7
O'Reilly Automotive Inc	9 557	3,6	3,6
Organizacion Cultiba SAB de CV	4 690 327	5,8	5,8
Organizacion Soriana SAB de CV	2 181 540	6,4	6,4
Orica Ltd	8 720 292	149,7	149,7
Oriental Land Co Ltd	1 696	0,1	0,1
Origin Energy Ltd	466 767	3,0	3,0
Orion Corp	22 382	16,3	16,3
Orion Oyj	58 597	3,5	3,5
ORIX Corp	336 130	7,0	7,0
Orix Jreit Inc	2 190	4,6	4,6
Orkla ASA	820 035	10,0	10,0
Orora Ltd	800 000	2,3	2,3
Osaka Gas Co Ltd	929 765	4,8	4,8
Osisko Mining Inc	400 449	1,0	1,0
OSRAM Licht AG	43 931	3,1	3,1
OTP Bank PLC	426 324	16,4	16,4
Otsuka Corp	574	-	-
Otsuka Holdings Co Ltd	4 000	0,2	0,2
Ottogi Corp	1 130	0,8	0,8
Oversea-Chinese Banking Corp Ltd	960 632	8,0	8,0
OxAM Quant Fund Limited	38 565	152,5	152,5
OZ Minerals Ltd	500 000	3,8	3,8
OZ Overseas Fund II Ltd	1	3,4	3,4
P2 Capital Master Fund XII LP	1	282,0	282,0
PACCAR Inc	124 800	10,7	10,7
Pacific Radiance Ltd	3 264 500	0,4	0,4
Packaging Corp of America	21 400	2,4	2,4
Pact Group Holdings Ltd	550 000	3,6	3,6
Paddy Power Betfair PLC	5 106	0,7	0,7
Pakuwon Jati Tbk PT	79 148 460	4,5	4,5
Palo Alto Networks Inc	24 246	4,1	4,1
Panasonic Corp	1 691 385	23,1	23,1
Pandora A/S	9 517	1,7	1,7
Paramount Group Inc	852 000	18,3	18,3
Parex Resources Inc	8 974 000	151,7	151,7
Pargesa Holding SA	26 345	2,3	2,3
Park24 Co Ltd	25 400	0,9	0,9
Parker-Hannifin Corp	43 800	8,2	8,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Parque Arauco SA		2 562 232	7,8				7,8
Partners Group Holding AG		1 589	1,0				1,0
Pason Systems Inc		7 166 000	140,7				140,7
Patterson Cos Inc		38 800	2,1				2,1
Paychex Inc		87 899	7,2				7,2
PayPal Holdings Inc		251 812	13,3				13,3
PAZ Corp SA		470 226	0,5				0,5
PCCW Ltd		3 730 000	2,7				2,7
PChome Online Inc		46 732	0,6				0,6
Pearson PLC		539 336	7,3				7,3
Pegatron Corp		5 010 998	16,1				16,1
Pembina Pipeline Corp		8 615 596	361,5		149,1		510,6
Pentair PLC		44 549	3,3				3,3
People's Insurance Co Group of China Ltd, The		18 725 427	9,9				9,9
People's United Financial Inc		197 288	5,1				5,1
PepsiCo Inc		3 092 961	434,0				434,0
Perella Weinberg Partners Xerion Fund Ltd		170	0,2				0,2
Pernod Ricard SA		111 416	16,2				16,2
Perrigo Co PLC		46 121	5,1				5,1
Persimmon PLC		351 331	10,3				10,3
Perusahaan Gas Negara Persero Tbk		51 269 192	13,8				13,8
Petkim Petrokimya Holding AS		1 208 468	1,7				1,7
PetroChina Co Ltd		58 574 056	58,6				58,6
Petrofac Ltd		15 098 597	217,4				217,4
Petroleo Brasileiro SA		9 005 138	62,9			62,9	
	privilégiées	22 031 973	135,0			135,0	197,9
Petronas Chemicals Group Bhd		8 558 343	17,9				17,9
Petronas Dagangan Bhd		653 018	4,6				4,6
Petronas Gas Bhd		3 148 442	20,0				20,0
Petronet LNG Ltd		971 605	7,1				7,1
Peugeot SA		1 106 612	24,3				24,3
Pfizer Inc		3 794 618	165,3				165,3
PG&E Corp		705 994	57,5				57,5
PGE Polska Grupa Energetyczna SA		2 987 354	10,0				10,0

Philip Morris International Inc		702 402	86,2		86,2
Phillips 66		20 050	2,3		2,3
Phison Electronics Corp		486 367	5,2		5,2
PhosAgro PJSC		326 047	6,7		6,7
PICC Property & Casualty Co Ltd		11 583 388	24,2		24,2
Pick n Pay Stores Ltd		991 406	6,2		6,2
Pictet - Emerging Local Currency Debt				286,0	286,0
Pictet - Global Emerging Debt				134,6	134,6
Ping An Insurance Group Co of China Ltd	classe A	9 885 964	67,6		67,6
	classe H	14 942 646	100,3		100,3
Pinnacle Park CLO Ltd				100,6	100,6
Pinnacle West Capital Corp		154 456	16,2		16,2
Pioneer Foods Group Ltd		345 921	5,2		5,2
Pioneer Natural Resources Co		15 444	3,7		3,7
Piraeus Bank SA		11 735 668	3,5		3,5
Piramal Enterprises Ltd		118 683	3,8		3,8
PLDT Inc		311 523	11,5		11,5
PNC Financial Services Group Inc, The		263 346	41,3		41,3
Pola Orbis Holdings Inc		1 900	0,2		0,2
Polaris Industries Inc		18 400	2,0		2,0
Polski Koncern Naftowy Orlen SA		735 614	20,2		20,2
Polskie Gornictwo Naftowe i Gazownictwo SA		3 836 706	6,9		6,9
Poly Real Estate Group Co Ltd		11 467 706	20,2		20,2
Popular Inc		138 600	8,1		8,1
Porsche Automobil Holding SE		59 719	4,4		4,4
Porto Seguro SA		79 145	0,9		0,9
Portobello SA		3 134 500	2,6		2,6
POSCO		317 772	90,9		90,9
Posco Daewoo Corp		118 065	3,5		3,5
Poste Italiane SpA		631 186	5,6		5,6
Potash Corporation of Saskatchewan Inc		14 438 967	350,7		350,7
Pou Chen Corp		8 158 314	13,6		13,6
Power Assets Holdings Ltd		2 313 247	27,3		27,3
Power Corporation du Canada		12 017 600	361,1		361,1
Power Finance Corp Ltd		968 570	2,3		2,3
Power Grid Corp of India Ltd		3 467 167	12,6		12,6
Powertech Technology Inc		1 076 251	3,9		3,9
Powszechna Kasa Oszczednosci Bank Polski SA		2 991 279	27,0		27,0
Powszechny Zaklad Ubezpieczen SA		1 317 646	14,1		14,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
PPB Group Bhd		1 558 471	7,4				7,4
PPG Industries Inc		164 714	20,9				20,9
PPL Corp		10 811 328	493,7				493,7
Praxair Inc		5 083 180	798,9				798,9
President Chain Store Corp		2 013 922	19,4				19,4
Prestige Télécom Inc		970 420	-				-
Priceline Group Inc, The		4 185	8,2				8,2
Prime Car Management SA		87 000	0,9				0,9
Primoris Services Corp		343 242	10,5				10,5
Principal Financial Group Inc		23 356	1,8				1,8
Probe Metals Inc		2 919 822	3,9				3,9
Procter & Gamble Company, The		965 913	108,9				108,9
Progressive Corp, The		791 048	37,7				37,7
Prologis Inc		328 446	23,3				23,3
Promet Bhd		127 000	-				-
Promotora y Operadora de Infraestructura SAB de CV		3 684 124	38,2				38,2
Propriétés Genius Ltée, Les		961 000	-				-
ProSiebenSat.1 Media SE		75 985	3,9				3,9
Provident Financial PLC		178 626	8,4				8,4
Proximus SADP		236 719	9,2				9,2
Prudential Financial Inc		11 170	1,6				1,6
Prudential PLC		805 802	21,7				21,7
Prysmian SpA		89 500	3,1				3,1
PSG Group Ltd		249 757	5,4				5,4
PTC India Ltd		4 869 917	7,1				7,1
PTT Exploration & Production PCL		5 388 187	19,4				19,4
PTT Global Chemical PCL		7 715 932	18,2				18,2
PTT PCL		3 852 929	53,7				53,7
Public Bank Bhd		9 806 648	57,8				57,8
Public Service Enterprise Group Inc		733 681	43,2				43,2
Public Storage		273 152	81,9				81,9
Publicis Groupe SA		188 434	17,5				17,5
PulteGroup Inc		4 900	0,1				0,1

PVH Corp	20 713	2,5		2,5
Qantas Airways Ltd	4 913 023	15,9		15,9
Qatar Electricity & Water Co QSC	121 874	10,2		10,2
Qatar Gas Transport Co Ltd	1 203 015	10,2		10,2
Qatar Insurance Co SAQ	398 361	12,4		12,4
Qatar Islamic Bank SAQ	199 175	7,6		7,6
Qatar National Bank SAQ	707 713	42,5		42,5
QBE Insurance Group Ltd	2 390 847	28,8		28,8
QIAGEN NV	153 271	5,8		5,8
Qinqin Foodstuffs Group Cayman Co Ltd	10 000	-		-
Qlik Technologies Inc			33,4	33,4
QMX Gold Corporation	6 718 685	1,1		1,1
Qorvo Inc	49 300	3,5		3,5
Qualcomm Inc	9 654 175	844,1		844,1
Qualicorp SA	402 405	3,2		3,2
Quanta Computer Inc	3 970 747	10,0		10,0
Québecor Inc			313,2	313,2
	classe A	621 130	23,2	23,2
Quest Diagnostics Inc	122 900	15,1		15,1
Quintiles IMS Holdings Inc	43 729	4,5		4,5
Qunar Cayman Islands Ltd	81 527	3,3		3,3
Rackspace Hosting Inc			241,0	241,0
Raia Drogasil SA	1 329 810	33,5		33,5
Raiffeisen Bank International AG	191 189	4,4		4,4
Rakuten Inc	448 933	5,9		5,9
Ralph Lauren Corp	4 300	0,5		0,5
Ramsay Health Care Ltd	2 333	0,2		0,2
Rand Merchant Investment Holdings Ltd	1 808 962	7,1		7,1
Randgold Resources Ltd	12 076	1,3		1,3
Randon SA Implementos e Participacoes	2 566 200	3,6		3,6
Randstad Holding NV	109 826	8,0		8,0
Range Resources Corp	35 035	1,6		1,6
Rassini SAB de CV	1 353 599	6,9		6,9
Raymond James Financial Inc	19 700	1,8		1,8
Raytheon Co	75 655	14,4		14,4
RB Energy Inc	1 500 000	0,1		0,1
RE/MAX Holdings Inc	192 082	14,4		14,4
REA Group Ltd	10 565	0,6		0,6
Realtek Semiconductor Corp	1 095 404	4,6		4,6

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Realty Income Corp		27 424	2,1				2,1
Reckitt Benckiser Group PLC		383 349	43,7				43,7
Recruit Holdings Co Ltd		115 700	6,2				6,2
Red Electrica Corp SA		607 502	15,4				15,4
Red Hat Inc		16 004	1,5				1,5
Redefine International PLC		3 482 911	2,3				2,3
Redefine Properties Ltd		13 454 407	14,8				14,8
Redevances Aurifères Osisko Ltée		4 983 862	65,2				65,2
Regal Entertainment Group		361 790	10,0				10,0
Regency Centers Corp		8 900	0,8				0,8
Regeneron Pharmaceuticals Inc		7 449	3,7				3,7
Regions Financial Corp		298 080	5,7				5,7
Regis Resources Ltd		575 000	1,7				1,7
Reinet Investments SCA		2 663 314	7,0				7,0
Reinsurance Group of America Inc		1 163 641	196,4				196,4
Reitmans Canada Ltée		90 600	0,5			0,5	
	classe A	2 100 000	12,2			12,2	12,7
Reliance Communications Ltd		1 098 189	0,7				0,7
Reliance Industries Ltd		2 524 565	54,7				54,7
Reliance LP					79,3		79,3
RELX NV		186 855	4,2				4,2
RELX PLC		361 881	8,7				8,7
Remgro Ltd		1 518 061	33,2				33,2
Remy Cointreau SA		13 506	1,5				1,5
RenaissanceRe Holdings Ltd		6 700	1,2				1,2
Renault SA		226 946	27,1				27,1
Reno de Medici SpA		34 450 000	14,9				14,9
Repsol SA		1 416 174	26,9				26,9
Republic Services Inc		114 700	8,8				8,8
Resilient REIT Ltd		799 538	9,0				9,0
ResMed Inc		374 205	5,6				5,6
Resona Holdings Inc		1 795 200	12,4				12,4
Ressources Appalaches Inc		6 053 000	0,1				0,1
Ressources Brionor Inc		2 955 555	0,1				0,1

Ressources Cartier Inc	6 135 149	1,2	0,1	1,3
Ressources Géoméga Inc	3 443 246	0,3		0,3
Ressources Minières Radisson Inc	6 152 348	1,0		1,0
Ressources Monarques Inc	5 768 717	2,2		2,2
Ressources Sirios Inc	8 145 754	3,6		3,6
Ressources Strateco Inc	1 096 745	-		-
Ressources Threegold Inc, Les	1 615 666	-		-
Rexel SA	396 104	8,8		8,8
Reynolds American Inc	449 049	33,7		33,7
RHB Bank Bhd	2 635 800	3,7		3,7
Richter Gedeon Nyrt	580 263	16,5		16,5
Ricoh Co Ltd	83 265	0,9		0,9
Rinnai Corp	12 600	1,4		1,4
Rio Tinto Ltd	525	-		-
Rio Tinto PLC	654 675	34,3		34,3
Ritchie Bros Auctioneers Inc	7 804 800	355,5		355,5
Rite Aid Corp	1 508 600	16,7		16,7
RLI Corp	113 354	9,6		9,6
RMB Holdings Ltd	2 199 160	14,3		14,3
Robert Half International Inc	37 111	2,4		2,4
Robinson Department Store PCL	1 642 959	3,9		3,9
Robinsons Land Corp	2 486 600	1,7		1,7
Robinsons Retail Holdings Inc	2 480 550	5,0		5,0
Roche Holding AG	2 017 509	619,2		619,2
Rockwell Automation Inc	48 477	8,7		8,7
Rockwell Collins Inc	65 390	8,1		8,1
Rogers Communications Inc	91 605	4,7	117,2	121,9
Rohm Co Ltd	78 026	6,0		6,0
Rokos Global Macro Fund Ltd	1 082 129	227,3		227,3
Rolls-Royce Holdings PLC	997 447	11,0		11,0
Roper Technologies Inc	14 645	3,6		3,6
Rosneft Oil Co PJSC	2 836 332	25,1		25,1
Ross Stores Inc	50 853	4,5		4,5
Rostelecom PJSC	3 024 855	5,6		5,6
Rotam Global Agrosociences Ltd	444 914	0,6		0,6
Royal Bank of Scotland Group PLC	4 913 638	18,3	213,4	231,7
Royal Bank of Scotland PLC, The			38,2	38,2
Royal Boskalis Westminster NV	90 866	4,2		4,2
Royal Caribbean Cruises Ltd	57 711	6,3		6,3

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Royal Dutch Shell PLC	classe A	3 280 453	121,9			121,9	
	classe B	2 278 890	88,9			88,9	210,8
Royal Gold Inc		10 500	0,9				0,9
Royal Mail PLC		805 027	6,2				6,2
RSA Insurance Group PLC		397 292	3,9				3,9
RTL Group SA		69 262	6,8				6,8
Ruentex Development Co Ltd		1 656 367	2,5				2,5
Ruentex Industries Ltd		484 223	1,1				1,1
Rumo Logistica Operadora Multimodal SA		9 782 555	24,7				24,7
RusHydro PJSC		501 687 646	10,2				10,2
RWE AG		1 888 885	31,6				31,6
Ryanair Holdings PLC		59 085	6,6				6,6
Ryman Healthcare Ltd		109 696	0,8				0,8
Ryman Hospitality Properties Inc		76 800	6,5				6,5
Ryohin Keikaku Co Ltd		3 300	0,9				0,9
S&P Global Inc		162 005	23,4				23,4
S1 Corporation		57 284	5,6				5,6
Sabre Corp		232 047	7,8				7,8
SACI Falabella		1 809 828	19,2				19,2
Safeway Inc		223 536	0,2				0,2
Safran SA		228 791	22,1				22,1
Sage Group PLC, The		492 756	5,3				5,3
SAIC Motor Corp Ltd		5 100 359	23,1				23,1
Saipem SpA		9 400 937	7,1				7,1
salesforce.com inc		34 874	3,2				3,2
Sally Holdings LLC / Sally Capital Inc					171,9		171,9
Sampo Oyj		108 846	6,6				6,6
Samsonite International SA		571 400	2,2				2,2
Samsung Biologics Co Ltd		35 441	5,9				5,9
Samsung C&T Corp		208 773	29,1				29,1
Samsung Card Co Ltd		104 811	4,6				4,6
Samsung Electro-Mechanics Co Ltd		197 938	11,2				11,2
Samsung Electronics Co Ltd		365 357	731,0			731,0	
	privilégiées	61 446	97,8			97,8	828,8

Samsung Fire & Marine Insurance Co Ltd		115 277	34,4	34,4	
	privilégiiées	744	0,2	0,2	34,6
Samsung Heavy Industries Co Ltd		151 148	1,6		1,6
Samsung Life Insurance Co Ltd		242 286	30,3		30,3
Samsung SDI Co Ltd		185 160	22,4		22,4
Samsung SDS Co Ltd		104 985	16,3		16,3
Samsung Securities Co Ltd		172 819	6,1		6,1
Sanan Optoelectronics Co Ltd		3 690 336	9,5		9,5
Sands China Ltd		1 910 000	11,1		11,1
Sandvik AB		627 020	10,4		10,4
Sankyo Co Ltd		42 262	1,8		1,8
Sanlam Ltd		4 461 496	27,5		27,5
Sanofi SA		6 196 534	674,0		674,0
Santen Pharmaceutical Co Ltd		110 980	1,8		1,8
Santos Brasil Participacoes SA		3 474 200	3,4		3,4
Santos Ltd		5 638 010	22,0		22,0
SAP SE		429 639	50,3		50,3
Sappi Ltd		1 742 664	15,4		15,4
SapuraKencana Petroleum Bhd		12 800 282	6,2		6,2
Saputo Inc		8 040 000	382,0		382,0
Sasol Ltd		2 112 845	82,7		82,7
SATS Ltd		656 000	3,0		3,0
SBA Communications Corp		7 400	1,0		1,0
Sberbank of Russia PJSC		27 723 162	105,4	105,4	
	privilégiiées	2 568 519	7,3	7,3	112,7
SBI Holdings Inc		60 430	1,0		1,0
SCANA Corp		189 074	18,6		18,6
Scentre Group		3 746	-		-
Schaeffler AG		281 094	5,6		5,6
Schibsted ASA		14 861	0,5	0,5	
	classe B	17 522	0,5	0,5	1,0
Schindler Holding AG		18 367	4,3		4,3
Schlumberger Ltd		1 828 948	205,9		205,9
Schneider Electric SE		2 474 779	231,4		231,4
Schooner Trust				19,1	19,1
Schroders PLC		39 432	2,0		2,0
SCOR SE		339 114	15,7		15,7
Scotiabank Tier I Trust				19,9	19,9
Scotts Miracle-Gro Company , The		21 717	2,8		2,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
SCREEN Holdings Co Ltd		22 560	1,9				1,9
Scripps Networks Interactive Inc		24 937	2,4				2,4
Seagate Technology PLC		239 600	12,3				12,3
Sealed Air Corp		29 344	1,8		76,9		78,7
SeaWorld Entertainment Inc		454 182	11,5				11,5
Secom Co Ltd		271 405	26,7				26,7
Secure Energy Services Inc		13 153 851	154,0				154,0
Securitas AB		170 136	3,6				3,6
Security Bank Corp		273 010	1,4				1,4
SEEK Ltd		1 072	-				-
Sega Sammy Holdings Inc		136 969	2,7				2,7
Segro PLC		205 427	1,6				1,6
SEI Investments Co		10 600	0,7				0,7
Seibu Holdings Inc		7 086	0,2				0,2
Seiko Epson Corp		2 064	0,1				0,1
Sekisui Chemical Co Ltd		229 500	4,9				4,9
Sekisui House Ltd		307 856	6,9				6,9
Sembcorp Industries Ltd		1 867 100	4,9				4,9
Semen Indonesia Persero Tbk PT		5 298 014	4,8				4,8
Semiconductor Manufacturing International Corp		6 312 752	13,3				13,3
Sempra Energy		241 395	32,6				32,6
Seneca Park CLO Ltd					134,4		134,4
Sensata Technologies Holding NV		38 100	2,0				2,0
Sensato Asia Pacific Offshore Fund Ltd		374	0,6				0,6
Service Corp International					65,5		65,5
ServiceNow Inc		4 500	0,4				0,4
SES SA		14 099 532	417,3				417,3
Seven & i Holdings Co Ltd		677 252	34,7				34,7
Seven Bank Ltd		166 500	0,6				0,6
Seven Generations Energy Ltd		16 199 600	507,2				507,2
Severn Trent PLC		320 404	11,8				11,8
Severstal PAO		703 001	14,5				14,5
SFR Group SA		128 065	4,9				4,9

SGS SA		5 356	14,6		14,6
Shandong Weigao Group Medical Polymer Co Ltd		4 334 009	3,9		3,9
Shanghai Electric Group Co Ltd		6 502 637	3,9		3,9
Shanghai Feilo Acoustics Co Ltd		1 466 469	3,0		3,0
Shanghai Fosun Pharmaceutical Group Co Ltd	classe A	9 872 599	44,1	44,1	
	classe H	928 360	3,8	3,8	47,9
Shanghai Industrial Holdings Ltd		1 126 010	4,1		4,1
Shanghai International Airport Co Ltd		4 833 070	24,7		24,7
Shanghai Jahwa United Co Ltd		148 000	0,8		0,8
Shanghai Jiabao Industry & Commerce Group Co Ltd		4 548 646	12,6		12,6
Shanghai Lujiazui Finance & Trade Zone Development Co Ltd		2 111 072	4,1		4,1
Shanghai Pharmaceuticals Holding Co Ltd	classe A	3 208 703	12,1	12,1	
	classe spéciale H	1 586 509	4,9	4,9	17,0
Shanghai Pudong Development Bank Co Ltd		3 459 369	10,8		10,8
Shangri-La Asia Ltd		1 834 833	2,6		2,6
Sharp Corp		1 065 000	3,3		3,3
Shaw Communications Inc		3 845 473	103,6	164,5	268,1
Shenzhen Inovance Technology Co Ltd		3 500 748	13,7		13,7
Shenzhen Tianyuan Dic Information Technology Co Ltd		2 500 570	9,6		9,6
Shenzhou International Group Holdings Ltd		1 287 623	10,9		10,9
Sherwin-Williams Co, The		8 623	3,1		3,1
Shimadzu Corp		97 000	2,1		2,1
Shimamura Co Ltd		11 919	2,0		2,0
Shimano Inc		892 971	188,3		188,3
Shimao Property Holdings Ltd		3 623 957	6,4		6,4
Shimizu Corp		359 000	4,4		4,4
Shin Kong Financial Holding Co Ltd		25 136 337	8,3		8,3
Shin-Etsu Chemical Co Ltd		240 390	25,1		25,1
Shinhan Financial Group Co Ltd		1 424 360	71,6		71,6
Shinsegae Inc		51 570	10,1		10,1
Shinsei Bank Ltd		8 280	-		-
Shionogi & Co Ltd		65 169	4,2		4,2
Shire PLC		164 083	12,9		12,9
Shiseido Co Ltd		136 094	4,6		4,6
Shizuoka Bank Ltd, The		183 457	2,1		2,1
Shoprite Holdings Ltd		1 966 259	33,1		33,1
Showa Denko KK		408 600	7,9		7,9
Showa Shell Sekiyu KK		741	-		-
Shree Cement Ltd		12 775	3,7		3,7

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Shriram Transport Finance Co Ltd		225 345	3,8				3,8
Shutterstock Inc		181 398	11,6				11,6
Siam Cement PCL, The		1 447 649	27,0				27,0
Siam Commercial Bank PCL, The		7 571 570	43,2				43,2
Sibanye Gold Ltd		2 273 960	5,7				5,7
Siemens AG		1 073 781	177,4				177,4
Siemens Ltd		108 836	2,4				2,4
Sigma Pharmaceuticals Ltd		1 000 000	1,3				1,3
Signature Bank		5 000	1,0				1,0
Signet Jewelers Ltd		18 591	2,4				2,4
Sika AG		405	2,6				2,6
Silicon Laboratories Inc		133 096	11,6				11,6
Siliconware Precision Industries Co Ltd		4 001 712	8,0				8,0
Sime Darby Bhd		8 282 527	20,1				20,1
Simon Property Group Inc		24 400	5,8				5,8
SINA Corp		129 830	10,6				10,6
Singapore Airlines Ltd		798 310	7,2				7,2
Singapore Exchange Ltd		478 072	3,2				3,2
Singapore Press Holdings Ltd		598 787	2,0				2,0
Singapore Telecommunications Ltd		7 590 308	25,7				25,7
Sino Biopharmaceutical Ltd		10 237 331	9,7				9,7
Sino Land Co Ltd		1 827 190	3,7				3,7
Sino-Ocean Group Holding Ltd		8 631 934	5,2				5,2
SinoPac Financial Holdings Co Ltd		35 852 748	13,5				13,5
Sinopec Engineering Group Co Ltd		2 857 209	3,2				3,2
Sinopec Shanghai Petrochemical Co Ltd		8 043 130	5,8				5,8
Sinopharm Group Co Ltd		3 124 188	17,3				17,3
Sinotrans Ltd		7 551 000	4,5				4,5
Sirius XM Holdings Inc		522 900	3,1				3,1
Sistema PJSC FC		566 868	6,8				6,8
SJM Holdings Ltd		5 519 786	5,8				5,8
SK Chemicals Co Ltd		32 131	2,4				2,4
SK Holdings Co Ltd		177 859	45,3				45,3

SK Hynix Inc	1 897 069	94,2	94,2
SK Innovation Co Ltd	235 992	38,4	38,4
SK Networks Co Ltd	573 568	4,4	4,4
SK Telecom Co Ltd	109 235	18,6	18,6
Skandinaviska Enskilda Banken AB	547 549	7,7	7,7
Skanska AB	248 538	7,9	7,9
SKF AB	243 128	6,0	6,0
SKF India Ltd	216 222	5,4	5,4
Sky PLC	930 428	15,3	15,3
Skyworks Solutions Inc	35 276	3,5	3,5
SL Green Realty Corp	58 353	8,4	8,4
SM Investments Corp	795 099	14,0	14,0
SM Prime Holdings Inc	27 365 226	20,9	20,9
SMC Corp	31 212	10,0	10,0
Smiles SA	500 000	9,2	9,2
Smith & Nephew PLC	456 128	9,2	9,2
Smiths Group PLC	166 919	3,9	3,9
Snam SpA	4 428 143	24,5	24,5
Snap-on Inc	11 567	2,7	2,7
SNCF Réseau			235,6
Sobeys Inc			133,8
Sociedad Quimica y Minera de Chile SA	283 502	10,8	10,8
Societatea Nationala de Gaze Naturale ROMGAZ SA	749 600	5,8	5,8
Societatea Nationala Nuclearelectrica SA	1 076 700	1,6	1,6
Société Asbestos Ltée	259 065	-	-
Société Aurifère Barrick	145 300	3,1	3,1
Société BIC SA	13 285	2,4	2,4
Société d'exploration minière Vior Inc	1 761 874	0,2	0,2
Société Financière Manuvie	57 352 024	1 371,3	1 371,3
Société Générale SA	440 495	29,1	29,1
Socovesa SA	4 411 071	1,7	1,7
Sodexo SA	91 984	14,2	14,2
SoftBank Group Corp	1 120 794	100,1	100,1
Sohgo Security Services Co Ltd	21 800	1,1	1,1
SOHO China Ltd	4 787 738	3,2	3,2
S-Oil Corp	47 793	4,5	4,5
Solutions Extenway Inc	61 877 444	0,6	-
Solvay SA	97 254	15,3	15,3
Somos Educacao SA	118 339 619	104,6	104,6

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Sompo Holdings Inc		286 990	13,1				13,1
Songwon Industrial Co Ltd		264 532	5,0				5,0
Sonic Healthcare Ltd		330 992	6,9				6,9
Sonova Holding AG		15 741	2,6				2,6
Sony Corp		500 338	18,8				18,8
Sony Financial Holdings Inc		137 900	2,9				2,9
Sotheby's		222 845	11,9				11,9
South32 Ltd		7 888 525	21,1				21,1
Southern Company, The		2 266 583	149,5				149,5
Southern Copper Corp		250 599	10,7				10,7
Southern Cross Media Group Ltd		1 291 800	1,9				1,9
Southwest Airlines Co		141 318	9,4				9,4
Southwest Bancorp Inc		40 000	1,6				1,6
Southwestern Energy Co		173 171	2,5				2,5
Spar Group Limited, The		586 616	11,4				11,4
SpareBank 1 SR-Bank ASA		668 400	6,3				6,3
Spark New Zealand Ltd		1 067 697	3,4				3,4
SPDR Gold Shares		222 665	32,7				32,7
SPDR S&P500 ETF Trust		501 000	150,2				150,2
Spectra Energy Corp		857 177	47,2				47,2
Sphinx Ressources Ltd		1 534 042	0,1				0,1
SPIE SA		20 369 031	576,7				576,7
Spirit Realty Capital Inc		742 600	10,8				10,8
Splunk Inc		6 500	0,4				0,4
Sprint Corp		3 175 200	35,9				35,9
SSE PLC		1 879 268	48,4				48,4
St James's Place PLC		78 338	1,3				1,3
St. Jude Medical Inc		1 120 345	120,5				120,5
Standard Bank Group Ltd		4 088 964	60,8				60,8
Standard Chartered PLC		3 202 545	35,2				35,2
Standard Foods Corp		1 300 770	4,1				4,1
Standard Life PLC		806 870	5,0				5,0
Stanley Black & Decker Inc		1 232 844	189,6				189,6

Stanley Electric Co Ltd	57 040	2,1		2,1
Staples Inc	691 000	8,4		8,4
Starbucks Corp	132 422	9,9		9,9
StarHub Ltd	751 900	2,0		2,0
Start Today Co Ltd	13 300	0,3		0,3
State Bank of India	6 104 973	30,6		30,6
State Street Corp	1 924 283	200,6		200,6
Statoil ASA	2 625 545	64,8		64,8
Steinhoff International Holdings NV	9 629 882	67,3		67,3
Stericycle Inc	17 717	1,8		1,8
STMicroelectronics NV	965 909	14,7		14,7
Stockland	591 506	2,6		2,6
Stone Milliner Macro Fund LP	2 039 408	286,8		286,8
Stora Enso Oyj	469 808	6,8		6,8
Storm Resources Ltd	15 001 000	79,5		79,5
Stornoway Diamond Corporation	44 724 660	44,7	94,4	139,1
Stratus Fund Ltd	87 014	269,2		269,2
Stryker Corp	81 229	13,1		13,1
Student Transportation Inc	7 997 018	60,1		60,1
Suez	833 355	16,5		16,5
Sul America SA	265 233	2,0		2,0
Sumitomo Chemical Co Ltd	1 058 799	6,8		6,8
Sumitomo Corp	2 267 172	35,9		35,9
Sumitomo Dainippon Pharma Co Ltd	250	-		-
Sumitomo Electric Industries Ltd	512 180	9,9		9,9
Sumitomo Heavy Industries Ltd	437 646	3,8		3,8
Sumitomo Metal Mining Co Ltd	20 316	0,4		0,4
Sumitomo Mitsui Financial Group Inc	2 120 294	108,7		108,7
Sumitomo Mitsui Trust Holdings Inc	266 078	12,8		12,8
Sumitomo Realty & Development Co Ltd	72 586	2,6		2,6
Sumitomo Rubber Industries Ltd	1 421	-		-
Summarecon Agung Tbk PT	7 371 826	1,0		1,0
Sun Art Retail Group Ltd	5 489 439	6,5		6,5
Sun Hung Kai Properties Ltd	1 191 382	20,2		20,2
Sun International Ltd	645 005	5,5		5,5
Sun Pharmaceutical Industries Ltd	1 597 602	19,9		19,9
Sun TV Network Ltd	1 350 000	13,1		13,1
Sunac China Holdings Ltd	4 440 569	5,0		5,0
Suncor Énergie Inc	22 327 100	980,2		980,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Suncorp Group Ltd		413 859	5,4				5,4
Sundrug Co Ltd		15 700	1,5				1,5
SUNeVision Holdings Ltd		1 914 000	1,1				1,1
Sungshin Cement Co Ltd		358 708	2,8				2,8
Sunny Optical Technology Group Co Ltd		1 641 600	9,6				9,6
Sunstone Hotel Investors Inc		547 103	11,2				11,2
Suntec Real Estate Investment Trust		730 500	1,1				1,1
Suntory Beverage & Food Ltd		4 792 400	267,5				267,5
SunTrust Banks Inc		997 271	73,4				73,4
Suofeiya Home Collection Co Ltd		1 367 000	14,3				14,3
Suprajit Engineering Ltd		553 475	2,1				2,1
Surgutneftegas OJSC		16 996 124	11,6			11,6	
	privilégiées	16 488 434	11,6			11,6	23,2
Suruga Bank Ltd		23 051	0,7				0,7
Surya Citra Media Tbk PT		19 222 239	5,4				5,4
Suzano Papel e Celulose SA		228 949	1,3				1,3
Suzuken Co Ltd		153 684	6,8				6,8
Suzuki Motor Corp		149 100	7,1				7,1
Svenska Cellulosa AB SCA		276 885	10,5				10,5
Svenska Handelsbanken AB		956 821	17,9				17,9
Swatch Group AG, The	classe B	15 590	6,5			6,5	
	classe R	25 076	2,1			2,1	8,6
Swedbank AB		246 609	8,0				8,0
Swedish Match AB		54 210	2,3				2,3
Swire Pacific Ltd		515 553	6,6				6,6
Swire Properties Ltd		1 724 200	6,4				6,4
Swiss Life Holding AG		12 680	4,8				4,8
Swiss Prime Site AG		14 129	1,6				1,6
Swiss Re AG		107 479	13,7				13,7
Swisscom AG		428 931	258,1				258,1
Sydney Airport		1 548 904	9,0				9,0
Symantec Corp		333 600	10,7				10,7
Symrise AG		92 351	7,6				7,6
Synchrony Financial		246 476	12,0				12,0

Syngenta AG	25 078	13,3	13,3
Synnex Technology International Corp	4 659 441	6,3	6,3
Synopsys Inc	43 500	3,4	3,4
Synthos SA	948 292	1,4	1,4
Sysco Corp	509 200	37,8	37,8
Systemex Corp	106 405	8,3	8,3
T Rowe Price Group Inc	29 084	2,9	2,9
T&D Holdings Inc	302 572	5,4	5,4
Tabcorp Holdings Ltd	429 966	2,0	2,0
Taiheiyō Cement Corp	749 000	3,2	3,2
TaiMed Biologics Inc	69 000	0,5	0,5
Taisei Corp	429 347	4,0	4,0
Taishin Financial Holdings Co Ltd	15 827 247	7,8	7,8
Taisho Pharmaceutical Holdings Co Ltd	1 800	0,2	0,2
Taiwan Business Bank	7 503 000	2,5	2,5
Taiwan Cement Corp	6 645 237	9,7	9,7
Taiwan Cooperative Financial Holding Co Ltd	20 611 279	12,0	12,0
Taiwan Fertilizer Co Ltd	2 416 374	4,0	4,0
Taiwan Mobile Co Ltd	3 635 460	15,7	15,7
Taiwan Semiconductor Manufacturing Co Ltd	88 332 693	682,3	682,3
Taiyo Nippon Sanso Corp	162 774	2,5	2,5
Takashimaya Co Ltd	301 540	3,3	3,3
Takeda Pharmaceutical Co Ltd	662 730	36,8	36,8
TAL Education Group	98 274	9,2	9,2
Talaat Moustafa Group	3 129 391	2,1	2,1
Tallink Grupp AS	1 848 700	2,4	2,4
Targa Resources Corp	165 020	12,4	12,4
Target Corp	52 500	5,1	5,1
Taro Pharmaceutical Industries Ltd	11 200	1,6	1,6
Tarpon Investimentos SA	1	154,7	154,7
Tasly Pharmaceutical Group Co Ltd	4 840 516	38,8	38,8
Tata Chemicals Ltd	1 119 516	11,1	11,1
Tata Consultancy Services Ltd	1 200 781	56,1	56,1
Tata Motors Ltd	4 474 141	41,7	41,7
	classe A	737 063	4,4
Tata Power Co Ltd	2 773 659	4,2	4,2
Tata Steel Ltd	1 619 896	12,5	12,5
Tate & Lyle PLC	286 576	3,4	3,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Tatneft PJSC		7 077 237	66,4			66,4	
	privilégiées	57 450	0,3			0,3	66,7
Tatts Group Ltd		800 274	3,5				3,5
Tauron Polska Energia SA		2 905 454	2,7				2,7
TAV Havalimanlari Holding AS		1 689 679	9,0				9,0
Taylor Wimpey PLC		3 849 431	9,8				9,8
TCF Financial Corp		453 480	11,9				11,9
TCI Co Ltd		144 000	1,0				1,0
TD Ameritrade Holding Corp		3 266 000	191,0				191,0
TD Capital Trust IV					19,7		19,7
TDC AS		891 021	6,1				6,1
TDK Corp		92 933	8,6				8,6
TE Connectivity Ltd		163 000	15,1				15,1
Tech Mahindra Ltd		1 279 943	12,4				12,4
Technip SA		58 326	5,6				5,6
Technologies D-Box inc		19 108 882	10,1		5,0		15,1
Technologies Sensio Inc		18 724 393	0,1				0,1
Technologies Sonomax Inc		26 000 000	-				-
Technos SA		947 000	1,4				1,4
Techtronic Industries Co Ltd		585 981	2,8				2,8
Teck Resources Ltd		1 576 166	48,9				48,9
Teco Electric and Machinery Co Ltd		6 252 732	7,3				7,3
TEGNA Inc		101 700	2,9				2,9
Teijin Ltd		99 048	2,7				2,7
Tele2 AB		490 024	5,3				5,3
Telecom Italia SpA		20 916 927	23,1				23,1
Telefonaktiebolaget LM Ericsson		3 369 739	26,6				26,6
Telefonica Brasil SA		604 859	11,0				11,0
Telefonica Deutschland Holding AG		1 911 055	11,0				11,0
Telefonica SA		5 238 938	65,4				65,4
Telekom Malaysia Bhd		3 704 847	6,6				6,6
Telekomunikasi Indonesia Persero Tbk PT		177 740 647	70,4				70,4
Telenet Group Holding NV		20 792	1,6				1,6
Telenor ASA		827 244	16,6				16,6

Telia Co AB	3 667 851	19,9		19,9
Telkom SA SOC Ltd	876 266	6,4		6,4
Telstra Corp Ltd	2 773 240	13,7		13,7
TELUS Corporation	9 398 267	401,8	285,9	687,7
Tempur Sealy International Inc	137 748	12,6		12,6
Tenaga Nasional Bhd	15 793 802	65,6		65,6
Tenaris SA	401 802	9,6		9,6
Tencent Holdings Ltd	14 104 266	462,8		462,8
Tenneco Inc			99,2	99,2
Teradata Corp	197 487	7,2		7,2
Terna Rete Elettrica Nazionale SpA	3 330 306	20,5		20,5
Terumo Corp	388 450	19,3		19,3
Tesco PLC	14 606 490	50,1		50,1
Tesla Motors Inc	3 200	0,9		0,9
Tesoro Corp	319 100	37,4		37,4
Teva Pharmaceutical Industries Ltd	555 328	27,0		27,0
Texas Instruments Inc	143 915	14,1		14,1
Thai Oil PCL	5 679 755	15,4		15,4
Thai Union Group PCL	6 273 176	4,9		4,9
Thales SA	63 394	8,3		8,3
Theratechnologies Inc	5 263 700	14,4		14,4
Thermo Fisher Scientific Inc	863 782	163,4		163,4
Thermon Group Holdings Inc	357 184	9,1		9,1
THK Co Ltd	56 564	1,7		1,7
Thor Industries Inc	92 689	12,4		12,4
ThyssenKrupp AG	439 170	14,1		14,1
Tiffany & Co	101 669	10,6		10,6
Tiger Brands Ltd	483 336	18,9		18,9
Tim Participacoes SA	1 845 095	6,0		6,0
Time Warner Inc	972 023	125,8		125,8
Timken Co, The	29 607	1,6		1,6
Tingyi Cayman Islands Holding Corp	4 712 400	7,7		7,7
Titan Cement Co SA	197 439	6,2		6,2
Titan Co Ltd	474 729	3,1		3,1
TJX Cos Inc, The	129 718	13,1		13,1
TMB Bank PCL	43 204 007	3,4		3,4
T-Mobile US Inc	5 000	0,4		0,4
Tobu Railway Co Ltd	1 425 273	9,5		9,5
Tofas Turk Otomobil Fabrikasi AS	335 967	3,2		3,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Toho Co Ltd		38 751	1,5				1,5
Toho Gas Co Ltd		612 555	6,7				6,7
Tohoku Electric Power Co Inc		466 410	7,9				7,9
Tokio Marine Holdings Inc		663 900	36,6				36,6
Tokyo Electric Power Co Holdings Inc		7 551 278	41,0				41,0
Tokyo Electron Ltd		166 827	21,2				21,2
Tokyo Gas Co Ltd		3 750 091	22,8				22,8
Tokyo Tatemono Co Ltd		48 700	0,9				0,9
Tokyu Corp		1 527 006	15,1				15,1
Tokyu Fudosan Holdings Corp		177 017	1,4				1,4
Toll Brothers Inc		64 600	2,7				2,7
Tomagold Corporation		2 948 612	0,2				0,2
TonenGeneral Sekiyu KK		3 549	-				-
Toppan Printing Co Ltd		559 733	7,2				7,2
Toray Industries Inc		526 183	5,7				5,7
Torchmark Corp		2 000 043	197,8				197,8
Toread Holdings Group Co Ltd		2 744 187	8,8				8,8
Toshiba Corp		23 019	0,1				0,1
Total Access Communication PCL		822 300	1,1				1,1
TOTAL SA		15 288 170	1 053,6				1 053,6
Total System Services Inc		179 165	11,8				11,8
TOTO Ltd		2 319	0,1				0,1
Tourbillon Global Equities Ltd		83 880	124,1				124,1
Tourmaline Oil Corp		5 910 000	212,2				212,2
Tower Bersama Infrastructure Tbk PT		5 881 552	2,9				2,9
Towngas China Co Ltd		9 516 000	6,7				6,7
Toyo Seikan Group Holdings Ltd		108 103	2,7				2,7
Toyo Suisan Kaisha Ltd		41 833	2,0				2,0
Toyoda Gosei Co Ltd		101 907	3,2				3,2
Toyota Boshoku Corp		200 000	6,2				6,2
Toyota Industries Corp		95 932	6,1				6,1
Toyota Motor Corp		1 141 435	90,3				90,3
Toyota Tsusho Corp		570 670	20,0				20,0

TP ICAP PLC	76 039	0,5	0,5
TPG Telecom Ltd	87 339	0,6	0,6
TPG-Axon Partners (Offshore) Ltd	2 724	3,5	3,5
TPK Holding Co Ltd	180 000	0,4	0,4
Tractor Supply Co	18 201	1,9	1,9
Transaction Capital Ltd	1 860 470	2,6	2,6
Transat AT Inc	2 200 000	12,1	12,1
TransCanada Corporation	15 122 032	915,5	915,5
TransCanada PipeLines Ltd			112,0
Transcend Information Inc	637 098	2,3	2,3
Transcontinental Inc			34,9
TransDigm Group Inc	3 200	1,1	1,1
Transelectrica SA	532 506	4,8	4,8
Transneft PJSC	4 082	17,8	17,8
Transportadora de Gas del Sur SA	182 056	2,2	2,2
Transurban Group	1 817 078	18,2	18,2
Travelers Cos Inc, The	313 476	51,5	51,5
TravelSky Technology Ltd	2 148 000	6,1	6,1
Travis Perkins PLC	128 363	3,1	3,1
Treasury Wine Estates Ltd	173 807	1,8	1,8
Trend Micro Inc	251	-	-
TREVI - Finanziaria Industriale SpA	300 000	0,4	0,4
Trian Partners Co-Investment Opportunities Fund LP	1	534,4	534,4
Trian Partners Strategic Fund-C Ltd	1	147,8	147,8
Trican Well Service Ltd	7 417 500	34,1	34,1
Trimble Inc	73 000	3,0	3,0
Trinity Ltd	11 208 000	1,1	1,1
TripAdvisor Inc	12 649	0,8	0,8
True Corp PCL	28 399 943	7,6	7,6
Truworths International Ltd	1 466 555	11,5	11,5
Tryg AS	53 901	1,3	1,3
Tsingtao Brewery Co Ltd	827 828	4,2	4,2
TSO3 Inc	8 660 000	24,5	24,5
Tsogo Sun Holdings Ltd	993 840	2,7	2,7
Tsuruha Holdings Inc	10 700	1,4	1,4
Tube Investments of India Ltd	500 195	5,8	5,8
TUI AG	291 856	5,6	5,6
Tupras Turkiye Petrol Rafinerileri AS	337 597	9,1	9,1
Turk Hava Yollari AO	1 405 925	2,7	2,7

au 31 décembre 2016

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Turk Telekomunikasyon AS		1 361 022	2,7				2,7
Turkcell Iletisim Hizmetleri AS		2 307 405	8,6				8,6
Turkiye Garanti Bankasi AS		9 700 463	28,2				28,2
Turkiye Halk Bankasi AS		5 680 391	20,2				20,2
Turkiye Is Bankasi		4 009 374	7,9				7,9
Turkiye Sise ve Cam Fabrikalari AS		1 285 827	1,9				1,9
Turkiye Vakiflar Bankasi TAO		2 076 346	3,4				3,4
Twenty-First Century Fox Inc	classe A	147 775	5,6			5,6	
	classe B	958 249	35,0			35,0	40,6
Twin Butte Energy Ltd					6,2		6,2
Twitter Inc		116 100	2,5				2,5
Tyson Foods Inc		8 500	0,7				0,7
UBS Group AG		829 999	17,5				17,5
UCB SA		65 404	5,6				5,6
UDR Inc		168 600	8,2				8,2
UGI Corp		273 405	16,9				16,9
Ulker Biskuvi Sanayi AS		275 656	1,7				1,7
Ultra Salon Cosmetics & Fragrance Inc		4 100	1,4				1,4
Ultrapar Participacoes SA		1 474 162	41,6				41,6
UltraTech Cement Ltd		134 209	8,6				8,6
Umicore SA		44 271	3,4				3,4
UMW Holdings Bhd		1 536 348	2,1				2,1
Under Armour Inc		14 900	0,5			0,5	
	classe A	14 732	0,6			0,6	1,1
Unibail-Rodamco SE		35 794	11,5				11,5
Unicharm Corp		87 400	2,6				2,6
UniCredit SpA		4 278 210	16,5				16,5
Unifin Financiera SAB de CV SOFOM ENR		1 301 160	4,4				4,4
Unilever Indonesia Tbk PT		5 015 319	19,4				19,4
Unilever NV		1 695 426	93,8				93,8
Unilever PLC		12 466 500	680,2				680,2
Union Andina de Cementos SAA		4 060 309	4,2				4,2
Union Pacific Corp		920 424	128,0				128,0
UnipolSai SpA		1 686 857	4,8				4,8

Uni-President Enterprises Corp	17 079 890	38,0		38,0
United Breweries Ltd	103 766	1,6		1,6
United Continental Holdings Inc	146 500	14,3		14,3
United Internet AG	51 111	2,7		2,7
United Microelectronics Corp	37 489 829	17,8		17,8
United Overseas Bank Ltd	1 360 750	25,8		25,8
United Parcel Service Inc	63 039	9,7		9,7
United Rentals Inc	39 700	5,6		5,6
United Spirits Ltd	99 929	3,8		3,8
United Technologies Corp	1 836 711	270,0		270,0
United Therapeutics Corp	13 525	2,6		2,6
United Tractors Tbk PT	6 069 053	12,8		12,8
United Urban Investment Corp	371	0,8		0,8
United Utilities Group PLC	972 730	14,5		14,5
UnitedHealth Group Inc	3 169 616	680,3		680,3
Universal Health Services Inc	97 346	13,9		13,9
Universal Robina Corp	2 595 774	11,4		11,4
Unum Group	9 261	0,5		0,5
UOL Group Ltd	251 711	1,4		1,4
UPL Ltd	1 842 117	23,5		23,5
UPM-Kymmene Oyj	243 881	8,1		8,1
Urbanimmersive Inc	2 150 000	0,7		0,7
US Bancorp	331 362	22,8		22,8
US Silica Holdings Inc	148 454	11,3		11,3
USS Co Ltd	50 470	1,1		1,1
UTour Group Co Ltd	588 616	1,8		1,8
Vale SA	2 229 621	23,6	-	23,6
	classe A	6 781 376	65,2	65,2
Valeo SA	81 856	6,3		6,3
Valero Energy Corp	279 500	25,6		25,6
Valspar Corp, The	9 800	1,4		1,4
Value Partners Group Ltd	2 030 000	2,2		2,2
Vanguard International Semiconductor Corp	962 692	2,3		2,3
Vanstar Mines Ressources Inc	2 231 000	0,1		0,1
Vantiv Inc	27 900	2,2		2,2
Varian Medical Systems Inc	51 194	6,2		6,2
Vedanta Limited	2 273 704	9,7		9,7
Ventas Inc	48 414	4,1		4,1
Veolia Environnement SA	914 343	20,9		20,9

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
VEREIT Inc		146 500	1,7				1,7
Veresen Inc		312 066	4,1				4,1
VeriSign Inc		12 153	1,2				1,2
Verisk Analytics Inc		16 903	1,8				1,8
Verizon Communications Inc		2 580 602	184,7				184,7
Vertex Pharmaceuticals Inc		7 305	0,7				0,7
Vestas Wind Systems AS		38 239	3,3				3,3
Vêtements de Sport Gildan Inc, Les		22 900 000	780,7				780,7
VF Corp		135 674	9,7				9,7
Viacom Inc		167 800	7,9				7,9
Vicinity Centres		3 576 524	10,4				10,4
Vidéotron Ltée					146,9		146,9
Vietnam Dairy Products JSC		959 012	7,1				7,1
Vinci SA		396 211	36,3				36,3
Vinda International Holdings Ltd		2 104 000	5,3				5,3
Vipshop Holdings Ltd		926 315	13,7				13,7
Visa Inc		28 692	3,0				3,0
Vista Outdoor Inc		27 483	1,4				1,4
Vivendi SA		927 542	23,7				23,7
VMware Inc		79 600	8,4				8,4
Vocus Communications Ltd		12 988	-				-
Vodacom Group Ltd		1 124 353	16,8				16,8
Vodafone Group PLC		29 859 465	98,9				98,9
Voestalpine AG		124 093	6,5				6,5
Volkswagen AG		89 957	17,4			17,4	
	privilégiées	514 307	97,0			97,0	114,4
Volvo AB		1 336 655	21,0				21,0
Vonovia SE		63 835	2,8				2,8
Vornado Realty Trust		72 648	10,2				10,2
Voya Financial Inc		73 500	3,9				3,9
VTB Bank PJSC		13 389 568 341	21,5				21,5
Vulcan Materials Co		11 913	2,0				2,0
WABCO Holdings Inc		12 100	1,7				1,7
Wabtec Corp		14 000	1,6				1,6

Waddell & Reed Financial Inc	269 248	7,0		7,0
Walgreens Boots Alliance Inc	7 374 897	818,5		818,5
Wal-Mart de Mexico SAB de CV	16 295 755	39,3		39,3
Wal-Mart Stores Inc	1 178 162	109,2		109,2
Walt Disney Co, The	213 463	29,8		29,8
Wangsu Science & Technology Co Ltd	1 744 516	18,0		18,0
Wanhua Chemical Group Co Ltd	14 023 496	58,3		58,3
Want Want China Holdings Ltd	16 099 036	13,8		13,8
Wartsila Oyj Abp	68 727	4,1		4,1
Waskita Karya Persero Tbk PT	15 615 400	4,0		4,0
Waste Connections Inc	14 300	1,5		1,5
Waste Management Inc	1 117 087	106,2		106,2
Waterfall Victoria Fund, Ltd	12	0,1		0,1
Waters Corp	15 575	2,8		2,8
Weatherford International Ltd	581 500	3,9		3,9
Web.com Group Inc	311 200	8,8		8,8
Webjet Ltd	250 000	2,6		2,6
Webster Financial Corp	139 600	10,2		10,2
WEC Energy Group Inc	1 978 167	155,6		155,6
WEG SA	747 967	4,8		4,8
Weibo Corp	73 395	4,0		4,0
Weichai Power Co Ltd	2 236 732	4,6		4,6
Weir Group Plc, The	96 828	3,0		3,0
Wells Fargo & Company	2 971 134	219,6	265,6	485,2
	privilégiées	7	-	-
Welltower Inc	276 987	24,9		24,9
Wendel SA	17 981	2,9		2,9
Wereldhave NV	95 400	5,8		5,8
WESCO International Inc	87 700	7,8		7,8
Wesfarmers Ltd	1 572	0,1		0,1
West Fraser Timber Co Ltd	716 000	34,4		34,4
West Japan Railway Co	153 600	12,7		12,7
Westar Energy Inc	184 020	13,9		13,9
Western Digital Corp	226 588	20,6		20,6
Western Union Co, The	302 200	8,8		8,8
Westfield Corp	6 866 383	62,5		62,5
Westpac Banking Corp	675 186	21,4		21,4
Westports Holdings Bhd	4 357 083	5,6		5,6
WestRock Co	97 902	6,7		6,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
WEX Inc					47,5		47,5
Weyerhaeuser Co		598 943	24,2				24,2
WH Group Ltd		6 994 450	7,6				7,6
Wharf Holdings Ltd, The		1 203 373	10,7				10,7
Wheelock & Co Ltd		938 000	7,1				7,1
Whirlpool Corp		28 200	6,9				6,9
Whitbread PLC		43 882	2,7				2,7
WhiteWave Foods Co, The		28 400	2,1				2,1
Whole Foods Market Inc		15 700	0,6				0,6
William Demant Holding AS		60 141	1,4				1,4
William Hill PLC		365 537	1,8				1,8
Williams Cos Inc, The		996 896	41,6				41,6
Williams-Sonoma Inc		85 500	5,5				5,5
Willis Towers Watson PLC		101 069	16,6				16,6
Wilmar International Ltd		5 914 900	19,7				19,7
Winning Health Technology Group Co Ltd		1 228 367	4,6				4,6
Wipro Ltd		3 128 454	29,6				29,6
Wirtualna Polska Holding SA		198 459	3,4				3,4
Wistron Corp		1 230 855	1,3				1,3
Wm Morrison Supermarkets PLC		3 533 128	13,5				13,5
Wolong Electric Group Co Ltd		3 714 916	6,5				6,5
Wolseley PLC		100 487	8,3				8,3
Wolters Kluwer NV		72 747	3,5				3,5
Woodside Petroleum Ltd		133 546	4,0				4,0
Woolworths Holdings Ltd		2 900 141	20,2				20,2
Woolworths Ltd		865	-				-
Woori Bank		1 104 208	15,6				15,6
Workday Inc		6 500	0,6				0,6
Worldpay Group PLC		238 233	1,1				1,1
WorleyParsons Ltd		382 800	3,6				3,6
WPG Holdings Ltd		4 898 180	7,7				7,7
WPP PLC		523 060	15,7				15,7
WR Berkley Corp		62 100	5,5				5,5

WR Grace & Co	10 600	1,0	1,0
WW Grainger Inc	26 546	8,3	8,3
Wyndham Worldwide Corp	28 691	2,9	2,9
Wynn Macau Ltd	1 189 600	2,5	2,5
Wynn Resorts Ltd	28 200	3,3	3,3
Xcel Energy Inc	663 551	36,2	36,2
Xerox Corp	1 674 972	19,6	19,6
Xilinx Inc	142 009	11,5	11,5
XL Axiata Tbk PT	12 297 384	2,8	2,8
XL Group Ltd	61 446	3,1	3,1
Xylem Inc	335 017	22,2	22,2
Yahoo Japan Corp	854 679	4,4	4,4
Yahoo! Inc	2 770 700	143,7	143,7
Yakult Honsha Co Ltd	2 017	0,1	0,1
Yamada Denki Co Ltd	4 120	-	-
Yamaguchi Financial Group Inc	2 000	-	-
Yamaha Corp	43 847	1,8	1,8
Yamaha Motor Co Ltd	480	-	-
Yamato Holdings Co Ltd	174 509	4,8	4,8
Yamazaki Baking Co Ltd	1 950	-	-
Yandex NV	266 390	7,2	7,2
Yangzijiang Shipbuilding Holdings Ltd	3 633 700	2,7	2,7
Yanzhou Coal Mining Co Ltd	4 282 810	3,9	3,9
Yapi ve Kredi Bankasi AS	10 889 379	14,2	14,2
Yara International ASA	319 511	16,9	16,9
Yaskawa Electric Corp	114 983	2,4	2,4
Yes Bank Ltd	476 349	10,9	10,9
YIT OYJ	201 700	2,2	2,2
Yokogawa Electric Corp	143 091	2,8	2,8
Yokohama Rubber Co Limited , The	1 100	-	-
Yonghui Superstores Co Ltd	16 979 778	16,1	16,1
YTL Corp Bhd	18 388 737	8,5	8,5
YTL Power International Bhd	8 627 403	3,8	3,8
Yuanta Financial Holding Co Ltd	34 683 039	17,3	17,3
Yue Yuen Industrial Holdings Ltd	832 500	4,1	4,1
Yuhan Corp	47 461	10,5	10,5
Yulon Motor Co Ltd	1 145 076	1,3	1,3
Yum China Holdings Inc	933 457	32,7	32,7
Yum! Brands Inc	1 859 944	158,0	158,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
YY Inc		41 119	2,2				2,2
Zalando SE		22 032	1,1				1,1
Zardoya Otis SA		147 825	1,7				1,7
Zee Entertainment Enterprises Ltd		880 500	7,9				7,9
Zhejiang Expressway Co Ltd		4 693 409	6,0				6,0
Zhejiang Huace Film & TV Co Ltd		2 116 126	4,6				4,6
Zhejiang Huahai Pharmaceutical Co Ltd		1 544 606	6,6				6,6
Zhejiang Yankon Group Co Ltd		17 584 531	24,5				24,5
Zhen Ding Technology Holding Ltd		632 835	1,7				1,7
Zhengzhou Yutong Bus Co Ltd		9 115 773	34,5				34,5
Zhongjin Gold Corp Ltd		3 320 122	7,7				7,7
Zhuzhou CRRC Times Electric Co Ltd		1 284 908	8,7				8,7
Zijin Mining Group Co Ltd		13 206 732	5,7				5,7
Zillow Group Inc		32 700	1,6				1,6
Zimmer Biomet Holdings Inc		30 212	4,2				4,2
Zodiac Aerospace		97 921	3,0				3,0
Zoetis Inc		60 037	4,3				4,3
ZTE Corp		1 738 514	4,1				4,1
Zurich Insurance Group AG		83 325	30,8				30,8

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises de sociétés cotées de la Caisse ainsi que ceux des investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES
au 31 décembre 2016
(juste valeur - en millions de dollars)

Valeur des investissements:
A = de 0 à 5 M\$ C = de 10 à 30 M\$ E = de 50 à 75 M\$ G = de 100 à 150 M\$ I = de 300 à 500 M\$
B = de 5 à 10 M\$ D = de 30 à 50 M\$ F = de 75 à 100 M\$ H = de 150 à 300 M\$ J = 500 M\$ et plus

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises de sociétés fermées de la Caisse ainsi que ceux des investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Immobilier ¹					
Ancar Administradora de Shopping Centers Ltda		X			F
Apollo U.S. Real Estate Fund II L.P.	X				C
Au Sommet Place Ville Marie, S.E.C.	X				A
Beacon Capital Strategic Partners VII, LP	X				D
Blackstone Property Partners F.2 LP	X				H
Blackstone Property Partners Kips Co-Investment L.P.	X				G
Blackstone Property Partners LBA Co-Investment II AIV L.P.	X				E
Blackstone Real Estate Partners Asia, L.P.	X				G
Blackstone Real Estate Partners Europe IV L.P.	X				H
Blackstone Real Estate Partners VI, L.P.	X				H
Blackstone Real Estate Partners VII, L.P.	X				J
Blackstone Real Estate Partners VIII L.P.	X				H
Cerberus CDP IC Partners LP	X				J
Chongbang Holdings (International) LTD		X			J
CIM Fund III, L.P.	X				H
CIM Fund VIII, LP	X				H
Claridge IC Immobilier, Société en commandite	X				C
Colyzeo Investors, L.P.	X				A
Colyzeo Investors II, L.P.	X				C
Greystar Equity Partners IX, L.P.	X				G
Greystar Equity VIII	X				D

HBC Albert JV III LLC	X		H
HBS Global Properties LLC	X		H
IC1-Westgate Co-Investors, LLC	X		C
ICAMAP Investimento S.à.r.l.	X		E
ICAMAP Investors, SLP-SIF	X		E
India Property Fund L.P.	X		D
Kimex Retail Land and Development Fund I, LP	X		A
KingSett High Yield Fund	X		F
KingSett Real Estate Growth LP No.3	X		B
KingSett Real Estate Growth LP No.4	X		A
KingSett Real Estate Growth LP No.5	X		F
KingSett Real Estate Growth LP No.6	X		C
KingSett Urban Infill Property Fund	X		D
Logos China Investments Limited		X	D
Logos New Holding Trust	X		D
Logos New Investment Trust	X		A
Logos SE Asia Venture 1 L.P.	X		E
Lone Star Fund III (Bermuda) LP	X		A
Lone Star Fund IV (Bermuda) LP	X		B
Lone Star Fund V (Bermuda) LP	X		H
Lone Star Fund VI (Bermuda) LP	X		H
Lone Star Fund VIII LP	X		H
Lone Star Fund IX (Bermuda) LP	X		F
Lone Star Real Estate Fund LP	X		F
LS Real Estate Fund III	X		G
Manhattan Valley Fund LP	X		A
MCAP Commercial LP	X		I
Mira Group LP	X		E
New York Metro Fund, LP	X		A
NYC Residential Fund GP, LLC	X		A
PenRetail III Limited Partnership	X		A
Praedium Fund V, L.P., The	X		A
Praedium Fund VI, L.P., The	X		A
Praedium Fund VII, L.P., The	X		A
Praedium VIII Multifamily Value Fund, L.P.	X		C
Rockpoint Growth and Income Real Estate Fund I, L.P.	X		F
Rockpoint Real Estate Fund IV, LP	X		H
Rockpoint Real Estate Fund V, LP	X		E
TPG CDP DASA (RE) Utrecht AIV I, LP	X		E
TPG Real Estate Finance Trust	X		H
TPG Real Estate Fund II	X		C

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
TPG Real Estate Partners II (E1), L.P.	X				H
VersaCold Logistics Services LP	X				E
VR China LP	X				D
Warburg Pincus Real Estate I, LP	X				D
Williams Opportunity Partner Fund, LLC	X				A
WPRE Red Star L.P.	X				F
Placements privés et Infrastructures ²					
3AB Optique Développement SAS		X			H
4411871 Canada Inc		X			A
7761210 Canada Inc		X			C
7764863 Canada Inc		X			C
7790724 Canada Inc		X			A
9049-7496 Québec Inc		X			D
9256-9771 Québec Inc		X	X		B
9327-2615 Québec Inc		X		X	D
9672869 Canada Inc		X			A
ACON Sequitur Investors Holdings LLC	X			X	F
ACON Sequitur Investors Holdings II LLC	X			X	D
Acquisition Glacier II Inc		X			F
AddÉnergie Technologies Inc		X			A
AES US Investments Inc		X			I
Affinity Asia Pacific Fund IV LP	X				F
Airbnb Inc		X			H
Airport Holding Kft	X				G
Airport Hungary Tanácsadó Korlátolt Felelősségű Társaság Kft				X	H
Altas Partners Holdings (A) LP	X				A
Anges Québec Capital SEC	X				A
Apollo Credit Opportunity Fund (Offshore) III LP	X				F
Apollo Hercules Partners LP	X				G
Aquiline Financial Services Fund (Offshore) LP	X				C
ARC Energy Venture Fund 3 Canadian LP	X				A
ARC Energy Venture Fund 4 Canadian LP	X				A
ArcLight Energy Partners Fund III LP	X				A
ArcLight Energy Partners Fund IV LP	X				C

ArcLight Energy Partners Fund V LP	X			E
Ardian LBO Fund VI A	X			D
Ardian LBO Fund VI CDPQ Co-Invest	X			C
Ares Corporate Opportunities Fund II LP	X			C
Ares Corporate Opportunities Fund III LP	X			E
Ares Corporate Opportunities Fund IV LP	X			G
Ares SSF Riopelle LP	X			D
Argos Holdings LP	X			J
Armoires Fabritec Ltée			X	A
ASF Galaxy Co-Invest LP	X			E
ASF Prince Co-Invest S. LP	X			E
ASF V Messenger Acquisition LP	X			D
ASF V-B Park Co-Investment LP	X			G
ASF VI CDPQ Co-Invest LP	X			E
ASF VI LP	X			I
ASF VII B CDPQ Co-Invest LP	X			A
ASF VII B LP	X			D
Athyrium Opportunities Fund II (Non-US) LP	X			F
Auriga Ventures I	X			A
Auriga Ventures II	X			A
Australis Partners Fund LP	X			A
Avenue Asia Special Situations Fund IV LP	X			A
Avenue-CDP Global Opportunities Fund LP	X			D
Avenue Special Situations Fund V LP	X			A
Averna Technologies Inc ³		X	X	B
AWC Investments Inc		X		B
AXA Capital Asia LP	X			F
AXA Capital Asia II LP	X			H
AXA CDP Co-Investment Fund FCPR	X			E
AXA Early Secondary Fund III-I LP	X			C
AXA Expansion Fund II FCPR	X			B
AXA LBO Fund III A	X			A
AXA LBO Fund IV FCPR	X			D
AXA LBO Fund IV Supplementary FCPR	X			D
AXA LBO Fund V CORE FCPR	X			H
AXA LBO Fund V Supplementary	X			D
AXA Mezzanine 1 S.A., SICAR	X			A
AXA Primary Fund America III LP	X			C
AXA Primary Fund America IV LP	X			F
AXA Primary Fund Europe III LP	X			D
AXA Primary Fund Europe IV LP	X			D

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
AXA Secondary Fund LP	X				A
AXA Secondary Fund II LP	X				A
AXA Secondary Fund III-1 LP	X				A
AXA Secondary Fund IV LP	X				F
AXA Secondary Fund V LP	X				H
Azimuth Energy Partners II LP	X				D
Azimuth Energy Partners III LP	X				F
Azimuth Energy Partners IV LP	X				D
Bariatric Nutrition Inc		X			B
Baring Vostok Fund IV Supplemental Fund LP	X				C
Baring Vostok Private Equity Fund III LP 1	X				D
Baring Vostok Private Equity Fund IV LP	X				F
Baring Vostok Private Equity Fund V LP	X				D
Baring Vostok Private Equity LP 1	X				A
BC European Capital VII	X				A
BC European Capital VIII	X				D
BC European Capital IX	X				G
BCP V Co-Investors LP	X				A
Beaudier Ciment Inc (Ciment McInnis Inc)		X	X		H
BioMarin Delivery Canada Inc		X			A
Blackstone Capital Partners VII LP	X				A
Blackstone Firestone Principal Transaction Partners (Cayman) LP	X				A
Blackstone First Eagle Co-Invest LP	X				H
Blackstone Health Commitment Partners LP	X				A
Bombardier Transportation (Investment) UK Limited			X		J
Brightspark Ventures II LP	X				C
Bronco Midstream Partners LP	X				D
Brookfield Capital Partners II LP	X				E
Brookfield Capital Partners Fund III LP	X				H
Brookfield Capital Partners IV (CR) LP	X				G
CAD Industries Ferroviaires Ltée				X	A
Caisse Quadrant Trust	X				G
CAMSO Inc		X	X		H
Capital Croissance PME SEC	X				D
Capital Croissance PME II SEC	X				F

Capital St-Laurent SEC	X			A
Care Capital Investments III LP	X			D
Carlyle/Riverstone Global Energy & Power Fund III LP	X			C
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd		X		H
CD&R B&M Co-Investor, LP	X			E
CD&R EMSC Co-Investor LP	X			A
CD&R Univar Co-Investor II LP	X			G
CDP Investissements Associés SENC	X			C
CDP Investissements Associés II SENC	X			C
CDPQ Infra Inc		X	X	G
CDPQ Plenary Group Holdings Trust	X			E
CDR USF Co-Investor NO 2 LP	X			H
Cequel Communications Holdings I, LLC (Suddenlink)	X			E
Cerberus CDP IC Partners LP	X			I
Cerberus Institutional Partners LP - Series Four	X			H
CG Investment Group LLC	X			A
Checkers Control Partnership LP	X			H
Citicorp Mezzanine III LP	X			B
Claridge CDPQ Gestion Inc		X		A
Claridge Israël SEC	X			B
Clarus Lifesciences I LP	X			C
Clarus Lifesciences II LP	X			C
Clayton Dubilier & Rice Fund VII (Co-Investment) LP	X			C
Clayton Dubilier & Rice Fund VII LP	X			C
Clayton Dubilier & Rice Fund VIII LP	X			F
Clayton Dubilier & Rice Fund IX LP	X			H
Clearspring Capital Partners III LP	X			C
Colonial Pipeline Company		X		J
Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, La		X		D
Corex Resources Ltd		X		G
Corporation de Développement Knowlton Inc		X		E
Corporation de développement Nautilus Inc		X		A
Corsair III Financial Services Capital Partners LP	X			D
Court Square Capital Partners (Offshore) II LP	X			D
Court Square Capital Partners (Offshore) III LP	X			D
Crown Global Secondaries III PLC	X			E
CVI Global Value Fund LP	X			G
CVI Global Value Fund LP - Top Off	X			E
Cytheris SA		X		A
Dalcor Pharmaceutiques Canada Inc		X		C
Demers, Manufacturier d'ambulances Inc		X	X	C

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Denver Partners LLC	X				A
Dery Télécom Inc				X	A
Dundee Sarea Acquisition I LP	X				C
Dundee Sarea GP Inc		X			A
Edelweiss Asset Reconstruction Company Limited			X		E
Emerald Cleantech Fund II LP	X				B
Emerald Energy Fund I LP	X				A
EnerVest Energy Institutional Fund XIII-A LP	X				A
EnerVest Energy Institutional Fund XIV-A LP	X				G
Englobe Corp		X		X	D
ePak Holdings Limited		X	X		A
EQT Auris Co-Investment Limited Partnership	X			X	H
EQT Auris II	X			X	C
EQT Mid Market Fund	X				G
EQT Mid Market US LP	X				D
EQT VI (No.1) LP	X				H
EQT VII (No.2) LP	X				E
Essex Woodlands Health Ventures Fund VII LP	X				C
Essex Woodlands Health Ventures Fund VIII LP	X				C
Euro Wagon LP	X				A
FGP Topco Limited (HAH)		X			J
Finloc 2000 Inc				X	A
Fix Auto Canada Inc		X		X	C
Fluxys SA		X			J
Fonds AlterInvest SEC	X				A
Fonds AlterInvest II SEC	X				C
Fonds CDP (SEW), SEC	X				I
Fonds CTI Sciences de la Vie SEC	X				C
Fonds CTI Sciences de la Vie SEC II	X				B
Fonds Cycle Capital I SEC	X				A
Fonds d'investissement AlterInvest Inc		X			A
Fonds d'investissement iNovia 2015 SEC	X				A
Fonds d'investissement iNovia II SEC	X				C
Fonds d'investissement iNovia III-Parallèle, SEC	X				A
Fonds ID SEC	X				B

Fonds InnovExport, SEC	X				A
Fonds Manufacturier Québécois SEC	X				D
Fonds Manufacturier Québécois II SEC	X				C
Fonds Propulsion III SEC	X				B
Fonds Tandem Expansion I SEC	X				C
Fonds XPNDCroissance SEC	X				B
Fortress Coinvestment Fund V LP	X				C
Fortress Investment Fund V LP	X				F
Genesis Partners II LDC	X				A
Genesis Partners III LP	X				C
Genstar Capital Partners V LP	X				E
Genstar Capital Partners VI LP	X				G
Genstar Capital Partners VII LP	X				G
Georgian Partners Growth Fund III LP	X				B
Gestion Anges Québec Capital Commandité Inc		X			A
Gestion Cirque du Soleil SEC	X				F
Gestion Grand Lys Inc		X			A
Gestion Sijeri Inc		X			A
Global Agriculture AIV (CN) LP	X				H
Global Agriculture II AIV LP	X				D
Global Timber Resources LLC	X				E
GO Capital SEC	X				A
Gravity Energy Corp		X			A
Greenpac Holding LLC	X		X		F
Greenstone Ltd		X		X	I
Groupe Crevier Inc				X	B
Groupe Graham International Inc		X			A
Groupe Keolis SAS		X			J
Groupe Marcelle Holdings Inc		X		X	C
Groupe Novatech Inc		X		X	C
Groupe Optimum Inc		X			C
Groupe Stageline Inc		X			C
Groupe Tornatech Inc		X			C
Groupe V Média Inc			X		B
GSO Churchill Partners AIV-1 LP	X				C
GSO Churchill Partners LP	X				I
GSO Churchill Partners II LP	X				I
Harfang Exploration Inc		X			A
HEF HoldCo II, Inc		X		X	H
HGSC 3 S.A.				X	D
HMY International		X	X		A

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Hopper Inc		X			D
HydroSolution Ltée		X			A
HydroSolution SEC	X				D
ILM Investments LP	X				H
Image Networks Holdings Pty Ltd		X	X		H
Industries Spectra Premium Inc		X			C
Innisfree PFI Continuation Fund	X				F
Interconnector UK Ltd		X			H
Intransit BC Limited Partnership	X				F
Intransit British Columbia GP Ltd		X			A
Invénergie Vert SEC	X				F
Invénergie Vert II SEC	X				E
Invenergy Canada Wind 4 Limited		X			A
Invenergy Canada Wind Green Limited		X			A
Invenergy Canada Wind Green II Limited		X			A
Invenergy Des Moulins GP Limited		X			A
Invenergy Raleigh Green Limited		X			A
Invenergy US Wind Holdings LLC				X	J
Invenergy Wind LLC	X				J
Investissements Novacap Inc		X			A
IPALCO Enterprises, Inc		X			J
IPE Tank and Rail Investment 2 SCA		X			A
IPL Inc		X		X	E
J L Albright III Venture Fund	X				A
JitneyTrade Inc				X	A
KERN Energy Partners I LP	X				A
KKR-CDP Partners LP	X				I
Laureate Co-Investors V Limited Partnership	X				C
LB Firth Sidecar LLC	X				B
Lightspeed POS Inc		X			E
Lion Capital Fund I LP	X				A
Lion Capital Fund II LP	X				C
Lion Capital Fund III LP	X				H
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	X	X			I
Lone Star Fund III (Bermuda) LP	X				A

Lumira Capital Corp		X			A
Macquarie European Infrastructure Fund LP	X				C
MCC Hold Trust	X				C
MECE Finance Hold Trust	X				A
MECE Finance Holdings Pty Ltd		X			A
MECE Hold Trust	X				A
MECE Holdings Pty Ltd		X			A
MED ParentCo LP	X				I
Mines Coulon Inc		X			B
MMV Financial Inc		X	X		A
Mondofix Inc		X			A
Morgan Schaffer Inc		X		X	C
Nautilus Plus Inc				X	A
New Asurion Corporation		X			H
Newbridge Asia IV LP	X				B
NewQuest Asia Fund III LP	X				A
NewStar Credit Opportunities Fund Ltd		X			B
Northleaf 1608 Secondary Holdings LP	X				D
Novacap II Société en commandite	X				B
Novacap Industries III SEC	X				D
Novacap Industries IV SEC	X				C
Novacap Technologies III SEC	X				C
Novacap TMT IV SEC	X				C
NSW Electricity Networks Assets Holdings Trust (TransGrid)	X			X	J
NSW Electricity Networks Operations Holdings Trust (TransGrid)	X			X	J
Nth Power Technologies Fund II-A LP	X				A
OCM Asia Principal Opportunities Fund LP	X				A
OCM Opportunities Fund VII (Cayman) Ltd	X				D
OCM Opportunities Fund VIIb LP	X				D
OCM Principal Opportunities Fund IV (Cayman) Ltd	X				E
OHA - CDP ESCF, LP	X				H
Oncap II LP	X				C
Oncap III (Canada) LP	X				D
Onex Partners LP	X				C
Onex Partners II LP	X				C
Onex Partners III LP	X				G
Onex Partners IV LP	X				H
Onex SIG Co-Invest LP	X				G
Open Text Enterprise Apps Fund	X				A
OrbiMed Private Investments III LP	X				C
Osum Oil Sands Corp		X			C

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
OTYC Holdings Inc		X			A
Ovivo Inc		X			E
Palantir Technologies Inc			X		H
Park Square Capital Partners LP	X				G
Partenaires Médias Remstar SEC	X				A
Partenaires Persistence Capital LP	X				B
Partenaires Persistence Capital II, SEC	X				C
Partners Group Client Access 16 LP Inc (Groupe Foncia)	X				I
Patina Rail LLP (Eurostar International Limited)	X				J
Patria - Brazilian Private Equity Fund V LP	X				A
PCUT No 1 Pty Ltd				X	D
Plastrec Inc		X			B
Plenary Conventions Holdings Pty Ltd		X			A
Plenary Health Holdings (CCC) Pty Ltd		X			E
Plenary Health Holdings Unit Trust	X				A
Plenary Holdings No 7 Pty Ltd		X			B
Plenary Living (LEAP 1) Unit Trust	X				A
Plenary Living (LEAP2) Holdings Pty Ltd		X			E
Plenary Living (LEAP2) Pty Ltd				X	E
Plenary Research Pty Ltd				X	C
Plenary Research Unit Trust	X				A
Pool Acquisition SA		X			A
PPP Holdings No 1 Pty Ltd		X		X	C
PPP Holdings No 2 Pty Ltd		X		X	C
ProQuest Investments IV LP	X				F
PulsePoint Inc		X			A
QPH Hold Trust, Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	X	X			J
Quantum Energy Partners IV LP	X				D
Québecor Média Inc		X			J
Relay Ventures Fund LP	X				C
Relay Ventures Fund III LP	X				A
Rho Canada Capital de Risque SEC	X				B
Riopelle Century LLC	X				A
Ripley Cable Holdings I LP	X				C
Riverstone Global Energy & Power Fund V LP	X				H

Sagard FCPR	X			A
Sagard II A FCPR	X			D
Saints Capital V LP	X			A
Saints Capital VI LP	X			C
Sanderling Venture Partners IV LP	X			A
Sanderling Venture Partners V LP	X			B
Sanderling Venture Partners VI Co-Investment Fund LP	X			C
Sanderling Venture Partners VI LP	X			C
Sedgwick Inc		X		J
Sentient Global Resources Fund I LP	X			B
Sentient Global Resources Fund II LP	X			A
Sentient Global Resources Fund III LP	X			C
Sentient Global Resources Fund IV LP	X			C
Sentient Group Limited, The		X		A
SeqUr Exploration Inc		X		A
Services de santé Medisys SEC			X	C
Services Intégrés Lemay & Associés Inc			X	B
SGU Holdings GP Corporation		X		A
SGU Holdings LP	X			H
Silver Lake Partners II LP	X			A
Silver Lake Partners III LP	X			H
Silver Lake Partners IV LP	X			H
Skyfold Inc		X		C
SLP Denali Co-Invest LP	X			H
Société d'investissement ALT Canada SEC	X			C
Société en commandite Agechem	X			B
Société en Commandite Axiom Infrastructure Canada	X			E
Société en commandite Zarkiris	X			A
Somerset Group Inc		X		A
Southern Star Acquisition Corporation		X	X	J
Sports Authority Holdings, Inc		X		A
Sports Authority Inc, The			X	A
SP 780 Private Equity Investments plc	X			B
SSQ, Société d'Assurance-Vie Inc			X	D
Structured Credit Holdings Public Limited Company		X	X	A
Studio Félix & Paul Inc		X		A
Summertime Holding Corp		X		H
SW Energy Capital LP	X			D
SW Resources Partnership	X			A
Sweeteners Holdings Inc		X		A
TAD Canco Inc			X	H

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Télécon Inc		X	X		D
Tenaska Power Fund LP	X				A
Terallys Capital Fonds de Fonds, SEC	X				F
Terallys Capital Fonds d'Innovation SEC	X				A
TeraXion Inc				X	A
Thomas McNerney & Partners II LP	X				C
TIAA-CREF Global Agriculture LLC	X				H
TIAA-CREF Global Agriculture II LLC	X				D
TMC Mezz Cap Investor LLC	X				A
Tornatech Inc		X			A
TPF II-A, LP	X				C
TPG Asia V LP	X				C
TPG Asia VI LP	X				G
TPG LBV Co-Invest LLC	X				C
TPG Magnate Holdings, LP	X				E
TPG Partners V LP	X				F
TPG Partners VI LP	X				F
TPG Partners VII LP	X				C
TPG VI Wolverine Co-Invest, LP	X				H
TPG VII DE AIV II LP	X				B
TPG VII Magni AIV LP	X				C
Transport Social Netlift Inc		X			A
Trencap SEC (Gaz Métro)	X				J
Trident III LP	X				A
Trident IV LP	X				F
Trident V Parallel Fund LP	X				G
Trident VI Parallel Fund LP	X				H
Triotech Amusement inc		X			D
Triton Electronique Inc		X			A
Trust No. 2431 (ALTAN Redes S.A.P.I. de C.V.)	X				A
Trust No. 2431 (ICA Operadora de Vias Terrestres, S.A.P.I. de C.V.)	X				G
Tyrol Acquisition 1, s.à.r.l.		X			A
Univita Health Holdings Corp.		X			A
Univita Health Inc				X	A
VantagePoint CDP Partners LP	X				A

VantagePoint Communications Partners LP	X			A
VantagePoint Venture Partners 2006 (Q) LP	X			E
VantagePoint Venture Partners III (Q) LP	X			A
VantagePoint Venture Partners IV (Q) LP	X			A
Ventures West 8 LP	X			A
Viandes Seficlo Inc		X	X	A
Vintage Investment Partners VI (Cayman), LP	X			D
Vintage Venture Partners III (Cayman) LP	X			C
Vista Equity Partners Fund V-A LP	X			G
Vista Equity Partners V Co-Invest 1-A LP	X			E
Warburg Pincus China LP	X			C
WCP III Québec Co-Invest, LP	X			B
Wengen Alberta Limited Partnership	X			D
Wynchurch Capital Partners II LP	X			C
Zone3 Inc		X	X	B

Revenu Fixe

1011778 BC ULC / New Red Finance Inc			X	I
ABW Solar General Partnership			X	C
Accruent LLC			X	D
ADG LLC			X	C
Advanced Instruments Inc			X	B
AEP Holdings Inc			X	C
Aéroport de Québec Inc			X	E
Agropur Coopérative			X	I
Alera Technologies Inc			X	C
Allied Universal Holdco LLC			X	G
Allison Transmission Inc			X	C
ALM XII Ltd			X	G
ALM XVI Ltd/ALM XVI LLC			X	G
AMCP Clean Acquisition Co LLC			X	B
AM General LLC			X	C
Atrium Innovations Inc			X	D
Auris Luxembourg III Sarl			X	F
Boreas (Investment) Limited			X	I
Brookfield Finance Inc			X	C
Capital Group Emerging Markets Debt Fund			X	J
CCO Holdings LLC / CCO Holdings Capital Corp			X	D
CCO Safari III LLC			X	F
CCOH Safari LLC			X	G
CDR Bounty Holdco 4 Limited			X	E

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Centric Group LLC				X	C
Charter Communications Operating LLC				X	G
Clearwater Analytics LLC				X	C
Collectif Santé Montréal S.E.C. (CHUM)				X	J
Crosslinx Transit Solutions GP				X	D
Dery Télécom Inc.				X	B
Dryden 41 Senior Loan Fund				X	F
DTI Holdco Inc				X	C
EFS Cogen Holdings I LLC				X	G
Fairfax US Inc				X	C
Finloc 2000 Inc				X	A
First Eagle Investment Management LLC				X	H
Galleria Co				X	E
Gestion Premier Lion Inc				X	A
Grand Bend Wind Limited Partnership				X	D
Grand Renewable Solar LP				X	E
Groupe de Sécurité Garda Inc, Le				X	F
Groupe Moreau				X	A
Groupe Optimum Inc				X	B
HCA Inc				X	I
Hewitt Equipment Ltée				X	D
Hygiena Borrower LLC				X	C
IHC Holding Corp				X	C
Imagine Print Solutions				X	A
Industries Sanimax Inc				X	C
Innovative Interfaces Inc				X	C
Island Medical Management Holdings LLC				X	C
ISS #2 LLC				X	C
JHT Holdings Inc				X	A
K2 Wind Co Lp				X	E
KFC Holding Co/Pizza Hut Holding				X	G
Kingston Solar LP				X	E
Kruger Wayagamack Inc				X	A
Lackawanna Energy center LLC				X	G
Lakeland Tours LLC				X	C

Level 3 Financing Inc	X	D
Lièvre Power Financing Corp	X	D
Marc Antony Cosmetics Ltd	X	B
MarketCast LLC	X	A
MB Aerospace ACP Holdings III Corp	X	C
Melancthon Wolfe Wind LP	X	E
Met Axium Solar Cluster 2 Limited Partnership	X	D
Ministry Brands Holding, LLC	X	G
Minto Developments Inc	X	C
Moran Foods LLC	X	H
National Intergovernmental Purchasing Alliance Co	X	C
New Enterprise Stone & Lime Co Inc	X	C
New Richmond Wind LP	X	E
Nielsen Finance LLC	X	F
Nielsen Finance LLC / Nielsen Finance Co	X	H
NSM Insurance Group	X	C
Oliver Street Dermatology Holdings LLC	X	C
Osmotica Pharmaceutical Corp	X	B
Otg Management Inc	X	C
Petco Animal Supplies Inc	X	G
PetSmart Inc	X	H
Physicians Endoscopy	X	A
Plenary Health Kelowna LP	X	C
Plenary Health North Bay Finco Inc	X	E
Polk Acquisition	X	C
Ports America Holdings Inc	X	F
Prime Security Services Borrower LLC	X	H
Prometheus Group Holdings LLC	X	A
QC Supply LLC	X	C
Quikrete Holdings Inc	X	G
Restaurant Technologies Inc	X	C
Riverview Power LLC	X	G
Schooltop Solar Limited Partnership	X	D
Shift Digital	X	C
Smile Brands Group Inc	X	B
SNC-Lavalin Innisfree McGill Financement Inc	X	G
Société de cogénération de St-Félicien	X	B
Société en Commandite H2O Énergie	X	H
Southern Star Central Corp	X	E
SouthernCarlson	X	C
SSL Financement Inc	X	D

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 2016
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Steiner US Holdings Inc				X	G
Sterling Infosystems Inc				X	E
TAPC Holdings LP				X	G
T-Mobile USA Inc				X	E
Tornatech Inc				X	A
Towne Holdings Inc				X	C
Trojan Merger Sub Inc				X	C
US Anesthesia Partners Inc				X	B
Vents du Kempt Inc				X	D
Veresen Midstream LP				X	E
Windsor Essex Mobility Group GP				X	C
Wrench Group/The				X	C
Zywave Inc				X	D
BTAA					
BTAA					
Véhicule d'actifs cadres I (VAC 1)				X	J
Véhicule d'actifs cadres II (VAC 2)				X	G
Véhicule d'actifs cadres III (VAC 3)				X	E
BTAA exclus de l'entente de restructuration					
Superior Trust				X	D

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises de sociétés fermées de la Caisse ainsi que ceux des investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

¹ Placements sous-jacents des filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital.

² Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale créée en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse.

³ Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du dernier alinéa de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse.

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
Herndon	508 Pride Avenue	San Francisco	3440, 3605 20 th Street	Sunnyvale	1180 Lochinvar Avenue
Kirkland	11110 Forbes Creek Drive	San Francisco	345, 990 Fulton Street	Sunnyvale	255 Caspian Drive
Lakewood	3505 Nelson Circle S	San Francisco	350 Judah	Tempe	3255 Dorsey Lane S
Los Angeles	523 West 6 th Street	San Francisco	3560 Divisadero Street	Valencia	24640 Town Center Drive
Miami	901 Miami Avenue S	San Francisco	40 Tiffany Avenue	Washington	5210 3 rd Street NE
New York	10 Downing Street	San Francisco	455 Hyde	Washington	801 New Jersey Avenue SE
New York	101, 108 15 th Street W	San Francisco	520 Scott		
New York	1095, 1211 Avenue of the Americas	San Francisco	55 Genoa	France	
New York	1143 2 nd Avenue	San Francisco	600-610, 920 Leavenworth	Toulouse	Terrain - Inter. rue Des Chênes et Route D82
New York	120 - 160 97 th Street W	San Francisco	605, 828 Jones Street		
New York	135 96 th Street W	San Francisco	610-660 Clipper		
New York	141 33 rd Street E	San Francisco	634,655 Powell	Mexique	
New York	1411, 1745 Broadway	San Francisco	65 Buena Vista	Mexico	Cuajimalpa
New York	167 82 nd Street E	San Francisco	686 Post	Mexico	Terrain - Quartier de Nuevo Polanco
New York	20, 41 Park Avenue	San Francisco	721, 816, 990 Geary		
New York	210 89 th Street W	San Francisco	726, 969, 1240 Bush	Royaume-Uni	
New York	235 - 237 48 th Street W	San Francisco	735 Taylor	Londres	1 Stonecutter Street
New York	252, 360 1 st Avenue	San Francisco	737, 795, 825 -835 Pine Street	Londres	3 Minster Court
New York	330 Hudson Street	San Francisco	916 Pacific	Londres	21 Lombard Street
New York	360 65 th Street E	San Francisco	925 Pierce	Londres	1 - 11 Pond Palace
New York	364 18 th Street W	San José	150, 160, 170, 180 Baytech Drive	Londres	11 - 13 Young Street
New York	753 Amsterdam Avenue	San José	1500 Cottle Road	Londres	13 Park Walk
New York	8 Gramercy Park S	San José	2585, 2595 Junction Avenue	Londres	117 - 167 Fulham Road
Pasadena	El Molino et Walnut/Hudson et Walnut	San José	2600 - 2610 N. First St. / 25 E	Londres	143 Park Road
Pasadena	25 Walnut Street W	San José	2610, 2630, 3025 Orchard Parkway	Londres	20 Hamlet Gardens
Pleasant Hill	225 Coggins Dr.	San José	2660, 2680, 2700, 2720, 2740 Zanker Road	Londres	21 - 22 Prince of Wales Terrace
Pleasanton	3992 Stoneridge Drive			Londres	3 Abbey Orchard Street
Reston	12032 Waterside View	San José	2904 Orchard	Londres	39 - 41 Nottingham Place
San Francisco	1 San Antonio	San José	355 Kiely boul.	Londres	39 Hill Street
San Francisco	1025 Steiner Street	San José	5325, 5390-5400, 5500-5550, 5750, 5830-5870 Hellyer Avenue	Londres	39 Westferry Circus
San Francisco	1025,1035 Sutter			Londres	4 Eccleston Street
San Francisco	1030, 1424 - 1428 Polk	San José	55 West Trimble Road	Londres	4b Merchant Square, Paddington
San Francisco	1060 Pine	San José	5705 - 5725 Silver Creek	Londres	57 Farrington Street
San Francisco	11, 1064 Dolores	San José	5710 Fontanoso Way	Londres	62 Green Street, Mayfair
San Francisco	1117 Ocean	San José	5900, 5901, 5921, 5941 - 5945, 5961, 5970, 5981 Optical Court	Londres	65 Duke Street, Mayfair
San Francisco	1320 - 1380 Lombard Street			Londres	79 - 81, 85 Lexham Gardens
San Francisco	140 Duboce	San José	75 East Trimble Road	Londres	86 - 92 Kensington Gardens Square
San Francisco	1405 Franklin	San José	845 - 855, 875 Embedded		
San Francisco	1501 - 1509 Haight	San José	881 Winchester boul. S		
San Francisco	16, 50 Laguna, Hayes Valley	San José	935 Willowleaf Drive		
San Francisco	1750, 1760 Golden Gate	Santa Clara	2001 Walsh		
San Francisco	1819 Golden Gate	Santa Clara	2220, 2300, 2330 Central Expressway		
San Francisco	2023, 2385 Folsom	Santa Clara	2251 Lawson Lane		
San Francisco	210 - 218 Church	Santa Clara	2770 - 2800, 2880, 2890 Scott Boulevard		
San Francisco	2198 Market Street	Santa Clara	3301 Olcott		
San Francisco	2619 Mission	Santa Clara	4750 Patrick Henry Drive		
San Francisco	2620 Laguna	Seattle	1 st Avenue West and Thomas		
San Francisco	2730 Sacramento	Seattle	1100 Second Avenue		
San Francisco	295 Castro	Seattle	1420 5 th Avenue		
San Francisco	300 Buchanan	Seattle	301 Queen Anne Ave N.		
San Francisco	310 6 th Avenue	Seattle	411 University Street		
San Francisco	312, 430,720, 3035 Baker	Seattle	935 Willowleaf Drive		
San Francisco	324 Larkin	Seattle	999, 1111 Third Avenue		
San Francisco	337 10 th Avenue	Stevenson Ranch	25399 The Old Road		

Lieu**Adresse**

CanadaOakridge Centre
Skyway650 West 41st Avenue Vancouver
65 Skyway Avenue Etobicoke

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.
De plus, les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.

Ce document, de même que le Rapport annuel 2016, sont accessibles sur notre site : www.cdpq.com.

Renseignements : 514 842-3261
info@cdpq.com

This publication, as well as the 2016 Annual Report, are available in English on our website at www.cdpq.com.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017

BUREAU D'AFFAIRES

1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : +1 514 842-3261
Télécopieur : +1 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

65, rue Sainte-Anne, 14^e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : +1 418 684-2334
Télécopieur : +1 418 684-2335

www.cdpq.com